

Université Paris X – Nanterre

UFR de Sciences sociales et administratives

Le retour de l'ayatollah Khomeiny en Iran
Vu par la presse française

Mémoire de Master 1 présenté par Jean-Baptiste Tondu,
sous la direction de D. Musiedlak

2010

Présentation du mémoire

Écrire l'histoire n'est pas un acte neutre. Garder en mémoire, retrouver la trace du passé, la conserver, c'est faire un ensemble de choix : choix des techniques et des méthodes, choix dans la manière de présenter, choix analytiques. Selon les périodes, les lieux, les auteurs et les adhésions méthodologiques, voire idéologiques, les enjeux contemporains, l'historiographie ne cesse de se transformer. En tentant d'analyser ce qu'elle a été, de connaître ses courants, leurs apports et leurs limites, il est possible de chercher ce qu'est ou serait une historiographie sinon objective, tout au moins la plus honnête et rigoureuse possible.

L'écriture de l'histoire se veut une présentation des faits. Elle s'adresse à l'ensemble de la société. Pour Jean Chesneaux (1), les manuels scolaires, les livres « grand public », les monuments, les musées, les films historiques répondent à un besoin d'histoire. Les récentes polémiques autour du traitement de l'histoire imposée par l'État illustrent et confirment ce fait. L'histoire « qui touche », qui s'adresse aux sentiments de larges couches de la population ou qui s'inscrit dans le champ des besoins politiques d'un gouvernement, la lutte contre la « culpabilisation », le renforcement de la cohésion et de l'identité d'une nation, s'inscrit-elle dans le champ de l'historiographie en tant que science ? Le travail de l'historien peut-il être déterminé par l'utilisation qui en sera faite ? Ne doit-il pas, au contraire, se restreindre au champ de l'histoire pour elle-même, en tant que sphère autonome des enjeux du présent ? L'historien, extérieur à son objet d'étude le serait aussi à son temps. Il serait celui qui cherche la vérité, les faits, l'objectivité. Qu'un élément extérieur à son champ propre interfère et l'historiographie peut être manipulée.

Est-il anormal qu'une historiographie soit le plus souvent la démonstration d'une idée ? Pour Chesneaux (2), « le savoir historique, retranché derrière son objectivité feint d'ignorer qu'il renforce de toute l'autorité du Temps le pouvoir de telle institution ou tel appareil. (...) Ce discours vise à présenter comme un absolu, comme une construction « historique », le système actuel (...). Dégager à chaque étape du passé la relation spécifique entre le savoir historique et le mode de production dominant, telle devrait être la vraie fonction de l'historiographie (ou l'histoire de l'histoire). » L'historien doit, sans aucun doute, s'en tenir à la recherche des faits, à leur explication par la prise en compte d'autres faits, sans en gommer aucun qui mettrait en péril sa thèse de départ. Cela veut dire une historiographie honnête et rigoureuse. Mais les questions de l'objectivité, de la neutralité ou de l'abstraction forment une autre problématique.

Marc Bloch insiste sur le caractère éclectique de l'historien, à la recherche de sources diversifiées, au carrefour des sciences humaines, prenant l'histoire dans sa globalité, mais dans le but de comprendre, de connaître le sentiment, l'atmosphère. Dans son *Apologie pour l'histoire* (3) il écrit : « J'avais lu bien des fois, j'avais souvent raconté des récits de guerre et de bataille. Connaissais-je vraiment, au sens plein du verbe connaître, connaissais-je *par le dedans* avant d'en avoir éprouvé l'atroce nausée, ce que sont pour une armée l'encerclement, pour un peuple la défaite ? (...) L'érudit qui n'a le goût de regarder autour de lui ni les hommes ni les choses ni les événements, il méritera peut-être le nom d'utile antiquaire, il fera sagement de renoncer à celui d'historien. » Le « métier » d'historien est la connaissance du tout. En s'intéressant à l'objet d'étude ainsi et non par l'événementiel, il ne s'agit pas d'ignorer les dynamiques, de prendre l'histoire comme figée, mais néanmoins de rompre avec une conception de l'historiographie comme écriture de l'enchaînement. Peut-être que la sous-estimation de l'histoire politique, des actions collectives constitue la limite des Annales. Mais ce courant est une contribution indéniable à l'historiographie.

L'étude de faits récents met plus encore en évidence la limite que constituerait une histoire qui chercherait à s'extraire du vécu réel de ceux qui ont fait ou subi l'histoire et du présent de l'écriture, de l'actualité qui découle du sujet. L'accès aux sources lui-même est conditionné par un contexte. L'étude du retour de l'ayatollah Khomeiny en Iran vu par la presse française est un exemple de cette difficulté, dans un contexte international de tensions diplomatiques et d'instabilité politique au sein même du régime qui en est né.

Aux sources centrales que sont les publications d'époque, presse quotidienne, hebdomadaire et magazines d'information principalement, doivent s'ajouter des ouvrages plus généraux sur l'Iran, la révolution de 1979, Khomeiny lui-même et le chiisme. Parmi ces ouvrages, les témoignages directs seront privilégiés. Ils sont ce qui donne le mieux une vision des événements et de l'atmosphère, ce que l'on pourra au mieux comparer à la vision des journaux français. Mais les sources les plus « objectives » sont toujours inaccessibles, notamment les archives de l'État français, des services de police lorsque Khomeiny est exilé en France, des services du ministère des Affaires étrangères dans cette période et durant son accession au pouvoir.

Cela rappelle que l'écriture d'une histoire du retour de Khomeiny à l'heure de la théorie du « choc des civilisations » et des tensions diplomatiques entre l'État iranien et la « communauté internationale » ne saurait ignorer l'éclairage que donne l'actualité au sujet. Il s'agira nécessairement d'envisager cette actualité comme une répercussion de l'événement révolutionnaire de 1979, de ne pas occulter le lien entre passé et présent, d'en faire un moyen d'éclairage mutuel.

Les sources accessibles ne sont pas à proprement parler des travaux d'histoire. Dans les ouvrages qui traitent de l'histoire de la révolution iranienne, cette partie est soit un témoignage direct - donc assumé comme subjectif par les journalistes, militants ou citoyens iraniens qui l'écrivent - soit une partie mineure d'un livre qui traite de manière plus globale du rôle de l'Iran contemporain ou de son état actuel.

De fait, l'histoire de Khomeiny ou celle de la révolution de 1979 ne peut présenter d'intérêt en soi que si l'on s'attache à voir en quoi elle a une influence sur le contexte international et politique. Une influence d'autant plus imprévisible que le personnage de Khomeiny, devenu figure de terreur en Occident dans les années 1980, était au mieux un sujet d'amusement et le plus souvent un parfait inconnu pour les journalistes et la société français en 1978. L'étude doit se limiter à une période précise. Ce bornage du temps peut sembler artificiel, mais il est nécessaire. L'étude commencera peu avant l'arrivée de Khomeiny en France, le 8 octobre 1978, et s'arrêtera à la chute du gouvernement Bakhtiar, c'est-à-dire de la monarchie, après l'« insurrection de Téhéran » des 9, 10 et 11 février 1979. En se centrant sur le court instant du retour de l'ayatollah, il ne s'agit pas de considérer un instant « figé », mais de se situer à un moment charnière, pour trois raisons.

Charnière, d'abord, dans le processus révolutionnaire. Après avoir expulsé le Shah, le peuple accueille celui dont la figure incarne littéralement la résistance nationale. C'est une période de dualité de pouvoir. La polarisation politique est à son comble. Le gouvernement Bakhtiar a été nommé par le Shah avant son départ ; le gouvernement provisoire islamique de Bazargan l'a été par Khomeiny à son retour. C'est bien l'instant révolutionnaire majeur. C'est l'ultime étape, à laquelle pourra succéder le temps des règlements de compte au sein d'une opposition hétéroclite.

L'instant est également charnière aux yeux de l'Occident. La presse française le reflète. Le vieillard assis au pied d'un arbre à Neauphle-le-Château devient meneur révolutionnaire. Celui qui avait habité un pavillon de banlieue parisienne succède, dans l'enthousiasme et dans le sang, au « roi des rois », à l'organisateur des gigantesques fêtes de Persépolis. Le « régime modèle » de l'Orient s'effondre et laisse place à l'incertitude. Reza Shah Pahlavi devient un ami encombrant pour les États de l'Ouest.

C'est ce qui fait de la révolution iranienne elle-même un événement charnière dans l'histoire du Moyen-Orient et de toute celle de la fin du vingtième siècle. Dix ans avant la fin des régimes bureaucratiques et de la guerre froide, la révolution vue comme anti-impérialiste n'est pas menée par un socialiste, un marxiste ou un parti ouvrier et paysan. Elle n'est pas non plus guidée par un meneur nationaliste se réclamant de Nasser ou de Mossadegh. La révolution nationale, populaire et démocratique va devenir une révolution islamique. C'est un précédent dans l'histoire contemporaine. Vingt-deux ans plus tard, en 2001, le Président des États-Unis déclarera une « guerre sans limite » au terrorisme des fondamentalistes musulmans. En Afghanistan, en Egypte, en Palestine, au Liban, l'islam politique s'affirmera comme une force prétendant au pouvoir. Mais pour l'heure, on ne peut se douter que le retour de Khomeiny en Iran annonce une nouvelle période historique, celle de l'après-guerre froide, celle que Samuel P. Huntington nommera le *Choc des civilisations*.

C'est à ces trois aspects présents dans l'historiographie déjà existante qu'il faut s'intéresser. L'on constatera que les sources obligent parfois à déborder du cadre historique fixé dans la présentation du sujet, afin de comprendre le contexte d'une part et les conséquences d'autre part. Mais ces débordements n'empêcheront pas de se centrer sur la période précise donnée, notamment pour ce qui est de l'étude de la presse française elle-même (4).

Plan du mémoire :

Introduction

- 1. Le régime Pahlavi**
- 2. L'opposition sous le Shah**
- 3. Le « gendarme du Golfe » dans un Moyen-Orient mouvementé**

I. La révolution et le khomeinisme avant le retour de Khomeiny

A. Les ambiguïtés du discours de l'ayatollah

- 1. « Les grandes idées progressistes de l'Islam »**
- 2. La centralité de la classe ouvrière ?**
- 3. L'indépendance par rapport à l'État impérial**
 - a. Une contre-société islamique**
 - b. Aucun compromis avec le gouvernement**
 - c. L'armée**

B. Laïques, libéraux, sociaux-démocrates, communistes, gauche radicale... Tous derrière Khomeiny !

- 1. L'entourage de Khomeiny**
- 2. Le Parti Toudeh**
- 3. Les guérilléristes**

C. Les derniers agissements du Shah

II. Le retour de l'ayatollah Khomeiny

A. J. Carter, S. Bakhtiar et le Shah : un échec stratégique

- 1. Le soutien inconditionnel des États-Unis ?**
- 2. Amini, Shariat Madari, Bakhtiar... L'option modérée**
- 3. Quand les États-Unis « lâchent » progressivement le Shah**
 - a. La chute irrésistible**
 - b. Un roi devenu indésirable**
 - c. Les États-Unis entre Bakhtiar et Khomeiny**

B. Khomeiny en France et les péripéties du « vol révolutionnaire »

C. Le double pouvoir

- 1. Bazargan contre Bakhtiar**
- 2. Les dernières activités des partisans de l'ancien régime**
- 3. L'insurrection de Téhéran**

III. À l'étranger

A. En France

- 1. L'embarras de la classe dirigeante française et son influence européenne**
- 2. L'opposition française**
- 3. Comment peut-on être Iranien ?**
 - a. L'Occident découvre Khomeiny**
 - b. La presse chrétienne**
 - c. Michel Foucault et l'exaltation de Khomeiny**

B. Chine et URSS

- 1. Le triangle Moscou-Pékin-Washington**
- 2. La RPC**
- 3. L'URSS**

C. Le Moyen-Orient

- 1. Un nouveau facteur de déstabilisation**
- 2. L'État israélien face à la révolution**
- 3. Le panislamisme et la question pétrolière**
 - a. L'unité de l'*oumma***
 - b. « Le saint or noir »**
 - c. Une révolution tournée vers l'Irak et le Liban**

Conclusion

- 1. Pourquoi Khomeiny**
- 2. Définir le khomeinisme**
- 3. Thermidor en Iran ?**

INTRODUCTION

1. Le régime Pahlavi

« L'Europe occidentale, les États-Unis et le Japon considèrent le Golfe comme faisant partie de leur sécurité, et pourtant ils ne sont pas en mesure de garantir cette sécurité. C'est pourquoi nous le faisons pour eux... »

Le Shah d'Iran, *Newsweek*, le 21 mai 1973 (1)

Après l'échec du Vietnam, le président Nixon établit des relais régionaux pour intervenir contre l'extension des mouvements révolutionnaires : l'État israélien pour le Proche-Orient, l'Iran pour le Moyen-Orient, le Brésil pour l'Amérique latine... Déjà après la première guerre mondiale, les Britanniques s'étaient dotés de quelques régimes relais dans la région pour lutter contre les mouvements nationaux, l'extension de la Révolution de 1917 et son propre affaiblissement militaire : Faiyçal en Irak, Saoudis dans la péninsule arabique, puis Pahlavi en Iran.

La concurrence entre la Grande-Bretagne et les États-Unis s'accroît après 1953 et le coup d'État contre le régime de Mossadegh. Les compagnies pétrolières étasuniennes obtiennent, par l'accord de 1954, leur participation au consortium qui relie la *National Iranian Oil Company* (NIOC), créée par Mossadegh après la nationalisation de l'*Anglo-Iranian Oil Company* (AIOC). Si BP et Shell restent présentes respectivement à 40% et 14%, Gulf Oil (7%), Mobil (7%), Standard Oil of New Jersey (7%), SOCAL (7%), Texaco (7%) et IRICON (5%) y font leur entrée, ainsi que la Compagnie française de pétrole (futur Total), à 6%. Soit un total de 54% pour les entreprises britanniques, de 40% pour les étasuniennes et de 6% pour la seule entreprise française.

Les objectifs des impérialismes britannique et étasunien sont multiples. Ils veulent créer des entités capables de coopérer de façon plus efficace avec eux. C'est dans le même sens qu'ils soutiennent en 1971 la fondation des Emirats arabes unis (EAU). Il s'agit aussi d'accroître leurs investissements dans le Golfe, et particulièrement en Iran pour stimuler la création d'une « classe moyenne » qui servirait à la fois de base sociale au régime et de débouché pour une série de biens de consommation durables et de luxe, que produisent les entreprises qui s'implantent en Iran. Le régime dictatorial iranien, enfin, est un agent essentiel du maintien d'une situation favorable au projet régional de ces grandes puissances. Il est un acheteur d'armes de première importance, notamment grâce aux revenus pétroliers. En 1973-1974, il dépense neuf milliards de dollars et prévoit un plan de deux milliards par an pour les années à venir, seulement en achats. Le budget militaire représente 47% du budget de l'État.

L'Iran prend ainsi la tête des États producteurs de pétrole pour les empêcher d'entrer en contradiction avec les intérêts des États-Unis. Il augmente ses investissements pour le développement industriel dans la région : dans le Golfe, dans les EAU, dans le sud-est de l'Asie et même en URSS. L'Iran lui-même a l'ambition de devenir un important producteur de produits de luxe, du fait de sa main d'œuvre bon marché, et un exportateur, car n'y a pas de marché d'écoulement à proximité. Sur le plan militaire, il est en capacité d'intervenir, directement ou non, comme en 1971 et 1972 au Yémen et en Érythrée, mais aussi en Irak, au Pakistan et dans le sultanat d'Oman.

En 1973, après la guerre du Kippour, la hausse du prix du pétrole provoque celle des revenus en devises dans les pays arabes et en Iran, on parle alors de pétrodollars. Les États ont plusieurs possibilités pour les utiliser : la thésaurisation, qui ne sera pas privilégiée ; les placements à court terme dans des banques étrangères, institutions internationales ou par l'achat d'emprunts publics dans les pays capitalistes développés ; les dépenses improductives (armement, luxe) ; l'importation de biens productifs servant à accumuler du capital et à produire des marchandises ; enfin, l'investissement à long terme à l'étranger.

Il est notable que, dans quatre possibilités sur cinq, et dans les quatre possibilités qui seront très nettement privilégiées, les devises retournent donc dans les pays capitalistes développés.

Le Shah d'Iran achète ainsi vingt-cinq pour cent des actions du trust ouest-allemand Krupp et investit dans le renflouement de Grauman Aviation aux États-Unis (entreprise qui construit les avions *Phantom*). Il ne s'agit pas, de fait, d'un capital rentier, investi dans des valeurs mobilières, mais d'un capital financier investi dans des secteurs productifs, industriels, et qui lui permet de participer à leur contrôle.

Ernest Mandel (2) parle pour l'Iran et les pays arabes bénéficiant de l'afflux des pétrodollars, d'un capital financier autonome :

« Ce qui unit toutes ces classes possédantes, ce n'est ni un projet, ni un intérêt politique commun, mais la possibilité de profiter, à un moment déterminé de l'histoire du capitalisme international en déclin, *d'une redistribution majeure de la plus-value extraite au prolétariat et au semi-prolétariat* : redistribution aux dépens de la bourgeoisie impérialiste et au profit de la bourgeoisie de *certain*s pays semi-coloniaux. Après la seconde guerre mondiale, l'impérialisme a largement sauvé sa domination (...) en transférant le pouvoir politique aux classes dominantes locales, en transformant sa domination directe en domination indirecte [mais] sans aucun transfert majeur de plus-value, de profits. Aujourd'hui, la bourgeoisie coloniale (...) réclame une part majeure de la plus-value extorquée aux producteurs des pays semi-coloniaux. Elle l'a obtenu, du moins temporairement, dans les pays exportateurs de pétrole. »

Dans *The Guardian* du 9 octobre 1974, un journaliste écrit : « Les dirigeants de la Gulf Oil ou le Shah d'Iran opèrent sur une base capitaliste aussi impeccable que n'importe quelle société à Londres ou à New-York. » (3)

Les intérêts des capitalistes s'effectuent par priorité dans les secteurs à haute composition organique de capital, qui emploient peu de main d'oeuvre (pétro-chimie, chimie organique, sidérurgie). Mandel écrit : « Les ravages opérés par l'extension de l'économie monétaire et par l'inflation dans la paysannerie et l'artisanat risquent de supprimer bien plus d'emplois que la nouvelle industrie ultra-moderne n'en crée. » La redistribution des profits entre classes possédantes occidentales et locales accentue donc les inégalités dans les pays coloniaux. Elle ne sert pas les intérêts de l'ensemble du pays.

Les États exportateurs de pétrole ne connaissent pas de changement de nature. Les classes dominantes sont toujours propriétaires et conservent leur emprise sur la terre et sur l'État par des formes de domination « parasitaires » ; les savoir-faire technologiques sont toujours importés des pays développés ; les entreprises industrielles qui y sont créées sont toutes des *joints-ventures* (ou co-entreprises) ; le capital financier n'a aucun intérêt à une révolution agraire, « sans quoi, ajoute Mandel, aucune rupture avec le sous-développement n'est possible » ; enfin, reste pour lui la « *dépendance de l'appui impérialiste, afin de maintenir une barrière devant la révolution socialiste qui risque de monter* [souligné par Mandel]. »

En Iran, en 1963, avant même le choc pétrolier, le Shah met en place la « Révolution blanche ». La classe ouvrière grandit, l'industrie employant 32% de la population active en 1975 contre 22,6% en 1966. Mais le chômage augmente de 10% dans la même période et le pouvoir d'achat baisse considérablement (4). Les grèves sont durement réprimées et les syndicats indépendants sont interdits. La réforme agraire mise en place par la révolution blanche consiste à concentrer les terres dans les mains de grands propriétaires, notamment des firmes multinationales étasuniennes, afin de mettre en place une agriculture d'exportation. Les produits de première nécessité et les vivres sont désormais importés et les prix augmentent fortement.

Lors du premier recensement national, en 1956, l'Iran compte dix-neuf millions d'habitants, dont 69% de ruraux. L'agriculture et l'élevage occupent 56% de la population. Les chaînes montagneuses occupent la majorité du pays, dans un ensemble qui s'étend de la Turquie à l'Afghanistan et au Pakistan, pris en tenaille entre les grandes masses continentales de l'Eurasie (Caucase et plaine du Touran), de l'Arabie et de l'Inde. L'Iran est le plus grand foyer mondial de pastoralisme nomade. En 1976, ces proportions sont inversées. 34% seulement des actifs continuent de vivre de l'agro-pastoralisme. La population, de plus de trente-trois millions d'habitants, se répartit à peu près également entre les établissements ruraux et urbains. En dix ans, le taux de croissance des villes a été de 61%. L'augmentation des revenus pétroliers et de la production, de 31 millions de tonnes en 1951 à 294 millions de tonnes en 1974, a été mise au service d'une politique de développement fondée sur une industrialisation rapide mais surtout sur une intégration accélérée de l'économie iranienne dans le marché mondial. Des pans entiers de l'économie traditionnelle sont bouleversés.

Les pétrodollars sont dépensés, nous l'avons précisé plus haut, dans les aides ou prises de participation industrielles, financières, etc., à l'étranger, dans l'armement (60% du revenu pétrolier en 1975) et dans des projets industriels nationaux prévus par des plans quinquennaux en partenariat avec des entreprises industrielles étrangères. Dans le même temps, le Shah, via la presse qu'il contrôle, tente d'insuffler un esprit nationaliste dans le pays, allant même jusqu'à une propagande anti-étasunienne, source de légères tensions internationales, toujours par presse interposée.

Une politique pour le moins paradoxale, lorsque l'on connaît l'origine de la dernière monarchie iranienne. Dans le livre de référence du reportage au Moyen-Orient, *La grande guerre pour la civilisation* (5), le journaliste Robert Fisk raconte sa rencontre avec Christopher Montague Woodhouse, ancien membre des services secrets britanniques et dernier survivant de l'opération *Boot* qui avait déclenché le coup d'État contre Mossadegh. Près de trente ans après la révolution islamique, dont il se demande dans quelle mesure il en est responsable, ayant renversé le seul régime démocratique qu'ait jamais connu l'Iran, le retraité du MI6 déclare néanmoins que cette opération était nécessaire, afin d'empêcher l'Iran de tomber sous la coupe soviétique.

De fait, le régime du dernier Shah est bien un régime inféodé. En 1979, l'ouvrage collectif *Iran, le maillon faible* (6), présente un dossier sur la situation à la veille de son exil et du retour de Khomeiny. Pour les auteurs, membres du Centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale (CEDETIM), du fait du rôle de l'armée et de la politique impérialiste des Pahlavi au Moyen-Orient, de la réforme agraire et des nouveaux rapports sociaux dans les campagnes, du développement d'une nouvelle société industrielle, des luttes ouvrières, armées et religieuses chiites, la crise iranienne est si profonde qu'elle débouchera inévitablement sur une transformation révolutionnaire de la société.

L'Iran de 1978 est une poudrière. Mohamed Heikal, économiste et homme politique égyptien qui a connu la famille Pahlavi, livre néanmoins un état des lieux sans concession du régime et des raisons de sa chute dans *Khomeiny et sa révolution*. Pour lui, aucune classe sociale, hors de l'entourage immédiat de la famille Pahlavi, ne pouvait se satisfaire du régime en place. Il écrit notamment, à propos du mois d'août 1978 :

« Jusqu'ici les classes moyennes avaient constitué un rempart pour le régime du Shah, mais à présent l'économie du pays leur échappait au bénéfice des multinationales, la répression s'aggravait, l'inflation augmentait et leur loyauté commençait à fléchir. » (7)

Il estime de même que « la bourgeoisie (...) s'était largement détachée du Shah dans les dernières années de son règne ». La bourgeoisie d'affaires – une minorité d'anciens féodaux reconvertie dans les activités lucratives du commerce international – et les nouvelles classes moyennes – cadres, employés des industries et des administrations, fonctionnaires (l'État en a plus de 800 000 en 1974) – devraient représenter les principaux appuis du régime. Mais elles sont ébranlées par la crise pétrolière qui, freinant la croissance économique du pays, engendre une crise de la consommation.

Ce sont d'ailleurs les élites intellectuelles, avant la paysannerie et la classe ouvrière, qui déclencheront les « hostilités ». Durant l'été de 1978, dans les colonnes du *Monde*, se livre un débat sur la politique du Shah et son « irresponsabilité » dans le contexte international. Dans une première tribune, Mozaffar Fribouz, ancien ministre et vice-président du Conseil de l'Iran et ancien ambassadeur de l'Iran en URSS, qualifie le régime comme « au service de la C.I.A. » :

« Toutes les traces de démocratie et de liberté prévues par la Constitution ont disparu » ; la SAVAV est la « section iranienne de la C.I.A » et l'Iran un « vaste arsenal ». 50 000 militaires américains y vivent, formant « une véritable armée d'occupation », et d'ajouter que « l'ensemble du pays [est] devenu une grande base de l'Amérique », tandis que la propagande autour de la révolution blanche est faite de « mensonges et tapage ridicule ».

En vertu de l'accord diplomatique entre l'Iran et la Russie soviétique, celle-ci pourrait à tout moment estimer légitime d'envahir l'Iran pour parer toute menace potentielle à sa frontière. (8)

Le 13 août, Mohamad Bahéri, ancien ministre de la justice et professeur à la faculté de droit de Téhéran, lui répond. Il dit songer avec « effroi » à l'« utopie [qui] faisait rêver de grands idéalistes à une nationalisation des pétroles réalisée comme par enchantement ». Pour lui, « soupçonner l'Iran de vouloir s'appuyer sur une puissance étrangère pour résoudre ses problèmes internes, c'est méconnaître totalement l'individualisme outrancier, le patriotisme tenace et la fierté d'un peuple qui, depuis les temps reculés de la Perse jusqu'à l'époque de la Grande Catherine n'a jamais cessé de déjouer les intrigues étrangères sur son territoire (*sic*). » Et de saluer l'« attitude indépendante [et] fière du souverain » (9).

La mauvaise foi dont fait preuve Bahéri, notamment lorsqu'il parle des « intrigues étrangères », pourtant à l'origine du régime dont il salut l'« attitude indépendante », montre bien l'aveuglement qui, à moins de six mois de leur renversement, atteint les cercles du pouvoir iranien.

2. L'opposition sous le Shah

« Il y a, d'une part, ceux qui veulent combattre le chah uniquement sur le thème des libertés démocratiques et, d'autre part, ceux qui ont choisi de le combattre d'abord en tant que facteur déterminant de la dépendance nationale, en premier lieu Khomeiny. »

Ahmed Faroughy, *Le Monde Diplomatique*, juillet 1978 (14)

Dans *Syndicalisme et mouvements politiques en Iran* (10), Farhang Ghassemi retrace toute l'histoire de la gauche et du mouvement ouvrier d'Iran. Si son étude s'arrête au coup d'État de 1953, elle n'en permet pas moins de comprendre l'origine des échecs de la gauche iranienne, ses erreurs propres, la répression dont elle va être victime sous le règne du dernier Shah, son éloignement des masses, son lien et ses affrontements avec les religieux et donc son incapacité à rivaliser avec Khomeiny durant la révolution.

Le Parti communiste iranien, l'un des plus forts du Moyen-Orient dans la première moitié du vingtième siècle va connaître un déclin brutal. Interdit en 1937, alors que Reza Khan s'allie avec l'Allemagne nazie pour tenter d'échapper à sa tutelle britannique, le parti inféodé à Moscou se refonde en 1941 sous le nom de Parti *Toudeh* (PT), ou « parti des masses ». Dans l'analyse stalinienne du matérialisme historique, érigée en dogme, toute société doit passer par cinq étapes : le « communisme primitif », la société esclavagiste, la société féodale, la société capitaliste développée et enfin le communisme.

Les communistes iraniens cherchent donc, non à prendre le pouvoir, mais à le donner à une bourgeoisie nationale qui effectuerait ses tâches historiques de développement des forces productives et de démocratisation. En 1945, reprenant la tactique des fronts populaires, ils cherchent à s'allier avec les éléments « progressistes » de cette bourgeoisie. Le parti qu'ils créent prend lui-même une forme de parti front-populiste, inter-classiste et sans projet de pouvoir ouvrier. Il s'alliera à Mossadegh, nationaliste anti-communiste, et au Front national, coalition de nationalistes, de libéraux et de sociaux-démocrates. Mais face au refus de Mossadegh de se tourner vers l'URSS, et suite à la répression des manifestations du PT par le premier ministre, les communistes iraniens refuseront ouvertement de lui porter secours lors du coup d'État. (11)

L'ensemble des courants politique et syndicaux est interdit après 1953. Le 20 mars 1957, avec l'aide de la CIA et du Mossad israélien, le Shah fonde une police secrète : la *Sāzmān-e Ettelā'āt va Amniyat-e Keshvar* (« Organisation pour le renseignement et la sécurité nationale »), dite SAVAK. Elle vise à « empêcher tout complot contraire à l'intérêt public ». Sa renommée ne tarde pas à se développer. Arrestations, tortures, enlèvements, assassinats, les témoignages qui commencent à paraître dans les journaux au milieu des années 1970 sont sans doute ce qui fera peu à peu changer l'opinion sur le « régime modèle » du Moyen-Orient. Amnesty International affirme : « Aucun pays au monde ne détient un record aussi terrible concernant les violations des droits de l'homme que l'Iran ». La « question » prend de multiples formes : l'eau, le feu, les coups, l'électricité, l'huile bouillante, le viol...

Dans leur clandestinité, peu de courants politiques semblent pourtant avoir tiré les leçons de leur échec. Durant la révolution blanche, les anciens du Front national salueront une politique qui « reprend » celle de Mossadegh, tandis que le PT dira : « Oui aux réformes, non à la dictature ».

En 1963, ce ne sont pas eux qui manifestent et se font réprimer avec les masses paysannes : ce sont les religieux. Les partisans du Shah, mais aussi une partie de l'opposition laïque, notamment celle qui soutient les réformes, utiliseront leur prise de position pour dénoncer une attitude rétrograde. Selon cette propagande, c'est parce que le Shah a accordé le droit de vote aux femmes et a interdit les tribunaux religieux, que les mollahs se sont dressés contre lui. Cette analyse est sans doute partiellement juste. Le clergé a effectivement vu son pouvoir baisser et ses privilèges disparaître. Le

droit de vote accordé aux femmes est probablement d'une moindre importance. Le droit de vote dans l'Iran de 1963 n'est pas un enjeu majeur, compte tenu du fait que les seuls partis et candidats autorisés sont choisis par le régime. Du reste, il ne sera pas remis en cause par la République islamique – dans laquelle il ne prendra finalement pas plus de valeur.

Mais c'est bien en premier lieu par opposition à la réforme agraire que le clergé, plus en lien avec la population rurale et déshéritée qui forme sa base sociale, s'est prononcé contre la Révolution blanche. En tout état de cause, en 1978, lorsque les masses se soulèveront contre le régime, elles se souviendront de qui était *effectivement* à leurs côtés quinze ans plus tôt, et non des *raisons* qui avaient fait prendre sa position à chaque courant.

Les événements de 1963 donnent naissance à une nouvelle formation politique d'opposition radicale. Dès 1961, deux proches de Mossadegh qui lui sont restés fidèles, Mehdi Bazargan, militant nationaliste libéral et musulman pratiquant et l'ayatollah Taleghani, fondent le Mouvement pour la Libération de l'Iran (MLI). Ils préconisent un Islam rénové, combinant ses valeurs traditionnelles avec une phraséologie socialisante.

La répression sanglante de juin 1963 convainc un certain nombre de jeunes de ce mouvement qu'on ne peut venir à bout de la tyrannie du Shah que par une lutte armée. Ils fondent en 1965 l'organisation des Combattants du peuple d'Iran, les *Moudjahidines* du peuple, majoritairement issus des rangs des intellectuels et des étudiants de familles de la petite-bourgeoise traditionnelle et pieuse. Comme les étudiants de gauche, notamment les *Fedayins*, ils sont influencés par les luttes de l'Algérie, du Vietnam, de Cuba, plus tard des Palestiniens. Ils se disent progressistes et révolutionnaires, tout en se référant à l'Islam : « Notre organisation est arrivée à la ferme conclusion que l'islam et spécialement le chiisme jouera un rôle majeur comme source d'inspiration pour amener les masses à rejoindre la révolution », déclarent-ils.

Ce thème est particulièrement popularisé à la fin des années 1960 et au début des années 1970, par un penseur politico-religieux revenu d'Europe, Ali Shariati, qui exalte tout particulièrement dans le chiisme le culte du martyr, le moteur de l'histoire selon lui, et dénonce la faillite de la démocratie bourgeoise occidentale, en mettant l'accent sur la nécessité pour la jeunesse de retrouver son « identité culturelle » que l'intoxication pro-occidentale de la dictature risque de lui faire perdre (12).

Dès 1963, mis à part quelques courants politiques d'extrême gauche (pro-Chinois, pro-Albanais, maoïstes, trotskistes, libertaires, syndicalistes révolutionnaires) à l'influence presque anecdotique (13), ce sont donc principalement les courants de guérilla, Moudjahidines et Feddayins, et surtout les religieux, l'ayatollah Khomeiny en tête, qui sont aux avant-postes de la lutte contre le Shah *et contre sa* politique (14).

3. Le « gendarme du Golfe » dans un Moyen-Orient mouvementé

« Ce n'est pas un hasard si le mouvement populaire a commencé à se développer quand Sadate est allé à Jérusalem. Les accords de Camp David tendent à imposer la paix américaine dans la région. »

Un religieux iranien (15)

Le 14 mars 1978, à la suite de l'action d'un commando palestinien, l'État israélien lance une offensive sur le sud du Liban. Elle l'occupera jusqu'en juin et une bande d'occupation de dix kilomètres de long sera conservée sous contrôle de la milice chrétienne de Saad Haddad. En juillet, l'armée syrienne affronte les milices chrétiennes et Damas se rapproche de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP). Dans la même période, le président des États-Unis, James Carter, organise avec le président égyptien Anouar el-Sadate et le premier ministre israélien Menahem Begin les rencontres de Camp David.

En février 1971, Anouar el-Sadate, devenu président de l'Égypte en septembre 1970, avait offert à l'État israélien un règlement de paix global, conformément à la résolution 242 de l'ONU de 1967. Cette proposition ne disait rien des Palestiniens ou de la Cisjordanie. Elle ne concernait que les territoires égyptiens. Mais le gouvernement travailliste la rejeta, refusant de se retirer des colonies du nord-est du Sinaï.

En 1972, la Jordanie avait fait une offre similaire, également rejetée par l'État hébreu. Pour Noam Chomsky (16), c'est Henry Kissinger qui a conseillé à Golda Meir de ne pas accepter ces offres, de privilégier l'expansion territoriale sur la paix et la sécurité. Car si un accord avait été signé dès le début des années 1970, les États arabes, l'Égypte du moins, auraient pu continuer d'ignorer la question palestinienne. Après le refus, Sadate n'a de cesse de répéter que « Yamit [implantation israélienne dans la péninsule du Sinaï] veut dire la guerre. » C'est ce qui arrive en 1973, lorsque l'Égypte se coalise avec la Syrie. La défaite israélienne de la « guerre du Kippour » suscite d'importantes remises en question. Elle aboutira aux négociations de Camp David.

Le 17 septembre 1978, donc, l'Égypte est le premier État du Moyen-Orient à reconnaître l'État hébreu et une première « autorité autonome » est reconnue en Cisjordanie. Si la Jordanie participe à ce processus, de nombreuses voix se lèvent contre la « paix américaine » : en novembre, au neuvième sommet arabe de Bagdad, les accords sont rejetés à l'unanimité des participants.

Moussa Sadr avait été l'un des principaux artisans de ce sommet. Imam chiite iranien établi au Liban, il jouait un rôle dirigeant dans le mouvement politique chiite Amal et à l'échelle internationale, au Moyen-Orient. Il disparaît le 31 août après avoir été invité en Libye, alors qu'il visitait les différents pays arabes pour plaider la cause libanaise.

À ce jour, des rumeurs continuent d'être développées sur sa disparition. Parmi elles, l'une dit qu'il comptait se rendre en Irak auprès de l'ayatollah Khomeiny et aurait été assassiné, ou enlevé, sur ordre des États-Unis pour éviter une généralisation de la « révolution chiite ». D'autres prétendent à l'inverse que ce sont les milieux proches de Khomeiny qui auraient cherché à le neutraliser, car il devenait un concurrent pour l'ayatollah.

Le Moyen-Orient de 1978 n'est pas plus apaisé que de nos jours. Comme nous le disions plus haut, l'Iran est le gendarme du Golfe. Du fait de ses spécificités, l'État israélien n'a pas les mêmes capacités pour intervenir hors de ses frontières, sinon dans les conflits qui le concernent directement. L'Égypte et l'Arabie Saoudite ne sont pas non plus en mesure d'assumer le même rôle.

À l'instabilité régionale se joint pourtant une instabilité iranienne, cinq ans après le choc pétrolier et alors que l'Iran produit et exporte 9% du pétrole mondial.

La révolution iranienne ouvre un nouveau cycle d'oppositions politiques entre Orient et Occident et au sein même de l'Orient, avec l'émergence de l'islam politique comme courant se distinguant à la fois des mouvements ouvriers socialistes et des nationalistes plus ou moins socialisants. Toutefois, Gilbert Achcar préfère utiliser le terme de « résurgence », car selon lui, il n'y a jamais eu de réelle séparation entre Islam et politique :

« Il n'y a pas eu d'irruption de l'Islam dans la politique : l'Islam, en fait, est inséparable de celle-ci, étant lui-même religion politique, au sens étymologique du terme. Ainsi la revendication de la séparation de la religion et de l'État est-elle plus que laïciste, en pays musulman ; elle est franchement antireligieuse. Cette donnée contribue à expliquer pourquoi aucun des grands courants du nationalisme bourgeois et petit-bourgeois en terre d'Islam, à l'exception du kémalisme en Turquie, ne s'est prononcé pour la laïcité. Tâche démocratique élémentaire sous d'autres cieux, celle-ci est à tel point radicale dans les pays musulmans, ceux du Moyen-Orient en particulier, que même la « dictature du prolétariat » éprouvera des difficultés à la réaliser ; elle est hors de la portée des autres classes. Par ailleurs, les classes démocratiques des sociétés musulmanes n'ont eu, dans l'ensemble, aucun intérêt, ou presque, à combattre leur propre religion. L'Islam, en effet, n'a pas été perçu au XXe siècle, dans ces sociétés, comme ciment idéologique d'une structure de classe surannée, féodale ou semi-féodale, mais bien plutôt comme élément fondamental de l'identité nationale bafouée par l'oppresseur étranger chrétien (voire athée). Ce n'est pas un hasard si la Turquie a été l'unique société musulmane à n'avoir pas été soumise, au XXe siècle, à un joug étranger ; Mustafa Kemal, lui aussi, fut exceptionnel parmi ses pairs : il mena son combat principal, non contre le colonialisme ou l'impérialisme, mais contre le sultanat, combinaison de pouvoirs temporels et spirituels (califat). Par contre, un nationaliste bourgeois aussi radical que Nasser avait tout intérêt à se revendiquer de l'Islam dans son combat principal contre l'impérialisme, d'autant plus qu'il y trouvait, en même temps, un moyen à bon compte de se garder à gauche comme à droite. » (17)

Premier pays à nationaliser le pétrole, quelques années seulement avant le nassérisme, nation persane dans une région dominée par les Arabes, premier État à connaître une « révolution islamique »... L'Iran a des spécificités très fortes. Dans le monde musulman, il se distingue aussi par une population à 90% chiite duodécimaine et non sunnite, comme 90% des musulmans du monde.

Ce courant de la religion musulmane est né dès la mort du prophète Mohamed en 632. Un conflit s'ouvre quant à sa succession pour commander les croyants. Pour les sunnites, le pouvoir des califes est acceptable, car ayant des préceptes tracés dans le Coran, qui est un texte révélé, les musulmans n'ont pas besoin d'un guide particulier. Mais le gendre du prophète, Ali, estime que le commandement lui revient, car il est l'Imam, le « guide », qui peut interpréter le texte religieux.

Pour les chiites duodécimains, douze Imam se succéderont : Ali, ses fils Hassan et Hussein, Ali Ibn al-Hussayn, Muhammad Ibn Ali, Jafar Ibn Muhammad, Mûsa Ibn Jafar, Ali Ibn Mûsa, Hasan Ibn Ali et Muhammad Ibn al-Hassan. Ce dernier est en « occultation », il est invisible et les chiites duodécimains attendent son retour à la fin des temps.

Les imams chiites ont donc le droit d'interpréter le Coran, afin d'éviter aux fidèles de se tromper entre le bien et le mal, qui peuvent parfois se ressembler. Chez les duodécimains, certains docteurs en théologie, les ulémas, ont la capacité d'interpréter les paroles de l'imam occulté. Ce sont les ayatollahs (« signe de Dieu »). Ils sont cooptés par leurs pairs. Les fidèles sont libres de suivre un ayatollah de leur choix et de lui verser l'impôt dû au clergé. Certains ayatollahs très suivis sont dits *Marja-e Taqlid*, « sources d'imitation ». Ils sont infaillibles, car ils relaient le message de Mohamed.

Les chiites sont considérés comme des hérétiques et des idolâtres par le sunnisme radical. Leur persécution joue un rôle très important, notamment avec la commémoration du martyr d'Hussein, le jour d'*Achoura*, assassiné avec les membres de sa famille à Kerbala (actuellement en Irak) en 680 de notre ère.

C'est évidemment le contexte politique qui explique la place que prend l'islam politique dans l'Iran de 1978. Mais il n'en faut pas moins étudier et comprendre les particularités du courant religieux dominant en Iran, et qui donne au clergé un rôle beaucoup plus important que dans le sunnisme. Les implications de la querelle successorale ont créé une « mystique passionnelle », qui selon Gérard Chauvin inquiète facilement les Occidentaux. En fait, l'islam iranien est sans doute influencé par les apports pré-islamiques, d'une part le zoroastrisme, religion monothéiste implantée en Iran avant l'invasion arabe, qui donne une grande place au libre-arbitre et à la dualité entre le bien et le mal – la religion est issue du mazdéisme comme le manichéisme ; d'autre part le christianisme, notamment en ce qui concerne les douze imams et l'attente du retour de Muhammad Ibn al-Hassan ; enfin, la philosophie grecque. Henry Corbin prête au néoplatonisme de l'Iran une mission spirituelle qui « fait résonner le passé préislamique (l'Iran mazdéen) dans la gnose de l'école d'Ispahan (l'Iran chiite). » Le chiisme est considéré, au-delà de ses propres rangs, comme la religion des opprimés en lutte contre les oppresseurs, les États et toute forme d'autoritarisme (18).

Il ne s'agit nullement de prétendre que l'héritage intellectuel iranien et sa spécificité religieuse ont déterminé l'émergence de l'islam politique. D'autres facteurs sont bien plus importants. Mais il est nécessaire d'en connaître les origines et les sources pour comprendre les spécificités de la révolution iranienne.

I.
La révolution et le
khomeinisme
avant le retour de
Khomeiny

A.

**Les ambiguïtés du
discours de l'ayatollah**

Envoyé spécial du *Monde* en Iran durant la révolution, Paul Balta s'est entretenu avec l'ayatollah Khomeiny à plusieurs reprises, notamment durant son exil à Paris. Dans son article « Ruhollah Khomeyni, Savonarole de l'Islam » (1), il rappelle l'une de ses questions lors de l'interview publiée le 10 janvier 1979 : « Quand vous gagnerez, quel sera le statut de l'Iranienne ? » La réponse de l'ayatollah semble claire : « Nos femmes se battent comme des lionnes. Elles méritent toute notre admiration. Dans l'État islamique, elles auront le statut qui leur revient ». Un mois plus tard, huit jours après son retour triomphal à Téhéran, lors du discours prononcé à Qom, Khomeiny dessine les grandes orientations de la future République islamique et, sans le proclamer obligatoire, rend « très fortement conseillé », le port du tchador qui avait été interdit par le Shah. À l'issue de la cérémonie, P. Balta lui exprime son étonnement. Il répond : « Je vous avais dit qu'elles méritent toute notre admiration, c'est toujours le cas, mais j'avais ajouté que dans l'État islamique, elles auront le statut qui leur revient ».

Tout au long du processus révolutionnaire et dans la période qui le suivra, les journalistes français, et les observateurs internationaux d'une manière générale, sont constamment surpris par la complexité, voire l'ambiguïté et les contradictions du discours de l'ayatollah.

Figure étonnante, il prend des accents de dirigeant tiers-mondiste se défendant d'être rétrograde. Il en va ainsi des propos publiés dans sa toute première interview à la presse française, dans *Le Monde* du 6 mai 1978 (3) : « Depuis quinze ans (...) j'ai toujours réclaté (...) le développement économique et social de mon pays. Mais le chah, appliquant la politique des impérialistes, s'emploie à maintenir l'Iran dans un état rétrograde ». Il cite alors les 93% d'importations alimentaires après la réforme agraire, la dépense de la manne pétrolière pour des « armes-gadgets », les fermetures d'universités, la répression et l'absence de liberté.

Des propriétaires agraires, l'ayatollah Khomeiny dit qu'ils « ont accumulé durant des années des revenus sans procéder aux redistributions imposées par l'Islam. » Il déclare : « Si nous arrivions au pouvoir, nous confisquerions leurs richesses mal acquises et les redistribuerions équitablement entre les nécessiteux. » Sur les causes des émeutes, il déclare que « la détérioration des conditions économiques, sociales et culturelles et l'ampleur de la répression ont atteint un degré insupportable. Les dernières émeutes sont les prémices d'une gigantesque explosion aux conséquences incalculables. »

C'est un discours aux accents socialisants. Mais lorsque Paul Balta l'interroge sur le qualificatif d'« islamo-marxiste » utilisé par le Shah pour qualifier les émeutiers, l'ayatollah répond que « le concept islamique, basé sur l'unicité de Dieu, est le contraire du matérialisme ». Il se justifie :

« J'ai toujours souligné (...) que le peuple musulman doit demeurer homogène dans sa lutte et s'interdire toute collaboration organique avec les éléments communistes.

» Nous ne collaborerons pas avec les marxistes, même pour renverser le chah (...) ils nous poignardent dans le dos (...). S'ils parvenaient au pouvoir, ils établiraient un régime dictatorial contraire à l'esprit de l'Islam.

» Cela étant, dans la société que nous nous proposons d'établir, les marxistes seront libres de s'exprimer. (...) Notre foi est capable de contrer leur idéologie. »

Il tourne en dérision la politique de libéralisation du régime :

« Les principes mêmes de démocratie et de liberté sont en contradiction fondamentale avec ce régime et avec l'existence même du chah. Il n'y a pour nous aucun compromis possible avec lui. (...) Une libéralisation réelle est impossible tant que le chah sera sur le trône. »

» Notre idéal serait la création d'un État islamique (...). La seule base de référence est pour nous le temps du prophète et de l'Imam Ali [pas l'Empire Ottoman ou l'Arabie Saoudite] (...). Les lois constitutionnelles (...) de 1906 pourraient servir de base (...). [Le régime] ne sera pas du tout une monarchie. C'est hors de question. »

Khomeiny apparaît déjà comme le dirigeant intransigeant qui propose des mesures radicales contre les propriétaires terriens et le régime. S'il l'est aussi sur la question des alliances avec la gauche marxiste, il n'en reste pas moins démocrate. Dirigeant tiers-mondiste, il prône le non alignement et soupçonne les communistes de vouloir trahir le mouvement d'indépendance pour livrer le pays à une autre domination, celle de l'URSS. Il s'en tient à un projet de société strict, fondé sur le modèle du « temps du prophète et de l'Imam Ali », tout en restant pragmatique et ouvert au progrès et aux différents moyens d'action pour parvenir au renversement du pouvoir.

1. Les « grandes idées progressistes de l'Islam »

En Occident, comme nous le verrons, le régime du Shah est longtemps considéré comme un modèle de développement et de progressisme. La propagande de Pahlavi contre son opposition est articulée en deux axes : les opposants sont soit des communistes, soit des rétrogrades qui veulent faire retourner le pays au moyen-âge. Parfois, ils sont même des « islamo-marxistes », cumulant les deux défauts. Comme nous l'avons vu, Khomeiny n'a de cesse de contrer cette vision. L'image qu'il cherche à donner au reste du monde mêle l'intransigeance vis-à-vis du régime et des gages de modération visant à rassurer l'opinion internationale.

Le 8 septembre 1978, le *Monde* relaie l'appel de l'ayatollah Khomeiny rendu public en France par le Comité pour la défense et la promotion des droits de l'homme en Iran :

« Le moment est venu pour le chah de se retirer et de laisser le peuple libre pour prendre en main son destin et ainsi éviter l'effusion du sang de milliers de personnes... Après la disparition de son régime nous présenterons notre projet inspiré des grandes idées progressistes de l'islam et tout le monde verra l'étendue de l'intoxication que les traîtres ont créée par les accusations mensongères contre l'islam en ce qui concerne les droits et les statuts des femmes et des autorités religieuses. » (4)

Jean Gueyras souligne l'influence des idées de Shariati, sur l'émergence du chiisme révolutionnaire et influence des Moudjahidine khalq (5). Selon le journaliste, pour les jeunes partisans de l'ayatollah, l'idée de « contrainte » est étrangère au Coran. Les religieux n'ont « nulle envie d'imposer quoi que ce soit par la force. » (6).

À de nombreuses reprises, Khomeiny parlera ainsi de « choix populaires », de « gouvernement du peuple », affirmera que, quoi qu'il déclare, « c'est le peuple qui choisira en fin de compte les institutions. », car pour lui, « l'Islam, c'est l'anti-thèse de la dictature ». Mais il reste en fait peu loquace sur le « plan de bataille » précis qui devrait mener à la République islamique. Sa déclaration, sur la radio RTL le 3 novembre contient les éléments les plus précis qu'il donne avant son retour en Iran : « Notre but est d'établir une république islamique après avoir organisé un référendum et restauré la liberté du peuple et l'indépendance totale du pays (...), refaire la Constitution et les lois en supprimant les clauses et les réformes appliquées par le chah et son père. » (7)

Sur la question du gouvernement islamique, il déclare, dans une interview à une équipe de télévision, diffusée en Grande-Bretagne en octobre 1978 et reprise par *Le Monde* (8), que les religieux n'entendent pas gouverner eux-mêmes. Mais « étant donné que la majorité du peuple iranien est musulmane, gouvernement islamique veut dire aussi gouvernement soutenu par la majorité du peuple. » Cependant, la première étape, l'objectif du mouvement révolutionnaire, est de rendre le pays indépendant et d'éliminer la domination étrangère. « Ensuite, il faudra consacrer toutes les richesses de notre pays à l'amélioration du sort de notre peuple, des travailleurs, aujourd'hui opprimés (...). Il faut confier les responsabilités à des gens capables, honnêtes et patriotes. »

Khomeiny n'a pas de programme clair à présenter. Sur le plan économique, les grandes lignes d'orientation qu'il donne ne sont guère radicales : mettre fin aux abus tels que ceux de la fondation Pahlavi, alléger la bureaucratie pour faire « de sérieuses économies » ou encore « restaurer la petite paysannerie » détruite par « la révolution blanche du chah et des États-Unis »... Ce n'est pas pour son programme qu'il exerce une telle influence populaire, c'est pour son intégrité morale : « le peuple nous considère comme les serviteurs de l'islam et du pays (...) nous sommes l'expression des aspirations du peuple (...) tout ce qui vient du chah et de son appareil répressif est contraire à l'intérêt de l'islam et du pays. »

Le pays et l'islam sont mis sur un même plan. Le nationalisme est le moteur de la révolution. Le combat du peuple iranien est celui d'une nation opprimée. L'ennemi, derrière le Shah, ce sont les grandes puissances, États-Unis en tête. Mais, de même que Mossadegh, Khomeiny n'est pas un socialiste, son projet est celui d'une collaboration respectueuse entre les pays. Il déclare ainsi : « Ce que nous attendons des grandes nations, c'est qu'elles reconnaissent notre droit à un véritable progrès, qu'elles sachent que l'emploi de la force pour empêcher l'émancipation des peuples d'Afrique, d'Asie ou d'Amérique latine aura, à la longue, des effets néfastes sur leur propre situation. (...) Le maintien de la prospérité en Occident ne peut pas se faire au prix de l'appauvrissement du reste de l'humanité. Nous demandons à toutes les grandes nations libres de nous aider à nous libérer de ceux qui ne cherchent que le profit en pillant nos richesses. »

Khomeiny et ses partisans apparaissent comme les tenants d'une nouvelle voie, qui refuse l'alternative entre capitalisme et communisme, sur le modèle des écrits de Sayed Mohamed Baqer Sadr (9), cité par *Le Monde* (10) et qui préconise un rejet des deux économies dominantes. Et s'il ne le cite jamais, Khomeiny est souvent associé à Shariati. Le 11 décembre, lorsque quatre millions de personnes défilent dans les rues, leurs deux portraits sont portés par les manifestants. Le même jour, l'ayatollah rappelle qu'un futur gouvernement islamique pourrait cesser ses livraisons de pétrole aux pays qui soutiennent encore le Shah. Le 13 décembre, il réitère sa mise en garde, alors qu'en Iran, le comité d'organisation de la manifestation dévoile un programme en dix-sept points.

Mais là encore, le projet économique reste peu précis, s'appuyant sur « les enseignements du Coran », des « hommes dignes de confiance » et l'indépendance nationale. Ces trois critères suffisent à légitimer un pouvoir aux yeux de Khomeiny, et c'est justement parce que le Shah n'y répond pas qu'il faut le renverser.

Lors d'une harangue à Neauphle-le-Château, il s'exclame :

« Non au régime monarchique, oui à la république et au gouvernement islamiques.
» Personne ne peut exercer le pouvoir absolu sans que le peuple y consente.
» L'Islam a posé des conditions aux dirigeants pour leur permettre de diriger. S'ils ne répondent plus à ces conditions et s'ils les violent, ils doivent s'en aller et céder la place à un gouvernement islamique. » (11)

Behrouz Montazami et Khosrow Waraghi, économistes iraniens vivant en France, notent les faiblesses du projet de Khomeiny, mais aussi de ceux du reste de l'opposition :

« Aucune des forces de l'opposition n'a été en mesure de présenter un programme clair et cohérent (...). La bataille est d'abord politique soit. Mais les options économiques ne peuvent pas être indéfiniment ajournées. Demain, un gouvernement d'inspiration religieuse ne pourra pas se définir uniquement par rapport à la richesse foncière et commerciale, avec laquelle les milieux religieux ont des liens traditionnels, sans prendre position à l'égard du capital industriel qu'ils semblent méconnaître. En avançant qu'un « gouvernement islamique » mettrait fin à l'exploitation de l'homme, certains théoriciens musulmans paraissent négliger le fait qu'un immense pays comme l'Iran (...) ne pourra être dirigé en l'absence d'un appareil d'État à l'intérieur duquel s'exercerait nécessairement une domination de classe. » (12)

Le journaliste de la RTBF Claude Van Engeland pointe de même les incertitudes concernant le régime qui se mettrait en place avec Khomeiny, malgré le soutien populaire total dont il jouit :

Pour les croyants, le chiisme est « la religion du faible face à ceux qui abusent du pouvoir temporel », le régime que veulent les religieux iraniens n'est pas celui de l'Arabie Saoudite ou de la Lybie. (...) Le clergé iranien vit en véritable symbiose avec les masses musulmanes qui réclament le départ du chah. (...)

» Les options de base du mouvement sont souvent prises par les jeunes qui encadrent leurs aînés. C'est sur ces nouveaux venus que l'ayatollah Khomeiny compte pour former le fer de lance idéologique de la république islamique, dont il préconise l'instauration. Le régime en est conscient : de tous les opposants arrêtés au lendemain de la proclamation de la loi martiale, seuls quelques uns restent encore en prison, parmi lesquels Mohammad Mofatteh, un jeune mollah téhéranien dont les discours, pendant le Ramadan à la mosquée Djoghah, ont été suivis avec passion par des milliers de jeunes intellectuels. (...)

» Mais les structures de la république islamique proposée par l'ayatollah Khomeiny restent très floues. Ruhollah Khomeiny entend-il devenir président de la République ou bien se bornerait-il, comme il semble le souhaiter, à jouer un rôle de leader spirituel ? (...)

» L'application des règles islamiques à la gestion de l'État serait aussi difficile. Par exemple, l'organisation du crédit (...) Les musulmans exigent la suppression des taux d'intérêts (...). Si le régime futur voulait pratiquer le « crédit gratuit », il devrait retirer tout le secteur financier des mains du capital privé et s'engager sur la voie d'une certaine socialisation de l'économie. Ce qui risquerait de mécontenter les commerçants des bazars, grands supporters financiers du clergé mais aussi fervents défenseurs du libéralisme économique. (...)

» Sur une société avec son passé et ses traditions, le chah a voulu greffer un mode de développement étranger. La réaction de rejet est violente. Et si les religieux recueillent aujourd'hui les fruits politiques du mécontentement populaire, c'est parce qu'ils ont réellement soutenu le peuple iranien dans son combat pour les libertés politiques et pour l'avènement d'une société qui ne soit pas inféodée aux grandes puissances. » (13)

Maxime Rodinson explique la force de l'islam politique de Khomeiny par l'échec des autres mouvances politiques (14). Il constate d'abord celui du « nationalisme marxisant de type nassérien » : « Les réalités de la nation indépendante sont moins exaltantes que les thèmes qui mobilisaient les masses pour leur libération.

» Nulle part, d'ailleurs, ce type de nationalisme n'a abouti à la suppression de la dépendance économique et du sous-développement. Les seuls succès (...) au plan du prestige national ont été plutôt le fait des potentats pétroliers conservateurs et musulmans. »

En Turquie et en Iran, malgré la guerre historique contre les Arabes, désormais, les ennemis désignés sont les « non musulmans », les Russes athées, les Européens et les Américains chrétiens : « ainsi le nationalisme pur devient de plus en plus fortement un nationalisme musulman, un Islam nationalisant. »

Le mouvement ouvrier n'a pas mieux réussi : « Là où un régime qui se prétend socialiste s'est établi, il n'a pas tardé à faire sentir ses pesanteurs, ses inconvénients de tous ordres, même s'il a obtenu aussi des résultats positifs. Les modalités extérieures ne sont pas enthousiasmantes (...). Les exceptions sont formées par des éléments des classes ouvrières, là où celles-ci ont quelque importance, et par des intellectuels – ou semi-intellectuels atteints parfois par la grâce marxiste. »

La force nationaliste islamique ne se présente pas comme sectaire. Les religieux multiplient les déclarations en ce sens, d'ouverture vers le monde occidental chrétien. L'ayatollah Montazeri, par exemple, déclare au *Monde* (15) lorsqu'il est de passage en France que « Le mouvement actuel est islamique et humaniste. [L]es minorités sont solidaires de notre mouvement. (...) Elles auront les mêmes droits que la majorité pour déterminer notre destin commun. »

Et d'ajouter qu'il est ouvert au dialogue avec l'Occident : « Nous autres musulmans, quand un étranger vient chez nous, nous allons à sa rencontre pour lui souhaiter la bienvenue. Ici (...) personne n'est venu (...). Les chefs religieux nous ont ignorés. » De même, l'ayatollah Taleghani condamne les provocations contre la communauté chrétienne d'Iran, estimant que la population ne doit pas tomber « dans le piège de ceux qui veulent créer des désordres de nature religieuse ».

Témoignage chrétien publie même le « Message de Noël de l'ayatollah Khomeyni » le 8 janvier 1979 :

« Au Nom du Dieu compatissant et miséricordieux !

» Paix et Salut Divin à Jésus, fils de Marie, envoyé de Dieu, qui a ressuscité les morts et éveillé les vivants.

» Paix et Salut Divin à sa vertueuse Mère, la Vierge Marie, qui a reçu le souffle du Saint Esprit et fait don de son enfant à tous ceux qui sont assoiffés de la Miséricorde de Dieu.

» Hommage au clergé, aux théologiens et aux religieux qui maîtrisent les esprits du Mal au moyen des Enseignements de Jésus.

» Au Nom du peuple opprimé d'Iran, je demande que vous, Nation du Christ, au cours de ces jours bénis, priiez pour notre peuple aux prises avec un roi qui l'opprime et demandiez sa délivrance.

» Je vous demande, à vous, grande Nation, de mettre en garde certains dirigeants de pays chrétiens qui mettent leur pouvoir diabolique au service du Shah qui écrase toute une Nation sous le poids de l'oppression et de leur rappeler les Enseignements de Jésus. »

C'est un ayatollah ouvert qui est présenté à l'occasion de ce message. Pourtant, son respect des autres religions est limité. La presse française relaie, dès le mois d'octobre et de manière relativement régulière les communiqués du bureau d'information Bahaï de France, qui n'a de cesse de dénoncer les nombreuses exactions (incendies, meurtres, violences, menaces) contre cette communauté religieuse, la deuxième d'Iran, inacceptable aux yeux des musulmans car se situant après l'Islam et la révélation du Coran. Mais ces communiqués apparaissent le plus souvent sous forme de brèves ou d'entrefilets, coupés des articles d'analyse générale, comme si les journalistes étaient incapables d'intégrer cette question à une vision d'ensemble de la situation. De fait, le discours de Khomeiny et de son entourage vise à édulcorer l'image que peuvent se faire les Occidentaux, tout en s'assurant d'être en phase avec les revendications populaires et en tentant de gagner l'appui des peuples du Moyen-Orient.

Paul Balta rapporte les propos de paysans en rébellion dans un village situé à soixante kilomètres au sud-est de Téhéran. À la question de ce qu'est un gouvernement islamique, ils répondent : « C'est un gouvernement avec comme chef Khomeiny : un gouvernement qui nous respecte et respecte notre religion et nos coutumes. » (16)

Dans une interview de Khomeiny, il demande plus précisément (17) : « Si vous l'emportiez, que proposerez-vous sur le plan des institutions ?

- Nous chargerions un comité de procéder à des consultations en vue de constituer une Assemblée. Le peuple s'est déjà prononcé sur sa volonté d'avoir un gouvernement islamique. Mais si un référendum est nécessaire sur le plan juridique, nous ne le refuserions pas. Le comité sera composé de croyants, il pourrait comprendre des ulémas, soit à part entière soit en tant qu'observateurs.
- Vous apparaissez comme le chef incontesté de l'opposition. Vous avez dit aussi que vous ne vouliez pas du pouvoir. Comment concevez-vous un gouvernement islamique ?
- Nous proposerons un candidat à la présidence de la République. Il devra être élu par le peuple. Une fois élu, nous le soutiendrons. Les lois du gouvernement islamique seront les lois de l'Islam. Personnellement, je ne serai pas président de la République et je n'occuperai aucune charge gouvernementale. Je me contenterai, comme par le passé, d'être le guide de la nation. (...)
- [Sur le sort des non pratiquants et les non croyants]
- Nous essaierons de montrer à ces gens la voie du salut ; s'ils n'en veulent pas, ils seront libres dans leur vie quotidienne sauf s'ils fomentent des complots nuisibles au peuple et au pays.
- [Sur les femmes]
- [L'Islam] s'est opposé à la conception de la femme-objet et lui a rendu sa dignité. La femme est l'égale de l'homme ; elle est, comme lui, libre de choisir son destin et ses activités. Mais le régime du chah s'emploie à empêcher les femmes d'être libres en les plongeant dans l'immoralité. (...) Les femmes comme les hommes emplissent les prisons d'Iran ; et c'est là que leur liberté est menacée. (...)

- [Sur l'image rétrograde du chiisme]
- [Le régime du chah] a déclenché une campagne pour tromper l'opinion étrangère et la détourner des problèmes essentiels, dont le plus important est la fin de la domination étrangère (...). C'est le chah qui a privé le peuple, les hommes et les femmes, de ses libertés et qui étouffe ses aspirations (...), qui, pour détourner la jeunesse des problèmes essentiels du pays encourage certains programmes de cinéma abêtissants et avilissants. (...) C'est pour cela que le peuple musulman juge ce cinéma contraire à l'intérêt du pays et attaque les salles qui le programment. Il n'a pas besoin pour cela des consignes des religieux. (...) Il en va de même des banques, facteurs d'usure et de spéculations dans la destruction de notre économie. (...) Le chah déclare (...) que la femme ne doit être qu'un objet d'attraction sexuel. C'est cette conception qui conduit les femmes à la prostitution et en fait des femmes-objets. C'est à cette image-là de la femme que s'oppose la religion et non pas à sa liberté et à son émancipation. (...) Les femmes étaient aux côtés des hommes dans la rue pour exiger leur indépendance et leur liberté.
- [Sur les États-Unis]
- Si les États-Unis se comportent correctement, ne s'ingèrent pas dans nos affaires (...) nous les respecterons aussi. (...) En suivant l'exemple de notre peuple, les autres pays se débarrasseront de la mainmise colonialiste.
- [Sur le pétrole]
- Nous le vendrons à qui nous l'achètera à condition que ce soit à un juste prix (...). Les devises (...) seront consacrées au développement du pays.
- En vendrez-vous à Israël et à l'Afrique du Sud ?
- Non, parce que ces pays ont (...) une politique qui va à l'encontre du droit et de la justice.
- [Sur l'évolution de la position de Moscou]
- L'Union soviétique fait partie des pays qui ont pris conscience de la situation du peuple iranien et qui ont agi en conséquence. Nous aurons des relations d'amitié [avec] tous les pays tant qu'ils ne chercheront pas à s'ingérer dans nos affaires. »

La politique de Khomeiny peut se récapituler ainsi : processus et institutions démocratiques, respect des minorités religieuses et politiques, politiques sociales, indépendance nationale et souveraineté sur le pétrole, relations sereines avec les États-Unis et l'URSS, volonté de jouer un rôle d'entraînement des pays dominés dans la lutte anticoloniale.

Il ajoute (18) : « Le gouvernement islamique n'est pas un gouvernement rétrograde. Nous approuvons la civilisation, mais non ce qui va à l'encontre des intérêts et de la dignité de notre peuple. »

Pour Georges Buis, général du cadre de réserve, ancien attaché militaire en Iran de 1951 à 1955 et ancien directeur de l'Institut des hautes études de défense nationale, le rôle historique des Pahlavi était la modernisation et l'indépendance de l'Iran ; Mossadegh était allé trop loin, poussé par le PT et surtout il était trop républicain. Il a provoqué le coup d'État qui a fait de la monarchie un régime inféodé. Désormais, la politique de Mossadegh est reprise par l'ayatollah Khomeiny. (19)

Mais Khomeiny n'est-il que le « repreneur » de la politique des nationalistes ? La presse française est plus confuse quant à la nature de son rôle et de son orientation politique. Après le départ du Shah, Michel Colombes le décrit dans *Le Point* (20) comme un modéré avançant sous un masque radical :

« Impassible d'allure, mais souvent bouillonnant dans ses propos, l'ayatollah Khomeiny, le véritable « tombeur » du chah, ne se laissera pourtant pas écarter facilement. Curieusement, au fur et à mesure qu'il remporte des victoires et que sa popularité grandit, le vieux chef chiite semble faire preuve de plus de retenue et de prudence. »

Bernard Chapuis, dans *Le Monde* (21) se montre plus perplexe :

« Si le départ du souverain clarifie l'immédiat, il n'éclaire pas pour autant l'avenir, car les observateurs qui se sont penchés sur le petit pavillon, prochainement disponible, de Neauphle-le-Château n'y ont trouvé qu'un point d'interrogation, respecté, laconique et sibyllin, coupant entre verdict et prière. »

Pour Michel Tatu, correspondant du *Monde* aux États-Unis, « l'ayatollah Khomeiny inspire la méfiance, en raison tant de ses attaques intermittentes contre les États-Unis que de ce qui est présenté comme un dangereux fanatique ouvrant la voie à un régime "imprévisible " de type Kadhafi. » (22)

Son rejet des deux puissances dominantes est en tous les cas salué par Senghor, pour qui « les idéologies ne sont que des paravents destinés à camoufler la véritable lutte à laquelle se livrent l'Est et l'Ouest par États du tiers-monde interposés. » (23)

Pour Khomeiny, la révolte contre « l'État injuste » doit être fondée sur la spiritualité, la liberté et l'indépendance nationale. Les deux derniers fondements ne sont-ils pas ceux de la politique de Mossadegh et du Front national ?

Paul Balta constate que pourtant, le chef religieux, « secret, obstiné, peu loquace (...) intrigue quand il n'inquiète pas » (24) :

« Partisan du djihad (le sens premier de ce terme ... est la lutte contre soi-même), il s'impose, jusque dans les détails, une stricte discipline dans la vie quotidienne et a une intense activité spirituelle. " Il est un exemple pour tous, et même ses pires ennemis n'ont jamais pu le contester " dit-on en Iran.(...) Dans le chiisme, l'imam a un rôle politique, la défense de la justice doit le guider pour assumer l'égalité des chances à chacun et défendre l'opprimé contre l'oppresseur, que celui-ci soit un simple particulier, un monarque ou un pays étranger.

» C'est pourquoi, il dénonce déjà, dans un livre paru en 1941, le père de l'actuel souverain. " Les ordres de l'État dictatorial de Reza Khan, le trafiquant, n'ont aucune valeur " (...). Dès cette époque, trois thèmes vont dominer ses interventions : la liberté, l'indépendance, le refus de la domination étrangère. (...)

» Il s'oppose donc au mot d'ordre lancé entre 1959 et 1962 par le Front national "Oui aux réformes, non au despotisme", en expliquant que " les réformes sont impossibles sans indépendance, et que celle-ci sera un leurre tant que la dynastie régnera " (...).

» En 1962, à la mort de l'ayatollah Kashani, il devient le chef de la communauté chiite. Avant de le faire arrêter (...) le chah lui dépêche un émissaire lui dire : " Tu peux parler de tout sauf des trois points " (liberté, indépendance, domination étrangère). (...)

» Son arrestation donne lieu à d'impressionnantes manifestations de protestation. L'armée, commandée par le général Oveissy, surnommé depuis lors, le " boucher de Téhéran ", tire sur la foule et, selon l'opposition, fait quelques dix mille morts. Libéré en 1964, il regagne Qom, où il prononce un discours dans lequel il interpelle le souverain : " Comment voulez-vous moderniser l'Iran si vous faites emprisonner et tuer les intellectuels ? (...) La véritable modernisation consiste à former des hommes qui aient le droit de choisir et de critiquer, des combattants qui sachent résister à la domination extérieure, à l'injustice et au pillage. »

Pour l'avenir, Khomeiny promet la liberté d'expression (y compris pour les incroyants, les communistes, les minorités nationales et religieuses), la diminution du rôle de l'armée car l'Iran ne sera plus le gendarme du Golfe et une politique étrangère de non alignement.

Sa politique économique préconise une production « en fonction des besoins du peuple », une économie industrielle nationale visant à « remplacer les usines de montage par une véritable industrie capable de se développer par elle-même » et une politique agricole encourageant la polyculture, les pâturages et l'élevage.

La liberté et la morale sont définies dans son livre *Le gouvernement islamique*, publié en 1970 et reprenant des interventions et des cours de théologie qu'il a donnés à Qom puis pendant son exil à Nadjaf. Khomeiny est bien partisan de couper la main des voleurs et de lapider les coupables d'adultère, mais il ajoute que « c'est dans la libre discussion et un esprit ouvert que nous arriverons à trouver la solution la meilleure, en accord avec les principes islamiques ».

Pour P. Balta, « reste à savoir jusqu'à quel point ces bonnes intentions auront raison des pesanteurs sociologiques. » Le journaliste constate que le fondement de la politique de Khomeiny est difficile à saisir en Occident. Il rapporte les propos d'Amad Zadeh, musulman nationaliste et ancien prisonnier politique : « L'Iran est une bouilloire. Les Iraniens qui se trouvent à l'intérieur sentent que la température monte et savent pourquoi. Lorsque la vapeur commence à fuser, les étrangers, eux, se demandent d'où elle vient. » (25)

Le Shah et les États-Unis ont privilégié la lutte contre les marxistes, toute opposition laïque étant qualifiée de « communiste ». Ils n'ont pas pris les religieux au sérieux. Désormais que l'opposition est incarnée par le clergé, l'Occident ne peut qu'être pris de surprise devant un mouvement populaire qui saccage banques, cinémas et compagnies d'aviation, c'est-à-dire les symboles d'un régime occidentalisé.

On retrouve, à tous les échelons de la société les deux mêmes principes de morale islamique et d'indépendance nationale. L'envoyé spécial du *Monde* cite un chauffeur de taxi de Meched, à propos d'une banque musulmane qui prête sans intérêt : « Les établissements de type occidental pourraient être compatibles avec le Coran qui réprouve l'usure, à condition que les intérêts soient consacrés au développement social. Mais [les banques sont] devenues des centres de trafics, de corruption, d'exploitation et d'évasion des capitaux prélevés sur la subsistance même du pays. » (26)

P. Balta détaille les « sept vices fondamentaux à proscrire dans la république islamique » : « l'exploitation ; la dictature ; l'impérialisme et le colonialisme ; l'ignorance et l'immoralité ; la réaction ; les classes sociales ; les parasites. » S'y opposent les « sept principes fondamentaux » : « l'égalité des chances ; la démocratie, la liberté et la consultation ; la répartition raisonnable et rationnelle des richesses ; la connaissance et la vertu ; la révolution continue ; l'évolution et le progrès ; l'égalité, la fraternité et la préservation des droits de l'homme ; la productivité bénéfique. »

Serge July, quant à lui, va jusqu'à parler, du « chiito-socialisme des khomeinistes » (27).

Au début de l'année 1979, Yann Richard, sous-directeur du département d'iranologie à l'Institut français de Téhéran, tente, dans une analyse de la pensée politique de Shariati, de voir ce qu'elle laisse présager de la république islamique. Ce serait, selon lui, une démocratie « dirigée » par des théologiens, ceux qui ont le droit d'interpréter la loi islamique dans l'islam chiite duodécimain. Le parlement serait élu, mais sous contrôle du guide. (28)

Son analyse est remarquable à deux titres. D'une part elle provient d'une surestimation de l'influence de la pensée de Shariati, qui sera en fait écartée par les futurs dirigeants de la République islamique. Mais cependant, ses prévisions quant aux institutions et à leur fonctionnement seront à peu près avérées quelques mois plus tard, alors que d'autres observateurs moins avertis spéculent sur un régime populaire, semi-socialiste ou au contraire sur l'avènement certain d'une société autoritaire voire totalitaire. L'analyse de Y. Richard constitue sans doute l'une des plus pertinentes, alors que la confusion est grande pour les observateurs internationaux.

Morteza Kotobi, sociologue à l'université de Téhéran et Jean-Léon Vandoorne, journaliste français, expriment leur difficulté à produire un examen prenant en compte les nombreuses contradictions et incertitudes qui ressortent du discours de l'ayatollah Khomeiny. Ils écrivent dans le *Monde diplomatique* du mois d'avril 1979 :

« Pour l'immense majorité du peuple iranien, Rouhollah Khomeiny n'est déjà plus ayatollah mais l'Imam (le guide), titre exceptionnellement accordé dans l'histoire du chiisme. Pour maints observateurs occidentaux, il fait au contraire figure de personnage archaïque et déjà dépassé par le mouvement qu'il a lui-même suscité (...). La pensée de Khomeiny est-elle porteuse d'un enseignement pouvant aider le peuple iranien à construire sur ses fondements propres une société moderne ? (...) [Pour lui] l'AVOIR importe peu face à l'ETRE. L'Homme n'est pas sur terre pour vivre à tout prix une vie confortable, mais pour conquérir sa liberté, notamment par la spiritualité : « La peur, c'est pour ceux qui n'ont pas la foi. » (...)

» Sa force naît de cette certitude intérieure dont sont dépourvus les intellectuels et les gestionnaires de l'opposition qui – pour avoir tué Dieu à l'instar des Occidentaux – sont plus enclins au doute et au compromis. »

La foi islamique est la base de tout, le mouvement est l'oeuvre de Dieu. Khomeiny dit aux fidèles :

"Obéissez à Dieu et à ceux d'entre vous qui détiennent l'autorité divine (...) ; le seul gouvernement accepté par Dieu le jour de la résurrection doit être organisé selon les lois divines et cela n'est possible qu'avec le contrôle des religieux. " » (29)

Pour les auteurs, « la république islamique n'est donc pas fondée sur un contrat mais sur un acte de foi, la loi y est l'ordre de Dieu. » Le régime, notent-ils, n'a pas besoin d'être légitimé par le peuple, s'il l'est par Dieu ; le Parlement ne fixe pas la loi, mais en décide l'application. Khomeiny « en appelle à l'âme chiite plutôt qu'à la raison des Iraniens. » D'où une dérive « totalitaire », comme avec le référendum du 30 mars 1979, où la seule alternative possible est « République islamique » ou monarchie. Il n'existe pas de troisième voie. Après la révolution, Khomeiny déclarera aux ouvriers du pétrole que « toute grève va à l'encontre de la révolution ». La presse pourra être libre, à condition de ne pas publier d'article « allant à l'encontre des sentiments du peuple »... La devise utilisée par l'ayatollah Khomeiny sera : « Unité d'opinion, unité d'expression, unité d'action ».

Les laïcs sont des spectateurs de la révolution. S'ils veulent un Iran indépendant et stable, ils doivent accepter le projet de Khomeiny. Tous les courants qui ne sont pas derrière lui sont considérés comme des agents, conscients ou non, de l'Occident. Les communistes sont considérés comme des agents du Shah ou de l'URSS – mais qui de toutes les manières ont basculé dans la subversion à cause du Shah - ou encore comme des ignorants qu'il suffit d'éclairer.

Le programme de la République islamique est présenté comme anti-occidental, anticolonialiste, anticapitaliste et anticomuniste. Khomeiny en appelle au non alignement, espérant que « la victoire de la révolution iranienne réveillera les rois et les présidents des pays islamiques ». Il les appelle à ne pas collaborer avec les États-Unis, tout comme lui-même n'a pas collaboré avec le Shah pendant ses quinze ans d'exil et n'a pas cessé d'appeler le peuple à faire de même.

Mais il n'est pas anti-rationnel, il est pour la science et le savoir, avec la foi comme éthique. C'est la moralité islamique qui fonde les motivations économiques. « Le besoin de chacun et la valeur d'usage, déclare-t-il, reprennent le dessus sur la valeur marchande d'un produit. » Dans la mesure où la misère pousse au vice, il faut demander la moralité aux ministres, aux commerçants, aux banques, aux compagnies des eaux et de l'électricité. « Point besoin de réformes des structures, puisqu'une fois chassés les corrompus de l'ancien régime, les dirigeants seront des hommes de haute valeur morale. » Le seul nouveau ministère qui sera créé aura pour but d'« encourager le bien et détourner du mal ». Économiquement, Khomeiny veut l'auto-suffisance alimentaire et refuse l'industrie de montage qui fait dépendre d'Iran de l'étranger. Des choix qui, sans réforme profonde, semblent bien irrationnels par rapport aux réalités économiques.

Pour M. Kotobi et J-L. Vandoorne, « l'Iran d'après la dictature, où tous les antagonismes auraient été réglés et qu'il n'y aurait plus eu qu'à gérer était une illusion. Ou bien Khomeiny le constate et accepte d'indispensables compromis : l'entreprise d'une salubrité morale qu'il a suscitée restera alors un acquis pour la révolution. Dans le cas contraire, il apparaîtra de plus en plus comme un pouvoir de blocage et risque, à long terme, d'être emporté avec tout ce qu'il a apporté. » (30)

2. La centralité de la classe ouvrière ?

Dans ses discours, l'ayatollah parle de « couches sociales » et non de classes. Pour lui, le centre de la révolution est la mosquée, et elle sera celui de la politique de justice qui se mettra en place dans la République islamique. La répartition des richesses doit se faire selon un principe d'aumône, non de collectivisation. Mais il est évident que le mouvement de masse contre la monarchie prend un tournant décisif lorsque, après les intellectuels, les artistes, les universitaires et les prisonniers politiques, la classe ouvrière entre dans la bataille. Khomeiny en prend acte et met de plus en plus l'accent, à partir de l'été 1978, sur la centralité des grèves, notamment celle du pétrole, pour le renversement du régime et l'indépendance nationale. La presse internationale relaie cette évolution lorsque, par exemple, en septembre 1978, il lance un premier appel à la grève générale :

« Dans ses derniers sursauts, le chah veut transformer notre pays en cimetière en même temps que ses agents essaient par des mises en scène au Parlement, de faire porter la responsabilité des massacres aux exécutants des ordres du criminel principal... Ceux qui soutiennent le chah dans le monde partagent la responsabilité de ses crimes. Dans ces conditions, le peuple iranien doit, le 14 septembre faire une grève générale. » (31)

Certes, ce n'est pas nécessairement à l'appel de Khomeiny que tous les secteurs partent en grève reconductible. Parfois, c'est sur des revendications sociales propres que les travailleurs, mis en confiance par le climat prérévolutionnaire, se mobilisent. Le 5 octobre, c'est le cas de ceux de la poste, des télécommunications, des banques, du pétrole et des fonctionnaires qui demandent principalement des augmentations de salaires. Les salariés de la télévision également en grève donnent une consonance directement plus politique, puisqu'aux revendications sociales s'ajoute celui de l'arrêt du contrôle des médias par l'armée. Dans quatre entreprises nationalisées, les travailleurs obtiennent des hausses de salaires de 50%. C'est la même revendication qui est portée dans les administrations et les ministères. Le 9 octobre, 30 000 ouvriers de l'aciérie d'Ispahan se mettent en grève. La presse et la radio menacent de faire de même.

La grève reconductible se généralise avec des mots d'ordre toujours sociaux mais particulièrement radicaux. Lorsque les personnels grévistes de l'Institut national de la statistique publient des chiffres, masqués jusque là, sur l'augmentation du coût de la vie dans les villes – 77 % en trois ans – le doublement des salaires devient la revendication commune adoptée par les nouvelles branches entrées en mouvement, les hôpitaux, l'aviation et les usines textiles.

L'ayatollah Khomeiny perçoit aussi l'importance de la jeunesse. À la rentrée universitaire, prévue le 7 octobre, il lance un appel, largement diffusé à Téhéran, aux étudiants et les lycéens à intensifier la lutte contre « le despotisme de la dynastie des Pahlavi » :

« Le devoir des étudiants et des élèves : (...) inciter l'armée à briser les chaînes de la domination et se libérer de la honte d'être commandés par des conseillers étrangers, encourager un soulèvement général, et être vigilants à l'égard des provocateurs et des diversions organisées par les éléments gouvernementaux qui veulent, en lançant des mots d'ordre communistes, faire peur à la population. » (32)

En novembre, le mouvement étudiant lance l'initiative d'une « semaine de solidarité avec les prisonniers politiques ». Les personnels d'Iran Air sont quarante-mille à se mettre en grève pour y participer. La grève se politise. La même semaine, le gouvernement accède aux revendications sociales des grévistes du pétrole. Leur mouvement faiblit, mais il reprend au bout de quelques jours à la raffinerie d'Abadan, et s'étend à la poste, dans les télécommunications et aux conducteurs de bus de Téhéran. Désormais, les revendications comprennent le retour de Khomeiny, la dissolution de la SAVAK, la liberté syndicale et politique et souvent le départ du Shah pour la mise en place d'une République islamique.

Le mouvement ouvrier n'est pas encadré par des structures traditionnelles. Les partis et syndicats ouvriers ont été détruits et, sauf à Ispahan, il n'en subsiste presque rien. À Abadan, la grève des ouvriers du pétrole est née spontanément de la ferveur des manifestations. Le catalyseur a été l'incendie meurtrier du cinéma Rex au mois d'août. Aucune organisation n'est présente dans le mouvement. Le syndicat des ouvriers iraniens (OOI) est entièrement sous le contrôle de la SAVAK. Aucune bataille interne n'y est possible. Son rôle est uniquement d'éviter les conflits sociaux. P. Balta rapporte les propos d'ouvriers : « Nous écoutons l'ayatollah Khomeiny et nous lisons les tracts des Moudjhadines » (33). Mais les tracts et les cassettes audio sont diffusés de l'extérieur de l'usine.

Alors que la grève se politise, elle est bientôt perçue par Khomeiny comme un moyen non seulement de renverser le Shah, mais aussi d'avancer pour l'indépendance nationale. Dans un discours, le 16 novembre, il appelle à la poursuite de la grève de la NIOC et menace de mettre en oeuvre des mesures pour « réserver les puits de pétrole aux générations futures si les États-Unis usent de la force pour obliger les ouvriers du pétrole à reprendre le travail. »

Khomeiny doit composer avec une base sociale hétérogène : le bas clergé, la bourgeoisie marchande, la petite-bourgeoisie, les étudiants, les travailleurs et le lumpenprolétariat des bidonvilles (les *mostazafine*, ou « déshérités »)... Comme le soulignait Claude Van Engeland (34), les principaux appuis du mouvement sont les bazaris, favorables au libéralisme économique. Ils étaient déjà ceux de Mossadegh et du FN, tant pour des motifs politiques – l'attachement à la Constitution – qu'économiques – la volonté de profiter des bénéfices de l'économie iranienne sans les partager, ou tout au moins de manière aussi inégalitaire, avec les bourgeoisies occidentales. Sous le Shah, c'est toujours en souvenir de Mossadegh et par exécution de l'affairisme du régime – pour créer une entreprise, il est pratiquement obligatoire d'associer un membre de la famille Pahlavi – qu'ils se rangent derrière Khomeiny.

L'ayatollah parvient à unifier leur colère à celle des ouvriers au nom de l'indépendance nationale. Le 22 novembre, il appelle à la grève fiscale et autorise – incite même – les bazaris à verser la dîme religieuse aux ouvriers en grève. L'artisanat et le petit négoce ont également à pâtir des projets de développement du régime. Ils sont regroupés depuis longtemps dans des associations professionnelles et de voisinage, souvent à vocation religieuse et forment un réseau d'entraide. Ils sont sans doute le secteur le plus structuré, avec des fonds de réserve salutaires pour la poursuite du mouvement.

L'unité nationale est ce qui prime pour l'avenir de la révolution. Le 19 novembre, le dirigeant religieux adresse un message à la jeunesse iraniennes pour la mettre en garde contre « toutes divergences d'opinion qui dans les circonstances actuelles pourraient avoir des conséquences catastrophiques pour la marche du mouvement vers la victoire. » Dans le même temps, il appelle à l'embargo sur le pétrole et à une campagne de dénonciation du Shah. Mais il reste conscient que la première épreuve de force avec le gouvernement militaire mis en place le 6 novembre est la journée de grève générale du 26 novembre.

Ce n'est pas par hasard que, suite à cette journée et alors que l'Iran est paralysé par les grèves économiques et politiques, pour la première fois, le 13 décembre 1978, *Le Monde* parle de l'entrée de l'Iran « dans une ère révolutionnaire » (35). La crise s'accroît. À Iran Air, suite au licenciement de six grévistes, une vague de démissions bloque quasiment tout le trafic aérien. Pour l'année 1978, le PNB a chuté de 2,3%, l'investissement a augmenté de 6% (contre 57% et 12% les années précédentes) et le coût de la vie de 200% (36).

Khomeiny lance alors une offensive idéologique et politique pour que le soutien de la population ne faiblisse pas malgré les difficultés que la grève générale engendre. Le 27 décembre, il déclare que « La grève dans le secteur pétrolier, qui empêche le pillage des richesses de la nation, est un acte d'obéissance à Dieu » (37). Deux jours plus tard, il exhorte le peuple à rester solidaire :

« Le peuple iranien doit soutenir les grévistes de l'industrie du pétrole, les aider à trouver des logements et leur fournir les moyens de subsister. Il faut aussi créer dans les villes de province des caisses de solidarité au profit des grévistes qui souffrent pour servir l'islam et le pays. Le peuple doit aider, par tous les moyens possibles, les soldats qui ont déserté.

» La nation iranienne doit savoir qu'il y a des stocks de pétrole et de gaz en quantité suffisante pour la consommation intérieure et que l'État, pour provoquer la panique et le mécontentement, crée une pénurie artificielle. » (38)

À la fin du mois de décembre, le gouvernement accède à deux revendications des travailleurs de l'industrie pétrolière : la libération des ouvriers des raffineries emprisonnés et la sécurité des installations pétrolières confiées aux travailleurs. Mais surtout, Khomeiny est à l'origine du passage à la grève active, presque auto-gestionnaire. Le 4 janvier 1979, il envoie Mehdi Bazargan négocier avec les ouvriers du pétrole pour les inciter à reprendre la production, uniquement pour satisfaire aux besoins du pays, tout en la limitant pour continuer de bloquer les exportations. C'est un cas sans précédent de contrôle ouvrier de la production – et de l'utilisation – des hydrocarbures. Et c'est un ayatollah anti-marxiste qui en est à l'origine. Mais les ouvriers n'ont pas été convaincus sans peine. Bazargan averti Khomeiny : « Ils obéissent maintenant plus aux communistes qu'aux religieux. » Le contrôle de l'économie doit occuper une place de plus en plus centrale dans la stratégie révolutionnaire islamique. Abolhassan Bani Sadr, alors proche conseiller de Khomeiny, ira même jusqu'à demander la levée du secret bancaire, l'ouverture des livres de compte et le contrôle des capitaux, afin notamment que ceux qui ont été transférés en Suisse soient « restitués au peuple ». Fin janvier, trois cents ouvriers d'une usine textile en banlieue de Téhéran envahissent le siège de la Banque iranienne pour exiger de récupérer l'argent de leur employeur.

En Occident, il n'en faudrait guère plus pour faire croire à un mouvement communiste sur le point de s'emparer de l'Iran. Certes, le projet de l'ayatollah Khomeiny ne comprend en rien la collectivisation, l'auto-gestion ou la planification. Mais les analogies avec la révolution de 1917 sont visibles : un régime archaïque et despotique, le développement, depuis les années 1960-1970, d'un capitalisme moderne (pétrole, sidérurgie, textile), un prolétariat jeune qui s'éveille à la lutte sociale et politique, une paysannerie exploitée par de grands propriétaires terriens, des minorités nationales opprimées... Tout comme la Russie de 1917, l'Iran n'a pas connu de révolution bourgeoise. Cette classe est faible socialement – le développement capitaliste étant massivement le fait de capitaux étrangers – comme politiquement, car elle a subi un échec historique en 1953 et demeure divisée entre une aile oppositionnelle, mais timorée, et une aile cherchant à impulser des réformes dans le cadre du régime. (39)

Les grèves ouvrières tournent à la grève active dans d'autres secteurs que celui du pétrole. Des conseils ouvriers (les *shoras*) se constituent dans les régions les plus industrialisées, notamment autour d'Ispahan. Les travailleurs sont reconnus comme la force centrale de la révolution, celle qui peut bloquer l'économie, assurer les besoins du mouvement, exercer un début de contrôle sur le pays. Même si leur poids est faible en termes numériques et d'implantation géographique, les revendications de réduction du temps de travail, d'augmentation des salaires, d'interdiction des licenciements, de contrôle ouvrier sur les embauches ou encore d'élection des responsables des entreprises nationalisées, vont souvent aboutir dans les premiers mois de la révolution.

Dans la presse française, pourtant, ces expériences sont peu relayées. *Le Monde* ne mentionne la grève du pétrole d'Abadan que lors de son quinzième jour. C'est notamment parce que les principales sources d'information restent le régime officiel et l'entourage de Khomeiny qui, ni l'une ni l'autre, ne souhaitent leur donner une trop grande importance. Si le *Figaro* et *l'Express* se

montrent quelque peu insistants sur la présence de la gauche et de l'extrême gauche derrière l'ayatollah, c'est la presse d'extrême droite qui, logiquement et exagérément, pointe le « danger » révolutionnaire que court l'Iran. Ainsi Camille-Marie Galic écrit-elle dans *Rivarol* :

« Même en admettant que, par miracle, les religieux rentrent dans le rang, comment le premier ministre compte-t-il remettre sur ses rails un pays ravagé économiquement par des mois de grève générale, le départ de tous ses techniciens étrangers et l'assassinat de nombreux cadres locaux ? Ce n'est pas en privant Israël et l'Afrique du Sud de pétrole qu'il améliorera la situation, et qu'il empêchera la formation de cette « République démocratique populaire » que, renchérissant sur Khomeiny, les étudiants iraniens exigent déjà. » (40)

3. L'indépendance par rapport à l'État impérial

Si l'on parle de l'intransigeance de l'ayatollah Khomeiny, c'est parce qu'il s'attache à une indépendance absolue vis-à-vis de l'État impérial et du régime du Shah. La classe politique traditionnelle et les États de l'Ouest croient à un possible compromis, sur le modèle de la monarchie espagnole dont la constitution entre en vigueur le 29 décembre 1978. Khomeiny rejette cette possibilité et toutes celles qui incluraient le maintien, même symbolique, du Shah voire son abdication en faveur de son fils le prince Reza. En cela, Khomeiny est sans aucun doute la personnalité la plus en phase avec les aspirations et les mots d'ordres populaires. Mais c'est surtout dans les actes et les consignes qu'il donne qu'il apparaît comme le plus conséquent des opposants à la dynastie.

a. Une contre-société islamique

Pour lui, aucune situation, même exceptionnelle, ne peut justifier la moindre coopération. Après le tremblement de terre de Tabas, le 16 septembre 1978, qui fait plus de vingt-cinq mille morts, il demande aux fidèles de secourir les sinistrés, en précisant que cela doit se faire « sans collaborer avec les autorités ».

La consigne de Khomeiny n'est pas qu'une posture idéologique motivée par la volonté d'apparaître comme le plus radical des dirigeants politiques : il s'agit bien d'une stratégie de conquête du pouvoir par le développement d'une contre-société qui sait se montrer utile à la population.

C'est ce que note, avec une certaine admiration, Serge July lorsqu'il est envoyé spécial de *Libération* en Iran, dans un reportage publié au lendemain de l'insurrection de Téhéran, « Iran : le chiïto-socialisme des khomeinistes » (41).

Le directeur du journal salue « la mise en place d'une formidable organisation dans les quartiers, autour des mosquées : la prise en charge de tous les aspects de la vie sociale. » Il note que « la lutte contre la dictature s'est accompagnée de la mise en place d'un réseau populaire d'organismes de base. Sans lui, l'insurrection était impossible. Face à ce pouvoir populaire, les autorités légales se sont désintégrées. »

La révolution iranienne n'est pas joyeuse. Il n'y a pas de scènes d'allégresse comme dans d'autres mouvements similaires. Elle n'est pas vengeresse non plus. C'est le martyr qui en est le moteur. D'ailleurs, sa couleur est le noir : les turbans des descendants du prophète, les voiles des femmes, les inscriptions sur les murs...

« C'est sans doute parce que le chiïsme est une religion centrée sur le martyr de Hussein, le petit fils de Mahomet, exaltant les souffrances et les épreuves, les larmes et le chagrin, qu'il est devenu un instrument de libération, un instrument de lutte contre la dictature, y compris pour la grande masse des « incrédules », des incroyants de ce pays, qui ne paraissent pas s'être brusquement convertis à la religion d'Allah. »

L'idée du martyr comme moteur de l'histoire n'est pas nouvelle. Serge July note : « Sociologue, anticolonialiste, traducteur de Franz Fanon en persan, Sharriati est l'un des principaux maîtres à penser du Chiïsme moderne, où il voyait la seule idéologie qui puisse libérer les peuples opprimés du tiers Monde et, en particulier, celui d'Iran. Cet enseignement lui valu l'hostilité à peu près totale des religieux qui critiquaient son « progressisme » et son radicalisme. En France on aurait dit de lui qu'il fut un chiïte gauchiste. La SAVAK avait le même avis puisqu'elle l'incarcéra, le tortura et pour finir fit fermer la mosquée [de Ghoba] en 1973. (...) Paradoxe pour des occidentaux et surtout pour des athées, c'est en se posant la question du pouvoir que cette religion est devenue révolutionnaire. »

La mosquée de Ghoba, celle de Shariati et de ses héritiers politiques, est l'une des plus populaires et des plus radicales de Téhéran. Les prêches qui y sont donnés attirent tant de monde que la salle est trop petite pour accueillir la foule. Un système de retransmission en direct a dû être installé sur un terrain vague à proximité. « La religion chiite et c'est l'une de ses caractéristiques principales, n'a pas une hiérarchie centrale qui désigne, sélectionne, élit ses chefs et s'autodésigne. La base religieuse est seule souveraine. Cette liberté totale d'initiative des mosquées a facilité la tâche subversive de Khomeiny, d'autant plus aisément, que l'armée religieuse s'offrait à la population comme l'inverse du pesant appareil d'État de Pahlavi : décentralisée et communautaire. Anti-pouvoir par excellence. Il faudrait dire par essence, puisque cette religion est celle de l'exclusion d'Ali et des petits fils du prophète de la succession. Depuis les origines de l'hérésie, les fidèles sont censés combattre l'usurpateur. »

La mosquée est le seul lieu collectif semi-toléré sous la dictature. Certaines ont été fermées par ordre du gouvernement, et les identités des fidèles sont soigneusement relevées, mais la plupart sont restées ouvertes. « Alors que l'urbanisation exclusivement sauvage détruisait tous les cafés, il ne restait plus aux Téhéranais que trois lieux d'agrégation possibles : le bazar, l'université et les mosquées. Ce n'est évidemment pas un hasard dans ces conditions si c'est ce triangle de forces qui dirige actuellement le mouvement. » Où l'on note d'ailleurs que S. July ne mentionne pas le rôle de la grève ouvrière et des *shoras*.

Les autorités iraniennes affirment que l'ayatollah Khomeiny a reçu à lui seul, en 1978, vingt-cinq milliards de dollars. Ces fonds servent à entretenir les mosquées et les sanctuaires, à former les instituts, les écoles et les orphelinats, et depuis les récents événements, à soutenir les grévistes et les familles des martyrs tués dans les manifestations.

Le docteur Mofatan, ami de Shariati et khomeiniste convaincu, imam de la mosquée de Ghoba gère une banque qui prête sans intérêt, une coopérative de vêtements réservée aux orphelins, aux enfants de pauvres et de grévistes. L'association des ingénieurs islamiques de Bazargan aide les ouvriers au chômage. Sur le mot d'ordre de Khomeiny, des coopératives islamiques vendent à prix coûtant aux nécessiteux, sans demander de preuve de leur niveau de vie. Pour S. July, c'est là la clé du succès des religieux : « Alors que les gauchistes, encore clandestins pour la plupart, centrent tous leurs efforts sur l'organisation autonome de ces ouvriers (...) les militants islamiques mettent l'accent sur la reconstruction des liens de solidarité populaire, détruits par le régime. »

Malgré l'exil de Khomeiny, ses idées sont diffusées par un réseau d'action plus efficace que le quadrillage du territoire par l'État. Il sait parler le langage des pauvres et des illettrés, réduisant toute chose à l'opposition entre le bien et le mal, tout en concentrant ses attaques sur des sujets socio-économiques comme la pauvreté, les bidonvilles, les inégalités sociales, le soutien du Shah aux États-Unis et à l'État israélien, son mépris de l'islam et de la culture populaire.

L'organisation islamique des quartiers crée une nouvelle communauté. Mais la force du mouvement est de politiser en même temps qu'il organise la solidarité. Et de donner une perspective qui va du niveau le plus local, la mosquée qui centralise les diverses activités et vient en aide aux démunis, à une perspective internationale. Pour les religieux rencontrés par le journaliste, la révolution aura des répercussions immédiates au moins sur le Dhofar (sud du sultanat d'Oman, où une rébellion a eu lieu de 1964 à 1976, écrasée avec l'aide de l'armée iranienne), les Philippines (où il existe un fort mouvement musulman sur l'île de Mindanao), le Tchad (qui de fait connaîtra des troubles au long des années 1980), l'Erythrée (qui sera indépendante en 1993)...

b. Aucun compromis avec le gouvernement

La construction de cette contre-société permet à Khomeiny de garder son intransigeance vis-à-vis du pouvoir. Tout au long de l'année 1978, et en fait depuis 1963, il est celui qui exclut catégoriquement toute solution avec le Shah. Lorsqu'un gouvernement avec Ali Amini, libéral pouvant faire le lien entre l'opposition et le palais, est évoquée, durant le mois de septembre 1978, Khomeiny la rejette : « Aucune condition n'est négociable et aucun délai n'est acceptable si cela doit avoir pour résultat d'assurer la survie du régime et le maintien de la dynastie. Tout projet qui passe par le maintien du régime ne peut être accepté ni par nous ni par le peuple. » (42)

Même après que le souverain a promis, le 11 août 1978, des élections libres « à cent pour cent » pour le mois de juin, Khomeiny ironise : « Si le chah était prêt à accepter le principe d'élections libres (...) il aurait déjà abdiqué. Le peuple a voté la défiance. » (43)

Peu importe pour lui l'opposition parlementaire qui existe ou pourrait émerger. « Il n'existe pas, estime-t-il, de différence fondamentale entre les partisans du gouvernement et ceux qui, par opportunisme ou duplicité, se sont transformés en opposants, font du tapage et parlent d'élections libres et de l'application de la Constitution. Leur objectif commun est de préserver le chah et de perpétuer le pillage de nos richesses. » (44)

Sa posture quant au régime n'évolue pas. Peu importe, finalement, qu'un gouvernement militaire soit mis en place le 6 novembre : « Seuls le départ du souverain et l'épuration du régime peuvent permettre de sortir de la situation. Dès le départ du chah, nous souhaitons la création d'une république islamique fondée sur le vote populaire. Ni un gouvernement de militaires, ni un gouvernement de civils ne peuvent maintenant constituer une solution pour dénouer la crise. » (45)

Les observateurs étrangers, comme les opposants libéraux et intellectuels de l'intérieur, sont déconcertés par ce discours. Kenize Mourad note en janvier que « l'édifice savant, élaboré à grand peine toutes ces dernières semaines entre l'opposition et l'Establishment pour permettre le départ du chah tout en conservant le principe monarchique, est en train de s'effondrer à une vitesse déconcertante. Le vieil ascète de Neauphle-le-Château joue à quitte ou double. Son intransigeance peut se révéler un coup de poker génial, qui va débarrasser le pays à tout jamais des Pahlavi ou une erreur tragique qui peut plonger l'Iran dans un bain de sang. (...) La clé de la situation, c'est l'armée qui la détient. » (46)

Le 18 janvier 1979, après le départ du Shah et la manifestation de quatre millions de personnes à Téhéran pour « une république libre instituée par un vote populaire pour diriger le pays selon les enseignements de l'islam », et deux jours après le départ du Shah, Khomeiny déclare sur TF1 que vient d'avoir lieu un « référendum contre la dynastie, le gouvernement et le conseil de régence ». Le président du conseil de régence Tehrani vient le voir à Neauphle-le-Château. L'ayatollah refuse de le rencontrer s'il ne démissionne pas avant. Il rejette également l'appel du président J. Carter à donner sa chance au premier ministre Shapour Bakhtiar, nommé par le Shah avant son exil (47).

À la veille de son retour, il dément toujours des rumeurs de négociations avec le premier ministre. Pour lui, elles proviennent d'un « complot » du régime. Remettre en cause sa radicalité, estimer que, peut-être, son retour aurait pu être négocié avec Bakhtiar, qu'un compromis serait envisageable, reviendrait à remettre en cause le rôle de dirigeant incontestable de Khomeiny, autrement dit à donner une mauvaise orientation au mouvement, ou l'inciter à choisir une nouvelle direction.

L'ayatollah ne l'entend pas ainsi, qui estime pouvoir, dès son retour, nommer un gouvernement et faire payer le régime. Le 1er février, au cimetière de Behechte-Zahra, devant un demi-million de fidèles, il promet : « Je frapperai à la figure l'actuel gouvernement. Je passerai tous ces gens en justice, devant des tribunaux que je formerai. » (48)

Quelques jours plus tôt, Jean Gueyras rapporte les espoirs d'apaisement et de compromis qui existent pourtant encore : « certains chefs militaires penseraient également que, dès son retour au pays, l'ayatollah, sous l'influence des plus modérés des religieux, finira par mettre de l'eau dans son vin, ajournant aux calendes grecques son projet de république islamique » (49). La rédaction du *Monde* alimente cette vision d'un Khomeiny qui pourrait, derrière son intransigeance affichée, se révéler plus conciliant que prévu ou au contraire plus dur qu'il ne laisse paraître.

C'est le sens du « Bulletin de l'étranger » publié en « une » du journal daté du 3 février 1979 :

« Au sein même de l'opposition (...) l'inquiétude et parfois l'exaspération des laïcs et de la gauche commencent à se manifester devant l'émergence d'une République islamique qui, en dépit des nobles déclarations d'intention, pourrait bien se montrer intolérante et oppressante. (...) Tout cela ne dessine pas précisément les contours d'une démocratie qui, comme en Espagne, succéderait à la dictature.

» Incarnation de la résistance à un régime honni de son peuple, l'ayatollah Khomeiny est devenu, par un impressionnant plébiscite, l'homme contre qui, de toute évidence, rien ne peut se faire en Iran. Il s'agit maintenant de savoir si son intransigeance, son refus de toute transition négociée, avec les risques de guerre civile ou de coup d'État qu'ils recèlent, seront intégralement maintenus ou si, de retour dans sa ville sainte de Qom, « l'homme de Dieu » laissera ses partisans chercher l'un de ces compromis qui règlent les conflits en ce bas monde. » (50)

c. L'armée

Il est sans doute difficile, durant des événements de la fin de l'année 1978 et du début de 1979 de prendre le recul nécessaire à l'analyse des ambiguïtés du discours de Khomeiny, et ce d'autant que peu des envoyés spéciaux français sont familiers de la société iranienne, de sa culture et de son histoire. Difficile de comprendre que, derrière le discours, le rôle historique de Khomeiny pourra, *a posteriori*, se résumer à celui de « fossoyeur » de la monarchie mais de « sauveur » de l'appareil d'État, notamment militaire. Cela transparaît, en fait, dans ses discours, notamment ceux adressés à l'armée ou lorsqu'il appelle ses partisans à ne pas attaquer frontalement les militaires. Plus que ses appels à la moralité et au progrès, très soulignés dans la presse, c'est la question de la stratégie et celle de la conciliation avec une partie de l'appareil d'État qui, en fait, prend la plus grande importance.

Dans son discours de Behechte-Zahra (51), il laisse entrevoir ces subtilités, mais qui ne seront pas relevées par les journalistes présents dans l'assistance :

- « La dynastie des Pahlavi, dès le début, était irrégulière, illégale. L'assemblée constituante de la dynastie Pahlavi a été créée à la pointe des baïonnettes.
- » J'ai enduré beaucoup de peines, j'ai vu beaucoup de mal, je ne sais comment remercier ce peuple noble qui a tout sacrifié pour sa révolution.
- » Qui a donné un droit à cette dynastie de prendre en main le sort de l'Iran ?
- » Le peuple a donné son avis sur ce roi. Il a dit son mot. Il est simple : « Nous ne voulons pas de toi ! » (...)
- » Le Sénat est illégal. Le chah est illégal. Le Parlement est illégal (...).
- » Le gouvernement qui se dit légal est, lui aussi, illégal. Il a ruiné l'homme iranien. Il y a plus de bars et de débits de boissons à Téhéran que de librairies. Nous ne sommes pas contre le cinéma, mais contre la pornographie. Nous ne sommes pas contre le modernisme, mais nous combattons ses aspects sauvages et immoraux (...).
- » Pendant plus de cinquante ans, le pays était étouffé. Personne n'avait le droit de parler contre le régime.
- » Que voulons-nous ? Une armée libre, fière, solide. Est-ce une raison pour tuer ceux qui demandent l'indépendance et la fierté de l'armée ? »

En fait, la conciliation avec l'armée, tout au moins le refus d'une offensive d'ampleur contre elle, est la stratégie de l'ayatollah Khomeiny depuis le début des événements. Aux manifestants qui se font tirer dessus, le 4 septembre 1978, il demande d'offrir des fleurs aux soldats (52). La veille même du « vendredi noir », dont nous parlerons plus bas, il remercie l'armée « pour ne pas avoir tiré sur les grands défilés de masse qui se sont déroulés à Téhéran et dans les autres villes (...). » Il ajoute : « Je tends la main vers les forces terrestres, aériennes et maritimes d'Iran et je leur demande leur aide pour sauvegarder l'indépendance du pays et le libérer du jour des oppresseurs... Le moment est venu pour le chah de se retirer et de laisser le peuple libre de prendre en main son destin et ainsi éviter l'effusion de sang de milliers de personnes. » (53)

Khomeiny n'appellera jamais à la lutte armée, même, nous le verrons ultérieurement, quand celle-ci devient une réalité. Mais cette option pèse dans ses déclarations comme une menace ultime pour faire tomber le régime. Shariat Madari, l'imam de Qom et représentant de la branche modérée est bien plus clair et cohérent sur cette question : il refuse toute forme d'affrontement violent car il ne veut pas mettre en péril l'État et il assume de vouloir maintenir le régime sous une forme différente. Khomeiny est plus ambivalent. Son objectif unique, en 1978, est la chute du Shah, « par tous les moyens nécessaires » pour paraphraser Malcolm X (54). Mais il lui faut lutter contre un dépassement populaire qui pourrait alimenter l'audience de l'extrême gauche, notamment guérillériste.

Dans une interview accordée au *Figaro* (55), l'ayatollah exilé en France déclare : « Même après le vendredi où tant de massacres eurent lieu à Téhéran [le 8 septembre 1978], nous avons maintenu la même forme de lutte. Et comme tout le monde le voit, notre révolte n'a pas été brisée par la répression à laquelle elle s'est heurtée. Elle se poursuit en recourant aux mêmes méthodes. Mais il est vrai que l'on m'a demandé si le moment n'était pas venu de changer et d'en venir à la lutte armée pour répondre à l'emploi de l'armée par la dictature. J'ai dit non. » Mais Khomeiny avoue s'interroger : « On ne peut indéfiniment offrir des poitrines nues à des fusils. Jusqu'à maintenant je n'ai pas changé les directives que nous avons toujours données pour que notre action soit pacifique ; mais je serai peut-être obligé de le faire. » Quoi qu'il en soit, il ne veut pas s'en prendre à l'armée, mais à son commandement étranger. L'armée iranienne n'est pas une armée populaire, c'est une armée professionnelle qui offre des avantages matériels à ses officiers. Elle n'a jamais servi pour la libération nationale du pays, uniquement pour les interventions régionales au nom de l'Occident et pour la répression intérieure. Khomeiny doit donc déployer ses accents nationalistes les plus virulents pour l'inciter à rejoindre le peuple :

« Jusqu'à maintenant, déclare-t-il, l'armée demeure sous un commandement qui est en réalité américain : il est même encadré à l'échelon supérieur par des conseillers et des techniciens américains. Mais il y a déjà eu parmi les officiers et les soldats des signes évidents de trouble devant la montée de la révolte populaire. N'oubliez pas qu'avant tout, ce sont des Iraniens. Et quand il y a des affrontements, ce sont d'autres Iraniens qu'ils ont en face d'eux. On en a vu qui pleuraient quand des manifestants, plutôt que de leur jeter des pierres, leur ont offert des fleurs. Dans quelques cas, après avoir tiré sur la foule, des soldats se sont tués... Ce drame continuera tant que l'armée iranienne restera soumise à une structure qui est, en réalité, américaine. »

La menace d'un appel à la lutte armée continue de peser tout au long de l'exil. Dans des interviews accordées à *Newsweek* et au *Time Magazine*, le chef spirituel des chiites va encore plus loin : « Si les manifestations actuelles ne provoquent pas le départ du chah, nous pourrions envisager d'autoriser une lutte armée populaire », déclare-t-il. (56) Mais nonobstant ses propos au *Figaro*, il continue d'appeler ses partisans à offrir leurs poitrines nues aux mitraillettes et à « verser leur sang pour protéger l'islam et renverser le tyran et ses séides ». (57)

La base pousse à une radicalisation des moyens d'action. En décembre, la tribune du *Monde* note que « jusqu'à présent, il a évité de lancer un appel direct à la lutte armée, malgré les demandes pressantes qui lui ont été faites par plusieurs émissaires venus le voir dans sa retraite parisienne. L'exaltation prévisible de la population dans les prochains jours et de affrontements avec l'armée difficilement évitables pourraient modifier cette position. » (58) Les débordements commencent, lorsque, par exemple, la population d'Ispahan chasse la SAVAK de la ville le 13 décembre.

L'ayatollah Khomeiny doit multiplier les appels au calme. Lors de la manifestation du 18 janvier 1979 pour l'instauration d'un gouvernement islamique, des religieux lisent son message au peuple : « Toute injure ou insulte contre moi ou contre mon portrait ne doit donner lieu à aucun acte de vengeance, ni être prétexte au moindre désordre. » On annonce à cette occasion (59) que des unités de l'armée ont rejoint le mouvement. Mais dans les manifestations, des groupes, notamment issus des minorités nationales, demandent aux religieux de donner l'ordre de prendre les armes. En ce mois de janvier 1979, le peuple reste suffisamment discipliné pour ne pas prendre d'initiative au-delà des ordres de son guide spirituel. Mais cette situation pourrait ne pas durer.

Les religieux mettent en place un « service d'ordre islamique » chargé d'encadrer les manifestations et de se substituer à l'armement du peuple. Il deviendra la base du futur corps des *pasdaran*, les « gardiens de la révolution » dans le futur régime, une force armée parallèle. Le 1er février, pour le retour triomphal de Khomeiny en Iran, ce sont quarante mille hommes que les religieux sont en mesure de déployer dans la seule ville de Téhéran. À partir de ce moment, et sans affrontement d'ampleur, il existe bien un double pouvoir en Iran. Et le second empêche la situation de basculer.

B.

**Laïques, libéraux,
sociaux-démocrates,
communistes,
gauche radicale...
Tous derrière
Khomeiny !**

Complétant les travaux du collectif « Behrang » (1), Paul Balta trace dans *Le Monde* daté du 19 janvier 1979 un état des lieux des « forces en présence » en Iran, de l'armée aux associations, en passant par les partis politiques : la SAVAK, dont un ancien dirigeant, le général Teymour Bakhtiar avait rejoint Khomeiny en Irak en 1970, les religieux, divisés entre les ailes « dure » de Khomeiny et « modérée » de Shariat Madari, les bazaris, le Front national, coalition de partis allant de la social-démocratie au centre droit libéral, le Parti Toudeh, les petites formations, les Fedayin, les Moudjahiddines, les petits groupes de guérilla indépendants, les étudiants diversement politisés, les associations islamiques ou de défense des droits de l'homme... (2)

Ces mouvements d'opposition peuvent se diviser en deux catégories. D'un côté, les partis historiques comme le MLI, le FN, le PT et les associations professionnelles, qui tout en étant de farouches opposants, prônent une voie pacifiste et réformiste. De l'autre, le reste de l'opposition religieuse et les mouvements de guérilla aux positions radicales. Or, depuis le coup d'État de 1953 et la répression totale exercée ensuite par le régime, les partis réformistes ont peu à peu perdu de leur légitimité au profit des plus radicaux.

L'Express du 20 janvier 1979 fait état de la diversité de l'opposition jusque dans l'entourage de Khomeiny : « Dans l'entourage même du pieux ayatollah Khomeiny, on trouve des personnages inattendus. Sadek Gobzadeh, par exemple. Au mois de décembre, le magazine américain « *Newsweek* » affirme sous sa rubrique périscope qu'il s'agit d'un agent soviétique. Il a longtemps assuré à Paris la liaison entre le P.c.f. et le Parti communiste iranien. L'ayatollah s'est-il simplement servi de lui en France, dans un monde qui lui était étranger ? Jouera-t-il vraiment demain un rôle politique important en Iran, comme on le murmure déjà ? » (3) La semaine suivante, une lettre de Sadegh Ghotbzadeh dément cette information (4). Mais il n'en reste pas moins que de nombreux dénouements sont envisageables pour la révolution.

Dans un dossier spécial, la rédaction du magazine en évoque quelques unes : la reprise en main du pays par le premier ministre Bakhtiar, nommé par le Shah mais issu de l'opposition, la mise en place d'un « pouvoir musulman et xénophobe », l'éclatement du pays entre les diverses nationalités, ou encore une victoire communiste :

« Mais on connaît déjà le vainqueur, quoi qu'il arrive. C'est l'Islam. Oh, il faut être prudent, et ne pas le voir comme un bloc ! Les différences sont profondes entre sunnites et chi'ites. (...) En Iran même, une foule furieuse a pendu sans jugement deux Afghans soupçonnés de vol (...). Les Afghans sont détestés en Iran, parce que presque toujours sunnites. En Libye, c'est un chef d'État sunnite, Mouammar Kadhafi, qui séquestre depuis des mois l'imam Moussa Sadr (...). (5) En Turquie, des sunnites d'extrême droite ont gaillardement massacré une centaine de chi'ites de gauche au mois de décembre [1978]. En Egypte, le président Sadate (sunnite) n'a pas hésité à recevoir le Shah. (...) Pourtant, malgré toutes ces contradictions internes dans la « Maison d'Islam », un événement essentiel vient de se produire, qui peut faire trembler l'Occident : la déstabilisation d'un espace musulman immense qui s'étend sur les hautes terres de l'Asie centrale, de la Turquie aux confins de la Chine. (...) Khomeiny sera le Nasser du dernier quart de siècle. C'est l'intégrisme musulman qui remplace les rêves évanouis des anciens « officiers libres ». Et de l'Afrique noire à l'Indonésie, en passant par le Proche-Orient et les ghettos noirs des mégapoles des États-Unis, les révolutionnaires découvrent le chemin des mosquées. » (6)

Sans faire une typologie exhaustive, il est important d'étudier ces différentes forces en présence, regroupées derrière la figure emblématique de l'ayatollah Khomeiny, et de voir comment elles se retrouvent dans ce rassemblement pour le moins hétéroclite et elles agissent en son sein.

1. L'entourage de Khomeiny

Dans une société très religieuse, l'opposition libérale se divise, nous le verrons ultérieurement avec l'opposition entre Bakhtiar et Bazargan, entre laïques déterminés et musulmans. La seconde branche est sans doute la plus nombreuse et forme une grande partie de l'entourage de Khomeiny en exil. Sadegh Ghotbzadeh, écrivain et membre du MLI de Bazargan est à l'origine de la venue de l'ayatollah en France en octobre 1978. En août de la même année, il publie une tribune dans l'hebdomadaire *Témoignage chrétien* intitulée « La liberté impériale » (7) :

« En donnant le titre de « libéralisation » et « d'application des droits de l'homme », le régime du Chah veut, tardivement s'attacher l'opinion publique mondiale. Il tente aussi de présenter les Iraniens comme un peuple sauvage, sous-développé, inconscient et démuné de maturité. Il veut aussi présenter l'Islam et les musulmans – les vrais opposants au régime – comme des réactionnaires hostiles à toutes réformes.

» Pendant quinze ans, les moyens de communication à l'échelle internationale ont répandu une propagande en faveur du régime, le représentant comme modernisateur, réformiste et libéral. Tous les pays du monde profitant d'une façon ou d'une autre, du pillage des richesses de l'Iran, ferment les yeux devant les crimes du Chah. C'est dans une telle situation que le peuple iranien, seul, luttait et lutte contre le régime et ses nombreux alliés internationaux.

» Le mouvement islamique de l'Iran – sous la direction de son Eminence Ayatollah Khomeini, est un mouvement indépendant des puissances et des idéologies dominantes. Pour le peuple iranien, l'Islam représente une idéologie qui répond à tous les besoins matériels et spirituels de l'Homme. C'est un mouvement social exemplaire : l'Homme y occupe la place centrale. L'homme et la société entretiennent des rapports de complémentarité et la valeur de l'un dépend de l'autre. Ce mouvement se fonde sur les principes de la liberté et de l'indépendance de l'Homme et de la société : les valeurs morales et spirituelles sauvegardent ces deux principes. Toutes les oppressions sociales économiques, politiques et culturelles y sont dénoncées et ne privilégient aucun de ces quatre aspects. Ce mouvement ne considère pas l'homme seulement comme un rouage de l'économie mais il affirme que les principes moraux et spirituels sont dénués de sens sans une justice socio-économique.

» C'est un mouvement populaire. Ses dirigeants se considèrent comme des serviteurs du peuple. C'est la raison pour laquelle les politiciens professionnels, même dans l'opposition, n'ont pu en saisir ni la profondeur, ni la nature. Et c'est pourquoi les journalistes qui n'entretiennent de contact qu'avec ces personnalités politiques ne peuvent donner des informations précises. Aussi l'opinion publique mondiale s'étonne de la situation actuelle de l'Iran.

» Le peuple iranien lutte fermement pour sa liberté et son indépendance réelle, dont le régime du Chah constitue le premier obstacle.

» En Iran, l'histoire se répète. La nationalisation de l'industrie du pétrole fut le premier mouvement anti-colonial indépendant de tous les pouvoirs de l'Est et de l'Ouest. Il fut vaincu par un coup d'État organisé par la C.I.A. Aujourd'hui le peuple iranien, sous la direction de son Eminence Ayatollah Khomeini a accentué les luttes pour l'obtention de la liberté et de l'indépendance de l'Homme et de la société. Il n'est aidé et soutenu par aucun pouvoir mondial et combat seul contre le régime du Chah et ses alliés internationaux.

Espérons que, cette fois, il réussira. »

Ghotbzadeh insiste sur le rôle de modernisation du mouvement islamique de libération nationale. Le régime inféodé du Shah est incapable d'appliquer ces tâches historiques. Mais le souverain, dépendant du soutien extérieur, puisqu'il ne peut l'obtenir à l'intérieur de son pays, fait passer les événements iraniens comme un clivage entre modernistes et rétrogrades. Il justifie la dictature comme un mal nécessaire à la libération du peuple. Khomeiny, qui est le premier à s'être dressé contre lui est donc logiquement le dirigeant d'un mouvement populaire qui ne saurait compter que sur ses propres forces. Et son idéologie islamique, loin d'être réactionnaire, porte en elle les réponses aux besoins du peuple : la justice, l'indépendance, la liberté, la lutte contre les oppressions et l'exploitation, on retrouve ici l'idée d'identification de Khomeiny à Mossadegh. Cette idée ne vient pas de lui. Khomeiny se réclame des Imams et non des politiciens. Mais c'est ainsi qu'il est vu par des anciens partisans du dirigeant nationaliste, orphelins depuis 1953.

La vieille classe politique, à commencer par les libéraux du Front national, n'a pas été en mesure d'offrir de telles perspectives au peuple. Khomeiny est celui qui pourra les accomplir, là où même Mossadegh a échoué en 1953. Ceux qui se réclament de cette politique n'ont d'autre choix que de le suivre. Voilà de quoi répondre aux interrogations de l'envoyé spécial du *Monde*, Jean de la Guérivière, qui demandait en mai : « Qu'y a-t-il de commun entre M. Bakhtiar, grand bourgeois, vice-président du cercle des amitiés françaises (...) et les ayatollah chiïtes ? » (8) Même si l'exemple de Bakhtiar se révélera plus complexe, il y a bien une raison à l'adhésion des libéraux empreints de culture occidentale laïque aux thèses de l'ayatollah Khomeiny.

Une donnée difficile à appréhender pour les observateurs étrangers à l'Iran est que c'est dans la très religieuse ville sainte de Qom qu'a eu lieu, le 9 janvier 1978, l'élément déclencheur de la révolution. La police a affronté des groupes qui protestaient contre la publication dans la presse d'un article, disant de Khomeiny qu'il n'est pas un Iranien, mais un « homosexuel financé par les Anglais ». Le clergé est au centre de ces manifestations. La presse occidentale ne manque pas de rapporter et de commenter de façon détaillée les événements sanglants qui ont lieu en Iran. Le clergé chiïte est souvent décrit comme conservateur, voire rétrograde et traditionnellement opposé au gouvernement. À lire cette presse, on a parfois l'impression qu'il suffirait que le Shah se débarrasse de cette réaction religieuse, la réaction « noire », alliée à la réaction marxiste « rouge », pour que l'Iran poursuive sans entrave sa marche vers la « Grande Civilisation ». Rien ne paraît plus éloigné de la réalité iranienne. Le clergé iranien, étroitement lié à la masse musulmane n'a d'autre choix que de répondre aux aspirations populaires, sans quoi il perdrait toute audience et légitimité. L'expression des religieux est celle de la misère et de la révolte réelles.

L'économie iranienne, « expansion mimétique » (9), suscite une période de difficultés qui impose au Shah d'employer la « manière forte », malgré la campagne de libéralisation demandée par le président J. Carter au souverain. Il y a certes un relâchement apparent et une montée de la contestation (réunions publiques d'artistes et d'intellectuels, mouvement des prisonniers, lettres ouvertes) qui subit moins de répression. Mais l'ouverture est limitée. L'article injurieux contre Khomeiny était une demande du Shah. La manifestation pacifique du 8 janvier à Qom, avec sa répression, ouvre le cycle des manifestations tous les quarante jours. C'est le temps du deuil chiïte. Tous les quarante jours, les Iraniens manifestent pour commémorer les victimes de la précédente journée de mobilisation. Dans cette situation objective et avec la contestation inarrêtable, ceux qui pensent promouvoir la démocratie dans le cadre du régime et du système en place sont de moins en moins nombreux. Le « Front du refus », en revanche, ne cesse de s'agrandir. L'essentiel de sa base est constitué du Front national et de la majorité du mouvement islamique.

« L'opposition est donc confrontée à deux grands problèmes : la mainmise des États-Unis sur le pouvoir exécutif et l'intégration de l'économie nationale au marché mondial. La première se traduit par la dictature du chah, la seconde, par la destruction de l'appareil de production intérieur, la dépendance de l'économie, tributaire des revenus pétroliers et des importations, devenues nécessaires pour assumer la survie de la population. L'opposition iranienne s'articule en fonction de ces données (...). Il y a, d'une part, ceux qui veulent combattre le chah uniquement sur le thème des libertés démocratiques et, d'autre part, ceux qui ont choisi de le combattre d'abord en tant que facteur déterminant de la dépendance nationale. » (10)

Dans la première catégorie se trouvent des religieux, des marxistes, l'ensemble du Front national, les libéraux indépendants. Dans la seconde, « en premier lieu l'ayatollah Khomeiny, mais aussi des marxistes révolutionnaires. » Comme le note Ahmed Farouhy (11), « au-delà des manœuvres prudentes des uns et des tactiques maximalistes des autres, aucune des formations de l'opposition politique iranienne aujourd'hui ne vise à se substituer au régime ; mais toutes exigent que le pouvoir soit rendu au peuple, que ce soit uniquement lui qui, par un libre choix, détermine l'avenir de la nation. Sur ce principe fondamental, l'opposition reste depuis vingt-cinq ans indivisible. »

Au Shah qui ironise sur l'hétérogénéité de l'opposition, Jean-Claude Guillebaud réplique qu'« en remettant ostensiblement le voile traditionnel, en égrenant de nouveau leurs chapelets, les étudiants témoignent de ces retrouvailles entre la colère des intellectuels et celle du petit peuple » (12). Khomeiny, lui, appelle le peuple à « serrer les rangs et à continuer son mouvement islamique jusqu'au renversement du régime d'oppression et de dictature » (13). Son mouvement est largement inter-classiste. Les tensions existent à l'échelle de toute la société, de la bourgeoisie traditionnelle en butte aux jeunes milieux affairistes, aux couches populaires (14).

Lorsque que la classe ouvrière prend part à la lutte, avec la grève générale du 7 septembre, à la veille du « Vendredi noir », le caractère radical devient une évidence. Si pour une certaine partie de l'opposition laïque appuyée par un clergé modéré, une démocratisation effective du pays et la libre activité de tous les partis politiques, restent les revendications primordiales, quitte à tolérer la présence d'un souverain devenu discret, le courant qui se réclame de l'ayatollah Khomeiny exige avant toute chose le départ du Shah. La popularité de Khomeiny fait que rien ne peut plus être tenté sans son accord par les modérés sous peine de se couper totalement des masses. (15)

Alors que le Parti Toudeh – condamné à une totale clandestinité et est donc particulièrement discret – se consacre surtout à sa réorganisation interne, le Front national, semble lui aussi coupé du mouvement populaire. Au carrefour des forces religieuses et politiques, en revanche, se trouve le MLI de Bazargan, qui s'est toujours opposé farouchement au Shah. Depuis 1976, il tente de faire cesser les actions guérilléristes de ses anciens camarades Moudjahiddines pour privilégier l'action politique. Il anime un vaste réseau de militants politiques bien implantés, à travers le pays, dans différents secteurs de la population – commerçants des bazars, employés de l'État, professeurs, étudiants, avocats – et qui représentent, probablement, la seule opposition organisée dans le pays.

L'activité de Bazargan lui a coûté près de dix ans de détention, dont un séjour de cinq années consécutives en prison. C'est un proche de Khomeiny avec lequel il entretient des liens réguliers. Il en est « en quelque sorte, le prolongement politique ». Il s'en distingue toutefois sur un point. « Tandis que le leader chiite appelle à combattre, dans le même temps, le Shah et ses parrains américains, l'animateur du Mouvement pour la Liberté de l'Iran, plus mesuré... ou plus politique, estime qu'aujourd'hui, il convient de privilégier la lutte contre le despotisme. » (16)

À ses yeux, il y a bien incompatibilité entre le maintien du trône et le retour de l'Iran à la démocratie. « En revanche, explique-t-il, il nous faudrait convaincre les Occidentaux que de bonnes relations avec eux pourraient être préservées, dans les limites de notre indépendance, par un régime authentiquement démocratique » (17). Durement frappé par la répression, le MLI serait sans doute, pour P-L. Séguillon, la seule force politique capable de canaliser la révolte brutale et spontanée des mosquées en une opposition politique sérieuse apte à constituer une alternative crédible au régime Pahlavi. « Mais il nous faudrait le temps de reprendre souffle, après ces longues années de persécutions et de nous organiser », reconnaît Bazargan.

« Vendredi noir » est sans doute l'autre partie du tournant que vit l'histoire de l'Iran en cette fin d'année 1978. Alors que les slogans des manifestants se font de plus en plus explicites – « La mort ou Khomeiny », « Notre Shah, c'est Khomeiny », « Le seul parti que nous connaissons, c'est le parti de Dieu », « Nous ne voulons rien d'autre qu'un État islamique » – il semble que l'alliance, à bien des égards contre nature, entre éléments religieux, bourgeois libéraux occidentalisés et militants de gauche s'est scellée dans le sang. Pour *Le Monde*, les chances d'un « nouveau Mossadegh » en sont accrues. « En toute hypothèse celles d'une « transition pacifique » vers une démocratie moderniste sous la tutelle d'un monarque éclairé ont expiré vendredi sous les balles des soldats iraniens. » (18) Les principaux dirigeants de l'opposition sont arrêtés, à l'exception notable de Bakhtiar, mais qui déclare qu'il n'y a plus d'unité nationale et de compromis possibles.

Certes, le Shah tente une répression sélective pour favoriser les modérés par rapport aux partisans de l'ayatollah Khomeiny. Bazargan, emprisonné dix jours est ainsi interrogé sur ses liens avec le chef religieux. Mais la polarisation de la situation politique est telle que les opposants préfèrent apparaître comme faisant partie de la seconde catégorie. L'extraordinaire emprise que l'ayatollah exerce sur la grande masse de la population et l'accélération des événements conduisent les dirigeants des différentes tendances de l'opposition à prendre son parti (19).

Alors que l'ayatollah Shariat Madari apporte son concours « total » à la politique de Khomeiny, Karim Sandjabi, principal dirigeant du comité exécutif du FN, et ancien ministre de Mossadegh, confesse que son parti n'ose plus parler d'une monarchie constitutionnelle, pourtant prévue par ses statuts (20). Comme l'écrit *Le Monde*, « l'opposition politique se rallie aux thèses de l'ayatollah Khomeiny »(21).

Malgré le « réalisme » des modérés, la rue demeure sous influence de la thèse « révolutionnaire » de Khomeiny. Pendant le mois de ramadan, au cours d'un reportage à la mosquée Amir, au nord de Téhéran, l'une des rares mosquées politisées non fermées, Jean Gueyras, envoyé spécial du *Monde* rencontre l'Hodjatolislam Abdel Karim Mousavi. Pour lui, « l'ayatollah est le seul vrai chef de l'opposition (...) ». Ses paroles et ses directives dictent la conduite de tous les mouvements d'opposition ». Lorsque le journal *Keyhan* reproduit une photographie de Khomeiny en première page, le numéro se vend à plus d'un million d'exemplaires. Un jeune musulman déclare : « Khomeiny est venu nous apporter l'espoir et la vie ».

Un intellectuel tente une explication :

« Ils aiment Khomeiny, parce qu'ils vomissent le chah et son système. Pour eux, le patriarche de Nadjaf est devenu le symbole du refus, de la résistance au despotisme. Il est populaire parce qu'il a été le seul depuis près de dix-sept ans à demander le départ du chah en expliquant que rien de valable ne pourrait se faire sans ce préalable. Longtemps, il a été la voix qui criait dans le désert. Maintenant, son mot d'ordre est globalement admis, bien que, pour des raisons tactiques, certains des dirigeants de l'opposition estiment qu'il est, pour l'instant, inopportun. Le grand mérite de Khomeiny, c'est d'avoir su exprimer avec une brutale franchise une idée qui s'est révélée correcte. [Même si] ses analyses sociales et politiques demeurent simplistes et sont difficilement acceptables. » (22)

Pour lui, « l'inflation » de religion est due au fait que les mosquées sont les seuls lieux de politique. « La religiosité diminuera avec le départ du chah. » Il existe en outre une « masse spontanée » derrière Khomeiny mais pas de véritable organisation. Les intellectuels libéraux n'ont pas d'illusion sur Khomeiny, sinon celle qu'il ne prendra pas le pouvoir mais servira simplement de catalyseur de la révolte, avant de passer les rênes aux hommes politiques plus traditionnels. C'est sans doute à une telle perspective que se préparent Bazargan, Sandjabi et les autres dirigeants nationalistes libéraux ou sociaux-démocrates qui rendent des visites fréquentes à l'exilé de Neauphle-le-Château.

C'est la thèse de Jacques Guillemet-Brulon, exprimée dans *Le Figaro* du 26 octobre (23). Pris à la lettre, le programme de l'ayatollah Khomeiny « mènerait l'Iran sur la voie d'une guerre civile inexpiable, avant de le précipiter, soudainement, un siècle en arrière. » Après l'affrontement avec l'armée et la « nouvelle bourgeoisie », partisans du Shah, des heurts seront inévitables avec les éléments libéraux soucieux d'accéder à la démocratie :

« Les propositions de la hiérarchie chiite placent les forces non religieuses, plus ou moins hostiles au régime du chah, devant l'alternative de sauter dans le vide ou d'accompagner en la freinant et en la canalisant, la poussée insurrectionnelle surgie des profondeurs du rite et de la race (*sic*).

» Or, si les étudiants et les intellectuels acceptent, à la rigueur, de faire un petit bout de chemin avec les puissances de la Foi essentiellement appuyées par une paysannerie hostile à la modernisation, c'est uniquement dans l'espoir de renverser le régime. Avec l'intention bien établie de ne leur confier, en aucun cas, le pouvoir, sinon de leur tourner le dos, une fois l'irréversible consommé. En fait, personne en dehors de ces singuliers hommes de Dieu ne souhaite voir, ni à l'intérieur ni à l'extérieur de la nation, le rouleau compresseur du fanatisme religieux déferler sur l'Iran. » (24)

Peu importe finalement ce que pensent vraiment les dirigeants politiques de Khomeiny. Mais la manière dont ils justifient leur alliance est éloquent. De passage à Paris où il rencontre l'ayatollah, Sandjabi affirme au *Monde* daté du 1er novembre 1978 qu'il est entièrement d'accord « sur le plan des principes avec le chef respecté du mouvement religieux ». Pour lui, les termes de gouvernement islamique et de gouvernement national et socialiste « recouvrent les mêmes réalités. » Car c'est « un gouvernement élu par le peuple. Or, étant donné que quatre-vingt dix pour cent des Iraniens sont musulmans, ce gouvernement serait islamique (...). Quand l'ayatollah Khomeiny réclame la liberté, la justice et l'indépendance, il ne réclame pas autre chose que nous. (...) Nous avons des contacts intéressants. (...) Le mouvement religieux, comme tout le monde, a été dépassé par cette lame de fond populaire. (...) Nous avons des contacts avec les étudiants de gauche, mais ni avec les marxistes, ni avec les tenants de la guérilla urbaine (...). C'est par des moyens légaux et pacifiques que nous entendons faire ployer les genoux au régime. » (25)

Début novembre, durant la semaine de solidarité avec les prisonniers politiques, Paul Balta voit à l'université de Téhéran le rassemblement d'étudiants musulmans, marxistes, modernistes, d'étudiantes en tchador, de lycéens, de commerçants, de fonctionnaires, d'ouvriers, de jeunes mères de famille. « Tout le monde a pour [l'ayatollah Khomeiny] un très grand respect, même ceux qui ne partagent pas ses convictions. Plusieurs professeurs de gauche nous disent : " Ce chef religieux est le plus ferme de nos hommes politiques. Il n'a jamais dévié et ce qu'il dit est cohérent. " » (26)

On ne peut sans doute pas en dire autant du FN dont le programme se radicalise en suivant la vague de la mobilisation. Sandjabi lui-même maintient les ambiguïtés, lorsqu'il laisse entendre qu'il pourrait accepter de participer à un gouvernement Amini, avant de se rétracter vivement.

Au sein du FN, une opposition de gauche se monte, non pour affirmer une plus grande indépendance, mais bien au contraire contre les formules floues ne critiquant que la « monarchie actuelle », qui laisseraient entendre qu'une autre monarchie serait possible. Elle pousse donc à l'alignement sur Khomeiny, contre toute monarchie. Les groupes radicaux demandent la création d'un « comité des sages » avec Sandjabi, Bazargan, l'ayatollah Taleghani, l'écrivain Ali Asyharnadji Sayed Djavadi, Maître Lahidji, représentant des avocats, des représentants des associations professionnelles (associations nationales des écrivains, des journalistes, des juristes) et des associations de défense des droits de l'homme. Cette proposition ne comprend aucun représentant des ouvriers, des paysans, de la jeunesse ou de la gauche. Mais elle est radicale, car elle avance vers une structuration de l'opposition voire l'esquisse d'un gouvernement provisoire.

Le 12 novembre 1978, Sandjabi est arrêté, avec son « bras droit », Darius Forouhar, trente minutes avant la conférence de presse qu'il devait tenir, devant une centaine de journalistes. Dans son communiqué, approuvé par l'ayatollah Khomeiny, il déclare : « Le monarque actuel a perdu toute base légale et légitime ». Il n'y a pas d'accord possible avec « toute forme gouvernementale (...) qui maintien[dra] le régime illégal ». Pour lui, « le régime de gouvernement doit être fondé sur la base des principes de l'islam, de la démocratie et de l'indépendance et par le recours au suffrage universel. » Il appelle à un front uni contre le régime avec tous les partis.

Pour *Le Monde*, c'est un compromis entre les thèses radicales de l'ayatollah Khomeiny, pour qui l'opposition « se retrouverait entre la vie et la mort si elle acceptait que le chah règne mais ne gouverne pas » et celles plus nuancées du Front national, qui n'exclut pas entre autres solutions le recours à une régence avec le fils du Shah (27).

Les deux dirigeants du Front national sont relâchés le 7 décembre, à quelques jours de la mobilisation du deuil chiite. Signe d'« ouverture » du régime, cette manifestation, appelée par Khomeiny et interdite par le premier ministre est finalement légalisée pour, dit-il, « éviter un bain de sang ». Il promet que l'armée n'interviendra pas. La condition est qu'aucun slogan hostile au Shah n'y soit proféré.

Au matin du 11 décembre, les principaux chefs de l'opposition se réunissent chez l'ayatollah Taleghani. Comment se déroulera la manifestation ? Quel sera le nombre des processionnaires ? Les appels au calme seront-ils entendus ? Des provocateurs ne vont-ils pas tenter de créer des incidents ? C'est à cette direction unitaire de s'assurer que tout se passe bien. Sont présents les deux dirigeants du Front national libérés la veille, Bazargan, des dirigeants du Bazar, des chefs religieux comme Khomeiny, futur président puis guide suprême de la République islamique (28). Ils mettent en place un service d'ordre massif, qui empêchera les slogans illégaux en les recouvrant systématiquement par l'un des deux cents retenus par les organisateurs. Si le nom du Shah n'est pas mentionné, sa politique et sa dynastie ne sont pas épargnées.

Paul Balta en donne quelques exemples (29) :

- « Khomeiny, tu es le chef des hommes libres, l'imam Khomeiny parle au nom du peuple d'Iran »
- « Notre parti est le parti d'Allah et notre chef est Ruhollah »
- « Indépendance, liberté, gouvernement islamique »
- « Etudiants, religieux, votre alliance sera victorieuse »
- « Vive Khomeiny qui écrase l'idole »
- « L'armée des musulmans ne peut tirer sur le peuple »
- « Le peuple iranien poursuivra sa lutte jusqu'à la chute de la tyrannie »
- « Dieu, le Coran, Khomeiny » (en référence à la devise « Dieu, le Shah, la patrie »)

La manifestation réunit plus de trois millions de personnes dans tout le pays, dont un million à Téhéran. Le lendemain, la grève est reconduite et de nouveaux défilés ont lieu, regroupant le même nombre de personnes. Mais cette fois-ci, il n'y a pas de consigne concernant les slogans, et personne ne se retient plus de crier : « Mort au Shah ».

Quelques jours plus tard, Sandjavi et Bazargan sont conduits – de force diront-ils – chez le Shah, en présence de Bakhtiar. Le souverain leur propose de former un gouvernement. Les deux premiers refusent, « dans les circonstances actuelles ». Une semaine plus tôt, *Le Monde* écrivait que « les avertissements adressés par l'ayatollah Khomeiny aux hommes politiques tentés de se « compromettre » avec la dynastie ont, jusqu'à présent, fait échec à ces tentatives. » (30)

L'alliance entre démocrates progressistes ou libéraux et religieux n'est pas une nouveauté en 1978. Dans la période de 1905 et 1906 on a assisté à une telle entente entre le courant religieux progressiste, celui des commerçants du Bazar, et le mouvement ouvrier socialisant. Les religieux sont partisans de l'indépendance nationale, donc opposés à la réforme agraire qui rend le pays dépendant, partisans du non alignement, car hostiles à la coopération avec les États-Unis et l'État d'Israël (31).

Maxime Rodinson juge que cette alliance a existé à chaque fois qu'un mouvement révolutionnaire de masse s'est déclaré en Iran :

- « Le phénomène de l'influence politique en Iran des *'ulamâ-s* (hommes de religion), constituant une sorte de parti religieux frappe tout le monde maintenant. (...) Ceux qui abordent le problème spontanément dans une optique idéaliste (...) l'attribuent volontiers, au moins partiellement, aux caractéristiques de la dogmatique chiite (...). Comme l'a montré admirablement Nikki R. Keddie [Le Chalet, 1978, 126 pages], ce sont les rapports de force entre l'État et le corps des *ulamâ-s* prééminent qui ont conditionné l'évolution vers la puissance de ces derniers en Iran et, au contraire, le déclin de leur pouvoir (...) dans l'Islam sunnite. (...) »
- » L'alliance apparemment paradoxale des religieux et des réformistes ou révolutionnaires laïques a été contractée au dix-neuvième siècle, contre les concessions de la dynastie Kadjar à l'Occident et scellée au cours de la « révolution constitutionnelle » de 1905-1911. Les deux parties à l'alliance craignaient (déjà) la modernisation par en haut qui ne pouvait (...) qu'augmenter le pouvoir autoritaire de la dynastie sous l'égide des puissances étrangères. (...) »
- » Le renforcement du pouvoir autoritaire sous les deux monarques Pahlavi, depuis 1925, a fini par ressouder l'alliance. (...) »

» Les événements de 1978 sont par la suite de l'escalade initiée par l'ayatollah (« signe de Dieu », titre honorifique des plus importants *mustahid-s*) Khomeiny déjà en 1963, lorsqu'il compara publiquement le chah à Yazid, le calife omeyyade, qui ordonna le meurtre de Hussein (...).

» Comme ils l'ont fait autrefois, les *'ulamâ-s* peuvent lancer le mot d'ordre (...) de gouvernement islamique (...). Ainsi se cimente provisoirement un front contre le despotisme qui englobe, entre autres, à l'accoutumée, ceux qui rêvent d'un autre despotisme. De même, en 1952-1954, en Egypte, les Frères musulmans, comme les communistes, réclamaient, derrière Neguib, le retour au parlementarisme avec les libéraux. (...) Je ne veux pas dire par là que les *'ulamâ-s* iraniens sont tous des autoritaristes. Leurs conceptions politiques sont vraisemblablement variées et, chez beaucoup, d'un flou et d'une naïveté prononcés. (...)

» Quoi qu'on en dise en pays musulman ou ailleurs, l'Islam en soi, la tradition musulmane ou le Coran ne proposent aucune recette magique de gouvernement musulman pleinement satisfaisant ou d'organisation sociale harmonieuse. Ils se bornent à des normes sectorielles sanctifiant des types de structures politiques et sociales dépassées, au mieux les améliorant un peu, et incitent (...) à manier avec modération et charité les avantages du pouvoir et de l'affluence (...).

» Gouvernement musulman en soi ne veut rien dire. On peut déclarer islamique l'État qu'on dirige moyennant quelques conditions minimum aisées à remplir. (...)

» Le chah et les siens découvrent aujourd'hui (tactiquement) des « marxistes-islamiques ». Ils n'ont pas tout à fait tort, dans la mesure où l'idéologie implicite du tiers-monde en révolte a fait adopter ou redécouvrir les tendances contestataires du marxisme par les masses et les esprits les plus divers. (...) Si [certains] se réfèrent à l'Islam, c'est souvent, pour beaucoup, afin de pouvoir accompagner leur modernisme politique d'un archaïsme social auquel ils tiennent. (...) Des combinaisons de ce genre sont instables comme les alliances entre religieux et socialistes ou libéraux, du moins tant que les premières n'auront pas fait leur *aggiornamento*. Il est probable qu'on verra se reproduire la rupture de l'alliance en Iran (...). » (32)

Pour le moment, tous les courants politiques sont unanimes dans leur hostilité au Shah, et le déblocage de la situation suppose son départ, sinon son abdication. Même le régime n'attaque plus le chef chiite. Les derniers communiqués gouvernementaux, loin de mettre en cause les autorités religieuses, jettent l'entière responsabilité des heurts sanglants sur le Parti Toudéh, alors même qu'il n'a presque aucune audience dans le pays.

Quant aux nouveaux alliés de Khomeiny, ils continuent de tenter d'expliquer que leurs projets politiques ne diffèrent pas.

Ghotbzadeh écrit ainsi dans un « Appel aux libéraux » publié par *Le Monde* :

« La religion n'a jamais été mise à l'écart de la vie politique des musulmans sans que les malheurs et la misère la remplacent. Cette constatation explique que, depuis un siècle et demi, les mouvements populaires intervenus dans les pays musulmans se sont tous inspirés de l'islam, dont les principes ouvrent la perspective de promouvoir une humanité libre, « représentant de Dieu sur terre. »

» Au pied des statues de Reza Chah et de son fils, quand le peuple clame que Dieu est grand, il brise tous les despotismes.

» Dans la vie sociale, culturelle, politique, etc., priorité est toujours donnée à la vertu, à l'instruction ; tous les privilèges de classe et de rang sont niés. De même, les règles de la vie économique sont-elles uniquement basées sur les actes et le travail de l'homme. (...)

» Pour les chiites, tous les pouvoirs qui n'ont pas tenu compte de la justice ont été des pouvoirs usurpateurs, et ils ont toujours lutté contre eux.

» La grande majorité de notre peuple étant musulmane, il a, dans ce système, la totale liberté d'expression, dans la seule limite qu'impose l'intérêt général. Il n'existe pas d'organisation officielle chiite. Les seules valeurs fondamentales sont la spécialisation en théologie et la science. Un « gouvernement islamique » ne signifie donc pas une « théocratie » au sens strict du terme. Ce sont la loi divine et les principes islamiques qui gouvernent pour appliquer l'égalité, la justice, la liberté et la fraternité. (...)

» Les minorités religieuses, familiarisées avec la pensée monothéiste, contestent également tous les pouvoirs hormis celui de Dieu (...). C'est bien pourquoi musulmans et non-musulmans d'Iran se sont trouvés unis dans la lutte contre le régime du chah.

» Cette alliance influencera inévitablement le choix concernant la nature du prochain régime. Elle conduira à une république islamique ; non à ce qui pourrait résulter d'un accord signé par quelques « politiciens » sans autre objet que la conquête du pouvoir (...).

» Le nouveau régime (...) offrira une liberté totale à chacun, afin d'aboutir à l'épanouissement de tous ; il devra exploiter dans leur totalité les richesses du pays afin de soulager la misère du peuple. (...)

» Le départ des conseillers américains nous débarrassera de la société de consommation et d'une culture imposée, qui a provoqué une activité économique factice dans certaines couches sociales, ainsi empêchées de voir la misère de la grande majorité.

» Croire, comme certains, que la chute du régime exposerait le pays au danger communiste, c'est ignorer que le peuple iranien n'est pas prêt à accepter une autre idéologie que celle de l'islam.

» (...) Le futur régime pensera sérieusement au développement économique, mais dans un sens d'égalité et de justice humaine. (...) Un développement réel de l'économie iranienne implique [d']étudier avant tout ce qui doit être produit, pourquoi, par qui et pour qui, en vue de répondre aux besoins du peuple, dans un sens humain et populaire, en évitant les gaspillages au bénéfice des multinationales. [Il faut] créer une industrie au service du peuple, fabriquer des moyens de transport collectifs et publics, ensuite seulement les véhicules privés, etc. (...) Il faut réviser de manière sérieuse et scientifique le système agraire et supprimer rapidement les conséquences des mauvais systèmes d'irrigation (...), exploiter toutes les possibilités de terres cultivables, [restaurer] les pâturages (...) pour mettre fin à l'importation de produits agricoles.

» Nous venons d'exposer quelques unes des lignes essentielles du prochain gouvernement islamique. (...) Au cours de l'histoire, les peuples opprimés ont fait appel aux libéraux. (...) Le peuple iranien lance de nouveau cet appel. » (33)

Le même numéro du *Monde* publie un entretien avec Hassan Nazih, bâtonnier de l'ordre des avocats de Téhéran, fondateur de la Sécurité sociale en Iran, collaborateur de Mossadegh, membre de l'Association iranienne de défense des libertés et des droits de l'homme, délégué auprès de Khomeiny par Sandjabi, Taleghani et Bazargan pour discuter de la constitution (34).

Il explique que « l'ayatollah, qui est un homme intelligent et avisé, souhaite consulter beaucoup de gens avant de mettre au point ce texte ». Khomeiny, selon H. Nazih, « est décidé à soumettre tous les problèmes importants à des commissions spécialisées et, s'il a réaffirmé sa volonté de demeurer le « guide » spirituel de la nation, il n'a pas l'intention d'assumer des responsabilités gouvernementales. »

À propos de la société islamique, « inspirée de Mahomet et d'Ali », dont rêve Khomeiny, Me Nazih donne quelques exemples. Ainsi, dit-il, la question a été posée de savoir si les femmes continueraient à être confinées à la maisons et si elles devraient porter le tchador à l'extérieur. Khomeiny aurait répondu : « Je ne vois pas les choses ainsi. Les femmes devront participer activement à l'édification de la société. Tout le monde doit contribuer à la reconstitution du pays. »

Sur le problème des châtiments corporels prévus par le Coran, notamment la lapidation dans les cas d'adultère, l'ayatollah aurait rappelé que le Livre sacré exige que quatre témoins apportent des preuves « irréfutables et concordantes ». C'est là, fait remarquer Me Nazih, une condition très difficile à réaliser. Le serait-elle qu'un recours reste possible : le repentir suspend la punition.

L'avocat lui ayant fait observer que certaines lois actuelles sont bonnes, le chef religieux aurait répondu qu'elles seraient conservées. Il aurait de même affirmé que la liberté d'opinion et d'expression et celle de constituer des partis sera garantie, « à condition que cela ne porte pas atteinte aux intérêts de la nation ». Me Nazih estime que le chef religieux pense, en disant cela, « aux partis politiques qui travaillent pour l'étranger, ce qu'aucun État indépendant ne peut tolérer. »

Il se déclare persuadé que l'ayatollah réproche le comportement de certains de ses partisans « activistes » hostiles aux libertés et ne « manquera pas de les condamner » une fois de retour à Téhéran. Il ne nie pas qu'il existe des conservateurs rétrogrades. « Nous arriverons, dit-il, à un certain équilibre grâce à des gens comme les ayatollah Taleghani et Montazeri et à des hommes comme M. Bazargan ».

Comme lui, Pierre-Luc Séguillon estime que les modérés de l'entourage de Khomeiny seront en mesure de calmer les ardeurs des plus extrémistes. Certes, l'ayatollah a « enrobé » ses « virtualités révolutionnaires » dans « un ensemble très traditionnel, voir même passéiste. » Mais « la palette de ses supporters de l'heure réunit pourtant les extrêmes. » Et si « les mollahs les plus réactionnaires et les plus fanatiques voient dans l'exilé de Neauphle-le-Château l'homme qui restaurera dans ce pays le règne du Coran et de la tradition », « bon nombre de religieux, en revanche, tels l'Ayatollah Taleghani, véritable lieutenant de Khomeiny en Iran durant l'année écoulée, entendent certes reconstruire l'État iranien en conformité avec les principes islamiques, mais, plutôt que des interdits, ils mettent en avant les soucis de justice sociale, de démocratie, de lutte contre l'exploitation, présents dans le Livre saint, et prônent une société tolérante. Ceux-là ont beaucoup parlé en Iran, ces derniers temps. » Quant aux extrémistes, sectaires, intolérants, ils sont le plus souvent infiltrés par la police ou des agents étrangers.

Ils sont moins significatifs que ce « groupe d'hommes, souvent de grande valeur », qui constitue ce qui pourrait être demain une véritable relève politique en Iran :

« Croyants sincères mais, surtout, militants politiques progressistes, ils s'inscrivent dans la lignée nationaliste de Mossadegh. Beaucoup sont passés par la prison, voire la torture. » C'est le cas, par exemple de Mehdi Bazargan : « Depuis vingt ans, il a été l'un des principaux animateurs de la résistance, tour à tour clandestine ou ouverte au régime du Chah. Incarnant fort bien une petite bourgeoisie nationale éclairée, éprise d'indépendance et d'un progrès équilibré pour le pays, il met au premier chef de ses préoccupations l'abolition de toute ingérence étrangère en Iran, ce qui ne saurait exclure à ses yeux, le maintien de bonnes relations avec l'Ouest. On trouve dans cette mouvance politique des hommes comme l'écrivain Ali Asghar Djavati, surnommé, en raison de sa lutte pour les droits de l'homme, le « Sakharov iranien », son frère, l'avocat Sadr Djavati, ou encore Maître Lahidji ou Maître Minachi qui se sont battus pour la restauration des libertés en Iran, Feridoun Sahabi, militant actif, Sadegh Ghotzabeh qui, durant neuf ans, représenta en Europe le Mouvement pour la Liberté en Iran et joua ces dernières semaines le rôle de conseiller de l'Ayatollah Khomeiny à Paris, pour autant que celui-ci puisse être conseillé !

» Aucun de ces hommes, à l'évidence, ne souhaite la restauration d'un quelconque Califat, ni le retour à un Moyen-Age obscurantiste ! » (35)

À la surprise générale, Bakhtiar accepte, à la fin du mois de décembre 1978, de former un gouvernement. Ses anciens camarades n'ont cessé de réaffirmer qu'aucune solution ne sera possible sans l'accord de Khomeiny et le départ définitif du Shah. L'appel de Sandjabi à l'unité contre le souverain, le 25 décembre, était un coup sérieux à la formation du gouvernement Sadighi, évoqué dans un premier temps. Mais désormais, le FN va devoir s'employer à empêcher la formation du cabinet Bakhtiar. Dans un premier temps, celui-ci est exclu à l'unanimité du Front national et de la formation qu'il avait lui-même fondée, le parti « Iran ». La première épreuve de force a lieu à l'occasion de la journée de deuil du 8 janvier 1979, appelée conjointement par le FN et Khomeiny. Bakhtiar sait qu'il ne peut compter sur aucun appui au sein de l'opposition et sera d'autant plus vulnérable aux pressions de l'armée.

Pour Sandjabi, peu importe : « le chah et ses protecteurs n'ont pas compris que le vœu du peuple iranien n'est pas de changer de pion ou de premier ministre, mais de transformer profondément le pouvoir et de rendre à la nation sa souveraineté. Il faut que le destin de l'Iran soit déterminé à Téhéran, et non à Washington, Londres ou Moscou. » Il faut que le chah « parte pour de bon ». Plutôt qu'un conseil de régence, qui se formerait si le Shah quittait le pays, Forouhar affirme que c'est un conseil national désigné par l'ayatollah Khomeiny – « en qui nous avons toute confiance » – qui devrait prendre sa suite.

Pour Daniel Ribout (36), la contestation a trois raisons majeures de triompher :

« - Les méfaits de l' »expansion mimétique » rassemblent les diverses couches de la population dans un même mécontentement

» - La présence d'un leader dont l'exil ajoute encore à la puissance. Son intransigeance pousse à la surenchère (...), il devient impossible aux leaders de l'opposition de composer avec l'empereur sous peine de se couper du peuple de donc de risquer le suicide politique

» - L'union des principales forces d'opposition laïques et religieuses cimentée par la volonté de voir le chah abandonner le pouvoir. »

À Neauphle-le-Château, on pense déjà au futur gouvernement. Avant même le départ du Shah, Khomeiny fait savoir sur CBS que Bakhtiar sera « balayé » dès son retour et qu'il formera un gouvernement islamique. Il le désignera mais sans en faire partie et s'est déjà entretenu avec les futurs ministres, donc Sandjabi (37). Une course est engagée entre Neauphle-le-Château et Téhéran. Le 15 janvier, à Paris, Khomeiny annonce un « Conseil provisoire révolutionnaire islamique », chargé de nommer le gouvernement provisoire qui mettra en place la république islamique d'Iran. La composition annoncée par des membres du Front national comprend le docteur Yazdi (MLI et association des étudiants et enseignants à l'étranger, proche conseiller de l'ayatollah Khomeiny), Sadegh Gotbzadeh (religieux, proche de l'ayatollah Khomeiny), Abolhassan Bani Sadr (président de la section étudiante du Front national à l'étranger), Medhi Bazargan et le général Madani (38).

Mais la course contre Khomeiny n'implique pas que Bakhtiar. Suite aux annonces faites par le Front national, l'ayatollah Taleghani dément la mise en place du conseil. Le FN prend conscience de ce qu'il est écarté des prises de décisions. Alors que l'Université de Téhéran rouvre, les cours n'y reprennent pas. Elle devient un lieu de débats entre étudiants laïques et islamiques sur l'avenir du pays. Certes, tous ont « le souci d'éviter que ce débat, considéré comme fondamental au moment où s'ouvre une nouvelle ère dans l'histoire du pays, ne dégénère en querelle ouverte et violente. » Mais il semblerait que la base de l'opposition laïque se démarque enfin des religieux.

Pour autant, ses dirigeants continuent de chercher à s'intégrer aux plans de Khomeiny. Finalement, le 16 janvier, jour du départ du Shah, Khomeiny confirme la nomination prochaine du conseil révolutionnaire islamique et fait venir Forouhar pour l'aider à finaliser sa composition. Il comprendra presque tous les membres annoncés par le FN deux jours plus tôt, à l'exception de ceux qui se trouvent à l'étranger, A. Bani Sadr, E. Ghotbzadeh, S. Yazdi.

Khomeiny aussi appelle au maintien de l'unité. Après le « premier pas vers l'abdication », il félicite « le brave peuple d'Iran. » Mais il faut surtout désormais « reconstruire le pays [et] faire échec à la propagande mensongère qui nous a promis le chaos après le départ du chah. Il faut empêcher toute intervention de l'étranger et oublier les « différends ».

En Iran, Sandjabi réunit cinquante mille personnes dans un meeting. Mais il est conscient de ce que c'est à son rapprochement avec Khomeiny qu'il doit sa popularité. Depuis des années, l'ayatollah est la seule incarnation de l'opposition. Depuis des mois, chaque durcissement de la politique du Shah sert la popularité de Khomeiny. Et chaque assouplissement du régime est porté à son actif. La première manifestation où l'on a entendu « À bas le Shah » est celle du 28 février, soit quarante jours après celle du mois de janvier. Après cette date, le FN et les étudiants ont été marginalisés par les religieux (39).

A Téhéran, des premiers affrontements ont lieu entre « activistes musulmans » et « manifestants de gauche ». Le 22 janvier, une manifestation a lieu sous le mot d'ordre – pourtant peu hostile à l'ayatollah – « Ouvriers, paysans, intellectuels, unissez-vous dans la lutte contre le chah et l'impérialisme. Vive Khomeiny. ». Dans le cortège, une pancarte cite Khomeiny : « Les marxistes ont le droit d'exprimer leur opinion ». Au départ de la manifestation, un mollah fabrique précipitamment une pancarte sur laquelle on lit : « Cette manifestation n'est pas appelée par les

religieux. Eloignez-vous ». Les « activistes religieux » attaquent des journaux, occupant des rédactions pour les obliger à publier leurs articles. La rédaction de *Kayhan*, l'un des principaux quotidiens iraniens, est ainsi attaquée après avoir publié une tribune de Bezahin, membre de l'organisation Unité démocratique d'Iran, proche de la gauche marxiste. Il faut l'intervention de l'ayatollah Taleghani pour que les activistes quittent les lieux, non sans s'être assurés que leur texte de réponse sera publié. Les laïcs et les démocrates espèrent que le retour de Khomeiny permettra de calmer les éléments les plus radicaux.

Inquiets face à la crise économique, les dirigeants patronaux créent pour leur part un comité d'études pour remettre des préconisations aux religieux. Khomeiny crée un comité de réglementation des grèves, sous direction d'un proche de Bazargan, Sahabi, pour déterminer les « bonnes grèves », qui gênent le gouvernement et non la population et les « mauvaises grèves », qui font le contraire.

Khomeiny donne également l'autorisation à ses partisans de négocier avec des officiers supérieurs, car « l'armée appartient au peuple et ne doit pas être séparée du mouvement religieux. » Mais il exclut les négociations avec Bakhtiar. La préoccupation principale du chef religieux est alors de « faire le vide » autour du premier ministre, c'est-à-dire de pousser ses ministres, députés et les membres du conseil de régence à la démission. Il obtient celle de son président, Seyed Jalal Teherani. Pour cela, il doit ménager toutes les composantes de la révolution, la gauche comme la droite, les ouvriers comme les patrons, les intellectuels comme l'armée, les *Mostazafan* des bidonvilles comme les étudiants.

Toutes les composantes de la société placent leurs propres espoirs en lui, même s'ils sont contradictoires entre eux. Et rares sont ceux qui, sans se regrouper derrière Bakhtiar, osent exprimer leur désaccord avec le projet de Khomeiny. Un écrivain de gauche, Zahimi, publie en janvier 1979 une lettre ouverte à l'ayatollah Khomeiny, « Pourquoi je suis contre la république islamique ». C'est un cas rare, et surtout, c'est le fait d'une initiative individuelle. Aucune organisation politique importante n'en ferait autant.

2. Le Parti Toudéh

Le PT de 1978 est un parti impuissant et clandestin, et les deux caractéristiques s'alimentent l'une et l'autre. Son fondateur est Iradj Eskandari, un prince de la dynastie Kadjar, docteur en droit ayant fait ses études en France. Dans le cabinet de coalition de 1945, il est ministre du commerce et de l'industrie. Exilé après l'interdiction du parti en 1946, il le dirige depuis Leipzig, en République démocratique d'Allemagne.

Il ne revient qu'en 1980. Mais de l'extérieur, il sait que son parti, faible numériquement, est mal adapté à une révolution religieuse et ne survivra pas à une guerre civile. Des cas similaires se sont déjà posés récemment dans la région. Pour lui, c'est une issue similaire aux cas égyptien et indonésien qui est la plus probable, et non un dénouement comparable au Yémen du Sud et à l'Afghanistan. Il faut donc arriver à un accord pour que laïcs et mollahs cohabitent. Il pense amener les deux camps côte à côte en leur donnant un but commun : une révolution sociale intégrale et l'élimination des influences étrangères en Iran.

Lors d'une réunion du comité central, il donne son analyse de la situation. Si la contestation est marquée par une telle empreinte religieuse, c'est que le clergé chiite iranien, issu de la petite et de la moyenne bourgeoisie, ne peut rester indifférent devant les souffrances de la population. Il a toujours appelé le peuple à lutter contre la dictature. « Mais aujourd'hui, tous les éléments d'opposition du pays se sont rassemblés dans un mouvement unique et spontané contre le régime. » Pour Eskandari, ce mouvement porte en lui trois caractères essentiels. Il est populaire, car de larges couches sociales y participent activement. Il est démocratique, parce que le mot d'ordre est l'instauration en Iran d'un pouvoir républicain. Il est révolutionnaire, dans la mesure où son objectif est le changement radical du régime. La contribution religieuse est positive. « Le Toudéh a toujours respecté les croyances religieuses qui ont des racines profondes parmi la grande majorité de la population iranienne. »

Dans une revue de Prague il déclare : « Lorsque les leaders musulmans du type de Khomeiny partent de positions anti-impérialistes... nous considérons cela comme un phénomène positif. Certes, cela ne signifie pas que nous sommes d'accord sur tous les points avec les leaders religieux, mais il nous faut être réalistes. » Le quinzième plénum du comité central, réuni en 1975, se fixait comme tâche prioritaire le rassemblement de toutes les forces nationales pour renverser le Shah. Le 15 avril 1975, une directive du secrétariat du parti invitait les militants à noyauter les institutions administratives, militaires, policières et religieuses.

Dès le début des événements révolutionnaires, le PT tente de se faire reconnaître comme un partenaire et une force avec laquelle il faut compter dans la mosaïque des courants politiques en présence. Dans *Novid* (« L'appel », organe du PT), à l'automne 1978, on peut lire : « S'il est mauvais pour les musulmans de coopérer avec les marxistes, comment expliquer la coopération du mouvement palestinien, fermement islamique, avec le régime soviétique ? » Pour autant, Eskandari sait que la rupture sera inévitable. Il veut d'ores et déjà se démarquer de Khomeiny, qui représente à ses yeux un danger pour la future démocratie iranienne. Mais la majorité du comité central ne le suit pas. Il est mis en minorité et doit laisser la place à Nouredine Kianouri, petit fils d'un ayatollah, qui a passé les vingt-cinq dernières années en URSS et pour qui il n'y a « pas de différence insurmontable entre le socialisme scientifique et le contenu social de l'Islam ». Il va jusqu'à dire que « le programme de Khomeiny coïncide avec celui du Parti communiste. » (40)

Mais il est peu de dire que, dans le cadre d'un mouvement qui porte l'indépendance nationale comme revendication majeure, l'image d'un opposant qui revient d'un quart de siècle d'exil chez le voisin soviétique est quelque peu écornée.

Kianouri est attaqué par son ancien camarade, le docteur Fegdoum Kéchavarz, ancien député et ancien ministre iranien, membre fondateur et dirigeant du PT jusqu'en 1958 – ce qu'il ne précise pas lui-même dans la tribune qu'il publie dans *Le Monde* daté du 31 janvier 1979 (41).

Pour lui, l'Iran est face à un double danger, étasunien et soviétique. Par ailleurs, la nomination de Kianouri à la tête du PT est une mauvaise nouvelle, car il avait trahi Mossadegh avant de s'enfuir en URSS. Le PT doit avoir sa place parmi les forces de l'opposition, mais il faut rester méfiant :

« Comme l'ayatollah Khomeiny l'a dit, le départ du chah n'est que l'aboutissement de la première étape de la lutte. L'union de tous est indispensable. Toute division de cette nécessaire solidarité est une trahison de la lutte de libération. Les membres du Parti Toudeh ont donc le devoir de dénoncer les desseins inavouables de leur direction en émigration. Tant que la monarchie n'est pas abolie et la République effectivement instaurée, tant que les institutions de l'État ne sont pas, les unes purement et simplement détruites, les autres purgées des agents corrompus de l'ancien régime, tant que toutes les libertés et les droits fondamentaux énumérés dans la déclaration des Nations unies sur les droits de l'homme ne sont pas complètement établis en Iran, le peuple iranien aura besoin de toutes ses forces vives : toute division dans les rangs du peuple combattant constitue une trahison et doit être punie par le peuple. » (42)

Le procès que fait Kéchavarz à ses anciens camarades est peut-être exagéré. Il prête au parti un pouvoir – si nuisible soit-il – qu'il est en fait loin d'avoir. Le principal problème du PT reste sa reconstruction. Pour cela, il s'appuie sur l'université et quelques usines. Un militant présenté comme « opposant laïque » confie à Dominique Bari, envoyée spéciale de *L'Humanité*, que si la libre activité des partis pouvait être assurée, les organisations politiques seraient « capables, en quelques mois, de prendre racine dans les masses populaires. » Mais à la question de la légalisation du « Parti communiste Toudeh », il est dans les conditions actuelles « difficile d'obtenir une réponse claire. Pourchassé par toutes les polices, le Toudeh continue de lutter dans la clandestinité la plus absolue. » (43)

S'il est compréhensible que le PT veuille faire partie des forces « qui comptent » dans la révolution, ses postures apparaissent néanmoins comme décalées par rapport à sa réalité. En septembre, il lance un « appel à un front uni », dont l'écho est très faible en Iran, d'autant que toute alliance avec les marxistes a été rejetée par Khomeiny.

La base des revendications est la démocratie et l'indépendance nationale, pas le socialisme. « Les forces d'opposition, dit l'appel, doivent former un gouvernement de coalition et proclamer la république », sur la base d'un « programme national et démocratique », pour « l'indépendance nationale, les libertés démocratiques, l'assainissement de l'économie et l'amélioration des conditions de vie du peuple. » Il préconise par exemple le « soutien de la production nationale, dans le secteur d'État et dans le secteur privé » (44). Rien de très radical dans cette politique qui, effectivement, pourrait être acceptable par Khomeiny et par la bourgeoisie progressiste, s'il ne s'agissait d'un appel du PT. Certes, le parti se prononce pour une république et non une république islamique. Mais il ne s'agit pas non plus d'une république ouvrière et paysanne, mot d'ordre du *Hezb-e Kargar-e Socialist* (HKS, Parti socialiste des travailleurs, section iranienne de la Quatrième internationale). Tout en se donnant les postures d'une direction qu'il n'est pas, le PT abandonne son programme politique, même « minimum ».

Il pourrait pourtant chercher à se reconstruire à la faveur de la radicalisation qui touche la jeunesse et la classe ouvrière. Il pourrait construire et occuper un espace politique. Dans le pays, certains opposants de gauche s'inquiètent « de l'éventuelle mise en place d'un régime religieux qui couperait la main des voleurs et autoriserait le mariage des jeunes filles à neuf ans. » (45) Ces militants appartiennent à une génération formée clandestinement depuis vingt-cinq ans, tant par des courants marxistes que musulmans ; de nombreux livres sont publiés dès la rentrée de 1978 et les ouvrages de Lénine se vendent à autant d'exemplaires que ceux de Shariati (46).

Le PT pourrait affirmer son programme et polémiquer avec les autres courants. Christian Hoche, envoyé spécial de l'*Express*, cite le cas d'un ouvrier qui prend la parole au cimetière de Behecht-Zahra, lieu de rassemblement de la contestation, pour parler de la « lutte du prolétariat ». Il est dénoncé pour son vocabulaire marxiste et sa voix est recouverte par les cris de « Mort au Shah ! Mort aux communistes ! » « Première lézarde dans l'union sacrée ? » Non, répond un avocat du Barreau de Téhéran. Les religieux, les socialistes, les gauchistes, les communistes, toute la population vise ensemble un objectif commun : la chute de la dynastie Pahlavi. Tous, ou presque, se sont regroupés sous l'étendard de l'ayatollah Khomeiny. Parce qu'ils n'avaient pas d'autre choix. Mais chacun travaille en pensant à l'avenir pour son propre compte. " » (47)

Le 14 janvier, le PT renouvelle son appel à « tous les dirigeants du mouvement de libération nationale de l'Iran, et plus particulièrement les ayatollah Khomeiny et Taleghani, le Dr Sandjabi et les autres courants religieux et politiques qui ont subi les massacres du régime, à mettre toutes leurs forces, leur influence et leur crédibilité en oeuvre afin de constituer un Front uni de libération nationale de l'Iran. » Ce front « aura à diriger toutes les luttes contre le chah et l'impérialisme et, tout en utilisant les méthodes ordinaires de la lutte politique, à préparer et diriger la lutte armée du peuple contre les forces du régime en place. »

Le Comité central du parti appelle aussi « les officiers, gradés, soldats patriotes à participer activement à ce combat historique. » « C'est à vous, dit l'appel, de constituer clandestinement des cellules et des sections du « Front uni de libération nationale de l'Iran » dans chaque caserne, d'y participer activement, d'entraîner des sections armées et de fournir les armements. » (48) Le lendemain, à la veille du départ du Shah, il lance un appel à la lutte armée. Encore une fois, il tente de s'imposer avec des mots d'ordre d'action en décalage avec son audience, mais sans poser les questions de fond politique qui pourraient lui permettre de se distinguer aux yeux de la population.

W. Caruchet rapporte une anecdote exemplaire. Dans la nuit du 13 au 14 janvier 1979, des « centaines de milliers d'Iraniens » disent avoir vu le visage de l'ayatollah Khomeiny apparaître dans la lune (49). *Novid*, l'organe du PT, se fait l'écho de cette hallucination collective : « Nos masses laborieuses, en lutte contre l'impérialisme dévorant conduit par les États-Unis assoiffés de sang, ont vu le visage de leur bien-aimé Imam et guide, Khomeiny le briseur d'idoles, apparaître dans la lune. Ce ne sont pas quelques grincheux qui pourront nier ce que toute une nation a vu de ses propres yeux. » (50)

Dans une université décrite par Jean Gueyras, envoyé spécial du *Monde*, comme un forum « style Sorbonne 1968 » (51), des groupes d'étudiants marxistes sont attaqués par des groupes extérieurs à l'université qui veulent arrêter les discussions porteuses de divisions. De même, ils sont agressés dans les manifestations de Téhéran, comme celle du 19 janvier – alors que les cortèges zoroastrien, d'Arméniens et des « israélites de Téhéran » sont très applaudis. Les groupes d'agresseurs crient « *la hizb, illa hizb Allah* » (« Il n'y a qu'un parti, le parti de Dieu »). Mais le PT qui a appelé à la lutte armée refuse l'auto-défense de ses militants. Comme les laïques et les libéraux, il espère que Khomeiny, bientôt de retour, saura calmer leurs ardeurs.

Ghotbzadeh déclare que « la République islamique respectera et garantira toutes les libertés d'expression, de pensée, de culte et d'idéologie, même marxiste » (52). Il n'en faut pas plus au PT pour se ranger derrière Khomeiny, faisant abstraction d'un programme distinct.

Kianouri, déclare à *Newsweek* : l'ayatollah Khomeiny « s'est assuré notre sympathie (...) le parti Toudeh reconnaît les éléments objectivement progressistes de son mouvement et nous faisons tout pour mettre au point avec lui un langage commun. » Le PT, précise-t-il, appuie les « initiatives » du chef religieux chiite : « La proclamation d'une République islamique, la suppression de la monarchie, la réunion d'une assemblée constituante... des garanties pour toutes les formes de la démocratie populaire et l'exploitation des richesses nationales pour le bien commun. » (53)

3. Les guérilléristes

Les différents courants politiques ne se rendent pas compte que, dès cette période, Khomeiny n'est pas seulement occupé à promouvoir une lutte intransigeante contre le Shah. Il l'est tout autant à assurer son hégémonie et son contrôle sur le mouvement populaire.

Il déclare : « Le mouvement islamique (...) a été fondé par le clergé avec le soutien de la grande nation iranienne. C'est au clergé qu'il revient de le diriger, à l'exclusion de tout parti, front ou personnalité politique ». Et de menacer les partis et groupes opposés au Shah qui ont « rejoint le peuple, uniquement par souci de leur intérêt ».

Or, même les groupes les plus radicaux, Moudjahiddines et Feddayins, lui font allégeance. Les premiers, souvent qualifiés de « marxistes-islamiques » adoptent dès juin un programme très explicite : « 1. La nécessité de l'union de toutes les forces contre la dictature ; 2. Tous les slogans doivent être anti-dictatoriaux ; 3. Le devoir de toutes les forces progressistes est d'éviter et d'empêcher les divisions ; 4. Souligner les cas de désaccord, c'est amener de l'eau au moulin du régime ; 5. il faut insister sur le leadership de l'ayatollah Khomeiny en insistant pour que toute négociation en son absence soit condamnée » (54).

À la fin du mois de janvier 1979, ils revendiquent un attentat contre le député Doreshi, fidèle au régime, et disent réserver le même sort à tous les députés qui « désobéiraient aux ordres de l'imam [Khomeiny]. » (55). Les Moudjahiddines sont nés d'une scission du MLI. Ils se sont développés dans les années 1970 dans la forêt Siakhal. Après de nombreuses divisions dans leur mouvement, ceux qui ont gardé le nom original ont effectué une synthèse entre le marxisme, dont ils reconnaissent par exemple les théories sur la plus-value, et l'islam, car le Coran dit que l'homme ne doit disposer que « du fruit de son travail » (56). Leur suivisme de Khomeiny peut être compréhensible.

Mais c'est aussi le cas de la politique des Feddayins, pourtant marxistes-léninistes. Le 27 janvier, ils revendiquent un attentat contre le QG de la gendarmerie de Téhéran, après les affrontements sanglants de la veille. Ils ont choisi de rester dans la stricte clandestinité jusqu'à nouvel ordre, refusent de donner les chiffres de leurs effectifs et organisent leurs propres manifestations (dix mille personnes à leur seul appel). Cherchent-ils à déborder Khomeiny ? Vraisemblablement non.

Ils justifient la lutte armée car, même si c'est un mouvement pacifique qui a fait partir le Shah, ce mouvement n'a pas fait disparaître le pouvoir impérialiste. « Jusqu'à présent il n'y a pas eu de changement essentiel de régime et il ne pourra y en avoir que le jour où la main de l'impérialisme dans notre pays sera coupée. L'impérialisme ne peut être combattu que par un peuple en arme. » (57)

Marc Kravetz, envoyé spécial de *Libération* obtient d'interviewer des représentants des guérilleros. Il leur demande ce que représente Khomeiny à leurs yeux :

- *Une grande force populaire en Iran. Jusqu'à présent il a adopté vis-à-vis du régime comme de l'impérialisme une position que nous soutenons. Evidemment il n'a pas encore exposé son programme politique et économique et nous ne pouvons pas nous prononcer sur l'avenir. Si ce programme est résolument anti-impérialiste nous le soutiendrons.*
- *Soit, Khomeiny n'a pas développé de programme mais il a tout de même tracé un cadre institutionnel avec son projet de République islamique.*
- *D'une façon générale nous pensons que toutes les forces populaires, nationalistes et anti-impérialistes doivent participer au pouvoir national. Si l'une de ces forces n'y participe pas, c'est un coup pour l'ensemble du mouvement. C'est pourquoi nous croyons à une république démocratique.*

- Khomeiny a toujours dit que la république islamique serait démocratique, votre république démocratique ne serait-elle pas islamique ?
- *Concluez ce que vous voudrez. Nous croyons et nous voulons une participation active des ouvriers, des paysans et de l'ensemble des travailleurs à ce pouvoir politique national.*
- (...) L'autorité de fait, n'est-elle pas celle du mouvement ?
- *C'est vrai, nous connaissons en ce moment une situation de double pouvoir. D'un côté il y a Khomeiny. Khomeiny compte sur le pouvoir du peuple mais sans une véritable organisation de ce pouvoir. De l'autre il y a le Pouvoir qui a pour lui les institutions. Il estime possible de dire aujourd'hui ce qui va arriver. Peut-être même que l'impérialisme fera des concessions en faveur de Khomeiny, qu'il lui laissera une certaine liberté d'action afin de pouvoir utiliser ultérieurement ses points faibles pour faire un coup d'État.*
- Ses points faibles ?
- *La désorganisation du mouvement populaire, les compromis que peut faire l'opposition religieuse, par exemple sur la question de l'armée. Maintenant tout le monde essaie d'amadouer l'armée. Il ne s'agit pas de l'amadouer mais de la détruire en tant qu'armée de l'impérialisme. » (58)*

En bref, seule la lutte contre l'impérialisme compte et la stratégie de l'ayatollah Khomeiny a simplement des « faiblesses ». Cette politique justifie donc de privilégier l'unité du mouvement à tout prix. Les débats sur l'Iran et le projet de société ne sont pas à l'ordre du jour :

- *Ce n'est pas le moment. Notre lutte aujourd'hui n'est pas idéologique. C'est une lutte contre un régime dépendant de l'impérialisme. Toutes les forces qui se reconnaissent dans le combat anti-impérialiste doivent être unies et solidaires, qu'elles soient religieuses ou non. Après on discutera.*
- C'est l'argument des petits groupes religieux qui interviennent dans l'Université pour empêcher les discussions en disant qu'il ne faut pas discuter mais lutter. C'est d'autant plus surprenant de votre part que vous avez publié dans la presse iranienne une lettre ouverte à l'ayatollah Khomeiny pour protester contre ces pratiques « dangereuses pour l'avenir du mouvement et de la démocratie » (...).
- *C'est exact. Nous avons écrit cette lettre. Bien sûr dans une lutte de cette ampleur, il y a aussi des gens, une minorité – à laquelle se mêlent des agents de la Savak – qui ont une attitude anti-démocratique. Ces gens sont avant tout des anti-communistes. Jusqu'à maintenant, nous avons essayé d'éviter les affrontements et d'expliquer notre position qui est, nous vous le répétons, de défendre l'unité du mouvement dans un combat anti-impérialiste et non idéologique.*
- [Question sur l'armement du peuple]
- *Nous sommes contre. (...) Nous condamnons l'armement du peuple sans organisation préalable. (...) L'objectif, nous vous l'avons dit c'est la création d'une armée populaire. La priorité c'est l'organisation. Quand il ne restera que la question des armes, elle sera vite résolue. » (59)*

Comme nous le verrons, cette politique permettra certes aux guérilleros de jouer, *in extremis*, un rôle de direction militaire dans l'insurrection de Téhéran. Mais la direction politique restera aux mains de l'ayatollah Khomeiny.

C.

Les derniers agissements du Shah

L'image du Shah va connaître une dégradation corollaire à celle de son pouvoir et de sa stabilité. Le régime est pourtant solidement établi et soutenu dans le monde. Son image de « régime modèle » avançant vers la modernité est très forte.

À l'aube des années 1930, Reza Shah s'est attaqué au port du *tchador*. Au cours d'une cérémonie officielle, il avait à ses côtés sa femme et ses filles complètement dévoilées. Il ordonnait à toutes les Iraniennes de les imiter. Des ses propres mains, il rossait dans une mosquée un uléma qui protestait. À Téhéran et dans les grandes villes, les femmes voilées n'ont depuis plus accès aux autobus, aux taxis, aux magasins, aux cinémas ; les policiers les battent en leur arrachant leur voile en pleine rue. Elles sont parfois emmenées dans les commissariats et violées. Pour l'Occident, l'aspect répressif est mis de côté. Ce qui compte, c'est que le régime soit progressiste, quelle que soit la brutalité avec laquelle son modernisme s'exprime. Au pire, les critiques diront que cette politique va « trop vite ». Mais les intentions sont unanimement saluées. Pour les résistants au régime, le voile s'inscrit dans un renouveau religieux authentique. Un symbole de résistance aussi. Pour les Pahlavi, l'opposition est donc rétrograde, obscurantiste, oppressive (1).

Le projet du fils de Reza Khan passe par l'affrontement avec le clergé. Khomeiny est issu d'une famille de religieux. Son père, un grand uléma de son temps, est mort six mois après sa naissance, des tortures infligées par les agents du Shah Mozaffaredin, antépénultième souverain de la dynastie Kadjar. Son prestige remonte à son premier affrontement avec Mohamed Reza Pahlavi, en 1953, au temps de Mossadegh. Le Shah qui s'apprête à fuir rend visite à l'ayatollah Bouroudjerdi, la grande autorité religieuse iranienne. Autour de lui, se trouvent des dizaines de mollahs assis en tailleurs. Tous, même Bouroudjerdi, se lèvent à l'arrivée du souverain, sauf un, un inconnu, qui reste assis. Cet irrespectueux déclare que le roi est un usurpateur et que le respecter est anti-religieux. Il s'appelle Ruhollah Al-Moussavi Al-Khomeiny (2).

En 1960, lorsque Bouroudjerdi tombe malade et qu'il faut penser à sa succession, plusieurs noms sont évoqués : Shariat Madari qui fait figure de « mollah éclairé », l'ayatollah Hakim, favorable au Shah, l'ayatollah Milani, chaud partisan de Mossadegh. On ne parle guère de Khomeiny. La succession s'annonce difficile. Elle pourrait, cela s'est déjà vu, s'éterniser des années durant. Lors de la réforme agraire, qui commence peu avant la Révolution blanche de 1963, le Shah s'attaque aux terres de « *harram* », terres saintes entre les mains des mollahs, leur retirant les franchises ou les confisquant. Des soldats sont envoyés à Qom, qui violent l'immunité des mosquées et massacrent des centaines d'étudiants et de religieux. Le Shah fait tout pour s'aliéner les religieux et favoriser la montée de Khomeiny dans le clergé. En 1962, à Desfoul, il déclare publiquement : « Les chefs religieux se vautrent dans leurs excréments, ils grouillent comme des vers dans la souillure et dans la boue... Ecartez vous de cette classe souillée et malpropre comme un animal... S'ils ne se réveillent pas de leur sommeil, la poigne de la justice les frappera comme la foudre... » (3)

Khomeiny prend la tête de la rébellion. Pour lui, « les fondements de l'Islam sont menacés. Le Coran et la religion sont en danger. Le silence devant l'injustice est devenu un péché, révéler la vérité est une obligation. » Il se dit prêt « à faire la guerre aux tortionnaires », prenant le pas sur l'ensemble des religieux. Il devient leur chef de file, suivi tant bien que mal par les plus tièdes. Les mollahs des campagnes et des quartiers pauvres sont à sa dévotion (4).

Le 5 juin 1963, jour de l'Ashura, les autorités ont l'étrange idée de lancer une campagne à la radio contre les mollahs, présentés comme des sodomites, des parasites et des pervers sexuels. Le Shah fait son entrée à Qom dans un appareil provocateur, loin de la tenue modeste d'un pèlerin. Il fait un discours à la Grande mosquée pour condamner les religieux qui s'obstinent « à maintenir l'Iran à l'ère de l'âne » (5).

Contre l'avis de la majorité du clergé, qui souhaite que l'orage s'apaise, Khomeiny appelle à l'insurrection de Qom. À Téhéran, son portrait apparaît sur les murs. Ses attaques contre le Shah sont sans précédent. À l'école Fehzieh, il déclare à une foule exaltée : « Monsieur le Shah, vous n'êtes qu'un misérable. (...) Pensez aux conséquences de vos actes. (...) Ne savez-vous pas que le jour où le peuple se soulèvera, la page sera tournée et que pas un seul de vos amis de vous viendra en aide ? Personne, dans votre entourage, ne vous aime. Ils n'aiment que les dollars. »

Le général Nasiri donne au Shah une copie du discours. La riposte est immédiate : la résidence de Khomeiny est prise d'assaut par la police et l'armée. Vingt-quatre personnes de son entourage sont tuées. Il est arrêté et conduit à Téhéran. Il sera relâché en avril 1964. Il est devenu assez inquiétant pour que les États-Unis s'intéressent à lui. Un émissaire est envoyé à Qom pour le rencontrer. Il est porteur d'un message aussi cynique que maladroit : « N'attaquez pas les États-Unis. Attaquez le Shah si vous voulez, cela n'a pas d'importance. Mais si vous vous en prenez aux États-Unis, gare aux conséquences. » Evidemment, Khomeiny ne se tait pas.

Selon le journaliste Amir Tahéri (6) le général Nassiri, chef de la SAVAK en novembre 1964 propose plusieurs solutions pour se débarrasser de lui : « provoquer une accident », le reléguer sur une île du Golfe ou l'exiler. Le Shah choisit la troisième. La Turquie, alliée fidèle, accepte de l'accueillir, à la demande de l'Iran. Khomeiny y est expédié le 4 novembre 1964.

En 1977, une *fatwa* de l'ayatollah circule en Iran. Il l'a signée « l'Imam », le guide, le titre qui n'a été porté que par les douze successeurs de Mohamed, dont le dernier a disparu il y a douze siècles. L'écrit, la « prophétie » pourrait-on dire, annonce les futures journées révolutionnaires et la chute de la monarchie. Khomeiny fait savoir qu'il a « déposé le Shah et aboli la Constitution ». La SAVAK ne juge pas utile d'avertir le souverain de cette lettre. Il n'en aura connaissance que deux semaines plus tard. Hoveyda, alors ministre de la Cour, rapporte qu'il s'écrie : « Cette vermine continue de ramper ! » Puis il déclare à Amir Tahéri : « Les Iraniens devront choisir leur camp. Et décider s'ils préfèrent notre grande civilisation ou la terreur que nos ennemis étrangers leur préparent en se servant de ce fanatique illuminé. » (7)

Car le Shah ne doute pas que sa politique fera entrer l'Iran dans le troisième millénaire comme une grande puissance moderne. Dans un interview donnée à Antenne 2, le roi déclare : « Nous allons adopter les mêmes voies que celles qui existent en France, notamment en ce qui concerne les libertés d'expression et de manifestation. Nous allons vous copier. » Et il ajoute : « Je suis la seule personne à pouvoir conduire l'Iran à la démocratie. Avec quelqu'un d'autre, ce serait l'anarchie totale. Une démocratie où le communisme n'aura pas sa place. » (8) Son rêve est d'entrer dans le vingt-et-unième siècle en renouant avec la Perse des Achéménides et en mettant entre parenthèses l'apport islamique. Les gigantesques fêtes de Persépolis données en octobre 1971 l'ont montré, de même que les aménagements du territoire qui visent à restaurer l'architecture préislamique et à bousculer les institutions religieuses jusque dans les villages (9).

La loi du 9 juin 1975 prévoit la création de vingt « pôles de développement ». Le ministre de l'agriculture d'alors, Mansour Rowahni, publie une circulaire appelant à « décourager nettement les actions hors des limites de ces pôles (...). La Banque agricole ne doit pas y accorder de crédits, ni la Société nationale des pétroles y vendre de fuel à bon marché, le ministère de l'agriculture n'y doit pas assurer la protection des cultures, la vulgarisation, la location-vente de machines agricoles. On ne doit pas y bâtir d'école rurale, ni de dispensaire, ni fournir de routes et d'électricité. Ainsi la migration des populations vivant en dehors des pôles vers ceux-ci pourra être envisagée. » (10)

Avant le tournant révolutionnaire de septembre 1978, la presse française continue de se faire l'écho de la propagande du Palais. Le premier envoyé spécial du *Monde* en Iran au début des troubles, Jean de la Guérivière, publie un éloge édifiant de la politique agraire du souverain :

« En 1962, le chah prononçait à Qom, « bastion de la réaction », un discours qui marquait le début de l'épreuve de force avec les féodaux. Non sans courage, il annonçait une réforme agraire, approuvée par référendum (*sic*) en janvier 1963. Dans les années qui suivirent, deux millions cinq-cent mille ouvriers agricoles devinrent des petits propriétaires après le rachat et la redistribution des terres par l'État. Des coopératives étaient créées pour maintenir la productivité (*sic*) des anciennes latifundia. (...) Ne disposant pas de ressources et d'une étendue cultivable suffisante, les paysans ont préféré (*sic*) revendre leurs titres de propriété et rejoindre le prolétariat urbain. » (11)

Mais il est vrai que des enfants de paysans ont accès à l'éducation, à l'alphabétisation et, à partir de la fin des années 1970, à l'université. L'analphabétisme, est encore de 63,1% en 1972, pour une population de trente-huit millions de personnes. Mais ce taux est moins élevé que dans les pays voisins comparables (75% en Irak, 79,3% au Pakistan, 87,8% en Afghanistan, 97,5% en Arabie Saoudite) (12). Ces jeunes s'y politisent, notamment en voyant les inégalités entre la campagne et les quartiers riches des villes (13). Pour Paul Balta, « de proche en proche, la révolte a gagné toutes les couches de la population : celle-ci a été envahie par le sentiment que le chah lui imposait un style de vie qui ne correspondait pas à ses aspirations et dont elle ne voulait pas. » (14)

La priorité du régime reste son armée. Un corps de plus de 400 000 hommes, auxquels il faut ajouter une garde impériale et une gendarmerie réunissant environ 74 000 hommes. L'armée iranienne est fondée sur le principe d'un service militaire de deux ans qui lui assure l'essentiel de ses effectifs. L'outil militaire iranien est puissant, mais étroitement contrôlé par une police militaire composée de professionnels.

L'armée de terre compte près de 285 000 hommes organisés en trois divisions blindées, une division mécanisée, deux brigades parachutistes et quatre brigades autonomes (dont une dite *Special Forces*) avec un soutien logistique « à l'américaine », c'est-à-dire lourd et suréquipé. Antérieurement équipée de matériels soviétiques, l'armée de terre iranienne a, depuis, considérablement diversifié son approvisionnement grâce à l'appui des États-Unis et de la Grande-Bretagne. Les livraisons de la France se sont limitées à des missiles antichars et à des munitions. Les seuls États-Unis ont vendu à l'Iran, entre 1972 et 1978, pour plus de 12 milliards de dollars de matériel militaire, et il est prévu un chiffre équivalent pour les cinq années suivantes. Les divisions blindées iraniennes peuvent en 1978 aligner plus de 1 800 chars lourds et moyens et 1 300 véhicules blindés de transport de troupes.

Avec 100 000 hommes, l'armée de l'air iranienne, qui a été la grande bénéficiaire du plan de développement militaire du Shah, aligne 460 avions de combat parmi les plus modernes depuis le *Phantom* jusqu'au puissant F-14 à flèche variable. Cependant, l'armée de l'air iranienne a été rendue très dépendante de la logistique étasunienne, qui prévoit d'installer en 1980 jusqu'à 50 000 conseillers et assistants techniques.

La marine, avec 25 000 hommes, n'a pas été oubliée par le Shah qui souhaite, avant 1980, décupler son tonnage. En 1978, elle dispose de trois sous-marins d'attaque et de onze escorteurs, totalisant 16 000 tonnes. La France lui a livré douze vedettes rapides lance-missiles destinées principalement à la protection du golfe Persique (15).

L'armée est le gardien du régime, sa force de police et même une force de contrôle du souverain, un État dans l'État, qui reçoit des financements directs des États-Unis et des ordres des quelque 43 000 conseillers étasuniens travaillant en Iran. Ils sont 2 200 fonctionnaires civils du département de la défense, 1 100 militaires en uniforme, 8 000 contractuels du département de la défense et 32 000 employés du secteur privé (16).

Pour Ahmad Farouhy, « entre les deux pays, les liens économiques sont tels aujourd'hui qu'il serait impossible de les rompre sans provoquer une grave crise économique américaine et une réaction des plus violentes à l'intérieur de l'appareil militaire iranien. » (17)

L'Iran de Pahlavi est un régime militaire. Pour Maurice Duverger, la monarchie n'a plus aucun appui hors des milieux affairistes. Le pouvoir est aux mains de l'armée. La situation est comparable avec celles de l'Uruguay, du Nicaragua, du Paraguay : des hommes de paille sont mis devant l'armée, mais les régimes sont aussi militaires qu'au Brésil, en Argentine, au Chili ou au Pérou (18).

Le tournant du Vendredi noir est dû à l'armée. C'est elle qui tire, faisant plusieurs milliers de morts. La loi martiale appliquée la veille a encore renforcé son pouvoir et son autonomie. Certes, le Shah justifie cette répression et sans doute en est-il satisfait. Mais de fait, c'est bien le pouvoir militaire qui lui force la main pour mettre un terme à la politique de « libéralisation ».

Au terme de la journée d'émeutes de Téhéran, la dynastie Pahlavi s'est affirmée dans son image de régime répressif. Les élections libres que le Shah promettait un temps pour juin prochain, la « libéralisation » que devait mener le cabinet de Chariff-Emani, la fraternisation entre les opposants musulmans et l'armée entrevue quelques jours auparavant... Tout a été balayé.

Le régime du Shah, une nouvelle fois, s'abrite derrière le rempart des armes. Et la nomination du général Ali Gholam el Hovaysi, un militaire dur, comme administrateur de la loi martiale à Téhéran, contribue à renforcer les rumeurs prêtant au Shah le souhait de former un gouvernement militaire. L'opposition politique, elle, se trouve renvoyée à son attente d'une démocratisation. Le clergé apparaît comme le seul facteur qui puisse influencer sur le régime du Shah, si l'on omet les États-Unis et leurs conseillers militaires (19).

Le Shah en vient à se demander s'il s'agit du « tournant décisif ». La société est au bord de l'explosion. Le roi est isolé, abandonné, honni de la plus grande part des Iraniens, vilipendé par les religieux. Les défections commencent dans son entourage. Il est trahi par ses amis qui lui doivent pourtant tout. Mais il ne veut rien abandonner. Il se débat dans le désarroi et le désespoir. Il est persuadé que les États-Unis et la Grande-Bretagne manipulent Khomeiny et sont à l'origine du mouvement révolutionnaire. Soumis à un traitement chimio-thérapique pour son affection cancéreuse, il ne peut travailler plus de deux heures d'affilée. Les ambassadeurs occidentaux lui conseillent de quitter le pays. Le président égyptien Sadate et le roi Hussein de Jordanie lui recommandent la manière forte. Le président Carter est indécis. Il prône tour à tour l'intransigeance et la conciliation. L'impératrice Farah Diba suggère un appel au peuple iranien pour le faire juge de la situation. La panique gagne la Cour, la bourgeoisie, les hauts fonctionnaires. Beaucoup choisissent l'exil : entre le 1er octobre 1978 et le 31 janvier 1979, cent mille personnes quittent l'Iran. Les capitaux suivent. Le palais impérial fourmille d'intrigues. De nombreux membres de l'entourage du Shah prennent des assurances des deux côtés (20). Environ un milliard de dollars fuient l'Iran en trois semaines (21).

Le Shah mène un double jeu : d'un côté, les gouvernements locaux de la loi martiale. De l'autre, une tentative de calmer la situation avec la campagne contre la corruption lancée le 12 septembre. Cette campagne elle-même permet un grossier amalgame entre corruption et agitation, voire entre corrompus et agitateurs. On annonce des « coups de filet » mêlant des membres de l'*establishment* et des dirigeants de l'opposition. Dès le 14 septembre, deux anciens ministres sont condamnés (22).

Le 25 septembre, Amir Abbas Hoveyda, ministre de la Cour et ancien premier ministre de 1965 à 1977, est poussé à la démission. Le Shah enregistre aussi celle du dirigeant de l'Organisation de l'énergie atomique iranienne (23). Il impose un « Code de bonne conduite » à la famille impériale (24) et annonce que l'ambitieux programme nucléaire pourrait être remis en cause (25)

L'empereur pratique en fait sa politique habituelle. Chaque fois qu'il a senti que ses adversaires étaient les plus forts, il a paru céder. En 1946, devant Staline, il a fait mine d'accepter la création des Républiques populaires de l'Azerbaïdjan et du Kurdistan. En 1952, devant Mossadegh, il a signé les décrets de nationalisation du pétrole. En 1963, devant les religieux, il a cédé sur des points essentiels. Puis, quelques semaines plus tard, il a, en 1964, envoyé ses troupes reprendre l'Azerbaïdjan et le Kurdistan. Il s'est, en 1953, exilé pour que Mossadegh s'effondre (26).

Durant tout le mois de septembre, après Vendredi noir, il fait mine de céder sur tous les fronts : il a supprimé le secrétariat d'État à la Condition féminine qui scandalisait les imams, il a fait fermer des casinos, des maisons closes et des cinémas. Il a désavoué sa propre famille en lui imposant un « code de conduite », il a abandonné le calendrier de Darius pour revenir à celui de l'Islam (27). Mais dès la mi-octobre, des rumeurs font état de la prochaine formation d'un gouvernement militaire (28).

La répression continue : six manifestants sont tués le 16 octobre et seize le sont deux jours plus tard. Mais dans le même temps, le gouvernement accepte, le 15 octobre, de lever la censure sur la presse et fait libérer plus de mille prisonniers politiques le 17, un geste fort, même s'il reste entre 3 000 (selon le Shah) et 100 000 prisonniers (selon l'opposition) – selon Amnesty international, ils sont de 35 à 40 000 (29).

Le Shah et son gouvernement ne contrôlent plus la situation. Ils hésitent entre la manière forte et la négociation. La première s'est révélée vaine. La loi martiale imposée en septembre dans les douze villes principales n'a eu qu'un effet dissuasif éphémère. Devant la dégradation fulgurante de la situation, il ne reste qu'à changer de tactique : se tourner vers Khomeiny, l'ennemi « numéro 1 », pour tenter désespérément d'obtenir un sursis. Avec l'espoir, dans la meilleure hypothèse, de tenir jusqu'aux élections législatives dont le souverain a promis, sans convaincre, qu'elles seraient « totalement libres » (30).

Mais Khomeiny refuse de recevoir des « émissaires ». On multiplie, faute de mieux, les contacts indirects. On encourage Bazargan et Sandjabi, tout récemment encore considérés comme de dangereux agitateurs, à aller faire entendre à l'ayatollah la voix de la « modération ». L'argument invoqué est le danger de voir les communistes du Toudéh canaliser l'agitation à leur profit. Ou, en contrecoup du « péril rouge », l'armée prendre les choses en main pour départager le Shah et ses ennemis, comme l'a fait l'an dernier au Pakistan voisin, le général Zia Ul Haq.

Cette armée qui est jusqu'ici le seul soutien sûr du régime, risque de prendre ombrage de certaines décisions du Shah, comme la suspension des contrats d'achat aux États-Unis de soixante-dix chasseurs F 14 et de cent quarante F 16 supplémentaires. Un recours envisagé par certains serait celui d'un gouvernement de transition dirigé par Ali Amini, ancien Premier ministre « libéral », écarté du pouvoir par le Shah il y a quinze ans. Mais, nous l'avons vu, plus aucun des libéraux ne souhaite accepter de mission du souverain sans l'aval, impossible à obtenir, de Khomeiny. À Washington, Londres, Paris, Moscou, on s'interroge : si le Shah ne parvient pas, très vite, à reprendre les choses en main, c'est toute la stratégie occidentale au Moyen-Orient qui peut s'écrouler. Les avoirs des résidents étrangers quittent le pays au rythme de cinquante millions de dollars par jour (31).

Dans l'armée, certains officiers de l'aile dure s'expriment contre la libéralisation et la non intervention (32). Finalement, le 6 novembre, après deux jours d'émeutes et l'échec des rencontres avec les « modérés » et de la politique de « laissez-faire », le Shah nomme premier ministre le général Azhari, chef de l'état-major. Sept des dix membres du gouvernement sont des militaires. « Une suite logique », dit *Le Monde*, car le Shah n'a « ni les pratiques ni la vocation d'un démocrate. » (33)

Certes, le gouvernement militaire est présenté comme provisoire. Sur les conseils d'Amini, le Shah s'exprime à la télévision pour dire qu'il soutient la « révolution nationale ». Mais celle-ci doit prendre la bonne voie et non celle des émeutes et du blocage économique qui mettent son indépendance « en danger » (*sic*). Du reste, la « lutte contre la corruption » continue. Parmi douze personnalités du régime arrêtées le 7 novembre pour « abus », se trouvent un ancien chef de la SAVAK, le général Nasiri et l'ancien ministre de l'Information, Darius Homaïyun, l'inspirateur, en janvier 1978, de la campagne de presse contre Khomeiny. Le 8 novembre, c'est Hoveyda, « l'ancien homme lige » du Shah (34), qui est placé en résidence surveillée, alors qu'une enquête sur la fondation Pahlavi est lancée.

Le gouvernement du général Azhari passera-t-il la main comme, en 1953, celui du général Zahedi ? Lors de son allocution télévisée, le visage défait, s'exprimant sur un ton monocorde, le Shah se livre à une véritable autocritique. Un acte de contrition inimaginable il y a encore quelques semaines. Mais que cache-t-il derrière ce repentir ? Politicien avisé, il pourrait fort bien, disent certains, utiliser le paravent militaire pour préparer son retour en force, toutes leçons oubliées.

Les premières mesures du gouvernement n'épargnent pas les plus fidèles serviteurs du régime. Est-ce une exigence des militaires ou un geste du Shah en direction de ceux qu'il veut rallier ? Quels que soient les calculs des uns et des autres, ce n'est pas de tardives demi-mesures qu'il faut attendre la réconciliation du peuple et du trône. Alors que la faillite économique guette le pays, le régime doit tenir compte d'une échéance toute proche : dans les premiers jours de décembre débute le grand deuil chiite où s'expriment traditionnellement recueillement populaire et fanatisme religieux (35).

Le Shah annonce son souhait de former, dans les trois mois, un « cabinet d'union nationale ». Le général Azhari estime que tout ce qui arrive est « un vague qui va passer » (36). Rien n'est moins sûr. Et pour se préparer à un relâchement ultérieur, le régime resserre la vis sur la contestation. Des commandos contre-révolutionnaires, milices privées ou d'initiatives inconnues, peut-être des agents de la SAVAK, enlèvent et assassinent des opposants. Elles sont composées d'anciens parachutistes, d'anticommunistes, de membres recrutés dans le sous-prolétariat... Les arrestations continuent. Six journalistes français, de l'AFP, d'Europe 1, de *L'Express*, du *Point*, de Sigma et un photographe de *L'Express*, sont interpellés le 10 novembre. L'armée force à la reprise de la production pétrolière ou se charge elle-même de la faire fonctionner.

Mais le soulèvement qui dure depuis plusieurs mois a contribué à modifier les vieilles règles du jeu. Les soldats du contingent sortis des couches modestes subissent l'influence de leur milieu d'origine et sont plus perméables aux mots d'ordre du clergé et de l'ayatollah Khomeiny. Alors que les observateurs, nationaux comme étrangers, se demandent qui du Shah et de l'armée tient l'autre, les heurts se multiplient. On annonce quarante morts à Chiraz le 20 novembre, des tirs sur les manifestants dans le bazar de Téhéran le 21, une grève de la presse le 23 à cause de la non tenue de la promesse de liberté d'expression. Et la classe dominante est prise de panique. Le 27 novembre, les employés de la banque centrale en grève publient la liste de cent quarante-quatre personnalités du régime qui ont transféré, en deux mois, 2,4 milliards de dollars à l'étranger. On y trouve des membres de la famille du Shah, l'administrateur de la loi martiale, des religieux favorables au régime, le responsable de la NIOC...

Le gouvernement continue pourtant de feindre l'accalmie. Azhari déclare, très sérieusement : « Tous les jours, le nombre des grèves et leur intensité diminuent. (...) Un jour il n'y en aura plus. » (37) Le Shah veut constituer un gouvernement de transition avec Bazargan. Mais dans le même temps, il fait arrêter Sandjabi. Il fait des concessions, lutte contre la corruption mais il parle de faire interdire la manifestation du « deuil chiite ». Le régime continue les arrestations, notamment de libraires et les confiscations de certains livres. Mais il libère aussi des prisonniers.

Sans doute n'avait-il pas « vu venir » les événements. Obnubilés par le « danger communiste » et par la « menace potentielle de l'URSS » la SAVAK et la CIA n'ont prévu ni le soulèvement populaire qui bouleverse l'Iran ni le rôle joué par le mouvement religieux (38). Après les manifestations des 10 et 11 décembre, citées plus haut, la radio dénonce encore une manifestation « politisée par les communistes mêlés au cortège ». Les autorités ont vu dans la Mosquée une institution en déclin. Leur réveil est brutal et se traduit par la panique, une politique dont il est difficile de comprendre la cohérence...

Sur son aile dure aussi, le Shah est dépassé. Le 12 décembre, en réponse aux manifestations de la veille, les autorités d'Ispahan organisent une manifestation favorable au Shah. Forme originale ou, plus probablement, moyen de se protéger, c'est en voiture que les manifestants défilent. On compte environ quatre cents véhicules dans le cortège, mais il est difficile de savoir combien sont les partisans réels du régime. L'armée oblige tous les automobilistes à coller des affiches de soutien au Shah. Elle sème la terreur contre la population. Symbole d'une politique contradictoire, c'est le même jour que le souverain convoque Bakhtiar, Bazargan et Sandjabi à son palais de Niavaran.

Une semaine plus tard, voyant que les scènes de fraternisation se multiplient entre l'armée et le peuple, comme à Tabriz le 18 décembre, comprenant que de mettre l'armée dans des situations difficiles favorise ses divisions internes, le Shah et Azhari font interdire toutes les manifestations, y compris favorables au régime. Le souverain sait que sa fin est peut-être proche. Selon le *New-York Times*, il aurait acheté huit hectares de terrain dans un quartier résidentiel de Los Angeles (39). Le 4 janvier, il joue sa dernière carte en obtenant de Bakhtiar qu'il forme un gouvernement.

Voici un an, le chaudron iranien commençait à exploser. Premières manifestations, premiers morts, premiers appels au « deuil national » de la hiérarchie chiite. Presque personne, alors, n'avait deviné que la déchéance avait commencée. « Le Shah voit inéluctablement approcher sa fin », écrit *Libération* le 2 janvier (40). La nomination de Bakhtiar ne changera rien. Il a été exclu du Front national. « Signe de l'impuissance gouvernementale à endiguer le chaos provoqué par la grève générale et les manifestations continuelles dans les villes du pays, le premier ministre n'était pas certain, lundi soir [1er janvier], de pouvoir lire sa déclaration gouvernementale à la télévision. Il dépendait du bon vouloir des grévistes de l'électricité. » (41)

Pis, la nomination de Bakhtiar est un facteur de confusion supplémentaire. Le nouveau premier ministre multiplie les annonces de départ du Shah à l'étranger, qui sont immédiatement niées par l'intéressé. L'armée s'oppose à toute solution impliquant son « départ en vacances ». Les rumeurs de coup d'État militaire n'en sont que renforcées. Le 7 janvier, le Shah s'avoue vaincu. Il déclare : « Les difficultés que connaît actuellement le pays m'ont certainement fatigué. J'ai besoin de me reposer. Si ce repos est pris à l'étranger (...) pendant mon absence, un conseil de régence sera formé, afin de maintenir l'intégrité et l'efficacité de la Constitution. » (42)

Mais avant de s'éclipser, il protège ses arrières en plaçant les hommes les plus durs et les plus fidèles aux postes clés. Le général Gharabaghi devient chef de l'état-major. Le conseil de régence est présidé par Seyed Jalal Tehrani. Outre Bakhtiar et Siassi, considéré comme « proche de l'opposition », on y trouve Ardalan, le président du Majlis, le président du Sénat, et Enterzam, le président de la NIOC.

II.

Le retour de l'ayatollah Khomeiny

A.
J. Carter, S. Bakhtiar
et le Shah :
un échec stratégique

1. Le soutien inconditionnel des États-Unis ?

En janvier 1979, le président de la « Commission sénatoriale sur l'énergie et les ressources nationales », Henry Jackson, déclare : « L'Iran est appelé à intervenir dans les affaires intérieures de tout État du Golfe, et il doit être reconnu à l'avance par les États-Unis que c'est le rôle pour lequel l'Iran a été préparé. » (1)

Au début des événements, alors que le Shah va apparaître comme prisonnier de son armée, elle-même inféodée aux États-Unis, peu d'observateurs prévoient que la grande puissance finira par abandonner son allié fidèle. Pierre-Luc Séguillon évoque cette possibilité en novembre 1978 (2).

Alors que, quelques mois auparavant, « les opposants au Chah déploraient que l'armée et la police fussent un État dans l'État (...) ne sont-elles pas désormais devenues l'État lui-même ? Et s'il est vrai, comme ont pu le constater de nombreux diplomates en poste à Téhéran, que cette armée n'est qu'un prolongement du dispositif américain, étroitement lié à ce dernier au plan technologique et au plan stratégique, il semble que l'avenir de ce pays, plus que jamais, soit décidé à Washington. »

Quelques chiffres suffisent à démontrer la puissance des militaires iraniens en même temps que leur dépendance à l'égard des États-Unis. Depuis 1973, l'Iran a absorbé 40% (dix-huit milliards de dollars) des fournitures de matériel militaire étasunien à l'étranger. Ses dépenses dans ce domaine représentent 25% de son PNB et s'accroissent en moyenne de 28%. En proportion de ses revenus, l'Iran a le plus lourd budget militaire du monde.

Mais il possède aussi de la sorte l'une des armées les plus modernes de la planète. La liste des commandes aux États-Unis témoigne du caractère sophistiqué de l'armement dont sont dotés les militaires iraniens. « Epoustouflante quincaillerie ! s'écrit P-L. Séguillon, Chasseurs-bombardiers F-4D, intercepteurs bi-réacteurs F 14 dotés de missiles Phoenix, hélicoptères AH1J, avions AWACS, réseaux de détection électronique ultra-perfectionnés (Project Seek Sentry, Seek Switch, IBEX). »

Ce matériel de pointe est payé, nous l'avons vu, en pétrodollars et le flux financier ainsi créé en direction des vendeurs d'armes des États-Unis est cause d'une intégration profonde de l'économie iranienne au marché étasunien. Comme nous le savons, par la difficulté de son fonctionnement, ce matériel sophistiqué justifie la présence en Iran de milliers de citoyens étasuniens. Leur rôle n'est pas que celui de conseillers techniques. Ils ont aussi des tâches de police et de gendarmerie, notamment pour protéger les quarante-cinq millions de tonnes de brut fournies chaque année aux États-Unis et assurer le contrôle stratégique sur la région. Le 20 septembre 1978, le Pentagone informe le Congrès de son intention de vendre à l'Iran des missiles anti-aériens et du matériel d'artillerie, pour un montant de 250 millions de dollars (3).

Pour P-L. Séguillon (4) « les États-Unis abandonneront peut-être un jour un monarque aujourd'hui discrédité. Il est peu probable toutefois qu'ils acceptent qu'un autre ordre que le leur règne à Téhéran. L'armée iranienne en est le garant, quitte, demain, à faire quelques concessions aux religieux et à l'opposition. »

Avant d'envisager une telle hypothèse, les États-Unis sont solidaires de leur vassal iranien. *Le Monde* écrit, le 12 septembre 1978, que « les États-Unis ont livré le bois de la galère sur laquelle le chah les a embarqués. » (5) Le président Carter, mais aussi Sadate et la Chine, alors en période de rapprochement anti-soviétique avec les États-Unis, lui apportent un franc soutien (6). « Tandis que les troubles se poursuivent, écrit *Le Monde*, M. Carter exprime sa confiance au chah » (7).

Certes, James E. Carter a initié une politique de défense et de promotion des droits de l'homme, et celle-ci doit aussi concerner l'Iran. Il est à l'origine de la politique de libéralisation du régime – ce qui lui sera par la suite reproché. Mais il sait aussi faire preuve de réalisme lorsqu'il voit que cette politique échoue (8). Il ne s'agit pas pour lui de perdre son régime clé, ni ses mirobolants contrats.

Cyrus Vance, secrétaire d'État des États-Unis, ne déclare-t-il pas, début novembre, que la politique du Shah n'est « pas contradictoire avec la politique de démocratisation » ?

Pour le département d'État, « la restauration de l'ordre et de la loi est essentielle. Le chah a formé un gouvernement militaire lorsqu'il est devenu évident qu'on ne pourrait former un gouvernement civil capable de restaurer l'ordre public, ce qui est essentiel pour avancer vers des élections. » (9) En Iran, les rumeurs vont bon train. On murmure, suite à la rencontre entre Sandjabi et Khomeiny, qu'il existerait un « plan américain », comme en 1953.

J. Carter, lui, se prononce pour « un gouvernement de coalition rapidement », mais il est évident que les États-Unis sont dans un embarras comparable à celui du Shah. Le président tente de faire museler Khomeiny. Le 12 décembre, suite aux manifestations, il déplore « que cette situation difficile ait été exacerbée par des déclarations incontrôlées faites depuis des pays étrangers. » (10)

Mais Washington va bientôt devoir changer de stratégie pour éviter de rompre totalement avec l'Iran ou, pire, de le laisser tomber dans le giron soviétique. Pour J. Carter, le gouvernement Bakhtiar est la dernière solution. Si le Shah doit quitter l'Iran, il en sera ainsi. Si les gouvernements qui se succèdent depuis le mois de septembre annulent les contrats, notamment 12 millions de commandes non encore livrées au mois de janvier, mille missiles Shrike, dix avions *Phantom*, cent-quarante F-16 ou encore soixante-dix F-14 (11), cela reste un moindre mal.

En 1976, un rapport du Sénat des États-Unis affirmait : « Un changement politique majeur en Iran mettrait sans doute en danger le sort de nos techniciens. Et le simple fait de leur présence massive risque de susciter des sentiments anti-américains. » (12) Le 31 janvier 1979, Washington ordonne aux familles de fonctionnaires de quitter le pays avant le retour de Khomeiny.

On évoque une tournée du secrétaire d'État à la Défense, Harold Brown, au Proche-Orient. Si Washington continue de soutenir Bakhtiar, il est surtout temps de rassurer ses alliés régionaux et d'assurer ses arrières en cas de rupture définitive avec Téhéran.

2. Amini, Shariat Madari, Bakhtiar... L'option modérée

Dans *Le Monde* du 26 août, l'envoyé spécial Jean Gueyras donne la parole à l'ayatollah Shariat Madari, présenté comme une sorte de second de l'ayatollah Khomeiny en son absence. Ayatollah de Qom, la ville dont « tout est parti » et dont l'université coranique accueille dix mille étudiants, il l'administre selon son idéal politique. D'une part, les interdits de l'islam, bannis dans le reste du pays, sont ici respectés. Les mosquées sont interdites aux non musulmans, le port du voile est encore en vigueur, la vente d'alcool est prohibée... Mais Shariat Madari n'apparaît pas comme un administrateur autoritaire. Il vit dans une maison simple, ouverte à tous et n'assume qu'un rôle de conseil auprès des autorités légales. Présenté, depuis trente ans, comme le chef de file des religieux modérés, il refuse de s'opposer à Khomeiny, affirmant qu'ils ont tous les deux le même objectif et rejettent la violence. Mais il concède que leurs visions sont différentes, sans doute parce que l'un est dans le pays et l'autre à l'étranger. « Khomeiny s'exprime à l'extérieur, libre de sa parole ; je parle de l'intérieur du pays avec l'environnement que vous savez (13) ».

Dans la même période, rapporte Dominique Bari dans *L'Humanité*, des émissaires du Shah se rendent auprès de l'ayatollah de Qom. Le nouveau gouvernement cherche visiblement à se rallier le courant le plus modéré du mouvement religieux, afin d'isoler les chiites, « dont l'hostilité au régime est la plus résolue, et qui ont à leur tête l'Ayatollah Khomeiny. »

Selon « certains milieux de l'opposition », deux éventualités peuvent être envisagées. Soit le régime provoque un affrontement généralisé, inévitablement sanglant, suivi d'un coup d'État militaire – dont on parle beaucoup à Téhéran – soit les manifestations se poursuivent dans le pays « avec puissance et calme, et contraignent le régime à aller beaucoup plus loin qu'il ne l'envisage dans la libéralisation. » (14)

L'opposition n'a pas d'illusion sur la politique de libéralisation, simple façade utilisée pour montrer à J. Carter que la démocratisation ne peut mener qu'au chaos. Néanmoins elle met à profit ce répit pour faire entendre plus largement ses critiques et tenter une ébauche d'organisation. Sandjabi dresse un réquisitoire dans sa conférence de presse du 23 août, qui tout en étant fort sévère, semble admettre l'idée du maintien du roi sur le trône, à condition qu'il accepte une monarchie constitutionnelle. Bakhtiar va dans le même sens : « Khomeyni [orthographe de *Témoignage chrétien*] est un visionnaire. Il a joué le rôle de catalyseur de la révolte. Mais cet homme n'est ni positif ni constructif. La seule opposition réelle dans ce pays est celle que représente le Front national, rassemblement de composantes diverses. »

Lui-même ou le Docteur Sandjabi accepteraient-ils de diriger un gouvernement si le roi le leur demandait ? « Sans doute, répond-il, mais non sans avoir défini très précisément au préalable avec le souverain les conditions d'exercice de cette fonction et avoir obtenu de lui que le Premier ministre soit effectivement doté des pouvoirs qui devraient être les siens dans le cadre d'une monarchie constitutionnelle. » (15)

Bakhtiar ajoutera : « Khomeiny est un bulldozer. Il rêve de restaurer le califat en Iran. Sa popularité passera sitôt que pourra être mise en oeuvre une solution démocratique dans ce pays. » (16) Quelques députés de l'Assemblée nationale, tel Bani Ahmad qui, depuis les émeutes de Tabriz, fait acte d'opposition et se découvre social-démocrate ou Mohsen Pezechkpour du parti Paniraniste, qui a eu par le passé des tendances fascisantes, partagent désormais les positions du Front national tout en prenant davantage de distances encore avec les religieux.

L'ancien premier ministre Ali Amini apparaît comme une solution pour rassembler l'opposition et le régime. Pour lui, « la monarchie doit subsister, mais le pouvoir doit être exercé par le gouvernement » :

« Si j'avais été sollicité par Sa Majesté, j'aurais d'abord sondé les intentions de MM. Khomeiny, Sandjabi et autres avant de me prononcer. (...) »

» Le mécontentement général est canalisé par les religieux, mais il est faux de croire que tous les mécontents partagent leur point de vue (...). Les religieux sont devenus le refuge de toutes les oppositions parce que toutes les autres issues ont été pratiquement bloquées par le régime. D'ailleurs lorsque les religieux parlent d'un gouvernement islamique, ils ne se réfèrent pas à un gouvernement dominé par eux avec un mollah comme premier ministre. Peut-être ont-ils exagéré avec leurs slogans. (...)

» Si rien n'est fait d'une manière radicale et rapide, le communisme finira par triompher dans ce pays. (...) Si le régime tombe ce sera le chaos. Cependant, le chah doit s'éclipser pour un certain temps. (...) Il avait toutes les qualités pour devenir un roi exemplaire. Ce sont les membres de son entourage qui, par intérêt personnel, ont tout compromis. (...) Si le pays tombe un jour dans les mains des communistes, ce sera la faute de ces gens. (...)

[Si le chah lui proposait de former un gouvernement]

» J'irai en Irak voir Khomeiny (...). Je lui dirai : (...) mettez un terme à cette agitation et donnez-moi le temps de travailler. N'allez pas trop loin sinon vous risquez de tout perdre. Si un régime révolutionnaire s'établit dans ce pays, qu'allez-vous devenir ? » (17)

Après les troubles de Tabriz, le 15 septembre, Shariat Madari appelle au calme, tout en précisant que « pour empêcher le sang de couler, il faut que le chah règne mais ne gouverne pas. » (18) Avec Sayed Djavadi et Shapour Bakhtiar, il fait partie de ceux qui n'ont pas pris la mesure du tournant des 7 et 8 septembre. Pour eux, le souverain ne peut être renversé. Le peuple ne peut rien face au soutien que lui apportent les États-Unis et l'armée.

Djavadi déclare : « La situation géopolitique nous oblige à être réalistes ». Bakhtiar ajoute : « A moins de trouver un règlement durable et solide, il serait absolument hasardeux (...) de recourir à une solution autre que celle qui nous a été donnée par la Constitution. » Et Shariat Madari conclut : « Nous devons tout faire pour éviter que le sang de nos frères ne soit versé. Notre action doit donc se situer dans le cadre de la loi constitutionnelle (...) ; il faut demander et obtenir que le roi règne sans gouverner. » (19)

Nous avons étudié précédemment le glissement de la majorité des « réalistes » vers Khomeiny. À la fin du mois d'octobre, ils sont encore majoritaires dans l'opposition organisée (20). Mais peu osent dire tout haut qu'ils pensent que Khomeiny est trop coupé des réalités. Ainsi, c'est une dénonciation unanime qui s'abat sur Amini lorsqu'il accepte, le 1er novembre 1978, de rencontrer le Shah. C'est lui qui lui conseille l'allocution télévisée qui suivra la mise en place du gouvernement militaire. Il lui conseille aussi de « régner sans gouverner », mais le Shah refuse.

Le Monde daté du 3 novembre rapporte la condamnation d'Amini par l'opposition, mais publie également une tribune de Ehsam Naraghi professeur de sociologie à l'université de Téhéran et ancien directeur à la jeunesse de l'UNESCO. Son titre est explicite : « Une seule issue : la Constitution »

Pour lui, le processus de modernisation initié par Pahlavi père et continué par le fils a été fait à l'encontre « de la vocation économique et notamment agricole ». Il a sacrifié l'« identité culturelle, morale et même religieuse » de l'Iran, car le Shah est entouré de technocrates, notamment des anciens du Parti Toudeh, aux réflexes centralisateurs et bureaucratiques.

En revanche, « les chefs religieux sont confrontés à une situation qui leur donne une responsabilité essentielle. La grande question est de savoir si, après l'erreur du pouvoir, ils commettront, à leur tour, une erreur qui consisterait à vouloir abattre la Constitution fondée sur l'équilibre des pouvoirs. » Il plaide donc pour la monarchie, mais sur les bases qui ont prévalu de 1907 à 1925. (21)

Cette opposition modérée est l'expression du point de vue de la bourgeoisie iranienne. Paul Balta cite un homme d'affaire oppositionnel : « Khomeiny devrait obliger le chah à respecter la Constitution plutôt que d'être aussi intransigeant. » (22)

Elle se figure, comme Shariat Madari, que la lutte armée n'est pas nécessaire car « le peuple finira par gagner ». Khomeiny, tout en maintenant un discours correspondant aux aspirations populaires donne aussi des assurances à cette composante de la population.

Lorsqu'il accepte le pouvoir, Bakhtiar est considéré comme un traître par ses camarades. Pourtant, il ne fait que rester dans la lignée de la politique qu'ils ont toujours portée. Dans son autobiographie (23), il explique comment, quelques jours après la libération de Sandjabi, le Shah les convoque avec Bazargan. C'est le général Moghaddam, nouveau directeur de la SAVAK, qui leur téléphone et vient les chercher en voiture. L'entrevue ne donne rien car, nous l'avons vu plus haut, Sandjabi et Bazargan s'en tiennent à la ligne de Khomeiny. Mais Bakhtiar est reconvoqué, seul, quelques jours plus tard. Il demande au Shah l'autorisation de parler librement, de dire tout ce qu'il pense du régime. La permission est accordée. L'entretien est la dernière chance du Shah. Mais Bakhtiar lui demande beaucoup de concessions. Les deux hommes se quittent pour réfléchir. Une troisième rencontre a lieu, une dizaine de jours plus tard. Elle ne dure que quelques minutes. Le Shah demande à Bakhtiar s'il est disposé à former un nouveau gouvernement. La réponse est positive. La nouvelle est annoncée dans la presse internationale le lendemain. Il est immédiatement suspendu du FN, puis exclu le 30 décembre. Le jour même, il évoque le départ du Shah qui partirait « se reposer à l'étranger ».

Peu d'observateurs comprennent sa décision. Comment un opposant, qui a payé de plusieurs séjours en prison son engagement contre le régime, peut-il accepter d'en être le dernier recours, sachant que ses probabilités de réussite sont quasiment nulles ?

Le 2 janvier, *Libération* écrit :

« Le cas de M. Chapour Bakhtiar intéressera à n'en pas douter les psychologues du futur. Qu'est-ce qui peut conduire cet opposant, membre du Front national, que le départ du Shah aurait probablement promu à quelque importante fonction, à se suicider aussi délibérément ?

» Hier soir, pour prononcer son discours de nouveau premier ministre, il n'a même pas pu utiliser la télévision : les grévistes avaient plongé Téhéran dans le noir. Il a parlé sur la radio pour dire qu'il voulait conduire l'Iran vers « un régime social-démocrate », former un « gouvernement d'union nationale pour sortir le pays des grèves qui le paralysent », et, avant d'annoncer la suppression progressive de la loi martiale, a expliqué : « Celui qui reste indifférent devant les difficultés est un capitulard. » Des mots, des mots.

» Vides de sens. M. Bakhtiar a été samedi [30 décembre] exclu du Front national, désavoué lundi par son propre petit parti, l'« Iran », condamné sans détour par l'ayatollah Khomeiny. Pour saluer son entrée en fonction à Téhéran lundi soir, dès le couvre-feu de 21h, des manifestants ont bravé son interdit en parcourant les rues aux cris de "Bakhtiar, valet sans pouvoir ". » (24)

Cependant, Bakhtiar n'est pas un inconscient. Il sait qu'« il ne faut pas du courage mais de la témérité pour accepter la tâche de premier ministre. » Il affirme : « Le peuple d'Iran a exprimé le désir que le roi me nomme premier ministre (*sic*). (...) Bien sûr la Constitution a été violée au cours des vingt-cinq dernières années. Mais de là à dire que le roi doit partir (...) il y a un pas que je ne franchirai jamais. »

Sur le plan politique, il tente de tout faire pour désamorcer les attaques de Khomeiny et de l'opposition. Il annonce la dissolution de la branche politique de la SAVAK, l'abolition graduelle de la loi martiale, la liberté de la presse, mais aussi la restitution des terres prises au clergé et la suspension des exportations de pétrole.

« J'espère, dit-il, que Khomeiny nous fera l'honneur de revenir aussitôt qu'il pourra et quand il voudra. (...) J'ai joué le tout pour le tout. Si je gagne, c'est-à-dire si le pays gagne, j'aurai satisfait mon souhait le plus profond. Si je perds, je suis perdu d'abord et (...) je ne peux pas concevoir ce que sera le sort de notre pays [sinon] le chaos et le malheur. [L'Iran n'est pas] un pays de coups d'États militaires. » (25)

Mais Bakhtiar reproche au FN de s'être incliné devant l'ayatollah ; son projet est d'écarter à la fois Khomeiny et le Shah. Dans le cabinet qu'il constitue, non sans peine, et qui reste incomplet lors de son entrée en fonction, ne se trouve aucun religieux. Bakhtiar le justifie : « dans notre pays, en principe, les personnalités religieuses ne font jamais directement partie d'un gouvernement. » (26) Une pique contre l'opposition.

Mais dans le même temps, il déclare au *Financial Times* du 9 janvier que l'Iran ne sera plus jamais le gendarme du Golfe : « Notre priorité est de défendre uniquement nos frontières » (27). Et il pousse le Shah au départ, pour une durée indéterminée mais provisoire. Sur France Inter, il déclare : « Le chah quittera l'Iran dans les prochains jours. Il n'abdiquera pas, d'ailleurs je ne le lui ai pas demandé. Mais il quittera le pays pour permettre à la constitution de fonctionner à plein, alors qu'elle a été violée pendant des années » (28). De quoi ménager toutes les composantes politiques d'Iran.

Bakhtiar cesse les ventes à Israël et à l'Afrique du Sud, maintient la levée progressive de la loi martiale, met en place les expulsions des étrangers en situation irrégulière. Parallèlement, il fait sienne la propagande du Shah qui fait porter aux communistes la responsabilité des troubles. Le 9 janvier, il dénonce deux cents « communistes afghans » venus semer le trouble. Jean Gueyras demande : « les Afghans seront-ils les nouveaux boucs émissaires de l'Iran ? (29) »

Bakhtiar compte peu de soutiens en dehors de l'armée et des États-Unis. Amini en fait partie, qui plaide toujours pour une « solution par étapes ». Pour lui, c'est au conseil de régence d'assurer la continuité du pouvoir tout en consultant l'ensemble des courants d'opposition pour créer un « consensus national » et en essayant de convaincre Khomeiny d'assouplir ses positions. Il se dit prêt à se rendre à Neauphle-le-Château pour expliquer que sans compromis, le mouvement sera « débordé par les communistes » et détruit par « l'intervention de l'armée ». Il compte sur Bazargan, pour avancer la « solution par étapes ».

Mais le départ du Shah, le 16 janvier, ne suffit apparemment pas à apaiser un mouvement qui se radicalise. La veille, Khomeiny a annoncé la création d'un conseil révolutionnaire islamique provisoire. Bakhtiar admet que le gouvernement sera « débordé », mais pas « balayé » (30). La formation du conseil de régence est quelque peu éclipsée par cette annonce et par le départ du souverain.

Bakhtiar s'obstine. Pour lui, il a pris ses responsabilités. Il est le seul rempart contre un coup d'État militaire et il ouvre la seule voie vers une solution politique. D'ailleurs, c'est dès le départ du Shah qu'il compte mettre en place l'application de la Constitution, l'idéal qu'il défend depuis toujours. Il déclare au *Monde* : « Je gouvernerai et le conseil de régence devra se contenter de régner ».

Vis-à-vis de l'opposition – « Quelle opposition ? » demande-t-il – il se fait offensif : « J'ai fait ce que le Front national ne pouvait pas faire. (...) Il fallait un homme de décision. (...) L'ayatollah Khomeiny veut prendre ma place ? (...) Je demande à tous ceux qui sont candidats à ma succession qu'ils aient le courage de le faire ouvertement et de présenter un programme. » (31)

Comme le notent Pierre et Renée Gousset dans *Valeurs actuelles*, « le premier ministre Bakhtiar ne peut gouverner qu'en se ménageant la neutralité, sinon l'appui déclaré des religieux. » (32) Or, même cette neutralité n'est pas possible à obtenir. Les appels de J. Carter à Khomeiny pour « donner sa chance » au gouvernement n'y feront rien, s'ils n'ajoutent pas à la détermination du chef de l'opposition, d'autant que, tout en disant respecter l'indépendance de l'Iran, le président étasunien veut maintenir les liens avec le pays et souhaite maintenir les livraisons des armes commandées.

Bakhtiar n'a d'autre choix que le chantage au coup d'État militaire. Il y fait allusion après les manifestations de masse des 19 et 20 janvier 1979 : « Tant que je suis ici, l'armée est obéissante. Elle est avec moi. Si Khomeiny vient proclamer la république islamique, alors j'aurai deux possibilités : je pourrai rester et dire que je suis le gouvernement légal. Des effusions de sang se produiraient. La seconde solution est que je quitte mes fonctions et que je dise à l'armée que ma place n'est plus ici et que je la libère de ses engagements envers le gouvernement. » (33)

Mais celui qui disait ne jamais envisager une abdication du Shah radicalise son discours. Il déclare sur RMC : « Notre programme est exactement celui que M. Khomeiny préconise. (...) A partir du moment où nous respectons la Constitution, tout est envisageable, y compris la création d'une Assemblée constituante et d'une République. Et c'est une telle assemblée qui décidera de mon sort ainsi que de celui de M. Khomeiny, le peuple étant souverain. » (34)

Il reconnaît qu'il existe une dualité de pouvoirs : « Nous ferons en sorte d'éviter les contacts et les heurts entre ces deux pouvoirs. » Mais Khomeiny n'est pas premier ministre et Bakhtiar ne voit pas dans son entourage ni ailleurs un cabinet qui puisse avoir les mêmes qualifications que son gouvernement, à la fois sur le plan légal et sur le programme qu'il a présenté. Il affirme avoir réalisé, en l'espace de deux semaines, « ce qui n'a pu être obtenu pendant vingt-cinq ans : la liberté d'expression, la mise en liberté des prisonniers politiques, la lutte contre la corruption, etc. Le Roi est parti, comme le souhaitait l'ayatollah Khomeiny. » Quelles que soient les possibilités de compromis, il refuserait d'être premier ministre d'un gouvernement révolutionnaire tant que Khomeiny ne modérera pas ses propos et affirme être le seul à avoir des assurances que l'armée n'interviendra que sous son ordre et ne commettra pas de coup d'État. Isolé, il se compare à de Gaulle en 1940 (35).

Il sait, en réalité, qu'il n'a de rapport de forces ni avec Khomeiny, ni avec l'armée. Lorsque celle-ci tire sur la foule de manifestants le 26 janvier, un million de personnes demandant le retour de l'ayatollah, il justifie la répression tout en annonçant des pourparlers avec le chef religieux.

C'est le retour de la loi martiale, qui n'avait pas été totalement levée. La répression a fait plus de trente morts et il y a eu six cents arrestations. Ce sont les premiers tirs depuis la mise en place du gouvernement Bakhtiar. Le premier ministre est débordé par les dirigeants militaires placés par le Shah avant son départ.

Le 28 janvier, de nouvelles fusillades font au moins quarante morts. L'armée tire au hasard. Bakhtiar annonce que les communications avec l'ayatollah Khomeiny sont « actuellement interrompues », si tant est qu'elles aient jamais eu lieu. Plus tard, Bazargan dévoilera qu'une solution était en passe d'être trouvée. Khomeiny aurait été prêt à recevoir Bakhtiar à Neauphle-le-Château afin que le premier ministre lui remette sa démission symbolique. Il l'aurait alors immédiatement reconduit dans ses fonctions, évitant ainsi les heurts d'un double pouvoir. La répression soudaine de la fin janvier aura mis fin à ce scénario.

Désormais, ce sera l'affrontement. Le premier ministre attaque les religieux. Ce n'est plus contre l'armée qu'il met en garde, mais contre la « dictature noire ». Il déclare sur Europe 1, au retour de Khomeiny : « Il rentre et puis c'est tout. Je fais tout pour que le pays ne tourne pas à la dictature. » (36)

Il justifie la répression sur France Inter, car il est « pour la démocratie, mais non pour la populace (...). Il y a des moments où il faut savoir dire non. » (37)

Il ajoute sur RMC : « En l'état actuel des choses, j'exclus tout coup d'État militaire, mais je n'exclus pas que, si la populace fait des bêtises, elle soit accueillie par des balles... Les cocktails Molotov, on leur répond. (...) Si cela continue, on en aura assez de M. Khomeiny. Les pertes [dues aux grèves] sont considérables, tout ce que nous avons perdu depuis trois mois est encore plus grave que ce que nous avons perdu en vingt-cinq ans. » (38) Attaque discrète, le fait de parler de « Monsieur Khomeiny » au lieu de l'appeler par son titre religieux, constitue aussi une manière de montrer que le temps de la conciliation est terminé.

Certes, c'est aussi en faisant ses preuves au gouvernement qu'il compte couper l'herbe sous le pied à l'opposition khomeiniste. Il annonce le 28 janvier la réduction du programme nucléaire et l'annulation du contrat avec Framatome. En octobre 1978, à la suite des difficultés économiques du pays et du mouvement antinucléaire qui se développait, notamment dans les milieux religieux, le gouvernement iranien avait déjà annoncé son intention de le réduire considérablement. Le 1er février, il se prépare à annuler d'importants contrats d'achats d'armes britanniques, puis le 4 il fait de même avec les commandes militaires aux États-Unis.

Les portraits du Shah disparaissent. Plus personne ne croit à son retour. Durant le discours de Bakhtiar du 4 février, un écran cache le portrait du monarque normalement situé derrière lui. Il annonce la dissolution de la SAVAK, l'allègement du couvre-feu à Téhéran, la levée de l'immunité pour les anciens ministres et le probable départ de l'Iran de l'Organisation du traité central (CENTO – ou anciennement « traité de Bagdad »), organisation créée sur le modèle de l'OTAN, regroupant l'Irak jusqu'en 1959, l'Iran, la Turquie, le Pakistan, les États-Unis et le Royaume-Uni.

Mais l'affrontement ne s'arrête pas. Le 5 février, Djavadi est arrêté pour des articles « provocateurs et injurieux envers l'armée ». C'est le jour de la nomination de Bazargan à la tête du Gouvernement provisoire islamique. Bakhtiar menace d'arrestation les ministres de ce « cabinet fantôme », mais son entourage reconnaît que le choix de ce premier ministre est un pas en avant vers la réconciliation. Il semble que les deux hommes, amis de longue date soient toujours en contact.

Le 9 février, *Le Monde* publie un entretien entre Paul Balta et le premier ministre officiel. Il déclare :

« Je connais Bazargan depuis vingt-sept ans. C'est un musulman pratiquant, ce que je ne suis pas, et j'admire son patriotisme, son honnêteté, sa droiture. Nos rapports personnels sont courtois et amicaux, car nous avons presque toujours collaboré très étroitement. Peu de problèmes nous séparent sur le plan humain. En revanche, sur le plan politique, je ne peux que répéter qu'un pays ne peut avoir deux gouvernements. Je n'accepterai aucun compromis sur ce point. Je ne reconnais pas à Khomeiny le droit de désigner un premier ministre.

- Mais le rapport de forces n'est pas en votre faveur
- Ma force, c'est mon passé de patriote et ma conviction de démocrate. Je suis libre et indépendant. Bazargan ne l'est pas. Il est prisonnier de Khomeiny. Pour moi, seules comptent l'unité, l'intégrité, l'indépendance et la prospérité de l'Iran. Je suis prêt à accepter le verdict de la majorité, à condition qu'il s'exprime démocratiquement et pas sous la pression de la rue et des cocktails Molotov. J'ai agi et j'agirai aussi démocratiquement que possible malgré le chaos. »

Bakhtiar dit avoir fait tout ce que le peuple demandait : il a obtenu le départ du Shah, fait libérer les prisonniers politiques, garanti la liberté de la presse, entamé la lutte contre la corruption et fait voter au parlement la dissolution de la SAVAK. « Khomeiny voulait tout cela. Je l'ai fait. Mais je dis non à son archaïsme. Nous n'allons pas remplacer une dictature usée par une dictature pleine de sève. Nous n'avons pas dissous la SAVAK pour en avoir deux, celle des mollah et celle des communistes. »

« Khomeiny n'a avec lui ni l'armée ni l'intelligentsia. Mais cette dernière n'ose pas s'exprimer. Si nous allons aux urnes maintenant, neuf Iraniens sur dix voteront pour lui, mais dans six mois et dans le calme ce ne sera plus le cas. (...) Il faut tenir le dernier quart d'heure. Les yeux des gens vont s'ouvrir. Ils finiront par se rendre compte que Khomeiny est un homme jaloux et ignare qui ne veut ni parler ni entendre parler de Mossadegh, qui a pourtant nationalisé le pétrole. (..) Khomeiny est un négateur, un destructeur. Il nous coûte tous les jours des dizaines de millions de dollars. On s'apercevra dans quelques mois qu'il a peut-être fait plus de tort que le roi à notre économie. Si demain les mollahs avaient une chance sur cent de diriger correctement le pays, j'aurais cédé ma place. »

Pour lui, ce n'est pas la grève générale qui a fait partir le Shah, a neutralisé l'armée et a forcé le gouvernement à multiplier les mesures de libéralisation.

« Dans les secteurs-clés comme le pétrole – en particulier à la raffinerie d'Abadan – la Banque centrale, l'aviation et la télévision, ce sont les cadres qui dirigent les grèves et ces cadres sont soit des communistes, soit d'anciens responsables de la SAVAK qui veulent se faire pardonner. (...) La paralysie de l'économie ne me fait pas peur parce que le mal a été fait au cours des trois derniers mois. Maintenant, il faut réagir si on ne veut pas laisser le pays connaître la famine. Il faut que je brise certaines grèves. J'ai donné des ordres formels pour qu'on ne paie plus les grévistes à la fin du mois (...). Le tort de mes prédécesseurs terrorisés par Khomeiny a été de payer leurs salaires aux grévistes et même de leur verser des heures supplémentaires. Désormais ne seront payés que ceux qui travaillent. »

Paul Balta demande ce qu'il fera si des ministres de Bazargan cherchent, comme ils l'ont annoncé, à s'installer dans les ministères :

« Je les ferai arrêter

- Et s'ils sont accompagnés de dix mille personnes ?
- J'ai donné ordre de ne pas tirer sur les manifestants pacifiques, mais pas sur les insurgés et les assassins. » (39)

3. Quand les États-Unis « lâchent » progressivement le Shah

a. La chute irrésistible

La désaffection de la nation pour son roi se précise avec l'arrivée de Khomeiny en France. Ce sont les premières défections des « Grands » du régime. Les libelles, les placards se multiplient. Dans les mosquées, les religieux prêchent ouvertement la révolte. Il ne reste au Shah qu'à attendre. Même pour les Occidentaux, ses alliés traditionnels, il est devenu un modèle encombrant. Il n'est plus fréquentable et présentable.

Un rapport de la CIA publié à la fin de l'année 1978 met en garde le président Carter : « Le Shah est un brillant mais dangereux mégalomane ». En quelques jours, celui qui se compare volontiers à Darius, Cyrus le Grand ou De Gaulle va perdre ses manières arrogantes et ses soutiens. L'ambassadeur des États-Unis s'étonne de l'inconsistance subite de ce souverain en qui la grande puissance avait mis tous ses espoirs et qui désormais l'appelle à toute heure pour lui demander conseil (40)

Dans *Le Monde* du 6 décembre, Paul Balta note que les États-Unis comptent amorcer un subtil mouvement de repli à l'égard du souverain. Ils chercheraient même à établir un contact avec l'ayatollah Khomeiny, et ils auraient demandé aux autorités iraniennes de ménager les religieux. Une chaîne de télévision nord-américaine consacre une émission à l'ayatollah. Les derniers communiqués gouvernementaux, loin de mettre en cause les autorités religieuses jettent l'entière responsabilité des heurts sanglants qui viennent de se produire sur le Parti Toudeh. Pour la première fois, on évoque la possibilité d'une déclaration du Shah annonçant qu'il se rendrait à l'étranger, « et qu'il ne reviendrait que si la population le lui demandait. » (41)

À Londres, le *Financial Times* déclare : « Les intérêts de l'Occident sont liés à la stabilité de l'Iran et non à la survie d'un quelconque monarque. » (42) Certes, pour Gerald Ford, il est « dans l'intérêt vital des États-Unis que le Shah demeure au pouvoir. » Mais le camp des « réalistes » se renforce. Selon eux, J. Carter, avec la politique de démocratisation a poussé le Shah « à en faire plus donc, peut-être, à précipiter sa perte ». Désormais, il faut envisager l'avenir sans lui.

Washington continue d'afficher son soutien au monarque. Mais de plus en plus de dirigeants pensent que sa chute est inévitable. Il est envisagé, le 28 décembre, d'envoyer un porte-avion pour prévenir les « interventions étrangères ». Mais plus que le régime c'est plutôt la région que les États-Unis veulent sauver, d'autant que des actions contre l'ambassade, aux cris de « Yankee go home » sont signalées.

Les autorités préparent l'évacuation de leurs ressortissants. Certes, elles tentent de minimiser la crise. À la veille de la nouvelle année, les compagnies pétrolières évacuent leurs ressortissants, mais sans les rapatrier. Les personnels attendent, en Grèce, le retour à la normale. En revanche, une grande partie de la famille Pahlavi, la soeur jumelle du Shah notamment, part s'installer à Los Angeles. Dans sa résidence de Beverly Hills, elle est accueillie par la manifestation d'étudiants iraniens hostiles au régime, preuve que l'unité des élites se fissure.

Le 4 janvier 1979, *Libération* rapporte que « Carter aurait décidé de laisser tomber le shah. Écoutant les Colombes de son administration, le président américain ne tablait plus que sur le gouvernement civil de Bakhtiar. Son scénario prévoit le départ du shah avant une semaine. Si les religieux ne sont pas calmés, il sera toujours temps de faire donner les canonnières. » (43) Ces suppositions sont corroborées par l'évacuation des ressortissants et la pénétration de la flotte (un porte-avion et cinq navires) en mer de Chine.

Le soutien au Shah ne fait pas que faiblir. Désormais, les États-Unis font tout pour le convaincre de quitter son poste. Le secrétaire d'État Cyrus Vance se prononce ouvertement, le 10 janvier, pour le départ du roi et la constitution d'un conseil de régence. Sa présence constitue un facteur de déséquilibre, non seulement dans le pays, mais même à l'échelle régionale. Et l'URSS pourrait en tirer profit.

Le 12 janvier, les États-Unis « licencient » leur ancien « employé modèle ». Un comble, c'est Vance lui-même qui annonce, depuis Washington, la « décision » du Shah de « prendre des vacances à l'étranger ». « Nous estimons, ajoute-t-il, que c'est une décision sage et nous l'approuvons » Il ne s'agit plus, dans la situation de crise, de sauver les apparences. En 1953, les États-Unis ont remis le souverain sur le trône. Aujourd'hui, ce sont eux qui l'expédient en exil.

Les États-Unis agissent contre tout coup d'État militaire et soutiennent Bakhtiar. Ils offrent des concessions qu'ils n'ont jamais faites au Shah, comme le démantèlement des installations radars.

En Iran, le départ du roi donne lieu à une ambiance de fête. Les voitures allument leurs phares, bloquent leurs avertisseurs. Partout, le portrait de Khomeiny surgit. Les statues du souverain sont attaquées à coups de marteaux, de câbles, de leviers...

Pour les États-Unis, les religieux ne sont plus le danger ultime. Ils pourraient même être le dernier rempart face au « péril rouge ». Jean-Philippe Caudron écrit :

« Les prêches de l'ayatollah Khomeiny [ont] enflammé tout le peuple, de la bourgeoisie au prolétariat, et les Américains, en bons réalistes soucieux de conserver le pétrole, comme s'ils étaient les vrais maîtres du pays, ont annoncé la semaine dernière que le chah allait quitter l'Iran pour prendre du repos. Contre lui, ils choisissent le pétrole, sans dire encore s'ils ne favoriseront pas plus tard un général contre l'ayatollah si celui-ci (...) s'en prenait aux intérêts occidentaux. » (44)

b. Un roi devenu indésirable

Dans les premiers jours de janvier, J. Carter envoie une invitation au Shah, de même que Sadate et Hassan II. Mais avec le retour de Khomeiny, l'ambassade des États-Unis est de plus en plus menacée (45). De fait, l'arrivée du Shah déchu à New-York en octobre 1979 provoquera la séquestration pendant quatre-cent quarante-quatre jours du personnel diplomatique étasunien, du 4 novembre 1979 au 27 janvier 1981. La « crise des otages », qui coûtera à J. Carter sa réélection, est prévisible.

Commence alors pour le Shah une longue errance. Arrivé à Assouhan, il est accueilli avec tous les égards par Sadate. Mais sa présence provoque des troubles dans le pays. Il se rend six jours plus tard au Maroc, d'où, pense-t-il, il rejoindra les États-Unis. Puis ce départ est reporté de « quelques jours ». Une semaine après son départ d'Iran, il doit se rendre à l'évidence : les États-Unis « ne souhaitent pas l'accueillir » (46) Finalement, c'est sa famille qui le rejoindra à Marrakech, avant que tous repartent en Egypte, car au Maroc aussi, il provoque une vague de grèves et de manifestations étudiantes (47).

Le Shah comprend enfin. Il accuse J. Carter de d'avoir voulu le pousser à abdiquer et d'avoir dit ne plus avoir besoin d'un policier dans le Golfe (48). Il se rendra successivement en Egypte, du 16 au 22 janvier, au Maroc jusqu'au 30 mars, aux Bahamas jusqu'au 10 juin, au Mexique jusqu'au 22 octobre, aux États-Unis jusqu'au 15 décembre, au Panama jusqu'au 24 mars 1980. Il mourra en Egypte le 27 juillet 1980. Sadate lui offre des funérailles nationales grandioses. Mais les gouvernements occidentaux ne se pressent pas à la cérémonie.

Le président Giscard d'Estaing avait rendu hommage au « roi des rois » dans la Galerie des glaces à Versailles le 24 juin 1974, saluant « l'immense tâche de rénovation économique et sociale » entreprise par son hôte. La France ne sera représentée à ses funérailles que par son ambassadeur en Egypte.

J. Carter l'avait invité à passer le réveillon de 1978, levant son verre « à l'Iran, exemple de stabilité dans l'une des régions les plus agitées du monde. » Le gouvernement des États-Unis publiera un communiqué nécrologique bien moins enthousiaste : « Le Shah fut le leader de l'Iran pour une période exceptionnellement longue de trente-huit ans. L'histoire retiendra qu'il a dirigé son pays à une époque de profonds changements. » L'ancien président Nixon mis à part, le pays ne sera représenté que par son ambassadeur, tout comme la RFA et l'État israélien.

Quand, errant d'un pays à l'autre, le Shah s'aperçoit enfin que les États-Unis ne veulent pas de lui, il a cette phrase amère et naïve : « Je ne comprends pas. J'ai toujours exécuté et fait ce que les Américains m'ont demandé. » (49)

c. Les États-Unis entre Bakhtiar et Khomeiny

Au mois de janvier, l'objectif des États-Unis est de conforter le gouvernement Bakhtiar, ou un gouvernement du même type qui lui succéderait. Sa base sociale existe, ses appuis extérieurs, les États-Unis et intérieur, l'armée, sont réels. Mais il y a eu une incontestable radicalisation dans le mouvement populaire iranien depuis un an, avec l'affirmation de revendications sociales avancées, d'options anti-impérialistes bien plus conséquentes (50).

Washington en est conscient et tente d'établir des contacts avec Khomeiny. Ramsey Clark, ancien Procureur général des États-Unis de 1967 à 1969 sous la présidence de Lyndon Johnson, y parvient le 20 janvier. L'homme n'exerce plus de responsabilités politiques officielles. Auparavant, il conseille à l'administration des États-Unis d'« entrer en contact avec l'ayatollah Khomeiny, d'admettre que le gouvernement Bakhtiar n'est guère viable, de conseiller la modération aux militaires et d'offrir une aide ».

Il faut, selon lui, envisager l'« après-Bakhtiar ». Khomeiny refuse de lui « donner sa chance », comme le demande J. Carter. Il fait à R. Clark la réponse suivante : « Le calme et la stabilité seront rétablis en Iran s'il n'y a pas d'ingérences dans nos affaires internes, de la part des gouvernements étrangers et notamment des super-puissances. »

La rencontre a lieu à titre privé. Mais pour R. Clark, elle est suivie d'un entretien avec le département d'État dès son retour à Washington.

Néanmoins, la classe politique étasunienne est divisée. Le sénateur démocrate Henry Jackson, fervent soutien de l'État israélien accuse l'ayatollah Khomeiny d'« extrême fanatisme », de « racisme » et qualifie son livre *Le gouvernement islamique* (1969) de « nouveau *Mein Kampf* » ! (52)

Pour les États-Unis, Bakhtiar est la meilleure des solutions, la plus sûre en tous les cas. Mais le président Carter ne peut pas dissimuler sa gêne et son désarroi. Il déclare que Khomeiny est un « élément important dans le puzzle iranien ». C'est un bel euphémisme. En visite à Téhéran, le général étasunien et commandant-adjoint de l'OTAN Robert Huyser déclare à l'état-major iranien : « Les États-Unis des droits de l'homme ne peuvent admettre en Iran une intervention de l'armée contre une nation d'apparence unanime. » Mais il s'empresse d'ajouter : « En revanche, si certaines divisions se font jour, si l'ayatollah fait la preuve de son incapacité à remettre le pays en ordre et à museler les communistes, si le chaos commençait à dégénérer, alors le retour à l'ordre ne serait pas seulement accepté par les opinions américaines et internationale. Il serait souhaité. » (53)

Le 25 janvier, deux cents mille barils sont envoyés par Washington à Téhéran, et un crédit de quatre milliards de dollars est accordé. H. Brown ne craint pas tant pour Bakhtiar que pour l'équilibre international. Paradoxalement, le pays dont la révolution est dirigée par des partisans du non alignement semble pouvoir devenir d'un moment à l'autre un nouveau terrain d'affrontement entre les blocs. Alors que Moscou n'a de cesse de dénoncer l'ingérence des États-Unis en Iran, se gardant bien – nous le verrons – de choisir trop fermement un camp, le secrétaire d'État à la Défense est catégorique : toute intervention soviétique en Iran « pourrait être suivie d'une riposte américaine » (54).

La nomination du gouvernement concurrent, le 5 février, ne suscite aucun commentaire des États-Unis. Il semblerait que la visite du Général Huyser à Téhéran ait permis d'éviter un coup d'État et une guerre civile et qu'elle ait permis de s'assurer que les armes livrées ne tombent pas entre des « mains ennemies ». Mais Washington et Téhéran ont aussi négocié l'abandon de sept milliards de dollars de commandes d'armement. Harold Brown, quant à lui, entame une tournée en Egypte, en Israël, en Arabie Saoudite et en Jordanie pour examiner leurs besoins défensifs et explorer la possibilité d'un accord régional de défense (55).

L'ayatollah semble avoir marqué des points. L'ambassadeur des États-Unis encourage ses subordonnés à prendre contact avec les dirigeants religieux pour « éviter les malentendus qui se produisent quand on passe par des intermédiaires ». Selon Paul Balta, Washington a d'ailleurs commencé à nouer de discrets contacts avec le chef religieux alors qu'il se trouvait en France, et, dès cette époque, sa politique a commencé à évoluer même si, pour des raisons tactiques, la Maison Blanche et le département d'État continuaient à soutenir publiquement le Shah. En novembre, James Bill, spécialiste de l'Iran, en mission à Téhéran déclarait : « Mieux vaut perdre le chah que toute une nation ! » Il disait de Khomeiny : « [ce] n'est pas un vieux fou mais un homme instruit dans le cadre traditionnel, extrêmement populaire, droit et intègre. » (56)

Au lendemain de la démission de Bakhtiar, P-J Franceschini écrira dans *Le Monde* : « L'heure n'était pas aux laïques militants et aux modérés pro-occidentaux. Du moins a-t-il méconnu cette évidence avec un certain panache. » (57) Washington enverra un détachement de soixante *marines* en Turquie pour intervenir si besoin est pour la protection de l'ambassade. Et le président Carter fera savoir dans un communiqué qu'il est « prêt à collaborer avec Khomeiny. » Bakhtiar s'enfuit, passe dans la clandestinité, puis, six mois plus tard, part pour la France sous une fausse identité. Il sera oublié aussi vite que le Shah.

B.

**Khomeiny en France
et les péripéties du
« vol révolutionnaire »**

Courant septembre 1978, un Boeing d'Air Irak atterrit à l'aéroport Mehrabad à Téhéran. Il n'a à son bord qu'un seul passager, Barzan Takriti, chef de la police secrète irakienne et demi-frère de Saddam Hussein. Il est conduit au palais impérial de Niavaran. Il est porteur d'un message : « Que le Shah tienne bon et les autorités irakiennes feront tout pour l'aider. S'il y consent, Khomeiny pourra être liquidé physiquement. » Le roi remercie le président Hussein mais écarte « l'accident » provoqué. Il lui demande, en revanche, d'expulser l'ayatollah. Son assassinat n'apporterait rien de bon à une situation politique déjà suffisamment inextricable. Au contraire, Khomeiny calme le désir de vengeance du peuple iranien, canalise la colère des jeunes révolutionnaires. Il aspire à une victoire spirituelle pour démontrer la supériorité de la foi sur l'épée. Son expulsion d'Irak, par contre, offre des avantages. Tout du moins le Shah le croit-il. Sa présence à Nadjaf, ville sainte du chiisme, lui confère une autorité spirituelle particulière. Et, persuadé que le monde occidental va l'expulser, le roi n'est pas mécontent de lui mettre sous les yeux celui qui prétend le remplacer. Il ne pense pas un seul instant que l'Occident pourra prendre fait et cause pour ce personnage exotique, pittoresque et déroutant qui ignore les règles élémentaires de bonne conduite en politique.

Le 5 octobre 1978, soumis aux pressions des autorités de Bagdad, l'ayatollah Khomeiny est décidé à quitter l'Irak. Il se rend à la frontière du Koweït où l'accès lui est refusé. Durant son retour à Nadjaf, il apprend que la ville sainte lui est désormais interdite aussi. Il se rend à Bagdad. Pour lui comme pour le Shah se pose une question : où l'exiler ? Peu d'États sont prêts à le prendre en charge. C'est l'un des fidèles de Khomeiny, Sadegh Ghotbzadeh, résidant à Paris, qui entreprend les démarches pour que la France l'accueille. L'ayatollah, sa famille, A. Bani Sadr et Ghotbzadeh s'installeront à Neauphle-le-Château. Khomeiny modérera son discours sur la « corruption de l'Occident » et tout ce qui pourrait fâcher la France.

En 1978, les citoyens iraniens n'ont pas besoin de visa pour se rendre en France. L'État français ne sait pas, avant qu'il ne se présente, que Khomeiny doit arriver sur son sol. Et s'il fait vibrer les foules à Téhéran, il reste quasiment inconnu dans les pays occidentaux (2). Seul *Le Monde* mentionne, à peine, son arrivée : un entrefilet en page 38 de la dernière édition datée du 7 octobre l'annonce au conditionnel et une brève dans les pages internationales de l'édition des 8 et 9 octobre le confirme (3).

En Iran, la nouvelle fait grand bruit. Environ cent-cinquante personnalités iraniennes déposent le mercredi 11 octobre des messages, accompagnés de fleurs, à l'ambassade de France pour rappeler les « traditions démocratiques » de la France et prier M. Giscard d'Estaing de réserver un bon accueil à l'ayatollah. Khomeiny n'est pas certain de rester en France. Invité par des personnalités libanaises à se rendre dans leur pays, il ne pense pas que la situation actuelle lui permette de donner une réponse positive. Mais il envisage de s'établir au Cachemire.

Quand elles découvrent l'importance de l'exilé de Neauphle-le-Château, les autorités françaises demandent au Shah s'il veut qu'elles l'expulsent. La réponse est non. Téhéran préfère le savoir à cinq mille kilomètres, surveillé par des alliés, qu'incontrôlé dans un pays proche. Alexandre de Marenche, chef du Service de documentation extérieure et de contre-espionnage, rapporte ces propos du Shah : « Si vous ne gardez pas Khomeiny en France, il ira à Damas (...). J'ai des informations qui m'indiquent que s'il ne va pas à Damas, il se rendra à Tripoli, chez Kadhafi, c'est ce qui peut arriver de pire. Comme mes relations avec la France sont exceptionnellement bonnes, je vous demanderai de faire savoir au président de la République que je compte sur son amitié pour lui serrer la vis. » Mais l'empêcher de parler est impossible. La France répond qu'elle ne peut interdire aux médias de le rencontrer et de rapporter ses propos (4).

Khomeiny n'a pas le statut de réfugié politique, qui pourrait entraver sa liberté d'expression, mais celui de personnalité étrangère séjournant dans des conditions réglementaires. Il n'a pas besoin de visa pour un séjour inférieur à trois mois. Il n'y a pas de demande d'extradition de Téhéran. Quant à

sa présence, elle ne provoque pas de trouble à l'ordre public. Pour *Le Monde*, « il est donc douteux que des mesures soient prises pour l'empêcher de poursuivre [son activité] qui n'a soulevé aucune objection jusqu'ici. » (5)

À la fin du mois de décembre, Khomeiny demande le renouvellement de son visa qui expire le 5 janvier. Le ministre des affaires étrangères, Jean François-Poncet, réaffirme que « tant que l'ayatollah [Khomeiny] ne prêchera pas ouvertement la violence, il pourra dire tout ce qu'il veut et même lancer des appels révolutionnaires au renversement du chah. » (6) Le renouvellement est accordé, avec des « appels à la prudence » de la part des autorités françaises.

Mais il est bien décidé à ne pas rester jusqu'à expiration du nouveau visa. Alors qu'on commence à laisser entendre le départ du Shah, l'entourage de Khomeiny affirme que le dirigeant de la révolution pourrait regagner son pays aussitôt pour précipiter son abdication et la démission de Bakhtiar. La veille du départ du souverain, *Le Monde* titre, citant les cris des manifestants iraniens : « Soyons heureux, Khomeiny revient... » (7)

Dans ce que les envoyés spéciaux de la presse internationale décrivent comme une liesse générale, « une ambiance de kermesse » (Jean Gueyras), on commence à parler de double pouvoir (8). Khomeiny félicite le peuple pour sa victoire, « première étape vers la fin de la tyrannie » et appelle les banques à geler les transferts de fonds de la famille Pahlavi ainsi que les députés, sénateurs et membres du conseil de régence à démissionner. Il présentera le gouvernement provisoire dans de brefs délais et rentrera en Iran « au premier moment convenable » (9).

Lors de son investiture, le Shah a demandé à Bakhtiar ce qu'il comptait faire de Khomeiny. Le nouveau premier ministre lui a répondu que s'il était « raisonnable », tout se passerait bien. En fait, après s'être débarrassé du Shah il craint le retour de « l'affreux mollah, la bête immonde ». « Quelle catastrophe en perspective », commente-t-il lorsque l'ayatollah fait savoir qu'il compte revenir. Dans une conférence de presse, la même question lui est posée. Excédé, il répond : « Si tous les remèdes échouent et ne peuvent réussir à le guérir, je lui dirai merde. » (10)

Après la démission du président du Conseil de régence, remise à Khomeiny à Neauphle-le-Château, les rumeurs courent. L'ayatollah reviendrait le 26 janvier et Bakhtiar lui remettrait sa démission. Mais le 24 janvier, l'armée occupe l'aéroport de Téhéran après la manifestation de cinq mille grévistes d'Iran Air. Bien que la raison officielle soit le « mauvais temps », la fermeture de Mehrabad est le seul moyen d'empêcher son retour. Khomeiny annonce qu'il prendra l'avion coûte que coûte, quitte à faire demi-tour si l'aéroport n'est pas ouvert. Il est prêt à partir le soir même et ne renonce que sur la route de l'aéroport, lorsqu'il lui est confirmé qu'il ne pourra pas regagner l'Iran.

Le lendemain, Bakhtiar demande « courtoisement » à l'ayatollah Khomeiny de remettre son retour de trois semaines, faisant toujours des allusions implicites à un possible coup d'État militaire. Mais Khomeiny a l'intention de retourner au pays dès le dimanche 28 janvier, « pour lutter comme un soldat contre le colonialisme et le despotisme jusqu'à la victoire finale. »

Le « comité de réception de l'ayatollah Khomeiny » annonce que, quelle que soit la date du « vol révolutionnaire », il s'attend à voir cinq millions de personnes se rendre au cimetière Behecht-Zahra. Bakhtiar sait que ce serait un coup sérieux porté à son gouvernement, déjà fragile. Il veut au contraire mettre Khomeiny dans une position de faiblesse en l'obligeant à négocier avec lui. Il déclare d'ailleurs que rien – sinon la fermeture pour des raisons « techniques » des aéroports du pays – n'empêche le retour de Khomeiny, mais qu'il n'en a fait aucune demande au gouvernement. Khomeiny ne daigne pas s'adresser à lui et continue d'affirmer qu'il sera prêt à partir dès que les aéroports seront rouverts.

Mercredi 31 janvier, c'est enfin le moment. À 22 heures, des centaines d'Iraniens sont présents à l'aéroport de Roissy. Ils crient « *Doroud Bar Khomeiny !* » (Vive Khomeiny !) et « *Allah Akbar !* » (Dieu est le plus grand). Toutes les forces de la révolution iranienne sont présentes : mollahs, militants du Front national, partisans du PT, marxistes religieux, anarchistes... L'ayatollah prend place avec son entourage et cent cinquante journalistes. L'avion d'Air France est spécialement affrété et payé par Khomeiny, qui leur a demandé de payer leur place. Durant le vol, Ghotbzadeh improvise une conférence de presse. Puis le vol se pose à Téhéran à 8h30 (12).

Dans la ville, ce sont de « frénétiques retrouvailles » (13). Le chef religieux souhaitait un « accueil très simple », pour une fois, il n'est pas obéi. À l'aéroport, mille personnes, « triées sur le volet », assistent à son arrivée et à son premier discours en Iran depuis quinze ans : journalistes, personnalités, chefs de l'opposition comme Bazargan, Sandjabi, Taleghani et une délégation des comités de base religieux (ouvriers, étudiants, femmes, cadres), ainsi que des représentants des communautés juive et chrétiennes (14). Un étudiant fait un discours au nom des comités. Khomeiny répond : « les immenses difficultés que vous avez affrontées dans l'union nous ont amenés au bord de la victoire. (...) Notre victoire finale sera assurée le jour où nous aurons brisé toutes ces dominations étrangères qui essaient de faire revenir [le Shah]. Elles doivent savoir que c'est là un passé révolu et qu'elles agissent en vain. »

Il se rend enfin au cimetière de Behecht-Zahra, quartier général de la révolution. Un service d'ordre de quarante-mille personnes encadrées par des religieux longe son parcours. Plusieurs millions d'Iraniens « en délire » le suivent. La situation de double pouvoir est accentuée par le fait que ce sont les religieux qui maintiennent l'ordre, effectuent les contrôles et les fouilles aux alentours du parcours. Ils portent un brassard « police islamique ».

Jean Gueyras rapporte les paroles d'une chanson des travailleurs azerbi à Téhéran :

« Nous récupérons nos droits inaliénables
Nous avons le Coran et vous avez les armes
Tous les membres de la dynastie Pahlavi doivent périr
Notre révolution est islamique et populaire
Et nous ne laisserons personne la détruire
Nous sommes tous prêts à mourir pour l'Islam
Vous avez chassé Azhari mais Bakhtiar lui ressemble
Vous qui appuyez le chah et son régime honni
Sachez que Dieu et le peuple les détruiront
Sachez que notre Khomeiny qui est à Paris
Gagnera tous ses droits et rentrera à Téhéran
Nous espérons que Carter sera atteint d'un mal incurable
Et si nos dirigeants nous le permettent
Nous prendrons les armes et tuerons le chah
Qui est le fils de Reza Khan le dictateur »

A Behecht-Zahra, Khomeiny ne cite pas le nom de Bakhtiar, mais parle de lui : « Ce monsieur n'est accepté ni par ses anciens camarades (du Front national) ni par l'armée. Les militaires le soutiennent seulement sur l'ordre des États-Unis et de la Grande-Bretagne. Ce monsieur a dit qu'il ne peut y avoir deux gouvernements dans un pays. Eh bien ! à lui de partir, et d'aller s'asseoir à sa place. Puisque le peuple m'accepte, je désignerai un gouvernement. Puis le peuple élira une Assemblée constituante. »

Pour rassurer les militaires et éventuellement les faire basculer, il ajoute : « Nous voulons garder l'armée, mais une armée qui soit au service du peuple, pas des autres. » Il appelle à suivre l'exemple des déserteurs et des mutins.

Khomeiny est vu ému lorsque des écoliers entonnent le « Chant des martyrs », écrit sur Vendredi noir et la procession d'Achoura. D'après Paul Balta, l'ayatollah essuie une larme, ce qui tranche avec son image d'homme impassible rapportée par tous, notamment durant son retour. Dans l'avion, aux journalistes qui lui demandaient ce qu'il ressentait à l'idée de revenir en Iran, il avait répondu : « Rien » (15)

C.

Le double pouvoir

Dans sa chronique « Au jour le jour » publiée au lendemain de l'insurrection de Téhéran dans *Le Monde*, Robert Escarpit écrit que « la preuve est faite qu'un régime, si puissante que soit sa force militaire, ne peut résister à l'insurrection de tout un peuple. » (1)

La révolution iranienne est l'une des dernières du vingtième siècle. L'une des plus marquantes aussi, et même des plus exemplaires d'une situation de double pouvoir, de crise et de dénouement révolutionnaires.

Depuis des mois, les manifestations portent en tête de cortèges des portraits de l'ayatollah Khomeiny, demandent son retour dans le pays, le départ du Shah et de tout son régime, la nomination d'un gouvernement par Khomeiny, dans le cadre d'un régime islamique et, surtout, indépendant et démocratique (2).

Mais du coup d'État militaire à un règlement négocié, l'éventail des possibilités est encore grand, même après le départ du Shah, le retour de Khomeiny et la nomination du gouvernement provisoire islamique de Bazargan.

1. Bazargan contre Bakhtiar

Le choix de Bazargan n'est pas dû au hasard. Son mouvement, nous l'avons vu, est celui qui établit le mieux le lien entre les partis traditionnels et les religieux. Modéré, il est bien vu des occidentaux. Proche collaborateur de Mossadegh, il a été emprisonné par le Shah, il a donc toute légitimité à représenter l'opposition. Il connaît la politique iranienne. Khomeiny lui demande, lorsqu'il forme son cabinet : « Proposez-moi quelques noms, car je ne connais personne en Iran » (3). Khomeiny n'a rien à craindre de ce laïc dont l'ayatollah Taleghani, qui a partagé sa cellule en prison, dit : « Il est gentil, mais qu'est-ce qu'il est musulman ! » (4) Alors qu'il y a déjà deux pouvoirs, même Bakhtiar minimise la détermination de l'opposition (5).

Du reste, au lendemain du retour de Khomeiny, la première tempête passée, la bourgeoisie libérale attend un retour rapide au calme. Bazargan partage cet objectif. L'ordre et la sécurité des biens et des personnes doivent être la priorité. Il s'agit d'éliminer les instances ouvrières nées de la révolution, d'écarter les communistes, d'interdire les grèves dès que cela sera possible. A. Bani Sadr partage les mêmes objectifs. Bakhtiar aussi (6).

Les deux pouvoirs ont à faire face à des risques de débordements. Pour Bakhtiar, il s'agit de l'armée, agitée comme épouvantail, mais qui, nous l'avons vu, exerce sur lui une certaine pression. Alors que *Le Monde* affirme que « M. Bakhtiar ne contrôle pas totalement l'armée », le journal rapporte aussi les promesses de Khomeiny : « L'assemblée constitutionnelle [et] le gouvernement provisoire (...) commenceront bientôt leur travail pour préparer la nouvelle constitution (...). Le chah sera jugé prochainement. » La direction révolutionnaire aussi doit faire avec de possibles dépassements, de sa base et de sa gauche (7). Ahmad Farouhy et Jean-Loup Reverier (8) ne rapportent-ils, à la veille de la chute du régime, que ses structures sont maintenues intactes par les deux pouvoirs (9) ?

Le 3 février, Khomeiny donne sa première conférence de presse. Va-t-il dévoiler le plan des islamistes pour l'Iran ? Ces grandes lignes sont exposées par son conseiller économique, A. Bani Sadr : nationalisation des banques et du crédit, nationalisation totale du pétrole et renégociation de tous les contrats, une structure politique qui veut s'appuyer sur des comités populaires – les « comités Imam » – et une réforme agraire construite sur la base de la propriété villageoise (10).

L'ayatollah s'est installé à Téhéran, dans un modeste établissement scolaire, l'école Jaleh. À quelques rues se trouve le quartier général de la révolution chiite. On y trouve en permanence les principaux dirigeants du mouvement, religieux et civils, aussi bien ceux qui n'ont jamais quitté l'Iran que ceux qui se trouvaient à Neauphle-le-Château. La direction commence à structurer le mouvement : à la base des comités de quartier, organisés par les mollahs à partir des mosquées, et

les associations professionnelles. En haut, un conseil de deux cents personnes dirigé par l'ayatollah Taleghani, où sont représentées toutes les composantes sociales et politiques du mouvement. Et, pour diriger au jour le jour un comité exécutif qui varie selon les nécessités, entre sept et quinze personnes. À côté de deux membres du clergé, se trouvent un représentant du mouvement de libération de l'Iran, un membre du Front national, un représentant des bazaris, et des représentants de l'association des ingénieurs musulmans, de la société musulmane des professeurs d'université, de celle des médecins islamiques. Tous ces membres ont été élus. Cette direction est entourée de dix comités, eux-mêmes subdivisés en sous-comités (11).

Un membre de la direction, proche de Bazargan, précise à Serge July que les heurts avec l'armée diminuent. Il a été possible de négocier avec elle, elle n'est pas apparue pendant le retour de l'ayatollah, mais a mis un hélicoptère à sa disposition. « D'ailleurs, il y aura un militaire de haut rang dans le gouvernement que l'ayatollah va former à une date qui n'est pas encore connue. (...) Le nouveau gouvernement devrait convenir à ces trois forces que sont le peuple, le clergé et l'armée. » (12)

À Jaleh, Khomeiny reçoit les fidèles. Le service d'ordre est débordé par un « raz de marée humain ». Il se contente d'apparition à sa fenêtre et reste impassible, levant les mains pour inviter la foule à crier de plus belle. Son quartier a été rebaptisé « N.F. Loschato », version persane de Neauphle-le-Château. D'autres voies ont ainsi changé de nom. On trouve à Téhéran la rue « Mort-au-chah » ou l'avenue « Khomeiny-est-le-seul chef » (13).

Mais Khomeiny ne donne pas d'ordre d'offensive. Il existe même, selon des sources officieuses, des conversations engagées entre les chefs religieux et certains chefs militaires. Pour tenter d'écarter la gauche, il désigne lui-même un « comité des grèves », chargé d'organiser la production agricole et la gestion du pétrole. Le 7 février, alors que Bakhtiar s'est donné pour objectif de faire cesser les grèves qui paralysent le pays, Bazargan prouve que c'est lui qui détient le pouvoir effectif en appelant les travailleurs à reprendre le travail symboliquement durant une journée.

Le Monde rapporte :

« On laisse entendre que les religieux permettraient aux généraux de sauver la face – ce qui est très important en Iran – en les laissant procéder eux-mêmes à l'épuration de l'armée.

» Pour le moment, alors que la gauche radicale (mouvements de guérilla, comités de grèves, groupes marxistes) commence à jouer un rôle réel et à interpellier dans des lettres ouvertes les chefs religieux, les principales forces en présence cherchent apparemment à éviter de s'affronter ouvertement. » (14)

L'armée est divisée : le haut commandement soutient le régime, les sous-officiers et élèves officiers de l'armée de l'air sont pour Khomeiny, la marine et l'armée de terre sont neutres, avec de petits groupes actifs pour l'un et l'autre des camps et la garde impériale est divisée, entre les *Djavidan*, pro-Shah, et les *Iashkari*, proches de l'insurrection (15).

Autour de Bakhtiar, le pouvoir se délite. Après le président du conseil de régence, c'est le maire de Téhéran qui présente sa démission... à l'ayatollah Khomeiny. Il attend de savoir si le dirigeant révolutionnaire le nommera de nouveau à son poste, comme cela avait été envisagé, avant le « dimanche noir » avec Bakhtiar (16).

C'est là la seule stratégie des religieux pour résoudre la dualité de pouvoirs. Sur le processus démocratique en lui-même, Khomeiny reste flou. Il parle toujours du référendum mais plus d'assemblée constituante, car il semble que la Constitution est déjà prête. Dans un premier temps, le Conseil révolutionnaire définira les grandes orientations et le gouvernement provisoire sera l'exécutif. Bazargan forme son cabinet. On y trouve Abolhassan Bani Sadr à l'économie, Hassan Nazih à la justice, Asghar Sayed Djavadi à l'Éducation, ou encore le colonel Nazmi à la Défense.

Qom déjà très autonome sous le Shah, vit désormais dans la république islamique. L'armée et la police n'y officient plus. C'est une garde islamique qui maintient l'ordre, sous la direction de l'ayatollah Yazdi.

La ville attend le retour de Khomeiny, même si c'est aussi celle de Shariat Madari. Celui-ci déclare : « Maintenant qu'il est revenu il va pouvoir constater de l'intérieur (...) ce qui se passe dans le pays ». Des désaccords existent entre les deux chefs religieux, même s'ils tendent au même régime, une république islamique qui s'oppose à l'autoritarisme et au « totalitarisme ». Mais face aux débordements possibles, Shariat Madari pose des limites : « Les marxistes eux-mêmes seront libres de penser selon leurs conviction. Mais non de propager leur idéologie : leur propagande suscite des turbulences néfastes au sein du corps social... » (17)

Lorsqu'il investit le nouveau gouvernement, Khomeiny déclare :

« Tenant compte de la recommandation du conseil de la révolution et suivant le droit légitime et légal découlant du vote de la majorité croissante de la presque totalité du peuple iranien, qui s'est exprimé au cours des marches et des manifestations amples et nombreuses en faveur de la direction du Mouvement, tenant compte de notre propre confiance en votre foi profonde dans la sainte idéologie de l'Islam et de la connaissance que nous avons de votre lutte dans l'intérêt de l'Islam et de la nation, et sans tenir compte de votre appartenance à un parti ou à un groupe particulier, je vous charge de constituer le gouvernement provisoire afin que vous puissiez diriger les affaires du pays et plus particulièrement organiser le référendum, faire appel au suffrage universel pour passer du régime politique actuel à une République islamique, préparer l'élection des membres du gouvernement selon la nouvelle Constitution.

» Il est impératif que vous choisissiez et présentiez le plus tôt possible les membres du gouvernement provisoire conformément aux conditions prévues.

» Les fonctionnaires, l'armée et tous les citoyens collaboreront entièrement à votre gouvernement provisoire pour atteindre le but sacré de la révolution et restaurer l'ordre dans le pays : ils observeront la discipline nécessaire.

» Je prie Dieu tout-puissant pour votre succès et celui du gouvernement provisoire en cette étape délicate et historique du pays. » (18)

Cent mille personnes défilent à Téhéran en faveur de Bazargan, à l'appel de Khomeiny. Le FN lui apporte son soutien pour la formation du gouvernement. Le mouvement révolutionnaire pense pouvoir jouir de nouveaux appuis. D'après le journal iranien *Kayan*, cinq mille anciens officiers de l'armée, limogés parce qu'ils soutenaient Khomeiny, ont toujours des réseaux actifs dans l'armée. Ils seraient prêts à « jouer un rôle » dans la future administration islamique.

Si les deux camps rassemblent et comptent leurs rangs, il n'en reste pas moins que les deux premiers ministres ont des profils très proches, et même des relations anciennes. Bazargan et Bakhtiar ont tous les deux étudié en France et ont été réprimés par le Shah pour leur engagement démocrate. Mais Bakhtiar est un « littéraire farouchement anti-clérical » alors que Bazargan est un « scientifique profondément religieux » Bazargan, soixante-treize ans, a été chargé de la liquidation de l'AIOC et a été le premier PDG de la NIOC sous Mossadegh. Il a milité, avec Bakhtiar, dans le Mouvement de résistance national clandestin, participé à la refondation du Front national en 1960, qu'il quitte en 1961 avec l'ayatollah Taleghani et Me Nazih pour fonder le MLI. Partisan du non alignement, il considère l'islam comme une « religion politique ». Alors qu'il vit de son travail à la tête d'une entreprise de construction, il écrit de nombreux ouvrages politiques et religieux, dont *La libération de l'Inde*, *Le Marxisme est-il scientifique ?*, *La Thermodynamique humaine* ou *Résurrection et Idéologie* qui traite du gouvernement islamique (19).

L'armée ne réagit pas à sa nomination. Dans les manifestations, les slogans « provocateurs » cessent sur intervention des religieux. On pourrait se diriger vers un « arrangement à l'amiable ». Mais l'armée reste divisée et compte aussi négocier sa place dans le futur régime. Pour Azhari, « le coup d'État militaire a déjà eu lieu et il a échoué. (...) L'armée est au bord de la désintégration. » (20)

En tous les cas, elle a pris acte de certaines évolutions de la situation. À la cérémonie de prestation de serment des jeunes officiers, retransmise à la télévision, le nom du Shah est « omis » dans les serments de fidélité. Cela fait naître de redoutables tensions au sein de l'état-major, mais démontre que l'appareil militaire est en train d'hésiter. Du reste, plusieurs secteurs ont annoncé leur ralliement au gouvernement provisoire : les universités, les employés des ministères, y compris celui de Bakhtiar !, les télécommunications, Iran Air...

L'unité de l'opposition, quelles que soient les déclarations de Shariat Madari, est à peu près stable. Certes, des manifestations séparées des Feddayins ont lieu, mais la gauche n'a pas subi d'agression depuis le retour de Khomeiny.

Après Qom, c'est Ispahan, la seconde ville du pays, qui voit son pouvoir littéralement changer de main. L'autorité officielle est ouvertement ignorée. « Elle est absente. Ses représentants ont cédé le terrain : les uns sont partis, les autres se sont discrètement ralliés, les derniers sont réduits à l'impuissance. » (21)

Le quartier général est la demeure de l'ayatollah Khademi, quatre-vingt dix ans et ancien partisan actif de Mossadegh. Des étudiants gèrent les demandes d'aides financières des familles dans le besoin du fait de la grève générale : les demandes sont enregistrées, étudiées et le « conseil » décide d'un versement, prélevé sur la « part de l'imam », l'impôt payé par les fidèles à leur chef religieux.

Une « police islamique », composée de douze mille jeunes volontaires, dont des femmes, choisis par l'association des enseignants, s'occupe de la circulation et de la sécurité. Les écoles et les mosquées servent de « commissariats ». Les juges en grève ont repris leur travail, mais en appliquant la loi islamique : après enquête, des religieux énoncent la « loi de Dieu » et les juges fixent les peines. Dominique Pouchin rapporte le cas d'un jeune garçon « condamné » à épouser la jeune fille avec laquelle il avait eu des relations la nuit précédente. Les voleurs sont divisés en deux catégories, ceux qui agissent par nécessité et les « délinquants primaires ». Les premiers sont relâchés après un sermon et même éventuellement aidés (22).

Comme nous l'avons vu précédemment, avant même d'être née, la future République islamique sait se montrer utile et efficace, faire ses preuves sur le terrain du concret. Mais alors que les partisans de l'ancien régime sont toujours actifs, cela ne suffira pas à éviter l'affrontement final entre les deux pouvoirs.

2. Les dernières activités des partisans de l'ancien régime

Le 23 janvier, la garde impériale des *Djavidan* (« immortels »), la plus fidèle au Shah, convoque la presse étrangère dans sa caserne de Lavisan, au nord-est de Téhéran. Les envoyés spéciaux de plusieurs journaux rendent compte de la « démonstration de force » à laquelle se livrent les derniers partisans de l'ancien régime (23).

Sous contrôle du général Nashad, un inconditionnel du Shah et devant les caméras des télévisions, un millier de soldats défile dans un parcours du combattant, exhibe des armements modernes, se livre à une séance de maniement des armes. Un combat de karaté en plein air, dans la neige, est présenté entre deux soldats torse nu... À la fin, un « immortel » se hisse en haut d'un poteau pour y accrocher une pancarte « à mort Khomeiny ».

Alors que des échauffourées ont lieu entre l'armée et les manifestants, des activistes « pro-constitution », en fait des partisans du Shah qui l'a bafouée des années durant, multiplient les provocations. Des affrontements sont évités de justesse.

Le 25 janvier, une manifestation « pro-constitution » réunit cinquante mille personnes. Les mots d'ordre sont moins visiblement pro-Shah. Jean Gueyras rapporte qu'elle est composée essentiellement de militaires, de leurs familles et de « femmes en visons » (24). Les heurts sont évités durant l'après-midi. Mais des bagarres éclatent le soir lorsque des bandes attaquant les voitures qui portent un portrait de Khomeiny.

La veille du retour de Khomeiny, l'armée défile dans Téhéran. Le service d'ordre religieux cherche à éviter l'affrontement. Mais pris de panique devant l'hostilité affichée de la population, un soldat tire, faisant deux morts. Le service d'ordre empêche la riposte de justesse et les militaires se replient (25).

Le 7 février, alors qu'un million de personnes, dont un millier de soldats en uniformes, principalement de l'armée de l'air, manifestent en soutien à Bazargan, les partisans du retour du Shah en rassemblent péniblement cinq mille. Un nouveau parti « pro-constitution » est créé, le Front national pour l'unité de l'Iran, qui lutte prioritairement contre le « danger communiste ». À son appel, ils sont dix mille partisans à se rassembler le 8 février.

La tension est énorme. À Gorgan, capitale du Golestan, province du nord-est de l'Iran, l'armée tue douze personnes et en blesse quarante-cinq le 8 février. À Téhéran, des heurts éclatent entre partisans de Khomeiny et du Shah.

Mais les forces antagonistes restent discrètement en contact : Bakhtiar, le général Moghadam (chef de la SAVAK) et le général Gharabaghi (chef de l'état-major) rencontrent Sahabi, président des comités de coordination des grèves. Une rencontre entre Bazargan et Bakhtiar est prévue « dans les prochains jours ».

Les manifestations prennent une connotation encore plus politique que les précédentes. On parle désormais de la dernière phase de la révolution et d'importants pans de l'armée s'y rallient. Dans les manifestations, des Kurdes et des Turkmènes, tous sunnites, se rangent derrière Khomeiny.

Bazargan fait des gestes d'apaisement, il n'appelle plus ses ministres à aller occuper les ministères officiels, mais il appelle les fonctionnaires à obéir à son gouvernement et à lui prêter allégeance.

Sur les murs, avenue Shah Reza comme à l'université, apparaissent des affiches représentant des coupes de fusils-mitrailleurs GS avec des légendes explicatives pour les monter, les démonter et s'en servir. Des cours sont donnés en plein air. D'autres affiches enseignent la fabrication des

grenades et leur maniement. « Les jeunes en ont-ils marre d'offrir leur poitrine nue aux tirs des soldats ? » demande Dominique Bari, envoyée spéciale de *L'Humanité* (26)

Des rumeurs affirment que des camions passent les frontières irakienne et turque avec à leur bord des sacs de riz dans lesquels sont cachés des fusils démontés. Plusieurs étudiants confient aux journalistes qu'ils ont été contactés pour aller chercher des armes. Des soldats du contingent organisent également des détournements de fusils dans les casernes. Mais Khomeiny se garde toujours bien d'appeler à la lutte armée.

Dans *Le Monde*, Ghotbzadeh admet que des armes sont distribuées, mais sans ordre de les utiliser (27). Difficile néanmoins de savoir qui exactement en possède. Les Moudjahiddines et les Feddayins, évidemment, en ont. Le PT qui a appelé à la lutte armée en possède certainement. Le service d'ordre des religieux également. Un mollah représentant de l'organisation de Téhéran, Behechti, reconnaît devant les journalistes qui l'interrogent que son mouvement en possède. Mais personne n'est disposé à les partager avec le peuple. Celui-ci va déborder l'ensemble des organisations et directions existantes.

3. L'insurrection de Téhéran (28)

Vendredi 9 février

Le 9 février, le quotidien *Keyhan* publie les photographies de la manifestation de la veille à Téhéran, la cinquième de plus d'un million de personnes pour plébisciter le gouvernement Bazargan. Pour la première fois, un groupe d'un millier de soldats de l'armée de l'air y a participé après avoir fait serment d'allégeance à Khomeiny. Le général Gharabaghi, chef de l'état-major annonce des poursuites contre le journal, dont il qualifie les photographies de « montage grossier ».

Le gros de ces soldats est en fait composé des techniciens et pilotes de la base de Doshah Tatteh, quelque cinq mille hommes, dans le quartier Farahabad à Téhéran, les *Homafars*. Déjà ces militaires s'étaient distingués dans les affrontements au sein de l'armée où un mouvement de rébellion pousse à l'élection de nouveaux chefs militaires. Le matin, une délégation rencontre l'ayatollah Khomeiny et se rend à un meeting à l'université. De retour à la caserne, elle est acclamée par les familles des soldats et les habitants du quartier.

Le vendredi soir, les *Homafars* regardent un film sur le retour de Khomeiny : leur commandant en chef le leur reproche, disant qu'ils ne doivent pas se mêler de politique. Des échauffourées éclatent.

À 23 heures, c'est le couvre-feu. La population est alertée par des tirs à proximité de la caserne. Trois cents *Djavidan* (« immortels »), la garde royale fidèle au Shah, sont arrivés vers 22h30 avec des chars pour une expédition punitive *a priori* facile. C'est sans compter sur la résistance des techniciens de l'armée de l'air qui appellent la population à leur secours et, après avoir fait sauter les portes des magasins d'armes, les distribuent à ceux qui sont venus, principalement des jeunes qui viennent d'effectuer leur service militaire. Les *Djavidan* s'enfuient vers 3 heures du matin.

Samedi 10 février

Le lendemain, à l'aube, les *Djavidan* lancent une seconde offensive. Un escadron de chars *Chieftain* ornés du sceau de la garde impériale, des chars légers et trois camions tentent de prendre la base à revers, par le côté ouest. La riposte est immédiate : cocktails Molotov fabriqués dans la nuit, tirs... Les gardes fidèles au régime arrosent les rues au canon de 105, tuant au passage un journaliste du *Los Angeles Time* d'une balle en plein coeur. Mais leurs camions sont en feu, ils sont encerclés et en manque de munitions. Ils appellent des renforts. Entre 10 heures et 15 heures, le quartier se transforme en « Commune de Paris », avec des barricades faites de sacs de sable remplis par les femmes et les enfants, des poutrelles, des briques... Les armes des soldats blessés sont distribuées à la population. Un service d'ordre populaire fouille toutes les voitures pour vérifier qu'elles ne transportent ni armes ni munitions.

À 11 heures, les Feddayins qui organisent une manifestation ce jour – la veille, dans *Libération*, ils s'étaient exprimés contre l'armement du peuple – sont avertis et se rendent dans le quartier où ils rejoignent les groupes de Moudjahiddines. À 11h30, une unité des Feddayins attaque l'un des principaux commissariats de police situé sur l'avenue Shah-Reza et s'empare d'un important stock d'armes. Une partie de l'armée quitte la ville.

À 14 heures, l'hôpital Gogan, sur l'avenue Damavand, recense trente morts, civils et militaires. La radio annonce que le couvre-feu est avancé à 16h30 et jusqu'à 12 heures le lendemain.

Sur une radio pirate, Khomeiny s'adresse à la population de Téhéran : il rappelle qu'il est favorable à une solution pacifique. « Je n'ai pas encore donné l'ordre du *Djihad*, et je souhaite toujours que le peuple décide de son avenir légalement par voie électorale. Mais je ne peux supporter cette sauvagerie. S'ils ne cessent pas ces tueries, si la garde impériale ne retourne pas dans ses casernes et

si les chefs de l'armée ne mettent pas un terme à l'injustice et à l'oppression, je prendrai, au nom de Dieu, mon ultime décision... La proclamation de la loi martiale est illégale et illégitime. Le peuple ne doit pas la respecter. N'ayez pas peur. »

Dans l'après-midi, l'ayatollah Taleghani appelle les militaires à cesser leurs « luttes fratricides ». L'insurrection gagne du terrain. Les barricades apparaissent avenue Shah-Reza : carcasses de voitures, pylônes arrachés, briques... Tout est utilisé pour élever des obstacles, alors que les femmes et les enfants creusent des caniveaux le long des trottoirs, remplissent des sacs de terre et les acheminent aux carrefours stratégiques.

Les hélicoptères mitraillent les rues, mais les *Homafars* répliquent et parviennent à en abattre un. À 16h30, alors qu'un conseil des ministres extraordinaire se réunit, la population bravant le couvre-feu allume brasiers, pneus, cartons, cageots, caisses, meubles, palissades et autres combustibles dans les rues. La nuit tombée, ils brûlent encore, régulièrement aspergés d'essence. La ville est hérissée de barricades, la population est dehors, dans les rues ou sur les toits, criant : « *Allah Akbar !* » Les jeunes, armés de gourdins et de pneus métalliques parcourent la ville et arrêtent chaque voiture pour se procurer des « vraies » armes. Des camionnettes remplies de fusils circulent pour les distribuer sur les barricades, alors que des motocyclistes vont et viennent pour transmettre les informations.

À 20h30, des *Djavidan* prisonniers sont conduits dans une « prison du peuple ». Après minuit, les chars entrent dans la ville. L'un d'eux tente d'attaquer l'hôpital Gorgan pour y récupérer un colonel blessé. Mais les militaires insurgés et le peuple en armes les chassent, puis passent à la contre-offensive. Ils « prennent » huit commissariats à coups de cocktails Molotov ainsi que le quartier général de la loi martiale. C'est ensuite le *Majlis* (Parlement) qui est incendié. Les casernes sont encerclées.

Dimanche 11 février

Vers 5 heures du matin, des soldats de l'armée de l'air et les guérilleros donnent l'assaut à la manufacture d'armes qui se trouve près de la place Jaleh, haut lieu de la révolution et théâtre des massacres du Vendredi noir... À 6 heures, la radio annonce que le couvre-feu est levé. Bakhtiar déclare que Khomeiny est débordé. Il semble que la veille l'ayatollah ou ses conseillers aient rencontré M. Young, le représentant de l'ambassade des États-Unis.

À 8 heures, on se bat encore autour de l'arsenal de l'armée, avenue Sahraabad. Dans la matinée, place Sepeh, un poste central de police est attaqué, ainsi que deux commissariats situés près de l'Assemblée nationale. Dans la banlieue est, plusieurs milliers de manifestants pillent une usine d'armement.

Alors que des soldats donnent des cours de maniement des fusils, et affichent des « modes d'emploi » sur les murs, des camionnettes du comité Khomeiny, conduites par des mollahs, équipées de puissants hauts-parleurs, sillonnent la ville, appelant la population à regrouper les armes au quartier général de l'ayatollah où elles seront redistribuées « en temps utile »... L'école Jaleh devient ainsi un vaste arsenal, trop petit même pour entasser toutes les armes qui sont rapportées. Le quartier est bondé de cars entiers venant y déverser les fusils et grenades. À la radio, un appel au calme de Shariat Madari est diffusé en boucle. Le gouverneur militaire de Téhéran ordonne à tous les soldats de réintégrer leurs casernes.

Mais dans la ville, de nombreux groupes continuent la lutte armée, ignorant les consignes des religieux ou des autorités militaires. Le mot d'ordre des insurgés est de « prendre » la caserne de la police militaire, Hesraabad. Après un siège très court et un assaut dirigé par les professionnels de la guérilla, ses occupants se rendent, presque sans aucune résistance. Ils fraternisent avec les guérilleros qui leur fournissent des vêtements civils et protègent leur sortie.

À midi, le Conseil supérieur de l'Armée, composé de vingt-cinq généraux, se réunit en toute hâte et proclame la neutralité des militaires dans un « conflit opposant la population au gouvernement ».

En début d'après-midi, le siège de la radio est repris par les insurgés, au prix de dizaines de vies, les militaires qui l'occupaient se battant jusqu'à épuisement de leurs dernières cartouches. Les journalistes en grève peuvent reprendre leur travail. Ils annoncent à l'antenne : « Ici la voix de la Révolution islamique ».

Dans l'après-midi, après la caserne de Bagh-e-Shah, complexe militaire servant à la formation des cadets et des officiers, ce sont des supermarchés qui sont pris... Puis la présidence du conseil et le bureau du premier ministre. Le général Rahimi, gouverneur militaire de Téhéran est arrêté. Les hauts fonctionnaires quittent leurs postes.

L'ambassade d'Israël est occupée et rebaptisée « Ambassade de Palestine ». Celle des États-Unis n'est pas oubliée : des guérilleros maîtrisent les *Marines* de service et bloquent les issues du bâtiment après l'avoir visité et fouillé. Les diplomates ne savent s'ils sont protégés ou prisonniers.

Au milieu de la journée, les deux premiers ministres Bakhtiar et Bazargan et le chef de l'état-major, le général Gharabaghi se rencontrent pour la seconde fois en trois jours. Vendredi 9 février, Gharabaghi avait demandé à Bazargan de ne rien faire « d'illégal », faute de quoi l'armée interviendrait. Cette fois, il prend fait et cause pour le ministre de l'ayatollah. Bakhtiar démissionne et s'enfuit en hélicoptère. Le Majlis s'auto-dissout. La rumeur court que Bakhtiar se serait suicidé. Elle sera reprise par la radio et, au conditionnel, en « Une » de *Libération*, du *Figaro* et de *L'Humanité* le lendemain matin.

À 18h30, toutes les casernes et tous les commissariats, tous les bâtiments sont tombés. Les palais d'été et d'hiver, à Saadabad et Niavaran sont occupés par les forces populaires. Seule la télévision est encore aux mains de l'armée. L'assaut est donné presque dans le calme, par les guérilleros et les quelque huit mille journalistes et techniciens grévistes. Le journal télévisé, présenté pour la première fois depuis des mois par des civils et non plus par des militaires, commence par ces mots : « Peuple héroïque d'Iran, nous saluons tous les martyrs, hommes et femmes, qui ont versé leur sang pour la révolution. Nous demandons à tout le peuple d'observer une minute de silence à leur mémoire (...) une ère nouvelle commence pour le pays. »

La télévision et la radio servent désormais d'état-major à l'insurrection : les grévistes de l'électricité y interviennent pour demander à la population d'économiser l'énergie afin de pouvoir continuer à alimenter l'hôpital. Les médecins y font des appels aux dons de sang, les pompiers aux volontaires pour aider à éteindre des incendies. Les dirigeants de la guérilla appellent la population à se rendre d'un endroit à l'autre pour « prendre » les points stratégiques. On y fait défiler les prisonniers pris durant les dernières vingt-quatre heures, afin qu'ils se « confessent » publiquement. À la radio, on fait appeler à des fraiseurs pour libérer les assaillants de la prison d'Evine, la forteresse de la SAVAK, qui se sont retrouvés coincés derrière des portes blindées à commande électronique.

Pendant la nuit, l'aéroport est occupé et contrôlé par les Feddayins et leurs sympathisants. Khomeiny demande qu'on n'attaque pas les ambassades, ni les étrangers.

Le soir, la population fête la victoire. Elle parade dans le matériel militaire qu'elle s'est approprié, dont cinq chars d'assaut. À l'appel de la radio, les partisans encerclent les casernes de Lavisan et de Saltanabad, bastions des Immortels. Ils sont sommés de prêter serment « à la révolution islamique ».

Lundi 12 février

Lundi 12 février, les prisons sont ouvertes et les lieux de pouvoir sont occupés. Bazargan s'installe dans le palais de la présidence du conseil. En province, l'armée se rallie et la population prend le contrôle des villes. Il n'y aura pas de contre-offensive.

Plus de trois cents morts et des milliers de blessés en à peine quarante-huit heures : c'est ce qu'il aura fallu à la population pour prendre le contrôle complet de la capitale... C'en est fini de « deux mille cinq cents ans » de monarchie iranienne.

Khomeiny appelle au retour au calme et critique ceux qui s'en prennent aux bâtiments officiels. Les désordres seraient, désormais que la dictature est tombée, des actes de trahison. Il faut collaborer avec le gouvernement de Bazargan et avec ses autorités, qui représentent la révolution, et « protéger » les forces de l'ordre (armée et police) car elles se sont ralliées. Il appelle néanmoins à rester méfiant vis-à-vis des « défenseurs de l'ancien régime [qui] se cachent sous le masque de la révolution ». Maintenant, « la population doit se retirer dans les mosquées pour écouter les ulémas et autres chefs religieux. »

Le gouvernement provisoire appelle à rendre les armes distribuées au début de l'insurrection. Bazargan nomme des nouveaux ministres : Ibrahim Yazdi chargé des affaires de la révolution, Hachem Sabaghian, chargé du « transfert des pouvoirs », Amir Enterzam chargé des relations publiques ; Ghotbzadeh est chargé de la télévision. Les anciens vice-ministres sont maintenus jusqu'à leur remplacement. Après la démission du général Gharabaghi, c'est le général Mohamed Vali Gharani qui est nommé chef de l'état major, tandis que le général Mohamed Ali Nowrouzi devient préfet de police. Bazargan demande aux fonctionnaires de « collaborer avec les anciens ministres et dirigeants jusqu'à la mise en place de nouveaux ministres », et les grévistes d'Iran Air sont priés de cesser leur mouvement pour « participer à des opérations de sauvetage en province. »

Le PT salue la victoire et propose la remise en marche de l'économie du pays, en demandant au gouvernement de « juger le chah et sa famille et de récupérer tous leurs biens, provenant du pillage du pays » (29).

Certes, comme l'écrit Robert Escarpit, « les Iraniens de 1979 ne sont pas plus sûrs de l'avenir que ne l'étaient les Français de 1789 et les Russes de 1917. Il leur faudra maintenant lutter contre les pièges, les illusions, les malentendus d'une révolution qui reste à faire. [Mais] l'essentiel est qu'ils aient appris et rappelé aux militaires que les « immortels » meurent aussi. »

Le Monde parle d'« un raz de marée » :

« En quelques heures folles et sanglantes, le problème de la transition en Iran, qui avait vu s'affronter deux premiers ministres rivaux, a été réglé par les armes. Le raz de marée populaire qui déferle depuis des mois à la voix de l'ayatollah Khomeiny a fini par tout emporter : le gouvernement vacillant de M. Bakhtiar, la résistance des « durs » de l'armée et des derniers partisans du chah, et même, c'est l'aspect paradoxal de cette journée qui consacre la fin de la monarchie en Iran, les conseils de modération des chefs religieux. Un seul « dérapage » - l'attaque d'éléments « khomeinystes » de l'armée de l'air par des soldats de la garde impériale – aura suffi à faire exploser une situation que rien ni personne ne pouvait plus contrôler.

» Le triomphe éclatant de l'ayatollah Khomeiny n'est pas, de toute évidence, survenu dans les conditions qu'il souhaitait. (...) Un scénario patiemment mis au point s'est effondré. Refusant jusqu'au dernier jour de proclamer la guerre sainte, l'ayatollah Khomeiny avait choisi la modération pour venir à bout de M. Bakhtiar. Il lui avait opposé en M. Bazargan un homme disposé au compromis, et, sans transiger sur les principes, il laissait à son adversaire une porte de sortie. L'insurrection a balayé ces espoirs. Pillant les arsenaux, la foule s'est armée. Du même coup, les groupes de guérilleros marxistes, hostiles à la république islamique qui s'ébauche, et même les moudjahidin musulmans, nettement plus « progressistes » que la plupart des mollahs, deviennent des forces avec lesquelles il faudra compter. Désarmer une population enfiévrée par son triomphe est une tâche qui ferait reculer le plus solide des gouvernements.

» Qui peut désormais prétendre – fût-ce l'« homme de Dieu » au plus haut de son prestige – canaliser et contrôler la révolution iranienne ? Qui peut prévoir les soubresauts que doit traverser le pays avant que se stabilise cette « république islamique » aux contours imprécis qui n'a, dans le monde, guère de précédents convaincants et récuse à l'avance l'extravagance libyenne ou l'archaïsme saoudien. Selon toute vraisemblance, l'ayatollah Khomeiny va pouvoir mettre en oeuvre le plan qu'il avait déjà exposé : référendum et ratification par une Assemblée nationale démocratiquement élue d'une Constitution fondée sur les « saintes pratiques » de l'islam. Remettre le pays au travail, forger des institutions sur un consensus autre que le refus de la dictature passée, sont des tâches gigantesques.

» Dans ces incertitudes, un point seulement est acquis. Le futur régime iranien ne pourra être que passionnément nationaliste. Qu'il soit un jour entre les mains de militaires inspirés par le Coran comme au Pakistan ou contrôlé conformément à son ancienne Constitution par les dignitaires religieux exerçant leur droit de veto ou que, par un glissement encore imprévisible, les marxistes y affirment leur poids, l'Iran de demain ne pourra être qu'un adversaire des États-Unis. Le désastre que vient d'y subir Washington n'a pas fini d'exercer sur toute la région et sur l'équilibre des forces dans le monde ses incalculables conséquences. »

Pour Serge July, l'insurrection de Téhéran est « exemplaire comme un livre d'histoire. » Il écrit dans *Libération* :

« L'intervention de la population de Téhéran, dans le désordre des combats libérateurs, ne cessera pas d'avoir d'incalculables conséquences sur l'avenir de la révolution iranienne.

» Les innombrables lanceurs de cocktails Molotov, les tireurs anonymes, les soldats rebellés, toutes les organisations gauchistes qui n'avaient toujours pas quitté la clandestinité et qui hier ont lancé toutes leurs forces dans la bataille, tous ceux qui se sont battus, ont conquis hier un pouvoir qu'il n'est pas possible d'identifier à celui des religieux et à leurs organisations. En quelques heures l'insurrection a bouleversé le rapport de forces révolutionnaire sur lequel les mollahs pesaient d'un poids quasiment exclusif. Les insurgés de Téhéran vont naturellement revendiquer un droit à la parole, un droit à exprimer leurs divergences, et une fraction du pouvoir. Ils sont une force sans laquelle Mehdi Bazargan ne serait pas aujourd'hui le seul premier ministre d'Iran.

» La rue aura ses exigences. Et nul doute qu'elle ne revendique demain de véritables bouleversements de la structure sociale, qu'elle n'encourage les grévistes à ne pas reprendre le travail sans de véritables concessions de la part du nouveau gouvernement. D'un coup la dynamique révolutionnaire vient de s'accélérer : le pouvoir qui naîtra aujourd'hui ne sera pas le même que celui qui aurait vu le jour au terme d'un transfert pacifique entre Bakhtiar et Bazargan.

» L'insurrection enfin, en laïcisant la révolution l'a brutalement libérée de sa tristesse. La joie a fait son entrée à Téhéran. Ce n'est pas le moindre des événements de la journée. » (32)

Bien moins enthousiaste, *Le Figaro* du 12 février parle d'un « carnaval haineux », d'une « populace » armée de gourdins, de « fanatiques » mettant fin aux rêves de Bakhtiar, à qui « l'histoire rendra sans doute hommage avant longtemps ». Mais peut-être le cadeau de l'armée à Khomeiny et Bazargan est-il empoisonné, car ce sont eux, désormais, qui devront composer avec « le peuple, tous les gauchistes, tous les marxistes, tous les socialistes, tous les démocrates, tous les gens de droite et de gauche, tous les groupuscules de tous bords (...) toutes ces foules surarmées »... (33)

Dans *L'Express*, Raymond Aron estime qu'il faut d'urgence arrêter la grève générale, qui a ruiné l'économie. C'est la première tâche du gouvernement : « Contre les fedayin, les révolutionnaires de l'Islam et du marxisme uni, pour protéger les ambassades la parole ne suffit plus. L'ayatollah, lui aussi, a besoin d'une police et d'une armée. » (34)

III.

À l'étranger

A.
En France

1. L'embarras de la classe dirigeante française et son influence européenne

Nous l'avons vu, la France adopte une posture ambiguë tout au long du conflit iranien. Mais la classe dirigeante n'en est pas moins effrayée par les événements. Le journal économique *Les Échos* s'en fait la voix dans l'éditorial du 19 septembre 1978. Le Shah y est présenté comme un « Saint Michel du progrès », terrassant le dragon, un peuple rétrograde attaché au passé et dirigé par des « caciques musulmans ». Pour le journal, « la brutalité de tout pouvoir à la fois menacé et sûr de soi fait partie de la nature des choses... » (1)

Conséquence des troubles, au mois d'octobre, le programme nucléaire iranien, qui incluait la France, est « compromis ». Le *Figaro* rapporte ce contre-temps fâcheux pour les industriels :

« Il y a quinze jours, l'interlocuteur [des négociateurs français], le Dr Etmad, a été mis en résidence surveillée et accusé de corruption. » Certes, « il ne s'agit là que d'un incident », mais « bien plus grave en revanche, est le sentiment très net du côté français, que les Iraniens sont en train de repenser certaines orientations de leur économie. On croit savoir que sous la pression des troubles récents, les autorités iraniennes auraient décidé de ralentir leur vaste programme d'équipement industriel. » (2)

Pour le quotidien, « c'est avec surprise que les milieux français ont noté la modification de la politique iranienne. »

La presse française de droite se fait l'écho de l'opinion encore positive qui existe sur le Shah et son régime. Dans *Le Figaro* du 2 octobre 1978, Jacques Guilleme-Brulon prend sa défense :

« Nul n'oserait prétendre que le chah soit un petit saint. Mais Atatürk qui, confronté à des problèmes analogues, fit, lui aussi, émerger la Turquie des ténèbres moyenâgeuses où elle se complaisait ancestralement, ne le fut pas davantage. Il serait trop simple, pour ne pas dire infamant, d'assimiler le chah à M. Amin Dada. Un Amin Dada que, soit dit en passant, l'exécution de 300.000 des siens n'empêche pas de dormir, et que la vindicte internationale des « bien pensants » ne poursuit pas exagérément.

« (...) Le chah est, à n'en pas douter, « sûr de lui et dominateur ». Ce n'est vraisemblablement pas un démocrate, au sens où nous l'entendons. Mais si son régime est autoritaire, il n'est en aucun car totalitaire. Ce qui constitue une nuance fondamentale.

« Je ne pense pas, en outre, que le souverain soit, de manière délibérée, un homme de sang. Il a bâti son existence et sa politique sur un prodigieux et dangereux pari faire de son vivant, d'un peuple à peine sorti de la préhistoire, une nation à l'extrême pointe du progrès dans, tous les domaines. Ce qui ne va pas forcément dans le sens des droits et du respect de l'homme. De vouloir réaliser trop vite une oeuvre aussi vaste, démesurée même, devait fatalement conduire à des excès. Les excès ont été, incontestablement, commis. Le tout est de savoir si le pari sera, en définitive, tenu. Et si l'homme iranien n'y trouvera pas, malgré tout, demain, son compte. Faut-il, donc, tuer le chah ? » (3)

Au sein même de la majorité parlementaire, des hommes politiques ne cachent pas leur gêne à voir l'ayatollah Khomeiny agir en toute liberté sur le territoire.

Dans une question écrite au gouvernement, Georges Mesmin, député de l'UDF, s'« étonne que l'ayatollah Khomeiny puisse organiser publiquement la révolution dans son pays, sous la protection des autorités françaises » et demande « quelle est l'étendue exacte du droit d'asile accordé par la France à des personnalités politiques étrangères. » (4)

Le RPR, qui se démarque de la majorité en 1978, prend prétexte de cette politique pour attaquer le gouvernement Giscard d'Estaing. Le député Didier Julia déplore : « le caractère tout à fait anormal des déclarations ou appels à la révolution, aux désordres et à la guerre sainte en Iran, proférés par un étranger en France [et demande] des mesures pour mettre un terme rapidement [aux agissements] du chef religieux. » (5)

De même, Jacques Chirac déclare sur RTL : « Je suis un peu étonné de l'agitation faite par l'ayatollah sur notre territoire, mais je pense que le gouvernement français avait des raisons pour accepter cela. » (6)

Au-delà des polémiques internes au monde politique, la France risque réellement de perdre beaucoup avec la révolution iranienne. Des importations de brut, bien sûr, mais aussi des exportations : début janvier, soixante-trois pétroliers se retrouvent immobilisés au large du terminal de Kharg, île du golfe Persique appartenant à l'Iran, à 25 kilomètres de ses côtes et à 483 km au nord du détroit d'Ormuz, l'un des plus grands terminaux offshore de pétrole brut et le principal terminal iranien.

Au cours des neuf premiers mois de 1978, les ventes françaises à l'Iran se sont élevées à 3,2 milliards de Francs, pour 2,3 milliards au cours de la période correspondante en 1977. Deux cents sociétés françaises sont représentées en Iran, mais depuis la fin du mois de décembre, 3 500 des 6 000 Français résidant en Iran ont quitté le pays.

De nombreux contrats risquent d'être compromis : avec la RATP pour le métro de Téhéran, avec Spie-Batignolles pour le chemin de fer Téhéran-Bandar Shapour, pour la construction du centre de recherche nucléaire d'Ispahan, pour l'autoroute à six voies qui devait ouvrir la porte du sud, le projet de vingt centrales nucléaires, dont quatre déjà commandées (deux à Framatome pour 15 milliards de Francs).

Peugeot et Iran National prévoient de produire 100 000 véhicules en 1983 (2 milliards de francs), Airbus a reçu six commandes (1 milliard de francs), Thomson-CSF doit livrer des émetteurs ondes courtes pour 200 millions de francs... (7)

La France tente de ménager les deux camps jusqu'à un certain point. Le 5 janvier, le président de la République envoie son ancien ministre de l'intérieur Michel Poniatowski en mission en Iran. Il y rencontre les différentes forces en présence et révèle avoir été « porteur d'un message confidentiel » du président français.

Le 16 janvier, le premier ministre Raymond Barre déclare sur TF1 qu'il se refuse à « porter un jugement sur les affaires intérieures d'un pays avec lesquelles nous entretenons des relations qui ont été très cordiales et amicales ». Il dit « espérer qu'un foyer supplémentaire de tension ne viendra pas s'installer au Proche-Orient » (8).

On prête à Valéry Giscard d'Estaing ce mot : « Le Shah a su être Franco, il n'a pas su être Juan Carlos » (9). Doit-on en conclure un rôle de l'Élysée dans le départ du Shah ? La diplomatie française réussit avec un certain brio l'exercice qui consiste à ne pas s'aliéner les protagonistes d'un conflit, sans pour autant rater l'occasion de monter dans un train en marche avant qu'il prenne trop de vitesse. Du côté étasunien, les analystes du Département d'État et les espions de la CIA en sont encore à hésiter, à prendre pour argent comptant les dires de la SAVAK et les courtisans du Shah, poussant le président Carter à lui proclamer son soutien total. L'ambassade de France, elle, forte de contacts tant dans l'intelligentsia francophone et libérale, et dans l'armée, dont nombre d'officiers supérieurs ont été formés par la France, prédit tôt la chute du Shah et conseille rapidement au gouvernement de jouer à fond la carte Khomeiny. Ce qui explique sans doute que l'ayatollah soit autorisé à diriger la lutte contre le Shah à partir de Neauphle-le-Château – en violation de toute la politique habituelle du gouvernement en matière de réfugiés politiques, même s'il n'en a pas le statut formel (10).

La France serait-elle à l'origine du revirement des États-Unis ? Si l'on en croit des responsables du quai d'Orsay cités le 17 janvier 1979 par l'*International Herald Tribune*, c'est l'analyse française, présentée par V. Giscard d'Estaing lors du sommet de la Guadeloupe, qui convainc finalement

J. Carter de « lâcher » le Shah. Pour le président français, soutenir le monarque jusqu'au bout, c'est aller vers la guerre civile inévitable, c'est à coup sûr faire le lit des communistes iraniens et ouvrir la voie à une intervention de l'URSS dans le pays. Par contre une alliance entre les religieux de Khomeiny et l'armée n'a rien d'impossible : les deux forces principales du pays partagent le même nationalisme, le même anti-communisme viscéral, et souvent les mêmes origines de classe. Seul le Shah, maître de l'armée mais ennemi juré des religieux, fait obstacle à une possible union « du sabre et du goupillon » bénie par les pays occidentaux, soucieux avant tout de préserver leurs intérêts économiques et stratégiques. Ce que le porte parole de l'Élysée, Pierre Hunt, résume mardi le 16 janvier 1979 : « La France espère que les forces de la continuité (l'armée) et les aspirations nouvelles (le mouvement de Khomeiny) parviendront à une synthèse et garantiront la stabilité de l'Iran. »

Selon *Libération*, non content d'offrir à Khomeiny une plate-forme d'où lancer ses appels à la guerre sainte, le président Giscard d'Estaing dépêche son « homme-lige », Poniatowski, à cinq reprises en Iran, en plus d'un grand nombre de fonctionnaires du Quai d'Orsay. Il multiplie les contacts avec Khomeiny, en particulier par l'entremise de l'ambassadeur C. Chayet. Et finalement il s'emploie à « accélérer » la prise de conscience tardive de James Carter, avec l'appui de Helmut Schmidt et James Callaghan. Le premier objectif, le départ du Shah, étant atteint, les diplomates français manoeuvreraient pour que Washington accepte le retour de Khomeiny en Iran, c'est-à-dire la chute du gouvernement Bakhtiar. Or les États-Uniens ne désespèrent apparemment pas encore de provoquer une cassure entre les religieux et l'opposition laïque et pro-occidentale appuyée par l'armée : scénario jugé aussi irréaliste à Paris que celui qui prônait un maintien du Shah à tout prix, car il ne pourrait lui aussi que déboucher à terme sur la lutte armée. La déclaration de J. Carter, à l'occasion de la fuite du Shah, indique qu'une fois de plus les États-Unis pourraient finalement adopter la ligne française : « Nous espérons que lorsque l'Iran aura traversé tous les changements en cours, il restera parmi nos amis... et qu'il sera un facteur de stabilité... » (11)

La supposée « ligne française » serait adoptée par le reste de l'Occident, notamment en Europe. Peu avant son départ, la Suisse fait savoir qu'elle n'est pas disposée à accueillir le Shah, qui y possède pourtant une résidence dans une station de sports d'hiver (12).

Cependant, au lendemain du départ du Shah, les réactions de Londres et Bonn restent négatives (13). À la veille du retour annoncé de l'ayatollah, Bruxelles et Stockholm conseillent le départ à leurs ressortissants (14). Le 8 février, la Lufthansa suspend ses vols vers Téhéran. Mais après la chute de Bakhtiar, les ambassades de Bruxelles, La Haye, Madrid, Bonn, Stockholm, Londres font savoir qu'elles sont fidèles au nouveau régime (15).

En Grande-Bretagne, un porte-parole du *Foreign Office* déclare : « Nous ne sommes pas en mesure de faire quelque déclaration que ce soit ». La presse conservatrice et économique, sans doute moins en prise avec les subtilités de la *realpolitik*, est beaucoup plus virulente. Le *Daily Telegraph* voit dans les événements iraniens « une série de désastres ». Le *Financial Times* estime que « la situation est fertile en dangers autant pour le peuple iranien que pour l'Ouest qui a toujours le plus grand intérêt à voir la stabilité revenir dans ce pays stratégiquement important. » (16)

À Bruxelles, la *Libre Belgique* craint que cette transformation « ne constitue une catastrophe ». En République Fédérale d'Allemagne, *Die Welt* constate que « Washington semble répondre par le renforcement de l'Arabie Saoudite » et agite une question menaçante : « L'incendie de brousse de la révolution islamique pourra-t-il être étouffé par des moyens politiques conventionnels ? » (17)

2. L'opposition française

Le 12 septembre 1978, au lendemain du Vendredi noir, une manifestation réunit à Paris quinze mille personnes, à l'appel d'un collectif unitaire large : la Fédération anarchiste (FA, anarchiste), le Mouvement des radicaux de gauche (MRG, radical), la Ligue communiste révolutionnaire (LCR, trotskyste), Lutte ouvrière (LO, trotskyste), l'Organisation communiste des travailleurs (OCT, maoïsante), le Parti communiste français (PCF, communiste), le Parti socialiste (PS, social-démocrate), le Parti socialiste unifié (PSU, parti ouvrier « centriste ») ; la Confédération générale du travail (CGT), la Confédération française démocratique du travail (CFDT), la Fédération de l'Éducation nationale (FEN), le Syndicat des travailleurs du livre, l'Union nationale des comités d'action lycéens (UN CAL), l'Union nationale des étudiants de France - « Renouveau » (UNEF-Re) ; l'Association islamique des étudiants, la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH), le Secours populaire français (SPF) ; des personnalités comme Jean-Paul Sartre et Simone de Beauvoir... Le SPF ouvre en outre une souscription pour venir en aide aux victimes.

Le cadre unitaire n'empêche pas la polémique. Le 14 septembre, *L'Humanité* dénonce le rejet de la motion du groupe communiste sur l'Iran au Parlement européen, contre laquelle le groupe socialiste a appelé à voter. Dans *Le Monde* du 19 septembre, le PS qualifie l'article de *L'Humanité* de « calomnie ». Puis, dans une tribune, le secrétaire international « tiers-monde » du Parti socialiste, Lionel Jospin accuse le PCF de vouloir récupérer la mobilisation de solidarité avec l'Iran, au risque d'alimenter la propagande du Shah qui voit dans les troubles actuels l'oeuvre des communistes. Il se targue de la lettre de Shapour Bakhtiar à François Mitterrand pour le remercier de son soutien (18).

Mais la solidarité internationale est limitée dans l'opposition française. Si les journaux militants se font écho des événements et publient leurs analyses de la situation, donnant la parole aux organisations militantes les plus proches d'eux – le HKS dans *Rouge*, le journal de la LCR, les Feddayins dans *L'étincelle*, journal de l'OCT, le PT dans *L'Humanité* – peu d'actions sont organisées. Des communiqués sont publiés, par exemple par le PS pour protester contre l'arrestation de Sandjabi et Forouhar. Les députés PCF Georges Bardu et PS Jean-Pierre Cot demandent au gouvernement, le 14 novembre, l'assurance que l'ayatollah Khomeiny ne sera pas expulsé.

Le 4 janvier, le PCF appelle à un rassemblement devant l'ambassade d'Iran à Paris pour dire « Halte aux massacres en Iran ! » (19) Le 11 janvier, le SPF lance une campagne de soutien aux médecins de Meched, durement attaqués par l'armée. Le 18 janvier, trois mille personnes se réunissent à un meeting à la salle de la Mutualité à Paris organisé par des organisations marxistes-léninistes (maoïstes) en « solidarité avec la lutte révolutionnaire du peuple iranien ». Le 22 janvier, le PS en organise un, en présence de Darius Forouhar. Il ne se vante plus de l'amitié de Bakhtiar pour son premier secrétaire François Mitterrand.

Le même jour, l'ambassade iranienne à Paris est occupée par des étudiants iraniens, en lien avec l'ambassadeur, rallié à Khomeiny et avec la médiation d'A. Bani Sadr. Les manifestations ou actions « coup de poing » sont bien plus le fait des Iraniens vivant en France que des organisations politiques et militantes françaises. L'attitude conciliatrice du gouvernement avec l'opposition iranienne et la faible tradition anti-colonialiste du mouvement ouvrier français font que le mouvement ne se développe pas beaucoup au-delà.

3. Comment peut-on être Iranien ?

Le Shah se plaît à donner de son pays une image rassurante : une oasis de calme et de stabilité dans une région volcanique, un État sans problème, unanime dans sa fidélité à un souverain qui l'oriente d'une main ferme et paternelle vers un développement moderne, dans les domaines politiques, économique et social... (20)

Amir Abbas Hoveyda, alors premier ministre, déclare au *Monde* du 11 février 1975 : « D'après nos prévisions, en 1985, la population de l'Iran sera de quarante cinq millions d'habitants. Le revenu par Iranien, qui est actuellement de 1 200 dollars, passera à 4 500. Il y aura une voiture pour deux familles et deux réfrigérateurs pour trois. » (21)

Les Échos, du 26 septembre 1975 saluent l'oeuvre du Shah : « Aujourd'hui, ce sont ses performances économiques qui étonnent. En l'espace de quelques années, l'Iran est devenu un pays ambitieux, puissant et respecté. Levier de ce développement : le pétrole et ses immenses revenus. » (22)

Selon Henri Alleg, pour les Occidentaux, les atouts de l'Iran sont en premier lieu la stabilité politique du pays, en second la mise en place de réformes pour sortir du carcan des structures féodales. Pour consolider le régime après la grande peur suscitée par Mossadegh, des mesures doivent être prises pour la pénétration et le développement du capitalisme. Il faut offrir aux investisseurs étrangers un terrain de déploiement et « une assurance contre la subversion ». L'économie iranienne est dépendante. Certes, la résistance féodale a été brisée. Mais les sociétés qui opèrent désormais sur des surfaces de mille à quatre mille hectares travaillent essentiellement pour l'exportation, faisant d'énormes profits. L'ancienne aristocratie foncière s'est simplement reconvertie dans les affaires. Les anciens propriétaires ont été indemnisés sous forme de participation aux entreprises économiques de l'État. La pénétration du capital étranger ne connaît aucune limite. Outre les avantages fiscaux exorbitants accordés, l'abondance des matières premières et d'énergie, une main d'oeuvre à bon marché et bien tenue en main par la SAVAK offrent les meilleures conditions aux investisseurs. Le régime du Shah jouit donc d'une popularité certaine en Occident (23).

En 1971, à l'heure de Persépolis, nombre de journalistes, séduits peut-être par le vieux rêve d'un Orient splendide et merveilleux, glosent sur les « mille et une nuits » du Shah et de la Shabanou. Nous avons déjà vu les écrits élogieux de Jean de la Guérivière, envoyé spécial du *Monde* en juin 1978. Il admet que « depuis octobre 1977 les troubles religieux se répètent » et que « la brutalité des forces de l'ordre est en partie responsable. » Mais pour lui, les religieux, « traditionnellement hostiles au pouvoir » sont des rétrogrades : ils « ont fait la preuve des limites de leur « progressisme » en s'opposant pour la plupart aux réformes de 1963 » (24).

a. L'Occident découvre Khomeiny

Dans le même reportage, le journaliste présente sommairement le chiisme duodécimain et quatre ayatollahs. Il consacre onze lignes à Khomeiny, dix aux ayatollahs Marashi et Goslagegani et vingt-deux, soit la moitié de sa présentation, à Shariat Madari. Il juge que, si Khomeiny est « le plus radical » et si son interview au *Monde* du 6 mai circule « sous le manteau », son audience se limite aux « milieux de gauche », notamment parce que « l'Irak où il a trouvé refuge ne joui[t] pas d'une grande popularité. » (25)

L'ayatollah Shariat Madari, en revanche, se « tenant tranquille », songe avant tout à vivre le mieux possible dans un pays qui « n'a plus grand chose de commun avec le tiers-monde (*sic*) ». Pour l'envoyé spécial, la majorité des Iraniens ne se sent « sans doute pas concernée » par la répression politique.

Difficile, sans doute, d'être plus éloigné de la vérité. Mais les journalistes français, et occidentaux, partent de loin. Le titre même d'ayatollah surprend, lorsqu'il n'amuse pas.

Le mot fait une entrée fracassante dans l'actualité avec l'arrivée de Khomeiny à Neauphle-le-Château. W. Caruchet écrit : « Avant d'inquiéter, il a fait rire. En on a pu se demander s'il n'allait pas trouver une place dans le vocabulaire français à côté de " mamamouchi ". » (26)

Dans *L'Europe et l'Islam*, Hichem Djaït dénonce une vision exotique du chiisme en Occident qui s'apparente à l'attrait pour le mystère prêté à l'Islam :

« Le concert de voix nouvelles qui s'élève en Occident pour adjurer les musulmans de rester eux-mêmes représente d'abord la naïve conscience malheureuse de l'Occident qui face à l'aliénation dont elle souffre voit dans un Islam mythique ou réel l'envers de sa souffrance : un sens du bonheur, de la spiritualité, des valeurs communautaires. » (27)

Dans *Le Monde* du 13 janvier 1979, Gabriel Matzneff donne un bon exemple de cette naïveté dénoncée par Hichem Djaït ;

« Dans sa belle étude sur l'islam chiite et persan, Louis Massignon définit ainsi le génie musagète du chiisme : désir de justice temporelle et soif de vie éternelle. Si cette exigence et cette nostalgie résument l'essence du message spirituel du chiisme, nous devrions tous, je l'espère, nous sentir un peu chiites. » (28)

Après avoir découvert, souvent tardivement, son existence, l'Occident tend à sacraliser l'ayatollah Khomeiny, dépolitisant ainsi le processus révolutionnaire ou l'analysant du moins sans prendre en compte les aspects politiques les plus rationnels.

Pourtant, nous avons vu que c'est bien en tant que dirigeant révolutionnaire, avec une certaine propension aux manœuvres et aux calculs politiques, que Khomeiny a pris sa place. Shariat Madari, voire Taleghani, sont des ayatollahs et des théologiens bien plus réputés. Certes, les spécificités du titre, et du rôle, d'ayatollah dans l'islam chiite duodécimain ont pris une part importante dans la tournure de la révolution et sont des facteurs notables. Mais elles n'expliquent pas plus que Khomeiny ait occupé une telle place, ni même que la révolution nationale, démocratique et populaire devienne une révolution islamique (29).

En étudiant les révolutions, laïques, de 1905-1906 et de 1945-1953, on comprend que la voie de la république islamique n'était pas la seule possible et que c'est en tant que figure politique et non sacrée que Khomeiny y a amenée celle de 1978-1979.

Ce fait est souvent ignoré dans les analyses journalistiques occidentales, du fait d'un manque de recul et de connaissance de l'histoire de l'Iran. Pour beaucoup d'observateurs cantonnés à une vision partielle, la victoire du Parti de la République islamique est due à l'arriération, à l'ignorance, à l'obscurantisme et aux croyances superstitieuses du peuple iranien. Elle aurait donc été une fatalité. L'on notera qu'il s'agit également de l'analyse mise en avant par la propagande du Shah pour discréditer le mouvement de masse qui s'apprêtait à le renverser.

Cette analyse qui tend à sacraliser Khomeiny n'explique pas pourquoi les masses iraniennes seraient plus mystiques en 1978-1979 qu'en 1905-1906 et en 1945-1953. Elle tend à réduire l'issue du mouvement amorcé en 1978 à une alternative, Pahlavi ou Khomeiny. Rien d'étonnant alors à ce qu'elle ait été reprise à la fois chez les partisans du Shah et dans les courants progressistes qui se sont rangés derrière Khomeiny, avant de le diaboliser d'une manière tout aussi peu rationnelle.

À l'époque de Mossadegh, profitant de la faiblesse de l'autorité royale, les clercs avaient demandé la formation d'un gouvernement religieux et l'application dans la vie de chaque jour des principes

coraniques. Surpris, le chef religieux de l'époque, l'ayatollah Boroudjerdi avait eu cette parole : « Nous, les religieux, constituer un gouvernement islamique ? Mais nous serions cent fois plus sanguinaires et oppresseurs que ceux qui gouvernent actuellement. Allez vous occuper de vos affaires et ne nous laissez pas détourner par de telles idées. » (30)

b. La presse chrétienne

La presse chrétienne est de celles qui, très tôt, ne sont pas conquises par le souverain « visionnaire ». Certes, il existe des exceptions. Dans *Les Etudes*, d'août-septembre 1969, F. Tripet écrit qu'il y a une « incompatibilité entre Islam, qui signifie résignation, et développement, qui exige un esprit de créativité intense ». Le même journal rompra avec cette vision, mais ne prendra pas pour autant toute la mesure du rôle de la religion en Iran. En juin 1978, P. Rondot écrit encore que : « L'influence politique de la religion chiite a beaucoup décliné en Iran où l'opposition adopte des procédés plus modernes d'expression et d'action » ! (31)

Mais ces tendances islamophobes sont marginalisées par un rejet du régime Pahlavi. Dans *La Vie* du 13 mars 1975, Jean Bothorel dénonce violemment un « royaume des sables mouvants », une « pièce de théâtre » qui se joue « devant un décor en trompe l'œil », le rêve d'un régime qui nie jusqu'à l'existence des bidonvilles : « j'ai le sentiment qu'au-delà des milliards de dollars qui coulent avec l'or noir, il y a la réalité d'un pouvoir à quatre têtes – le Chah, la grande bourgeoisie, l'armée et la police – qui tient le pays dans un progrès artificiel et une volonté de puissance insensée. » (32)

Les tortures de la SAVAK sont exposées et dénoncées par *Témoignage Chrétien*. Le 7 septembre 1978, Georges Montaron compare le Shah aux tortionnaires nazis : « lui aussi avait sa Gestapo, ses prisons, ses bourreaux, ses camps de concentration, ses massacres collectifs » (33).

P. L. Séguillon, le 7 septembre 1978 dénonce le rôle du gendarme du Golfe, « copie conforme des USA », le capitalisme iranien a fait le mauvais choix. Il est devenu le pilote des intérêts étasuniens dans la zone de tempête du Proche-Orient. Le destin du peuple iranien se joue à Washington (34).

L'extase devant l'ayatollah Khomeiny est palpable dans *TC*. Le 18 novembre 1978, Madeleine Lafue-Véron interviewe l'ayatollah Khomeiny à Neauphle-le-Château. Elle écrit : « Sur le visage de cet homme de soixante-dix-huit ans, d'aspect austère, au regard et aux gestes retenus, se lit non l'usure du temps mais l'habitude de la réflexion et de la prière. » (35) En janvier 1979, le père André Laudouze rend visite à l'ayatollah pour le compte de *TC*. Il compare Khomeiny au pasteur Bonhoeffer et conclut qu'« à Neauphle-le-Château, l'Iran attend l'heure de sa libération. » (36)

Seul Pierre-Luc Séguillon multiplie les réserves. Il écrit, le 18 décembre 1978 : « Il ne reste plus aujourd'hui de choix qu'entre un gouvernement religieux dont chacun pressent les ambiguïtés et un gouvernement militaire qui a toute chance de conduire le pays à une guerre civile. » (37)

Néanmoins, la ligne radicalement anticolonialiste de *TC* demeure tout au long du processus révolutionnaire et même au-delà. Le 19 février, Claude Bourdet se félicite de la chute de Bakhtiar et écrit : « Tout est changé dans le golfe arabo-persique. Peu importe l'orientation du nouveau régime : de toutes façons, l'Iran ne sera plus le gendarme des États-Unis et le complice d'Israël. » (38)

Dans l'éditorial du même numéro, G. Montaron écrit qu'au-delà des conséquences futures imaginables pour les régimes du Moyen-Orient, « ce qui nous intéresse, pour le moment, c'est la nature de cette révolution. (...) Celle-ci est à la fois nationale et religieuse. » C'est au nom de leur culture, de la liberté, de la dignité que les Iraniens sont descendus dans la rue. C'est également porté par leur foi, dont ils craignaient qu'elle ne soit emportée, balayée, par la société occidentale de consommation. Cette foi qui, « dans les pires moments de leur histoire, leur a permis de garder l'espérance et de demeurer debout, même s'ils devaient momentanément courber l'échine. C'est cette

foi qui les a fait courir pour chasser le Chah et qui les a menés à la victoire. (...) Cette foi-là n'était-elle pas plus vraie et plus sincère que ces systèmes spiritualo-philosophico-idéologiques que de nouveaux maîtres à penser veulent nous faire vivre dans de petits cénacles coupés du monde et de ses masses. (...) Pour garder leur personnalité, pour être eux-mêmes, pour que soit reconnue leur dignité, des peuples se battent au nom de la nation – cette vérité du XX^e siècle – avec le soutien de leur foi en Dieu qui les amène à se dépasser eux-mêmes. » (39)

c. Michel Foucault et l'exaltation de Khomeiny

Libération, peu critique de l'ayatollah Khomeiny analyse pourtant des extraits de son livre *Le gouvernement islamique*, dans lequel il expose sa conception d'un gouvernement « islamique » :

« Ce sera un gouvernement de Dieu, où Dieu « punira et jugera tous ceux qui le contestent » et la constitution sur laquelle il sera fondé sera le Coran : *le gouvernement islamique est de droit divin...*

Les hommes responsables des affaires publiques seront tous des « experts religieux »

» L'Ayatollah défend également le principe de châtiments corporels pour « éviter que l'obscénité et les conduites immorales ne se développent : ce sont les réformistes qui se plaignent quand l'Islam réclame 80 coups de fouets pour avoir bu du vin ou 100 coups de fouets pour fornication... ». Et il ajoute qu'un système de gouvernement islamique ne tolérera pas la liberté d'opinion puisque la seule loi et les seules règles seront celles du Coran.

« Nous voulons dit-il, un dirigeant qui couperait la main de son propre fils s'il le surprend à voler et lapiderait une personne de sa famille qui se livre à la fornication... » Enfin, l'Ayatollah pense que les juifs sont le principal ennemi du Coran : « Nous voyons aujourd'hui les juifs se moquer du Coran et le déformer partout dans les territoires qu'ils occupent et ailleurs. Il est de notre devoir de révéler leur trahison et de crier de toutes nos forces que les juifs et leurs maîtres étrangers complotent contre l'Islam et se préparent à dominer le monde entier. Si un jour nous nous réveillons avec un dictateur juif dans notre pays, nous devons nous en prendre à notre propre faiblesse. Mais Dieu nous en préserve ! »

» Cette déclaration est suivie d'un appel : « A Téhéran les centres chrétiens, sionistes et Bahai publient des textes destinés à détourner notre peuple des enseignements de notre religion. N'est-il pas de notre devoir de démolir ces centres ? » (40)

Michel Foucault répond à ces critiques : « Quel sens, pour les hommes qui habitent l'Iran, à rechercher au prix même de leur vie cette chose dont nous avons, nous autres, oublié la possibilité depuis la Renaissance et les grandes crises du Christianisme : une spiritualité politique. J'entends déjà des Français qui rient, mais je sais qu'ils ont tort » (41).

À une lectrice iranienne qui lui reproche d'avoir pris parti pour la spiritualité musulmane, il répond : « Le problème de l'islam comme force politique est un problème essentiel pour notre époque et pour les années qui vont venir. La première condition pour l'aborder avec tant soit peu d'intelligence, c'est de ne pas commencer par y mettre de la haine. » (42)

En Occident, l'on considère que la révolution ne peut prendre l'habit de la religion, synonyme de régression. C'est l'opinion partagée par le Shah et Bakhtiar notamment. La pensée dominante fait de la religion une chose du passé, et toute prétention à lui donner une dimension politique au présent est un sacrilège, un crime contre le progrès, une atteinte à l'universalité des droits de l'homme. Foucault porte un regard différent sur le soulèvement iranien.

La spiritualité politique en question n'est pas propre à la société iranienne. Elle fait partie de l'histoire occidentale, mais « nous avons, nous autres, oublié la possibilité ». C'est l'oubli de cette possibilité qu'il convoque à la lumière de la révolution iranienne pour réinterroger l'histoire de la rationalité politique occidentale afin d'arracher les consciences à leur dogmatisme : « Mais l'expérience m'a appris que l'histoire des diverses formes de rationalité réussit parfois mieux qu'une critique abstraite à ébranler nos certitudes et notre dogmatisme. Des siècles durant, la religion n'a pu supporter que l'on racontât son histoire. Aujourd'hui, nos écoles de rationalité

n'apprécient guère que l'on écrive leur histoire, ce qui est sans doute significatif » (43). Les écrits de Foucault sur l'Iran s'inscrivent pleinement et entièrement dans son projet philosophique.

Une année après son voyage en Iran, il prononce une conférence dont le sujet est « Vers une critique de la raison politique ». Il y pose clairement la question de son rapport au pouvoir : « ce qu'il faut remettre en question, c'est la forme de rationalité en présence ». (44) Dans le cas de l'Iran, selon Foucault la forme de rationalité en présence remise en question est ce que le régime symbolisait : l'échec total de l'occidentalisation forcée. Des décennies durant, les dirigeants n'ont cessé d'inscrire le destin de l'Iran dans une marche vers le progrès en s'inspirant des Lumières : modernisation, nationalisme, laïcisation et industrialisation de la société. Les Iraniens ont abouti au rejet global du régime.

La révolte symbolise le rejet par le peuple de son destin politique ; elle représente l'avenir de l'Iran alors que le Shah est l'image de son passé, duquel il faut sortir car il n'est que le règne du despotisme et de la corruption. La modernisation est la forme d'une rationalité contre laquelle la population se révolte car, au lieu d'être un facteur d'émancipation et de patriotisme, elle est le lieu de l'humiliation et de la misère économique et culturelle : « Une modernisation qui est en elle-même un archaïsme. » (45) Ce qui amène Foucault, dans son premier séjour, à faire le procès de ce qu'il nomme le désir d'occidentalisation : « Oui, la modernisation comme projet politique et comme principe de transformation sociale est en Iran une chose du passé » (46).

Ce constat ne se limite pas à l'expérience iranienne : puisqu'il était le porte-drapeau de l'occidentalisation du monde musulman, son agonie signe la fin d'un « épisode qui s'est ouvert il y a bientôt soixante ans : une tentative pour moderniser à l'européenne les pays islamiques » (47). Il suffit d'avoir à l'esprit l'image si contrastée et si parlante de ces deux hommes, le Shah et Khomeiny, l'un quittant l'Iran et l'autre y retournant. Le premier, au soir de son règne, dans la stature d'un homme de son siècle, taillé à l'occidentale, devant lequel s'aplatissaient encore des vassaux pour le retenir est l'image de cet Iran moderne dans sa forme mais dont la volonté est sujette à la domination étrangère. Le second, l'homme enturbanné, évoquant un autre âge, mais dans le rôle politique du pasteur, n'ayant pour seule offrande que le verbe pour faire la jonction entre hier et aujourd'hui, entouré d'une jeunesse en plein enchantement, incarne à lui seul, le destin de l'Iran (48).

La révolution iranienne est un véritable ébranlement des fondations modernes qui ont fait de la religion quelque chose du passé. « De Dieu est mort de Nietzsche, nous voilà en face d'une Révolution qui place Dieu au cœur de la cité même » (49) ; la religion, en l'occurrence l'Islam, « cette année 1978, n'a pas été l'opium du peuple, justement parce qu'il a été l'esprit d'un monde sans esprit. » (50)

La révolution iranienne est une révolution culturelle. Elle appose un sceau sur la véritable indépendance qui a fait défaut à l'ensemble du mouvement de décolonisation du vingtième siècle. L'indépendance politique, qui n'est pas suivie ou ne repose pas sur une indépendance culturelle, n'est qu'un leurre ; c'est pour cette raison que les peuples libérés de la colonisation, dans un temps très court, gagnés par le désenchantement national, ont fini par voir dans l'indépendance une forme de colonisation intérieure et, dans le cas de l'Iran, le régime comme une force d'occupation. Le développement commence par l'indépendance de la pensée.

La révolution islamique sonne le glas de l'imitation aveugle de l'Occident qui a perduré depuis l'expédition en Egypte de Napoléon. L'indépendance culturelle est la prise en main de son propre destin avec pour socle et principe moteur la volonté d'être pleinement soi-même, un souci de soi permanent pour ne pas sombrer dans l'aventure de l'égarement et de la négation de soi. L'indépendance culturelle est ce que vise le programme politique de Khomeiny.

Ce discours « vrai », incarné par un homme dont la vie est un dévouement total à l'islam et au peuple est un modèle de conduite, l'image de l'espoir. Voilà ces « Pieds-nus » - expression méprisante et insultante des pauvres - projetés sur la scène de l'histoire. la révolution parle en leur nom, l'islam, chiite qui plus est, étant la religion des opprimés.

Cette révolution est à considérer comme une grande naissance : elle incarne l'avènement d'un nouveau destin politique pour l'homme musulman. Elle s'inscrit dans la logique de la politique de décolonisation qui a structuré le débat intellectuel de l'après-guerre. Par son anti-colonialisme et son anti-occidentalisme, l'expérience iranienne représente la vérité philosophique de ce mouvement.

Dans une lettre à Shariati, Frantz Fanon écrivait : « Même si je ne partage pas les mêmes sentiments que toi vis-à-vis de l'islam, j'accepterai ton propos en disant que dans le Tiers Monde (et, si tu le permets, je préfère dire dans le Proche et Moyen-Orient), l'islam a, plus que toutes les autres puissances sociales et idéologiques, une capacité anti-colonialiste et une nature anti-occidentale. » (51)

Une correspondance des esprits se trouve entre Foucault et Shariati dans le sens où tous deux, chacun dans son champ culturel, s'engage tout en désirant entraîner à sa suite ses concitoyens, à penser autrement leur héritage historique (52). Foucault trouve dans la révolution iranienne le moment historique par excellence qui s'offre à la pensée pour repenser son histoire, dans son cas, celle de l'Occident : « Il me semble que l'enjeu, le défi que doit relever toute histoire de la pensée, c'est précisément de saisir le moment où un phénomène culturel, d'une ampleur déterminée, peut en effet constituer, dans l'histoire de la pensée, un moment décisif où se trouve engagé jusqu'à notre mode d'être de sujet moderne » (52).

Dans son analyse du pouvoir, Foucault a toujours été sensible à la singularité qui s'élève contre l'universel incarné par le pouvoir. Dans le cas de l'Iran, la singularité qui résiste est le peuple. Un peuple qui a placé toute sa confiance et son amour dans un homme. Comment expliquer qu'un seul homme soit dépositaire de la volonté de tout un peuple ? D'où tire-t-il cette légitimité ? Essentiellement de son dévouement et son sacrifice pour la cause qui remet en question un siècle de l'histoire de l'Iran.

Dans ce dévouement et ce combat contre l'injustice, Foucault ne peut qu'associer l'image du pasteur à celle de Khomeiny. Si l'image du pasteur est de source orientale et religieuse, elle est aussi présente chez Platon. L'important est que dans cette image, la question éthique, est indissociable de la question politique. Morale et politique sont liées. Si le rôle du philosophe, pour Foucault, est de fixer des limites au pouvoir, être l'ami de l'opprimé, c'est, en quelque sorte, endosser l'habit du pasteur. Khomeiny incarne l'homme politique et religieux qui lui permet de se prévaloir du rôle de pasteur car en Iran, la religion n'est pas seulement le pivot de la résistance mais le principe d'une création politique. Foucault, de l'intérieur de l'histoire occidentale, voit le rôle du pasteur échoir au philosophe. Comme le pasteur, le philosophe veille.

En excluant du champ philosophique la notion du « souci de soi » et en donnant la primauté au « connais-toi toi-même », il a fait de la connaissance le seul moyen qui permet au sujet d'accéder au vrai, sans que cette vérité, en retour, n'affecte le sujet ou le transforme. Cette dissociation entre sujet et vérité, entre spiritualité et philosophie dont la pensée moderne est rendue responsable embrume le présent : « Telle qu'elle est désormais, la vérité n'est pas capable de sauver le sujet. (...) nous dirons que l'âge moderne des rapports entre sujet et vérité commence le jour où nous postulons que, tel qu'il est, le sujet est capable de vérité mais, telle qu'elle est, la vérité n'est pas capable de sauver le sujet » (53).

C'est ce lien entre sujet et vérité que Foucault a rencontré en Iran : « Mais surtout, il nous faut changer nous-mêmes. Il faut que notre manière d'être, notre rapport aux autres, aux choses, à l'éternité, à Dieu, etc., soient complètement changés et il n'y aura de révolution réelle qu'à la condition d'un changement radical de notre expérience. (...) La religion était pour eux comme la promesse et la garantie de trouver de quoi changer radicalement leur subjectivité » (54). L'agir révolutionnaire transfigure et illumine leur être.

Les Lumières ne sont plus pour lui la vérité sur laquelle s'analyse et se juge le présent. L'universalité des Lumières est transformée en idéologie qui ramène le réel à ses dogmes et se refuse de saisir ce qu'il y a d'original et de neuf dans les événements qui affectent le présent de par le monde. C'est cette question qui le préoccupe dans son expérience en Iran.

Foucault a pu expérimenter en Iran ce travail critique qui donne forme à l'impatience de la liberté : « "La volonté collective", on ne l'a jamais vue, et personnellement, je pensais que la volonté collective, c'était comme Dieu, comme l'âme, ça ne se rencontrait jamais. Je ne sais si vous êtes d'accord avec moi, nous avons rencontré à Téhéran et dans tout l'Iran la volonté collective d'un peuple. Eh bien, ça, ça se salue, ça n'arrive pas tous les jours » (55).

Même en tant qu'observateur, et si de surcroît cet observateur est aussi attentif que Foucault, comment ne pas être transporté par ce soulèvement inouï, par ce mouvement qui excède toute analyse de la révolution telle qu'elle a été théorisée auparavant ? Pour lui, ce n'est ni un groupe social, ni un parti, ni une avant garde qui tracent le chemin de l'avenir mais la volonté d'un peuple qui embrase le pays, fait corps avec lui et devient son destin.

Une volonté collective qui a fini par désarmer toute force susceptible de lui résister. Foucault idéalise le processus révolutionnaire. Il occulte la grève générale, le recours aux barricades et à la révolte armée. Pour lui, la spiritualité est la matrice de cette volonté politique. Lorsque le besoin de changement s'est fait sentir, la religion, comme discours vrai, « sans effusion de sang » (*sic*) (56), a été là pour servir comme principe et force opératoire de changement et de transformation du monde ici-bas.

La révolution islamique ne révolutionne pas seulement l'Iran mais aussi les certitudes, les préjugés de l'Occident. Cette attitude de Foucault soulève un scandale : il est accusé d'adhérer à l'idée de l'avènement d'une ère nouvelle où les révolutions religieuses supplanteraient les révolutions rationnelles. Mais ses détracteurs dénoncent le scandale de l'adhésion. Pas celui de l'analyse. Frédéric Tellier écrit ainsi que « le diagnostic de Foucault est juste, c'est l'adhésion - fort brève - du philosophe qui est déplacé (57).

Mahmoud Senadji adhère à la pensée de Foucault et défend le bilan de la révolution islamique :

« Cette attitude fondée historiquement, pour Foucault, par ses lectures philosophiques de Platon et la fascination et l'intérêt qu'avait celui-ci pour la Perse, intellectuellement sur les lendemains embrumés et ensanglantés des révolutions séculières de l'Occident, est une leçon éthique de pudeur et de retenue qui porte en soi l'idée de la rencontre de l'Autre, l'idée de lui aménager un espace d'accueil et d'écoute pour saisir ce qu'il a de propre à dire et en quoi ce qu'il a à dire nous parle.

» La spiritualité que Foucault a vu en oeuvre en Iran n'a cessé de lui parler et de l'accompagner à l'intérieur de sa propre histoire en la revisitant pour saisir à quel moment, dans l'histoire européenne, le lien unissant spiritualité et philosophie s'est rompu. Foucault ne s'était pas fourvoyé dans sa rencontre avec la révolution iranienne, celle-ci lui a permis, de mieux saisir et d'approfondir ce qui définit pour lui la condition humaine : « se soucier de soi ».

Cette république de religieux et de déshérités contre laquelle on prédisait qu'elle ne vivra pas plus de quinze jours vient de fêter ses trente ans d'existence par un exploit scientifique : l'envoi dans l'espace d'un satellite de fabrication proprement iranienne.

La révolution islamique a-t-elle réalisé les idéaux pour lesquelles le peuple s'est soulevé ? » (58)

La question de l'hégémonie culturelle a des spécificités indéniables dans la révolution iranienne, qui la rendent peut-être plus importante que dans d'autres mouvements révolutionnaires. L'idéologie dominante est celle de la classe dominante, et elle devient celle de la direction révolutionnaire en période de crise. C'est donc bien la direction révolutionnaire qui détermine la nouvelle hégémonie culturelle et non l'hégémonie culturelle qui induit une direction politique. Autrement dit, ce n'est pas parce que le peuple iranien est en quête de spiritualité qu'il se range derrière Khomeiny, mais c'est parce que Khomeiny apparaît comme le dirigeant le plus conséquent que l'idée d'une République islamique devient majoritaire dans la population. Et c'est bien un combat physique, matériel, un affrontement de classe et armé en même temps qu'un affrontement contre l'impérialisme, qui se joue en Iran, non une bataille idéologique.

C'est cet aspect que saisissent difficilement les analyses françaises et occidentales. Dès le début des événements révolutionnaires, *Libération* apparaît comme divisé, indécis, sans ligne éditoriale fixe. Il donne la parole à l'opposition qui se démarque de Khomeiny : la gauche, Taleghani... L'unité apparaît rapidement comme menaçante, totalitaire. Mais dans le même temps, les oppositions, même légitimes du point de vue de *Libération*, sont envisagées sous leurs aspects négatifs pour le processus révolutionnaire. De sorte que cette chronique est peut-être la plus tempérée de la presse française. Mais elle évite aussi de répondre aux questions que se posent les envoyés spéciaux dans leur livre *Iran : la révolution au nom de Dieu* : « Religion et progrès sont-ils compatibles ? » « Faut-il s'émerveiller devant l'Iran uni ? » (59) Le retour de Khomeiny, après son séjour à Paris, est suivi à *Libération* de rapports intéressés, passionnés qui, sans être acritiques, restent sympathisants. Les envoyés spéciaux, Serge July en tête, sont fascinés par l'unité, la cohésion de la révolte, même s'ils vont aussi, dès le mois de février, rendre compte des menaces qu'elle représente. En tout état de cause, la force de l'islam chiite n'est pas analysée. Elle est tenue pour acquise, sinon comme tombée du ciel (60).

À la mort de Khomeiny, en 1989, Gilbert Achcar écrira :

« Plusieurs milliers d'Iraniens, formant une gigantesque marée humaine, ont participé aux obsèques de l'ayatollah Khomeiny (...). Le dirigeant illuminé de la « mollarchie » iranienne s'inscrit (...) au palmarès des personnages historiques qui ont déchaîné de leur vivant les passions les plus violemment contradictoires.

» L'ampleur impressionnante de la douleur que son décès a suscitée a pourtant surpris : elle a apporté un démenti cinglant à ceux, nombreux dans l'opposition iranienne de droite comme de gauche, qui affirmaient que le régime « islamique » avait perdu toute base de masse (...). Ce désir pris pour une réalité était partagé à l'échelle mondiale par beaucoup de ceux qui, pour de bonnes ou de mauvaises raisons, souhaitent la fin du khomeynisme. Certes, les scènes d'hystérie collective (...) indiquent bien que l'événement relevait, dans une bonne mesure, de la psychanalyse de masse. Mais à moins de tomber dans cet idéalisme primaire qu'est la conception psychologique de l'histoire, on ne saurait attribuer l'affliction manifestée par une large partie de la population iranienne au seul fanatisme dont elle serait la proie par ignorance ou arriération.

» Les facteurs psychologiques, idéologiques ou religieux sont tous des éléments tout à fait réels de la détermination historique. Ils n'agissent pas, cependant, sur des masses malléables à souhait, ouvertes à tout « lavage de cerveau » de quelque nature qu'il soit. Pour fanatiser des foules, il faut pouvoir les convaincre de représenter une voie certaine vers l'amélioration de leur sort et leur accession à une dignité supérieure. Pour les fanatiser durablement, il faut avoir été en mesure de leur apporter un progrès tangible sur cette voie. » (61)

C'est cet aspect que ni Foucault, ni ses détracteurs, dans leur vision occidentale, n'ont su déchiffrer.

B.

Chine et URSS

1. Le triangle Moscou-Pékin-Washington

Les relations sino-soviétiques sont un élément important de la situation mondiale en 1979, et en fait depuis la fin des années 1950 et le « Grand bond en avant ». Dès 1959, Moscou s'emploie à l'apaisement diplomatique avec l'Ouest, notamment en réunissant Nikita Khrouchtchev et Dwight Eisenhower. On parle désormais de « coexistence pacifique ». Mais cette politique se fait au détriment de la Chine, notamment car, pour lutter contre la prolifération nucléaire, Moscou renonce à son engagement d'aider Pékin à développer l'arme atomique. La détérioration des relations conduit au retrait des assistants techniques soviétiques en République populaire de Chine, et la cessation de l'aide en juillet 1960.

La tension entre les deux États reste indirecte. Pékin dénonce la République fédérale populaire de Yougoslavie du maréchal Tito alors que l'Union soviétique critique le principal allié de la Chine, la République populaire d'Albanie d'Enver Hoxha. Mais la rupture devint publique en juin 1960 à l'occasion d'un congrès du Parti communiste roumain, lorsque Khrouchtchev et le représentant chinois Peng Zhen s'affrontèrent ouvertement. Khrouchtchev traite Mao Tsé-Tung de « nationaliste », d'« aventurier » et de « déviationniste ». En 1962, après la crise des missiles de Cuba et le repli soviétique, Mao parle de « capitulation ». En juin 1963, la rupture est consommée entre les deux partis communistes, lorsque le PCC publie *La proposition du parti communiste chinois concernant la ligne générale du mouvement communiste international*, qui soutient l'idée qu'une contre-révolution capitaliste a eu lieu en Union soviétique.

De 1962 à 1966, malgré des négociations et des efforts diplomatiques, les incidents se multiplient à différents points frontaliers, notamment aux frontières du Sinkiang, Turkestan chinois, au nord-ouest du Tibet. Cinquante mille Kazakhs et Uighurs, de nationalité chinoise, tentent de passer au Kazakhstan soviétique. La frontière est fermée et les cinq mille de musulmans de la vallée d'Ili subissent une forte répression. D'autres heurts ont lieu autour de la gestion conjointe du fleuve Amour. Chaque gouvernement s'accuse mutuellement, et de plus en plus publiquement, de violer les traités et de fomenter des activités subversives chez son voisin.

Aux États-Unis, en novembre 1966, Andreï Andreïevitch Gromyko, ministre des affaires étrangères de l'URSS parle avec le président Johnson de l'anxiété croissante de son gouvernement pour la sécurité des frontières avec la Chine. Mais c'est l'année 1967, celle de la révolution culturelle, qui voit franchir un nouveau cap avec les émeutes des étudiants chinois à Moscou le 25 janvier et le siège de l'ambassade soviétique à Pékin par les Gardes rouges, du 26 janvier au 12 février. Seule la guerre du Vietnam permet encore qu'une collaboration ait lieu entre les deux États, l'URSS faisant transiter des armes par la Chine, et que Washington ne se pose pas en arbitre du conflit.

En 1968, les Soviétiques opèrent un redéploiement massif de leurs troupes le long de la frontière chinoise, en particulier face au Xinjiang, pour encourager le séparatisme des populations d'origine turque.

C'est le moment, pour Washington, d'établir des relations avec Pékin. En 1971, l'Assemblée générale de l'ONU reconnaît la RPC, qui accède, à la place de Taïpeh, au Conseil de sécurité. Kissinger se rend à Pékin pour y jeter les bases de la visite programmée de Richard Nixon en février 1972. Les Soviétiques, furieux, organisent rapidement leur propre sommet avec Nixon. La rivalité entre la Chine et l'URSS s'étend jusqu'en Afrique et au Moyen-Orient, où chacun des deux pays soutient et finance des partis, des mouvements et des États différents.

Lorsque l'Union soviétique aide, en 1978, à la prise du pouvoir des communistes afghans, l'intervention de l'année suivante est possible à deviner. Pékin craint un encerclement de son territoire et s'allie à Washington. Le rapprochement sino-étasunien des années 1970 répond donc à la volonté réciproque de constituer un contrepoids à l'URSS. Il s'agit d'une alliance de circonstance, qui n'empêche pas la dénonciation idéologique et la concurrence internationale.

En tout état de cause, la relation triangulaire entre Washington, Pékin et Moscou a des conséquences sur leurs attitudes respectives vis-à-vis de la révolution iranienne (1).

Selon Jacques Guilleme-Brulon, il existe un « accord tacite international » contre la révolution :

« C'est parce que la majorité de l'opposition organisée, les élites, les intellectuels, ne veulent pas d'un régime islamique qu'existe un « accord tacite international qui, de la Chine à l'U.R.S.S. en passant par les États-Unis, l'Europe de l'Ouest et les pays de la « ligne de front », tels l'Égypte, les émirats du golfe Persique, l'Arabie Saoudite, s'est esquissé dans l'ombre, afin de s'efforcer de limiter les dégâts en conjurant une éventuelle explosion. Equilibre d'évidence précaire, dans la mesure où Moscou n'ignore pas ce que signifierait pour elle l'élimination du verrou iranien ; car possédant la quatrième armée et la troisième aviation du monde, allié de l'Occident, l'Iran assure la seule liaison solide entre l'O.T.A.N. et le Japon.

» Il en irait tout autrement, sans doute, si, d'une part, la formation Toudeh (communiste), presque inexistante, aujourd'hui, avait la moindre chance de l'emporter, et si, de l'autre, les populations musulmanes de l'U.R.S.S. ne jouxtaient pas précisément la frontière iranienne. Ainsi, paradoxe des paradoxes, qui justifie sa prudence, la présence d'un pouvoir islamique de choc entraînerait des conséquences infiniment plus dangereuses pour le Kremlin que le maintien de l'actuel statu quo. Un statu quo, en réalité, plutôt favorable, désormais, puisque la situation pararévolutionnaire dans laquelle se débat l'Iran, le déstabilise, neutralise en partie ses armées, n'en fait plus le point d'appui géopolitique idéal, et le relais sûr qu'il fut, jusqu'à un tout récent passé, entre Washington et Tokyo. Neutralisation accentuée, au surplus, par l'installation d'un régime pro-soviétique à Kaboul, et l'irruption des unités de la flotte rouge à l'intérieur du golfe Persique (2).

2. La RPC

L'Iran et la Chine sont deux civilisations et puissances asiatiques anciennes : leurs relations remontent aux temps de la Route de la Soie. Le lien historique et l'affinité culturelle sont révélateurs d'une vision partagée par Téhéran et Pékin. Que ce soit grâce à l'importance attachée à ce passé ou grâce à une volonté actuelle de réécrire l'histoire, l'héritage culturel et la pérennité de ces deux civilisations sont un facteur commun qui perdure à travers les régimes politiques et religieux. Les deux pays attachent aussi une grande importance à leur relation bilatérale en raison de la reconnaissance mutuelle de leurs importances géostratégiques ou encore à cause d'intérêts plus pragmatiques ou ponctuels (3).

Les relations diplomatiques ne sont nouées qu'en 1971. Avant cette date, la Chine appartient au bloc soviétique, tandis que l'Iran du Shah se place clairement sous l'orbite étasunienne, adhérant au Pacte de Bagdad en 1955. La Chine donne alors refuge au PT – tout en limitant ses activités – alors que Téhéran reconnaît diplomatiquement Taïpeh.

C'est dans le cadre de sa politique tiers-mondiste que la Chine maintient des relations commerciales avec l'Iran tout au long des années 1950, d'un montant total de 2,5 millions de dollars pendant toute cette période, suivie des premières importations de pétrole dès 1960, tout en vilipendant les liens entre Washington et Téhéran (4).

Les relations connaissent un timide réchauffement pendant les années 1960 : le Shah recherche plus d'indépendance vis-à-vis des États-Unis, commençant en 1965 à s'abstenir lors des votes à l'ONU au sujet de l'admission de Pékin au Conseil de Sécurité. Avec le durcissement de la rivalité sino-soviétique, il fait des pas plus explicites vers une normalisation diplomatique. Le commerce reprend officiellement en 1966, en dépit du soutien de la RPC aux mouvements révolutionnaires du Golfe persique, jugés dangereux par Téhéran.

Ce sont la consolidation de l'URSS comme menace stratégique principale et l'amorce de la normalisation sino-étasunienne qui donnent lieu à la reconnaissance diplomatique entre la Chine et l'Iran en août 1971. Il s'ensuit une visite du « Premier ministre » Zhou Enlai à Téhéran en 1973, une amplification des relations commerciales et un début d'échanges éducatifs et culturels (5).

En 1978, Pékin considère plus que jamais le régime de Téhéran comme un pilier de la résistance à l'URSS qui étend son influence en Afghanistan et au Yémen du Sud. Hua Kuo-Feng, « premier ministre » de la RPC rend visite au Shah à la fin du mois d'août, pour discuter un accord de coopération. Arrivé en période de troubles, il prolonge sa visite, prévue pour une seule journée, à quatre jours. Dans un discours, il dénonce « l'hégémonie des grandes puissances » (6). La Chine renouvelle son soutien régulièrement, notamment après le Vendredi noir, aux côtés de l'Égypte et des États-Unis.

Au départ du Shah, Pékin ne cache pas son regret et ses craintes (7). Au retour de l'ayatollah Khomeiny, Deng Xiaoping s'inquiète de l'« intervention soviétique en Iran » (8). Mais la RPC va opérer un revirement plus brutal encore que d'autres pays au lendemain du départ de Bakhtiar. Après avoir répété pendant des mois que les événements étaient le « résultat de la subversion soviétique », la presse offre une grande place aux déclarations de Khomeiny et de Bazargan.

La presse internationale rapporte que deux diplomates de l'ambassade affichent des portraits du Shah barrés des lettres « C.I.A. » en rouge, « symbolisant le sang des torturés » et affichent des *dazibaos* en chinois, persan et anglais portant les inscriptions : « Mort à l'impérialisme américain et à ses valets en Iran ! » et « Vive l'imam Khomeiny, le grand dirigeant du peuple iranien ! » Les relations mettront peu de temps à reprendre.

3. L'URSS

La crise iranienne prend l'URSS par surprise et la place devant un dilemme. Soutenir l'opposition, c'est risquer de s'aliéner le Shah s'il se maintient au pouvoir. Mais l'aider, c'est perdre l'occasion d'exploiter un recul de l'Occident et d'augmenter l'influence soviétique sur un Iran affaibli. Elle va donc temporiser, attendre la suite des événements. Ce n'est que lorsque la vague insurrectionnelle prend de la force, que le sort du Shah est scellé, que Moscou va sortir de sa réserve. Mais il ne s'agit pas de soutenir ouvertement la révolution islamique.

L'URSS compte une cinquantaine de millions de musulmans, soit 18% de sa population, avec de fortes communautés, majoritaires dans six républiques. En Azerbaïdjan, les musulmans représentent 93% de la population, dont deux tiers de chiites. Au Kazakhstan la moitié de la population est musulmane sunnite et elle l'est majoritairement au Kirghizistan. Elle l'est à 90% en Ouzbekistan, au Turkménistan et au Tadjikistan, qui compte aussi 5% de chiites ismaéliens – qui ne reconnaissent pas la succession de Jafar, le sixième imam. Les musulmans représentent encore 10% de la population de Géorgie, avec de fortes communautés, les Adjars sunnites et des chiites dans la province de Kvemo Kartli et dans la communauté azérie. La Russie elle-même est peuplée de 10% de musulmans, essentiellement des sunnites, mais avec une forte communauté soufie au Daguestan.

Vers 1970, Brejnev a donné une orientation nouvelle à la politique islamique. Désormais, l'Asie centrale soviétique sert de base de départ à une pénétration idéologique dans le monde musulman, en même temps qu'elle offre un modèle de modernisation, une vitrine de la réussite socialiste en terre islamique. Mais dans la même période apparaissent des courants fondamentalistes, des sociétés initiatiques semi-clandestines dont l'audience est loin d'être négligeable. Les républiques musulmanes deviennent des zones fragiles qu'il faut protéger des influences extérieures. Une révolution islamique représente donc un danger, d'autant qu'une République islamique d'Iran pourrait bien influencer la communauté chiite d'Afghanistan – environ 15% de la population (9). Pour Marc Yared de *Jeune Afrique*, « le déferlement de l'islam intégriste en Iran et en Turquie peut déstabiliser un jour l'Union soviétique elle-même. » (10)

Le Monde du 14 septembre parle de « prudence soviétique » (11). À Moscou, la *Pravda* parle de l'attitude des États-Unis en Iran mais pas du Shah, alors que Tirana (Albanie) soutient l'insurrection contre l'impérialisme des États-Unis, les « sociaux-impérialistes soviétiques » et « les révisionnistes chinois » (12).

Le 30 octobre 1978, à l'occasion de la fête nationale iranienne, Léonid Brejnev adresse au Shah un télégramme lui présentant ses « vœux de succès et de progrès au peuple iranien ami. » (13) Moscou reste très méfiant à l'égard de l'opposition islamique.

C'est donc principalement l'impérialisme étasunien qui fera la cible des attaques, de plus en plus répétées, de Moscou. Le 20 novembre, Brejnev met en garde le président Carter contre toute intervention en Iran. L'ultimatum est renouvelé le 26 décembre, alors que des spécialistes de la CIA sont envoyés, selon Moscou, en Iran.

La *Pravda* du 30 décembre 1978 écrit :

« Le sang coule et des centaines de gens meurent, mais pendant ce temps, Washington n'est préoccupé que d'une chose : les conséquences de possibles changements en Iran pour les investissements américains, pour les plans du Pentagone qui a fourni aux autorités iraniennes l'armement le plus moderne pour des milliards de dollars. (...) La Maison-Blanche déclare que les États-Unis n'ont pas d'intentions interventionnistes à l'égard de l'Iran. Cependant, même la presse américaine annonce que le Conseil national de sécurité et le Département d'État élaborent des plans concrets d'ingérence dans les événements d'Iran. Cette ingérence est déjà réalisée par les conseillers américains en Iran, à la tête desquels se trouve l'ambassadeur M. W. Sullivan. » (14)

La *Pravda* met avant tout l'accent sur le caractère « anti-américain » du mouvement populaire, mais il faut attendre le début du mois de janvier pour que Moscou exprime réellement sa « sympathie » pour la lutte « pour l'indépendance nationale » (15) Ce geste est salué par Khomeiny dans l'interview qu'il donne à Paul Balta le 10 janvier (16).

Pour Mozaffar Firouz, le seul moyen d'éviter la guerre civile serait une déclaration des États-Unis et de l'URSS les engageant à ne pas intervenir et à laisser l'Iran le droit de choisir son régime :

« M. Carter ne devrait pas oublier que depuis vingt-cinq ans, depuis la chute de Mossadegh, l'intervention américaine est flagrante en Iran. Washington y a imposé un despotisme à sa dévotion. (...) Si [Moscou] a jusqu'à présent toléré cette intervention [c'est parce que] rien ne pouvait mieux pousser le peuple au désespoir. (...)

» Loin de contribuer à la stabilité de la région (...) la présence du chah et le maintien de son régime constituent un facteur de déséquilibre. »

» Le peuple veut assumer pleinement son avenir dans son pays pacifié et devenu une Suisse à l'intersection des continents. (...)

» Grâce à l'autorité et à l'intégrité de l'ayatollah Khomeiny, le peuple iranien uni vient d'entrer (...) dans une résistance qui débouchera (...) sur la liberté et l'indépendance, restant ainsi fidèle aux enseignements du Docteur Mossadegh. » (17)

Indécis, Moscou prépare néanmoins l'opinion à un changement de régime, anticipant sur les réactions possibles de ses peuples musulmans. Il salue le départ du Shah le 16 janvier et tient le gouvernement Bakhtiar pour illégitime : il a été nommé par le souverain et, surtout, il diffuse une propagande sur un complot soviétique.

L'URSS ne veut pas avoir l'air de s'ingérer, dans la mesure où elle dénonce l'ingérence des États-Unis, mais craint autant un coup d'État militaire qu'une république islamique.

Raymond Aron se fait le porte-parole de ceux qui croient à une possible intervention soviétique en Iran. Pour lui, quel que soit le vainqueur, l'Iran se joindra « à l'embargo que les États arabes ont édicté et imposé aux compagnies à l'égard des pays mis au ban de la communauté » : l'Afrique du Sud et Israël. Cela peut signifier un grave danger pour l'Europe occidentale elle-même, du fait de la possible contagion de la révolution au royaume saoudien ou du contrôle du Golfe persique par l'URSS :

« Si, à la faveur de régimes progressistes marxistes ou islamo-marxistes, Moscou acquiert le pouvoir d'ouvrir ou de fermer le robinet d'or noir, la satellisation de l'Europe occidentale devient inévitable (...). Qui tient le pétrole de l'Arabie séoudite détient un droit de vie ou de mort sur l'économie européenne. » (18)

En fait, pour l'heure, c'est plutôt le gaz iranien qui manque en Arménie et en Géorgie (19)... Et au lendemain de l'insurrection de Téhéran, Moscou dénonce « l'alliance que les États-Unis forgent avec l'Égypte, la Jordanie, l'Arabie Saoudite et Israël » (20).

La *Pravda* rend compte des événements iraniens avec une satisfaction évidente, mais sans les commenter directement. Soulignant que « Téhéran est aux mains des insurgés », l'organe du PCUS ne fait plus état, pour la première fois depuis plusieurs semaines, d'un risque de « coup d'État » (21).

Alexis Kossyguine, président du conseil des ministres de l'URSS, affirme dans un message à Bazargan : « L'Union Soviétique déclare qu'elle reconnaît le gouvernement provisoire de l'Iran et qu'elle est prête à entretenir et à promouvoir les relations entre nos deux pays sur la base de l'égalité, du bon voisinage, du respect de la souveraineté nationale et de la non ingérence dans les affaires des uns et des autres. »

L'agence Tass dément une dépêche de l'AFP qui prêtait à Boris Ponomarev, membre suppléant du Bureau politique et secrétaire du PCUS, des propos selon lesquels il saluait « la victoire du socialisme en Iran. » (22)

C.

Moyen-Orient

1. Un nouveau facteur de déstabilisation

Si les pays du Front du refus, la Syrie, l'Algérie, le Yémen du Sud, la Libye, sont satisfaits du départ du Shah, si les Palestiniens le considèrent comme une victoire car Téhéran était un allié pour Tel-Aviv, on note chez d'autres États arabes une certaine inquiétude.

Le Shah n'est pas que le « gendarme » du Golfe. Il est aussi à la tête d'un ensemble de régimes qui acceptent la domination étasunienne moyennant des négociations intéressées et une protection dont l'Iran est la base principale. Le 27 juillet, le roi Hussein de Jordanie rend visite à Téhéran et affirme son amitié pour le régime. Le 23 août, c'est l'Arabie Saoudite qui lui apporte son soutien public. Le 10 septembre, au lendemain du Vendredi noir, c'est au tour de Sadate, alors en pleines négociations de Camp David et quelques semaines plus tard, nous l'avons vu, l'Irak entreprend les mesures de surveillance contre l'ayatollah Khomeiny. La Jordanie de même que Hassan II du Maroc et, surtout, l'Égypte, restent des soutiens indéfectibles tout au long des événements.

Bagdad joue également la carte du Shah jusqu'au bout. Les dirigeants baasistes qui appartiennent, pour la plupart, à la minorité sunnite craignent toujours un soulèvement des chiites et une nouvelle révolte des Kurdes. Les Émirats du Golfe, Oman et, dans une moindre mesure, le Koweït, bénéficiaient de la protection iranienne. Comment les États-Unis pourront-ils leur donner de nouvelles garanties ? Et que dire de l'Arabie Saoudite liée étroitement à l'Amérique et qui se retrouve aujourd'hui bien seule ?

Josette Alia, envoyée spéciale *du Nouvel observateur* « en Orient » écrit :

« Les milliardaires du pétrole continuent d'avoir un trésor sous leur trône et le monde à leurs pieds. Mais ils s'inquiètent soudain d'un péril inattendu et contre lequel ils sont sans armes : le « mal iranien »

« L'Iran s'effondre, se dilue dans une incontrôlable révolution.

» Le chah, colosse aux pieds de sable, se sera plus jamais ce gendarme détesté mais utile qui, de l'autre côté du golfe d'Émeraude, faisait parader son armée surpuissante et apparaissait comme un ultime barrage contre la montée encercleante des « périls communistes ». Tout à tour, l'Irak baassiste, le Yémen, la Somalie, l'Éthiopie, l'Afghanistan étaient tombés dans le rouge tablier. C'était inquiétant mais pas dramatique : l'Iran avait réduit la rébellion du Dhofar, les bateaux du chah patrouillaient dans le Golfe et surveillaient le détroit d'Ormuz – par où transitent 60% du pétrole occidental, 80% du pétrole japonais.

» Aujourd'hui, le gendarme est à terre. Et les émirs du pétrole, inquiets, vulnérables, découvrent qu'ils sont riches à milliards... mais nus. » (1)

Nul n'est à l'abri de la « contagion iranienne ». Pour la première fois, le Golfe réserve mondiale d'énergie, détenteur d'immenses réserves monétaires, poumon, fournisseur et banquier du monde occidental, se sent et se sait en danger. Les émirs n'ont aucun moyen d'action sur le déferlement iranien. À peine ont-ils les moyens de se protéger eux-mêmes.

Les dirigeants musulmans voient évidemment d'un mauvais oeil les masses d'exaltés offrant leur poitrine aux coups sous la conduite d'un clergé pauvre et enflammé qui prêche un islam égalitaire et mystique. « Les chiites ? Au fond, ce sont des communistes... », dit un dirigeant wahhabite. (2) Ils craignent pour Bahreïn, futur maillon faible de la chaîne avec ses 50% de chiites, et pour leurs gisements pétroliers : partout, les chiites sont installés là où est le pétrole. Ils sont cent mille à Koweït, quatre cent mille sur les côtes pétrolières d'Arabie saoudite.

Beaucoup plus connu que le danger chiite, mais probablement moins réel, le « danger » palestinien est souvent évoqué et pointé du doigt par Téhéran depuis le début de l'agitation (3). Les Palestiniens sont nombreux dans le Golfe. Ils sont deux cent cinquante mille au Koweït pour trois cent cinquante mille Koweïtiens. Comme l'écrit Josette Alia, « dans ces pays où l'or ruisselle et s'étale, les vraies

émeutes, inattendues, déferlantes, brutales, pourraient être des émeutes de la misère. Iraniens, Pakistanais, Indiens, Baloutchs, tous les pauvres du sous-continent asiatique affluent (...) par milliers. » (4)

Tant que les Iraniens faisaient la police locale, ces données de base restaient au second plan. Elles prennent du relief aujourd'hui. De 1964 à 1976, une rébellion séparatiste s'est déclarée au Dhofar, dans le sud d'Oman, réprimée avec l'appui de l'Iran. Désormais, les dirigeants du Moyen-Orient se postent cette question : « si un nouveau Dhofar se déclare dans quelque montagne stratégique, si une émeute fait flamber les palais, quelles sont les possibilités de réaction des pouvoirs en place ? Et quel est leur degré de vulnérabilité ? »

Il n'existe dans le Golfe que deux armées crédibles : l'armée irakienne avec ses cent quatre-vingt-dix mille hommes et une bonne artillerie, et l'armée d'Oman avec vingt mille hommes légèrement armés mais bien entraînés. Les autres n'ont pas assez d'hommes. Les émirats achètent, certes, un armement sophistiqué. Mais il leur faut des pilotes, des mécaniciens, des conducteurs de char ? À Abou Dhabi, par exemple, le commandant de la marine est égyptien, le général commandant l'armée de l'air est pakistanais, les officiers sont jordaniens, la moitié des hommes de troupe sont omanais (5).

L'Arabie Saoudite, plus vaste et moins peuplée, a de très longues frontières à défendre. Il lui faut donc à la fois une armée classique, de soixante mille hommes et une armée de maintien de l'ordre – la Garde blanche et ses trente mille hommes, sans doute la plus efficace du Golfe. Mais son recrutement est tribal, et son utilisation s'en retrouve limitée : on ne peut envoyer facilement les Bédouins du Nedj (au nord) en opération à la frontière du Yémen (au sud). Les zones les mieux défendues ne sont donc pas les plus vulnérables : pour l'Arabie Saoudite, le danger est au sud, à proximité du Yémen « rouge » et de la corne de l'Afrique en pleine ébullition. Or, là, il n'y a pas ou il y a peu de tribus. D'où l'importance de l'armée d'Oman, seule à monter la garde sur ce flanc exposé.

La crise iranienne met en question aujourd'hui ce qui constituait le dernier recours, le parapluie ultime : la protection militaire étasunienne. « Alors que l'orage approche, les émirats regardent le voisin iranien et ils s'aperçoivent que le parapluie américain ne s'ouvre pas au moment décisif. » (6)

Après le retrait des forces britanniques à l'est de Suez, en mars 1971, les États-Unis ont officiellement puis clairement pris la relève militaire. Abandonnant la « ligne de l'avant », qui tentait d'instaurer un axe Ankara-Téhéran-Islamabad, ils se sont peu à peu repliés vers le Golfe, où ils ont, au nom de la « doctrine Nixon », défendue par Kissinger, multiplié les aides et les promesses. Une base navale étasunienne est installée à Bahreïn. En 1976, le Pentagone demande et obtient un crédit de cent millions de dollars pour améliorer la base de Diego Garcia, dans l'océan Indien, afin que puissent y relâcher les porte-avions géants qui montent la garde au carrefour du Golfe et de l'Asie. En Arabie Saoudite même, les instructeurs, les armes, les compagnies d'ingénierie militaire affluent. L'*U.S. Army Corps of Engineering* construit trois cités militaires (la cité Fayçal à l'est, la cité Abdel-Aziz au sud, la cité Khaled, encore inachevée, au sud-ouest). La *Vinell Corporation* a un contrat de soixante-seize millions de dollars pour entraîner la garde nationale du royaume (7).

Lorsque les États-Unis comprennent que le Shah doit nécessairement partir, ils tentent de conforter leurs alliés. Le 10 janvier, des F-15 sont envoyés en Arabie Saoudite, tant pour rassurer Ryad que pour avertir Moscou, c'est-à-dire maintenir la stabilité de la région malgré la probable chute du souverain (8).

Mais toute protection étasunienne assurée, les craintes ne s'estompent pas, pour deux raisons principales : les déclarations de Khomeiny en solidarité avec la Palestine et la possibilité pour l'URSS de tirer parti des troubles.

Sur la frontière sud de l'URSS, l'Iran était un formidable bastion des États-Unis, bourré de soldats, équipé de radars puissants, une véritable sentinelle reliée directement à Washington. Ce bastion n'existe plus. Les militaires étrangers déménagent leurs bases. Et l'armée rejoint le camp des non-alignés. C'est un coup sévère porté aux États-Unis, mais surtout à leurs alliés. Qui va maintenant assumer la protection des routes qui mènent au pétrole ? L'Iran du Shah, c'était aussi, quand les Arabes utilisaient l'arme du pétrole contre l'Occident, l'assurance que l'or noir d'Abadan continuerait à approvisionner les réservoirs de l'Occident. Qu'en sera-t-il demain ? On peut s'attendre à des événements spectaculaires. Ainsi des rumeurs parlent d'une fusion entre l'Irak et la Syrie, inimaginable quelques mois auparavant (9).

Alors que Yasser Arafat adresse un message de soutien à Khomeiny à la fin du mois de janvier 1979, Hassan II tente de lancer une offensive contre le chiisme, rappelant que l'ayatollah Khomeiny est « un hérétique pour les musulmans ». Il ne cache pas que « si l'Iran basculait le processus de déstabilisation s'accélérerait d'un bout à l'autre du monde » (10)

Mais l'offensive idéologique du monarque marocain est loin de convaincre, si loin qu'il est de l'image de piété de l'ayatollah et surtout de l'indépendance nationale pour laquelle se bat le peuple d'Iran.

C'est, plus qu'un réajustement, une transformation stratégique profonde, que les États-Unis et leurs alliés doivent effectuer. Il faut d'abord accélérer la paix israélo-égyptienne pour en faire de nouveaux points d'appui. Pour Mohamed Sid-Ahmed, éditorialiste du quotidien égyptien *Al Ahram*, l'objectif de stabilisation de la région a subi un échec retentissant, « non pas dans un pays arabe réfractaire à toute entente avec Israël, ni à cause d'une recrudescence du « danger communiste », mais parce qu'il a été pris de cours par une résurgence spectaculaire de l'intégrisme musulman. » (11)

Pour Sid-Ahmed, ce ne sont pas les « particularités de l'islam chiite », ni même le fait que le Shah ait laissé se développer l'opposition religieuse, qui explique cette résurgence. C'est l'accumulation de pétrodollars qui, loin d'introduire un facteur de stabilité comme l'Ouest l'avait espéré, a nourri encore davantage la corruption :

« L'importance prise par le mouvement religieux ne peut être expédiée (...) comme un phénomène rétrograde (...) s'opposant au rôle du chah de bâtir l'Iran du siècle prochain. Il s'agit (...) d'une violente réaction contre un mode de transformation structurelle perçu comme importé, aliénant, défavorisant l'écrasante majorité du peuple et représentant une menace à son identité. On a donc affaire à un phénomène de rejet que l'intransigeance de l'ayatollah Khomeiny à l'égard du chah a cristallisé. » (12)

Quoi qu'il en soit, les régimes du Moyen-Orient doivent s'adapter à la nouvelle situation. L'Égypte se dit prête à remplacer l'Iran dans son rôle de gendarme. Mais d'autres États, Israël en tête, souhaitent également bénéficier d'une plus grande importance dans la stratégie des États-Unis.

À la chute de Bakhtiar, devant le fait accompli, les réactions sont diverses.

Elles sont évidemment festives « dans le secteur palestino-progressiste » de Beyrouth. Des salves y sont tirées en signe d'allégresse, faisant même croire à une nouvelle attaque. La joie est encore plus grande dans les camps palestiniens que dans les quartiers chiites. Arafat adresse d'ailleurs, dès le dimanche 11 février, un télégramme de félicitations à Khomeiny pour « le triomphe historique réalisé par le peuple iranien sous son commandement, [qui] est également un triomphe

éclatant pour la révolution palestinienne. [Il s'agit] du début d'une ère portant les signes précurseurs de la victoire des peuples de cette région du monde. (...) Cela prouve que la nation islamique triomphera de tous ses ennemis et que la route vers la ville sainte de Jérusalem sera très bientôt libre. »

En Syrie, Afez el Assad adresse un message similaire. À Khartoum, plusieurs milliers d'étudiants soudanais manifestent, eux aussi dès le 11 février, leur soutien à la république islamique iranienne et pour conspuer les États-Unis et le « traître Sadate », voire pour crier que « le destin de Nemeiry [premier ministre de la junte militaire] sera celui du Shah ! » La Lybie reconnaît immédiatement le gouvernement provisoire de Bazargan et le « pouvoir populaire en Iran ». Tripoli avait déjà organisé une « marche populaire » de soutien à la révolution au mois de janvier.

En Algérie, le quotidien *Ach Chaab* célèbre « la victoire du peuple » en remarquant que « la chute du régime impérial pourrait pousser Washington à organiser une alliance militaire horizontale sous la tutelle de l'OTAN entre le Caire, Rabat et Tel-Aviv. » Pour *El Moudjahid*, Algérie : « L'Iran va rallier le mouvement des non alignés et élargir le front de lutte contre l'État sioniste d'Israël. »

La majorité des régimes prend acte du changement de gouvernement. C'est le cas du générak Zia Ul Hak à Islamabad qui reconnaît sobrement Bazargan « comme son interlocuteur ».

Si Ryad, où Harold Brown se trouve justement, ne publie pas de commentaire, le Secrétaire à la Défense des États-Unis affirme que les relations entre les deux pays vont devenir « encore plus étroites à l'avenir » pour éviter les ingérences soviétiques au Proche-Orient. J. Carter envoie un message dans ce sens au royaume saoudien.

Au Caire, le ministre des affaires étrangères ne se prive pas, en revanche, de s'affirmer « très inquiet », face à un « nouvel élément de déstabilisation au Proche-Orient » qui constitue une raison de plus de faire aboutir les négociations avec Israël.

L'agence Tass affirme que le voyage au Proche-Orient de H. Brown vise « à remplacer l'Iran par un autre pays de la région pour assurer le rôle de gendarme des intérêts de Washington », qui voudrait forger une « alliance pro-américaine composée de l'Égypte, d'Israël, de l'Arabie Saoudite et de la Jordanie. » (13)

2. L'État israélien face à la révolution

En avril 1978, les États-Unis sont prévenus par les services spéciaux israéliens que le Shah et son pays vont affronter une crise sans précédent. Ils ne sont pas pris au sérieux (14).

L'antisionisme est une composante majeure du discours de Khomeiny et de sa politique révolutionnaire internationale. La cause palestinienne représente l'exemple le plus parfait de l'oppression d'un peuple musulman par l'Occident. Les « théories du complot » et de la « conspiration sioniste internationale » sont très populaires en Iran. Et le soutien affiché de l'État d'Israël au Shah ne fera rien pour contrer cette idéologie.

Pour l'État hébreu, l'Iran est un allié de longue date : « Nos relations avec l'Iran étaient très étroites et bien ancrées dans le tissu social des deux peuples », note un haut responsable des affaires étrangères israélien au lendemain du retour de Khomeiny. Téhéran apparaît comme un interlocuteur naturel, aussi bien à Tel-Aviv qu'à Washington. Pour David Ben Gourion, son fondateur, l'État d'Israël fait partie de l'Europe et non du Proche-Orient, où il se trouve par « accident géographique. (...) Nous n'avons pas de liens avec les Arabes. Notre système politique, notre culture, nos relations ne sont pas les fruits de cette région. Il n'y a pas d'affinités politiques entre nous, ni de solidarité internationale. » (15)

Ben Gourion est l'élaborateur du concept d'« alliances périphériques », qui vise à contrebalancer le poids des États arabes en se rapprochant de l'Iran, de la Turquie et de l'Éthiopie. En parallèle, il développe l'idée de l'« alliance des minorités ». Pensant non seulement aux Turcs et aux Perses, mais aussi aux Juifs, aux Kurdes, aux Druzes, aux chrétiens maronites du Liban, etc., il prétend que la majorité de la population proche-orientale n'est pas arabe. Il souhaite encourager le désir d'autonomie nationale et créer des îlots d'alliés dans un océan de nationalisme arabe (16).

C'est donc naturellement que le soutien israélien au Shah est affirmé tout au long de la crise révolutionnaire.

L'État hébreu craint aussi pour la population juive d'Iran, forte de cinquante mille personnes. Nous l'avons vu, les religieux iraniens sont fermes sur leur rejet des violences communautaires ou religieuses. De fait, les juifs ne subiront jamais de persécution à proprement parler en Iran. Mais les déclarations anti-sionistes et les écrits de Khomeiny inquiètent.

En février, *Le Monde* estime à huit mille le total de juifs iraniens arrivés en Israël, mais « trois quarts d'entre eux ne semblent pas vouloir immigrer. » (17) En fait, ce sont les autorités israéliennes qui exhortent les juifs à émigrer dans l'État sioniste. Au lendemain de l'insurrection de Téhéran, lorsque l'ambassade israélienne est rebaptisée « Terre de Palestine », Yitzhak Navon, président israélien, appelle les juifs d'Iran à s'installer en Israël, ou à au moins y envoyer leurs enfants (18).

Les dirigeants israéliens se préparent par ailleurs à gérer une pénurie d'essence, de même que l'Afrique du Sud, à qui Khomeiny a promis de ne plus vendre de pétrole (19). Bakhtiar le premier suspend ces ventes le 10 janvier, avant même le départ du Shah.

Dans *Tribune juive hebdo*, Edwin Eyton écrit :

« Quel que soit le régime qui remplacera finalement celui du chah, rien de bon n'est à prévoir pour l'avenir des relations israélo-iraniennes (...). Après quelques mois [M. Chapour Bakhtiar] pourrait reprendre la coopération avec Israël, bien qu'à un niveau moindre que par le passé. Mais même un tel régime ne manquerait pas de continuer à entretenir dans la région la peur de la contagion iranienne, avec toutes les inquiétantes conséquences politiques qui en découlent. » (20)

Car perdre 50% de ses approvisionnements en pétrole n'est peut-être pas le pire des problèmes. L'État hébreu ne pouvait que difficilement être plus isolé dans la région. C'est chose faite désormais. Son allié le plus proche et le plus fidèle devient un ennemi de tous les instants.

Au lendemain du changement de pouvoir, Begin lance un appel au monde libre lui demandant de comprendre le rôle d'Israël dans cette région et de le renforcer « au moment où une tempête traverse le Proche-Orient. » Le chef de la diplomatie égyptienne, Boutros Ghali, appelle Bruxelles à un aboutissement rapide des négociations de paix israélo-égyptiennes afin que « la zone de stabilité ainsi créée s'étende à tout le Moyen-Orient » (21).

Lorsque Harold Brown se rend en Israël à la fin du mois de février 1979, son homologue Ezer Weizmann, s'adresse à lui avec véhémence : « Vous, les Américains, vous ne comprenez rien à ce qui se passe dans cette région. Après l'Iran, ce sera l'Arabie Saoudite. » (22)

La chute du régime ami met fin à la politique régionale adoptée au lendemain de la crise de Suez des alliances périphériques. La Turquie d'Adnan Menderes, l'Éthiopie de Haïlé Selassié et maintenant l'Iran de Pahlavi sont tombés. La situation iranienne est pire, car il y existait une grande présence israélienne.

La presse israélienne commence, en février, à révéler certains aspects des activités des Israéliens en Iran, « présents un peu partout mais qui ne semblent pas avoir compris ce qui se passait (...) Ils soutiennent (...) que c'est le chah lui-même qui a provoqué sa chute pour avoir été « trop mou » à l'égard de l'opinion. » (23)

Un expert israélien auprès du gouvernement déclare à *Haaretz*, le 10 janvier 1979 que le Shah aurait dû « donner l'ordre aux chars et aux mitrailleuses d'ouvrir le feu sur les masses, et envoyer les dirigeants des grévistes au peloton d'exécution tout en laissant les mains libres à la police secrète et à ses agents. » (24)

Itzhak Rabin va dans le même sens : « en brandissant le drapeau des droits de l'homme, le gouvernement Carter a donné le coup de grâce au chah ; celui-ci fut forcé par les États-Unis, en novembre 1977, d'accorder la liberté de la presse et de la vie politique en Iran, ce qui l'a conduit à sa perte. » (25)

3. Le panislamisme et la question pétrolière

a. L'unité de l'*oumma*

« Depuis près de quatorze siècles, l'Islam se mourait. Nous lui avons redonné vie par le sang de notre jeunesse. Bientôt nous libérerons Jérusalem et y prierons », déclare Khomeiny à son retour sur le sol iranien (26).

Khomeiny le dit déjà au mois de mai 1978, dans son interview au *Monde* (27) : « J'ai toujours demandé (...) que les musulmans du monde entier s'unissent et se battent contre leurs ennemis, dont Israël. Malheureusement, mes appels n'ont pas été entendus par les différents régimes qui se sont succédé dans les pays musulmans ».

La révolution islamique doit avoir et a un retentissement particulier chez les musulmans du monde entier. Deux jours avant sa disparition, le 25 août 1978, *Le Monde* publie une tribune de l'imam irano-libanais Moussa Sadr :

« La gauche et la droite locales, dans la mesure où elles sont directement liées aux deux blocs [Est et Ouest] n'exercent guère d'influence sur les événements [iraniens].

» Les révolutionnaires iraniens ne représentent pas une couche sociale particulière. Etudiants, ouvriers, intellectuels et hommes de religion participent ensemble à la révolution. (...) C'est ce qui fait que le régime accuse tour à tour la gauche et la droite, l'Occident et l'Orient, les Arabes et leurs régimes opposés, pour finir par les Palestiniens ! (...)

» Cette vague qui déferle aujourd'hui sur l'Iran remémore l'appel du prophète avant que cet appel ne soit galvaudé par les sectaires et les profiteurs. Le chef du mouvement d'opposition, le grand Imam El Khomeiny a défini avec clarté les objectifs (...). En témoignant pour l'authenticité du mouvement, il en a évoqué les dimensions nationales, culturelles et libératrices. » (28)

Un mois plus tard, dans *Le Monde*, Pierre George établit le parallèle entre sa disparition et les mesures prises contre Khomeiny en Irak ; il serait possible qu'il soit parti le rejoindre (29).

Dans le discours de Khomeiny, il existe une volonté d'afficher une solidarité panislamique en niant la distinction entre chiisme et sunnisme. L'objectif politique revendiqué est l'exportation de la révolution pour reconstituer l'*oumma*, la communauté des croyants. Dans cette optique, le monde est divisé en deux catégories : la communauté des musulmans, *dar-al islam* et celle des incroyants, *dar-al harb*. L'Iran révolutionnaire sera le point de ralliement de tous les peuples musulmans en lutte contre l'ennemi, l'Occident et l'État d'Israël. Ce mot d'ordre se retrouvera dans la Constitution iranienne qui stipule que l'Iran doit s'allier avec tous les peuples musulmans et déshérités, *mostazafin*, contre les oppresseurs, *mostakberin*. L'idée utopique d'une société islamique sans classe sociale est transposée à l'échelle des relations internationales. Elle présente une dimension tiers-mondiste qui va prendre peu à peu le pas sur le caractère strictement religieux. À titre d'exemple, l'Iran marquera un soutien constant au Nicaragua sandiniste ou à Cuba, et dans les années 2000 au Venezuela de Hugo Rafael Chávez, mais un désintérêt pour les Moudjahidines afghans (30).

Le Préambule de la Constitution de la République islamique iranienne déclare :

« ... La Constitution, en prenant en considération le contenu islamique de la révolution de l'Iran qui est un mouvement pour la victoire de tous les déshérités sur les puissants, prépare le terrain de cette révolution en Iran et à l'étranger, surtout dans l'extension des rapports internationaux, et avec les autres mouvements islamiques et populaires, elle déploie ses efforts pour ouvrir la voie à la création d'une communauté mondiale et également pour renforcer la lutte engagée pour la délivrance des peuples démunis et opprimés dans le monde. (...) »

(...) Troisième principe :

« ... Le gouvernement de la République islamique de l'Iran doit (...) élaborer la politique étrangère sur la base des valeurs islamiques, de l'engagement fraternel envers tous les musulmans et de la protection sans réserve des déshérités dans le monde. (...) »

(...) Onzième principe :

« ... Selon le noble verset " En vérité, cette communauté qui est nôtre est une communauté unique, et moi, je suis votre seigneur, adorez-moi ", tous les musulmans constituent une communauté et le gouvernement de la République islamique doit faire reposer sa politique générale sur le fondement de l'union et de l'alliance des nations islamiques et continuellement déployer ses efforts pour la réalisation de l'unité politique, économique et culturelle du monde islamique. (...) »

(...) Cent cinquante-quatrième principe :

« ... La République islamique de l'Iran fait sienne la recherche du bonheur de l'homme dans l'ensemble de la communauté humaine. En conséquence, tout en s'abstenant complètement de toute intervention dans les affaires intérieures des nations, elle accorde son soutien au combat légitime des déshérités contre les puissants dans toutes les régions du monde. (...) » (31)

L'internationalisation de la révolution est une tâche primordiale dès son origine. Dans un entretien à *Témoignage chrétien*, Khomeiny déclare ainsi :

« La victoire du peuple musulman iranien serait sans doute un bel exemple pour les autres peuples opprimés du monde et, en particulier, pour les peuples du Moyen-Orient et montrera comment une nation, en se fondant sur une idéologie révolutionnaire islamique, peut vaincre des puissances énormes. » (32)

Maxime Rodinson, nous l'avons vu, tente dès le mois de décembre d'analyser le « réveil de l'intégrisme musulman ». Citant le Pakistan, la Libye, l'Arabie Saoudite, le « rôle dirigeant joué par les ayatollah chiite dans le vaste mouvement contestataire en Iran », la Turquie, l'Égypte, l'Algérie, il affirme que l'islam est la « référence primordiale », car dans les pays musulmans, il existe toujours la crainte « d'un glissement massif vers une religion concurrente (...) disposant d'un appui décisif à l'étranger ». Les croisades, les invasions mongoles, l'impérialisme à partir du dix-neuvième siècle... « Comme ailleurs, la foi universaliste, les identifications nationales particulières de la communauté des croyants (...), l'identification supra-nationale en tant que musulman se sont renforcées l'une l'autre avec des accentuations variées. » (33)

La conversion des couches supérieures à des « tendances occidentalisantes » a renforcé chez des masses bien plus nombreuses l'attachement à l'islam dans sa version la plus rigide et traditionnelle. Les masses pauvres englobent dans leur réprobation, dans leur répulsion, les privilèges de la fortune et du pouvoir, leurs attaches extérieures, leurs mœurs libertines, leur mépris des interdits musulmans. « Pour elles, comme l'exprimait si bien Robespierre, l'athéisme est aristocratique (...). Les foules en colère s'attaquent indistinctement aux boutiques de commerce de luxe, aux hôtels où se consomment les stupres et les ivrogneries des riches et des étrangers. » (34)

L'Islam s'est acquis, même en dehors du monde musulman, le prestige d'avoir été sans faillir à la pointe de la résistance à l'Europe chrétienne expansionniste, missionnaire et impérialiste. Si cela vaut dans tous les pays musulmans, c'est bien en Iran « que s'est constitué ce qui ressemble le plus à une sorte de parti religieux. On a vu sa force ces derniers mois. » (35)

Après les gigantesques manifestations du deuil chiite le 10 décembre, un religieux déclare à Paul Balta : « Pendant des siècles, la commémoration du martyre de l'imam Hussein a donné lieu à des scènes de flagellation et à des lamentations démobilisatrices. Aujourd'hui Son martyre est redevenu

le symbole de la lutte héroïque pour la justice, la révolte contre la tyrannie... C'est une arme de combat. L'Islam retrouve sa signification politique. » (36)

Le soutien de Sadate au Shah a de nombreuses raisons. Parmi elles, il est difficile d'occulter le développement de l'islam politique des Frères musulmans, qui, malgré leur opposition au chiisme, font craindre au président égyptien de nouvelles actions. Leur progression a repris depuis les années 1970, avec la libéralisation, le rapprochement de l'Arabie Saoudite, alors que Sadate a fait de la lutte anticomuniste une priorité. L'Égypte ressent l'onde de choc révolutionnaire iranienne.

Paul Balta note que « L'ayatollah Khomeiny jouit dans les masses arabo-musulmanes d'un prestige et d'une audience qu'on ne soupçonne pas en Occident. » Il cite A. Bani Sadr pour qui, « c'est parce qu'il a redonné tout son sens à l'Islam politique que l'ayatollah Khomeiny a une telle audience dans le monde arabe et musulman. » (37)

b. « Le saint or noir »

Dès le mois d'octobre, il devient évident que la suppression des expéditions de pétrole et la réduction de la production risquent d'entraîner une forte hausse des prix. Elle est effective en novembre. Cela fait partie, nous l'avons vu, de la stratégie de Khomeiny, tant pour la prise du pouvoir que pour l'avenir du pays. Comme il l'affirme à Paul Balta, dans la république islamique, « les devises seront consacrées au développement du pays. » (38)

Il déclare à Christian d'Epenoux de *l'Express* : « Nous voulons une République neutre et non alignée (...). Si les puissances colonialistes continuent à soutenir les criminels iraniens, et le premier d'entre eux, le Shah, nous choisirons un autre chemin. » (39)

La grève générale et les concessions que Bakhtiar est forcé de faire entraînent des difficultés à l'échelle internationale. On craint un choc similaire à celui de 1973. Le 25 janvier, le groupe Mitsui suspend la construction du complexe pétrochimique de Bandar-Shappour. Les États-Unis commencent à s'inquiéter des difficultés d'approvisionnement pétrolier. Pis, le consortium qui gère la NIOC risque de disparaître. Toutes les entreprises qui en font partie ne sont pas opératrices en Arabie Saoudite, notamment les entreprises britanniques et française.

À la veille de l'insurrection de Téhéran, les marchés ne connaissent pas les répercussions tant redoutées. L'Iran ne fournissait « que » 9% du pétrole mondial. Mais les prix des produits pétroliers augmentent plus que prévu et l'on connaît une hausse générale des cours des matières premières. Des entreprises comme BP sont durement touchées, elle qui puisait 40% de son pétrole en Iran. Elle annonce qu'elle ne fournira plus que 55% de son ancienne production. Même en URSS, la pénurie touche les républiques transcaucasiennes. Les pays de l'OPEP pourraient annoncer une hausse des prix, qui pourrait avoir des effets déflationniste sur l'économie mondiale.

Le Monde fait le point au lendemain de la victoire révolutionnaire : les capacités de production des gisements iraniens sont comprises entre 6 millions et 6,5 millions de barils par jour. Avant la crise, la production moyenne journalière atteignait 5,8 millions de barils par jour. La quasi-totalité de ce pétrole était exportée : près d'un million de barils à destination des États-Unis, autant vers le Japon, et deux millions de barils vers l'Europe.

Le déficit quotidien pour le marché mondial ne peut être compensé. Depuis le début de la crise, l'Arabie Saoudite a augmenté sa production de deux millions de barils par jour, l'Irak et les Emirats ont suivi. Jusqu'à présent, ces hausses de production (le pétrole supplémentaire est vendu plus cher par les producteurs) et les stocks ont permis de réduire quelque peu la tension sur le marché. Toutefois l'Arabie Saoudite ne peut faire plus. Tout comme les autres pays membres de l'OPEP qui

sont, pour des raisons techniques, dans l'incapacité de combler durablement le « trou » iranien. Le Mexique, nouveau venu, n'entend pas non plus accélérer son rythme de production. Quant au pétrole chinois, son rôle est encore plus marginal.

En revanche, si la production iranienne reprenait progressivement, quitte à se maintenir à un niveau inférieur au taux de production enregistré sous le Shah, les livraisons supplémentaires de l'Arabie Saoudite pourraient suffire à rééquilibrer le marché. Quoi qu'il en soit, cela ne saurait empêcher les tensions sur les prix (40). Une autre question qui se pose au lendemain de la chute de la monarchie est ce que va faire le nouveau régime des dettes de l'État.

c. Une révolution tournée vers l'Irak et le Liban

En cherchant à réaffirmer l'Islam en théorie, mais surtout en pratique, les musulmans remportent avec Khomeiny suffisamment de succès pour pouvoir affronter le sens même de leur quête religieuse : l'universalisme de l'islamisme. Son apport n'est pas celui d'un penseur. Mais il est celui qui a sorti l'islam de sa torpeur. Il a mené sans relâche son activité politique, mettant ses auditoires en transe, réveillant chez les musulmans le souvenir de leur ancienne puissance, portant la vision d'une histoire islamique redécouvrant sa splendeur et sa dynamique des premiers temps. L'Occident apparaît chez lui comme une menace mortelle pour la communauté musulmane. Par leur puissance, leur arrogance et leurs agissements depuis la Seconde guerre mondiale, les États-Unis semblent avoir renforcé les mauvaises politiques de l'Europe. Leur présence dans les pays musulmans représente le pouvoir de ce qui est non islamique et infidèle. Elle est la cause de la désintégration et de la détresse de la communauté musulmane. Elle a introduit un nationalisme qui divise l'*Oumma*.

Mais le nationalisme n'est pas étranger à la politique de Khomeiny. La révolution iranienne est aussi une forme de revanche contre l'Empire Ottoman qui, au nom de l'orthodoxie sunnite, a mis un frein au rayonnement spirituel et politique de la Perse. Les chiites iraniens se tournent surtout vers l'Irak et le Liban, où la domination brutale des Turcs sunnites a laissé de mauvais souvenirs. Avec des communautés chiites importantes – plus de 60% présumés en Irak et 35% au Liban – le terrain sera *a priori* favorable. Les chiites convoitent l'Irak où se trouvent des tombeaux des Imams à Nadjaf, Kerbala et Samarra. C'est aussi la possibilité de pénétrer dans le monde arabe, du Golfe à la Syrie. Quant au Liban, facile d'accès du fait de sa décomposition politique, il permet une approche totale de l'État d'Israël. Khomeiny crée un nouveau département au ministère des affaires étrangères, celui des « Organisations islamiques de libération ». À terme, ses cibles doivent aussi être les dirigeants « corrompus » de Jordanie, du Maroc et d'autres encore, qui « ne peuvent édifier que des parodies, des simulacres d'États islamiques ».

La jeune République islamique d'Iran a deux armes pour affronter l'Occident et pénétrer l'Orient : son pétrole et son retentissement dans la communauté musulmane (41).

Conclusion

1. Pourquoi Khomeiny

L'émergence de l'islam en tant que force politique n'est pas le fait de la révolution iranienne. Les mouvements des Frères musulmans arabes ou celui des wahhabites sont très antérieurs. Et l'on peut estimer que les mouvements islamiques en Afghanistan, en Algérie, en Egypte, au Soudan, en Palestine, se seraient développés sans elle (1).

Mais, du point de vue symbolique, elle a clairement annoncé cette vague de radicalisme islamique, qui apparaît, avant même les attentats du 11 septembre 2001, comme une donnée géopolitique majeure pour le vingt-et-unième siècle.

Cette révolution a un impact considérable lié à la violence des sentiments qu'elle engendre. Dans un premier temps, elle est considérée avec une certaine bienveillance dans le reste du monde, s'attirant la sympathie d'intellectuels de renom, comme Michel Foucault. Elle symbolise alors la lutte édifiante entre un peuple dirigé par un religieux âgé et pacifiste et un despote. Mais rapidement, l'Iran révolutionnaire va devenir un repoussoir effrayant, le symbole du retour à un Moyen-âge spirituel. Elle va sembler rejouer, en accéléré, l'histoire des espoirs déçus des précédentes révolutions (2).

Comme l'écrit G. Achcar, la République islamique d'Iran est une construction politique sans pareille. Certes, un certain nombre d'États dans le monde musulman, comme le Pakistan, les Comores ou la Mauritanie, utilisent aussi le label « République islamique ». Mais ces républiques, du point de vue des structures du pouvoir, de la nature du régime constitutionnel, des spécificités des élites dirigeantes et même de l'idéologie de l'État, n'ont presque rien de commun avec le modèle iranien.

« La prudence analytique la plus élémentaire interdit d'inclure sous une seule et même rubrique des phénomènes aussi différents que la remontée des mouvements musulmans cléricaux et/ou politiques en Égypte, Syrie, Tunisie, Turquie, Indonésie, au Pakistan ou au Sénégal, la dictature militaire d'un Zia Ul-Haq au Pakistan ou celle d'un Kadhafi en Libye, la guérilla afghane ou la prise du pouvoir par le clergé chiite iranien, etc. Car, en-deçà de l'accord ou non sur les affaires célestes, et nonobstant la similitude, voire l'identité, des formes organisationnelles et des dénominations, les mouvements musulmans restent essentiellement des mouvements politiques, et donc les expressions d'intérêts sociopolitiques spécifiques et éminemment terrestres. »

Dans le monde musulman aucun pays n'a connu et ne connaît des structures politiques semblables à celles qui existent en Iran depuis 1979 : un mode de gouvernement dans lequel le pouvoir, censé émaner directement de Dieu, est exercé par ceux qui sont investis de l'autorité religieuse. La théorie du *velayat-e faqih*, clé de voûte du système, concept sur lequel repose tout l'édifice institutionnel, est la seule théorie théocratique dans le monde musulman. En même temps, et c'est toute la complexité et le paradoxe du modèle iranien, cette nature théocratique se combine à une dimension républicaine faisant appel à la participation populaire, à un dispositif électoral proche du modèle démocratique. Un réseau d'institutions dont les membres sont nommés et contrôlés par le puissant et conservateur Guide Suprême de la Révolution coexiste ainsi avec un président et un parlement élus : le Guide Suprême lui-même, le Conseil des gardiens de la Constitution, le Conseil de Discernement, l'Assemblée des Experts et le système judiciaire.

Les forces armées regroupent les Gardiens de la Révolution (Pasdarans) et les forces régulières. Les deux corps sont placés sous un commandement général conjoint. Les principaux chefs des armées et des Gardiens de la Révolution sont nommés par le Guide Suprême et ne rendent compte qu'à cette personnalité. Ce survol rapide de l'édifice institutionnel du régime islamique d'Iran montre clairement ce que ce système a de contradictoire en son sein (3).

Ce qu'a de commun l'Islam politique des « Frères musulmans », du « Jamaat-i-Islami », des différentes associations d'ulémas et du mouvement des ayatollahs iraniens dont l'expression organisée est le « Parti de la République islamique » est l'intégrisme islamique, c'est-à-dire la volonté d'un retour à l'Islam, l'aspiration à une « Utopie » islamique qui ne saurait, d'ailleurs, se limiter à une seule nation, mais devrait englober l'ensemble des peuples musulmans, sinon le monde entier. C'est dans ce sens que Bani Sadr affirme, en 1979, que « l'ayatollah Khomeyni est internationaliste : il s'oppose aux staliniens de l'Islam qui veulent construire l'Islam dans un seul pays (*sic*) ». Cet « internationalisme » se traduit également par le fait que les mouvements précités débordent les frontières de leurs pays d'origine et/ou entretiennent des relations plus ou moins étroites entre eux. Ils rejettent tous le nationalisme, dans l'acception restreinte du terme, et considèrent les courants nationalistes, même ceux qui font profession d'Islam, comme des rivaux, voire des adversaires (4).

« Quelle que soit la portée progressiste, nationale et/ou démocratique, objective de certaines des luttes que mènent les divers courants de l'intégrisme islamique, elle ne saurait voiler le fait que leur idéologie et leur programme sont essentiellement, et par définition, réactionnaires, tant par la nature de leur programme et de leur idéologie que par leur composition sociale, et même par l'origine sociale de leurs fondateurs. Ils ne cachent pas leur haine tant des représentants du « grand capital » que de ceux du « prolétariat », tant des États « impérialistes » que des États « communistes ». Ils s'opposent aux deux pôles de la société industrielle qui les menace : la bourgeoisie et le prolétariat. D'un point de vue marxiste, ils correspondent à cette fraction de la petite-bourgeoisie décrite par le *Manifeste communiste* : "Les classes moyennes, petits fabricants, détaillants, artisans, paysans, tous combattent la bourgeoisie parce qu'elle est une menace pour leur existence en tant que classes moyennes. Elles ne sont donc pas révolutionnaires, mais conservatrices ; bien plus, elles sont réactionnaires : elles cherchent à faire tourner à l'envers la roue de l'histoire. " » (5)

Cette base sociale est caractérisée par sa versatilité politique. La citation du *Manifeste communiste*, ne décrit pas une attitude permanente des classes moyennes, mais seulement le contenu réel de leur combat contre la bourgeoisie, quand celui-ci a lieu. Car avant de combattre la bourgeoisie, les classes moyennes ont été ses alliées dans le combat contre la féodalité ; avant de chercher à renverser le cours de l'histoire, elles ont contribué à le faire avancer. Les classes moyennes sont, avant tout, la base sociale de la révolution démocratique et de la lutte nationale. Dans les sociétés dépendantes, comme l'Iran, elles conservent ce rôle dans la mesure où les tâches démocratiques et nationales restent à l'ordre du jour. Elles constituent la base sociale de toute direction qui inscrit ces tâches sur son étendard, comme le Khomeynisme.

Mais pour peu que l'évolution capitaliste de la société se mette à peser sur elles, du poids de la concurrence nationale et/ou étrangère, de l'inflation et des dettes, les classes moyennes deviennent alors un réservoir redoutable de forces d'opposition au pouvoir établi. En Iran, la condition des classes moyennes s'est notoirement aggravée au cours des années précédant la révolution. La seule retombée de l'explosion des prix du pétrole sur la majorité des classes moyennes a été une inflation débridée.

Le mouvement de Khomeiny s'est forgé dans une longue et âpre lutte contre le régime du Shah. Il en est arrivé à être l'unique fer de lance des deux tâches immédiates de la révolution démocratique nationale en Iran : le renversement du Shah et la rupture des liens avec l'impérialisme étasunien. Le mouvement intégriste, personnifié par Khomeyni, parvient à canaliser l'immense force des classes moyennes en détresse et du sous-prolétariat. Désignant l'ennemi comme étant non pas l'impérialisme, mais l'« Occident », sinon le « Grand Satan », Khomeyni appelle à jeter tous les apports occidentaux, y compris la « démocratie » et le marxisme, tout en négligeant les liens principaux entre l'Iran et l'impérialisme : les liens économiques (6).

Fait politique majeur de la fin du vingtième siècle, la révolution iranienne est aussi un « objet historique » difficile à analyser et surtout à expliquer (7). Ervand Abrahamian met en avant le « sous-développement politique » du régime du Shah comme l'une des causes premières de la révolution. Selon lui, le Shah s'est révélé incapable de maintenir les liens entre le régime et les anciennes classes sociales (classes moyennes traditionnelles du bazar, clergé chiite, classes rurales) comme d'en établir avec les classes émergentes (classe moyenne « salariée », ouvriers du milieu urbain). En se reposant uniquement sur l'armée, un système politique clientéliste et l'appareil bureaucratique, le souverain s'est peu à peu isolé de la société. Cette politique d'isolement de l'État et des classes sociales est caractéristique des États rentiers, qui considèrent que l'existence de revenus énergétiques lui permet de ne pas négocier avec telle ou telle classe. Une telle situation a favorisé la radicalisation des oppositions. Les « modérés » n'ont pu trouver aucun « canal de transmission » pour communiquer avec le pouvoir. La politique ayant horreur du vide, c'est Khomeiny qui s'est imposé avec un mot d'ordre correspondant à la situation (8).

Les élites, l'armée et le mouvement ouvrier lui ont confié le pouvoir, croyant qu'il le leur restituerait. Ils ont simplement capitulé sans combat.

Sur le plan idéologique, Khomeiny s'est imposé en faisant entendre à chaque classe, groupe et courant politique ce qu'il voulait entendre. Le journal libanais *L'Orient-Le jour* note quelques unes de ses déclarations avant et après son retour en Iran, des contradictions *a priori* surprenantes :

En exil :

- « Il n'y aura pas d'oppression sous le régime islamique. » (Entretien avec l'AFP, le 25 octobre 1978.)
- « La République islamique sera fondée sur la liberté d'expression et luttera contre toute forme de censure. » (Entretien avec Reuters, le 26 octobre 1978.)
- « Dans la république islamique d'Iran, les médias sont libres de peindre les réalités du pays telles quelles. » (Entretien avec le journal italien *Paese Sera*, le 2 novembre 1978.)
- « Nous aimerions diriger le futur gouvernement islamique conformément aux fondements de l'islam pour que les gens découvrent la différence entre la démocratie islamique et les autres démocraties. Si les peuples du monde entier connaissent les bienfaits de l'islam, mon espoir est qu'ils se convertissent tous à l'islam. » (Entretien accordé à un groupe de journalistes français, à Paris, le 9 novembre 1978)
- « Tout ce que vous avez entendu concernant la condition féminine dans la République islamique n'est qu'une propagande hostile. [Dans le futur gouvernement], les femmes seront complètement libres, dans leur éducation et dans tout ce qu'elles feront, tout comme les hommes. » (Entretien accordé à un groupe de reporters allemands à Paris, le 12 novembre 1978)
- « Les femmes sont libres de choisir le mode vestimentaire qu'elles désirent. » (Entretien avec *The Guardian*, le 6 novembre 1978)

De retour en Iran :

- « N'écoutez pas ceux qui parlent de démocratie. Ils sont contre l'islam et veulent éloigner le pays de sa mission. Nous allons briser les plumes empoisonnées de ceux qui parlent de nationalisme, de démocratie et de ce genre de choses. » (Lors d'une réunion avec des étudiants et des enseignants à Qom, le 13 mars 1979)
- « Nous allons détruire les gens qui s'opposent à l'islam avec la même force que nous avons utilisée pour détruire le régime [du chah]. Attention à vos déclarations. Abstenez-vous d'écrire. » (Discours prononcé à l'école Faiziyah, à Qom, le 5 juin 1979)
- « Nous devons avertir ces intellectuels qu'ils seront écrasés s'ils n'arrêtent pas leurs ingérences. Nous vous avons, jusque-là, traité avec clémence dans l'espoir que vous cessiez votre malfaisance.. » (Dans une déclaration adressée au peuple iranien, le 8 août 1979)
- « Dorénavant, nous n'allons autoriser que les partis dont les activités sont jugées convenables. Nous n'accorderons plus la même liberté que par le passé. C'était une erreur de notre part. » (Lors d'une réunion avec des membres du Congrès à Qom, le 18 août 1979)
- « Ceux qui ne veulent pas voter en faveur de la République islamique souhaitent le retour de l'ancien régime. Ceux qui s'abstiennent de voter sont des provocateurs et des comploteurs. Nous allons les traiter comme des ennemis et nous allons les opprimer. » (Discours prononcé à la fin du ramadan, le 3 septembre 1979) (9)

En réalité, ce double discours n'a rien d'étonnant. Le journaliste étasunien, spécialiste du Moyen-Orient, et ancien agent de la CIA, Robert Baer donne une explication tranchée de la question :

« Les chiïtes ont une approche du monde très différente de la nôtre. Ils souffrent de la répression et de la privation économique depuis mille trois cents ans, et se sont fait massacrer de la main des sunnites ; ils sont trop durs et écorchés pour se laisser apaiser par notre foi dans la démocratie et le libéralisme du XIXe siècle. Si l'on ajoute à cela leur pratique de la dissimulation (...), alors les chiïtes deviennent le pire cauchemar des États-Unis et d'Israël. (...) »

» Les chiïtes ne s'expriment pas librement. Leur secte répond à un principe particulier du nom de *taqqiya* – la permission, pour un croyant chiïte de mentir dans le but de protéger la foi. Cette forme de tromperie autorisée se répand dans tous les aspects de la vie chiïte, en particulier lorsqu'ils s'adressent à des étrangers. Dans la conversation, ou même si l'on se contente d'écouter deux chiïtes en train de parler, il est pratiquement impossible de distinguer ce qui est vrai de ce qui ne l'est pas. Chaque phrase a un sens caché. » (10)

Proche de la *taqqiya*, la technique du *ketman* consiste non pas à mentir, mais à dissimuler la vérité à ceux qui n'en sont pas dignes pour préserver la pureté de sa foi. Et qui en est moins digne que tous les chrétiens qui viennent interviewer l'ayatollah, les journalistes qui posent des questions sur la démocratie et les droits des femmes, les politiciens iraniens qui viennent lui faire acte d'allégeance ? Khomeiny n'a de compte à rendre à personne qu'à Dieu. Du moment que cela sert les intérêts de l'islam, il peut tout promettre (11).

2. Définir le khomeinisme

Pour comprendre la doctrine développée par Khomeiny, il faut sans doute la replacer dans le sillage des débats et élaborations théologiques qui ont agité l'islam en Iran. Dans la période de 1905-1906, le clergé iranien a représenté une force importante, à la fois en elle-même, et aussi parce qu'une partie non cléricale des intellectuels qui ont participé à cette révolution était elle-même issue du clergé. Un nombre important de ces « laïcs sécularisés » ont suivi une formation religieuse car à cette époque, il n'existe pas d'autre voie de formation.

Dès le développement du mouvement révolutionnaire, au sein même du clergé, deux tendances opposées apparaissent : l'une, constitutionnaliste, qui a totalement adhéré à la Constitution, et l'autre, conservatrice, opposée au mouvement constitutionnel et à l'occidentalisation de l'Iran. Dans l'histoire constitutionnelle de l'Iran, ce courant est appelé la frange réactionnaire. Il existe dans la Constitution quelques articles faisant référence à la religion et au droit islamique : l'État est défini comme un état chiite et le roi de Perse est considéré comme le Shah du chiisme, pas simplement de l'Iran. Cette Constitution prévoit déjà un groupe de cinq *mojtahids*, des savants en sciences religieuses de l'islam, qui ont comme fonction de contrôler « l'islamicité » des lois votées par le Parlement. Très rapidement, la frange conservatrice radicale, opposée au mouvement constitutionnel, prenant le dessus après la réussite de la Révolution constitutionnelle, refuse de participer à ce jeu : l'article prévoyant la création de cet organe de contrôle de « l'islamicité » ne sera jamais appliqué (12).

L'échec de ces tentatives de démocratisation pousse des membres du clergé à émigrer. Nadjaf, en Irak, devient ainsi dès cette époque un foyer de la contestation théologique du pouvoir. Mais on y trouve les deux mêmes tendances qu'en Iran. Ervand Abrahamian (13) souligne que Khomeiny s'inscrit, dans les années 1960, dans une perspective traditionnelle de critique du souverain sans contestation de l'institution elle-même, et qu'il ne développe réellement une nouvelle notion de l'État qu'à la fin des années 1960. Khomeiny a constamment en tête l'idée du clerc contrôleur de « l'islamicité » des lois. Il s'agit là d'un germe de ce qui se passera par la suite. Dans le milieu irakien, des clercs, souvent d'origine persane mais vivant depuis plusieurs générations en Irak, tel que Baqer Sadr, ont une idée plus claire du rôle de la religion dans la politique. Enfin, le développement des Frères musulmans en Egypte dans les années 1920 a également une influence non négligeable sur la formation de la pensée du jeune ayatollah (13).

Les sunnites arabes ont, en ce sens, une influence plus importante qu'un penseur comme Shariatti, dont Khomeiny s'est beaucoup distancié. Il l'utilise, certes politiquement, ou tout au moins laisse-t-il ses partisans le citer. Mais, sur le fond, il est en complet désaccord. Ses disciples seront écartés du pouvoir et son implication minimisée après la révolution islamique.

Lorsque, dans les années d'exil à Nadjaf, Khomeiny élabore son idéologie islamique, il est perçu avec un certain scepticisme dans les milieux chiites dominés par Shariat Madari.

Le Gouvernement islamique qui reprend une série de discours prononcés à Nadjaf en 1969 ne circule que peu en Iran, du fait de la censure, mais aussi parce qu'il s'adresse principalement aux clercs et aux étudiants en théologie. Il définit le *velayat-e faqih*, « gouvernement du docte ».

Pour Mohammad-Reza Djalili (15), s'il existe plusieurs traductions du terme, « on peut le décomposer en deux parties : *velayat* signifie la tutelle, et *faqih* traduit l'idée de juriste-théologien. Il s'agit donc de la tutelle qu'exercerait sur la communauté un personnage issu du clergé. C'est une gymnastique extraordinaire pour arriver à cette conclusion, parce que, historiquement, le chi'isme est soit resté distant du pouvoir, considérant que celui-ci, après la disparition du douzième imam, est un pouvoir illégitime, un mal nécessaire, soit s'est associé au pouvoir, par exemple à l'époque safavide au début du 16ème siècle, pour créer le premier empire chi'ite de l'histoire « moderne ». Puis, le clergé chi'ite s'est transformé progressivement en contre-pouvoir. »

Khomeiny propose que la réalité du pouvoir, ou sa gestion réelle, revienne au meilleur des juristes-théologiens, personne la plus compétente pour mener une politique proche de ce que l'Imam chiite lui-même aurait pu faire. D'où son usurpation du titre d'Imam, dans l'acception chiite du terme. Son projet de société, nous l'avons vu, n'est pas précisé dans ses discours de 1978 et du début de l'année 1979. Le peuple le suit pour ses actes et ses appels à renverser la monarchie. Mais il est effectivement vu comme le Guide, celui à qui le peuple fait confiance, qu'il compte finalement gouverner ou non.

Lorsqu'il nomme Bazargan, c'est le gouvernement provisoire qui est chargé d'élaborer une nouvelle constitution. Le projet du fondateur du MLI est calqué sur la Constitution de la Cinquième République française, il y a une institution comme le Conseil d'État, le Conseil des *ulémas*, dont le rôle est de contrôler « l'islamicité » des décisions. On reconnaît aussi la Constitution iranienne de 1906. Plutôt que de convoquer l'élection d'une assemblée constituante, Khomeiny préfère s'appuyer sur le projet de Bazargan et, avec une « assemblée d'experts » non élue, il y introduit la notion de *velayat-e faqih*, gommant au passage les références du préambule au mouvement de Mossadegh (16).

Dans un premier temps, Khomeiny a repris le discours anti-occidental des marxistes, des tiers-mondistes ou encore des socialistes iraniens. Puis, il a assumé l'héritage du nationalisme militant de Mossadegh, qui a souvent fait l'unanimité dans la population iranienne. Enfin, il accuse la domination étrangère, britannique, étasunienne, soviétique, d'être responsable du déclin de l'islam. En un mot, il a amené la contestation de la révolte à la religion. Et cette perspective concerne non seulement l'Iran, mais toute l'*oumma*. Ce discours intègre d'évidents éléments de lutte de classes. Dans l'évocation de l'opposition entre les « déshérités » et les « possédants », il y a un accent qui va au-delà du tiers-mondisme, qui est une récupération d'une idéologie de lutte de classe.

« La conception du monde de Khomeyni est une vision bricolée, un *patchwork* idéologique fait d'éléments pris un peu partout et ainsi rassemblés. D'abord pour la raison que cela se prête bien à un discours populiste, et ensuite, parce que Khomeyni joue sur deux registres différents : le registre populaire, au travers des militants, et le registre religieux, profitant de l'aura qui entoure la notion d'Imam. Pendant la période révolutionnaire, l'élément religieux fut beaucoup utilisé. On trouvait des centaines de personnes qui avaient vu le portrait de Khomeyni sur la lune ou encore d'autres qui avaient vu un cheveu de l'ayatollah en ouvrant le Coran. Il y a ce double jeu, à la fois du militant très pragmatique et du référent symbolique, dont les abus finirent par éveiller plus tard les inquiétudes de Khomeyni lui-même. » (17)

Le terme de république est adopté, car il faut choisir entre deux modèles : la monarchie ou la république. Une dimension républicaine apparaît alors, malgré une contradiction dans les termes, car « islamique » renvoie à la souveraineté divine et « république » – du moins dans l'acception des sciences politiques – renvoie à la souveraineté populaire. On s'efforce de construire une constitution qui est artificielle : la mise en parallèle de deux notions mutuellement exclusives. On y trouve simultanément d'évidents et très présents éléments théocratiques et des éléments qui renvoient à des considérations démocratiques. Pour M. R. Djalil, « il n'était pas possible de faire autrement, car la nature du régime devait être républicaine. En Iran, il existait une tradition constitutionnelle, à travers presque un siècle et demi de revendications constitutionnelles. Un Parlement représentatif était donc nécessaire. »

La contradiction entre la république et l'islamisme joue toujours en faveur du second. Bazargan l'exprime clairement dans ses écrits : « Mon gouvernement était comme un couteau sans lame » (18), car à chaque action répondant à une logique gouvernementale, des ordres émanant du Conseil venaient l'interdire. Un problème réside déjà dans la conduite des affaires normales de l'État, et il ne fera qu'empirer au moment de la guerre Iran-Irak. Ce conflit est la preuve même que, malgré le discours qui parle d'un « internationalisme islamique », la logique étatique va prévaloir dans la mesure où il s'agit d'une dispute sur la délimitation d'une frontière.

La Révolution islamique cause un choc, non seulement dans le monde musulman, mais aussi dans le monde entier. Que ce soit en Occident ou chez les sunnites, ce n'est pas non plus le projet défini dans *Le gouvernement islamique* qui suscite le plus d'intérêt. Peu d'observateurs le lisent ou y sont sensibles.

Pour Thierry Coville (19), le régime iranien est avant tout nationaliste. La révolution avait pour tâche l'indépendance nationale, ce qui n'a pas été effectué totalement sur le plan économique, car il s'agit toujours d'une économie de rente pétrolière. Mais le khomeynisme et l'islam politique ne forment-ils pas, dans une certaine mesure, un vernis idéologique sur un régime nationalisme ? Les institutions sont peu islamiques, la théocratie est traversée par différentes sensibilités, allant des plus rigoristes à des courants influencés par le marxisme et le tiers-mondisme, en passant par des courants plus libéraux. La prégnance des références à l'islam lors de la révolution de 1978-1979 et l'instauration de la République islamique occultent l'importance du processus de sécularisation, l'aspiration à la modernité et les revendications démocratiques amorcées au début du siècle. Le régime de Khomeiny est un régime personnel, populiste. Mais les structures de l'État et de l'économie ne sont pas fondamentalement modifiées par la révolution (20).

Le régime réellement mis en place peut s'apparenter au bonapartisme, au sens d'un régime où la classe économiquement dominante, apte aux méthodes démocratiques de gouvernement, se trouve contrainte, afin de sauvegarder ce qu'elle possède, de tolérer au-dessus d'elle le commandement incontrôlé d'un appareil militaire et policier, d'un « sauveur », couronné ou non. Pour Léon Trotsky (21), « une semblable situation se crée dans les périodes où les contradictions de classes sont devenues particulièrement aiguës : le bonapartisme a pour but d'empêcher l'explosion. »

3. Thermidor en février ?

Marx écrit dans *La lutte des classes en France* :

« Les hommes font leur propre histoire, mais ils ne la font pas de plein gré, dans les circonstances librement choisies ; celles-ci, ils les trouvent au contraire toutes faites, données, héritages du passé. La tradition de toutes les générations mortes pèse comme un cauchemar sur le cerveau des vivants. Et au moment précis où ils semblent occupés à se transformer eux-mêmes et à bouleverser la réalité, à créer l'absolument nouveau, c'est justement à ces époques de crise révolutionnaire qu'ils évoquent anxieusement et appellent à leur rescousse les mânes des ancêtres, qu'ils leur empruntent noms, mots d'ordre, coutumes, afin de jouer la nouvelle pièce historique sous cet antique et vénérable travestissement et avec ce langage d'emprunt. C'est ainsi que Luther prit le masque de l'apôtre Paul, que la Révolution de 1789-1814 se déguisa alternativement en République romaine et en Empire romain, et que la révolution de 1848 ne sut rien faire de mieux que de parodier tantôt 1789, tantôt la tradition révolutionnaire de 1793-1795. (...) »

» Dans ces révolutions, la nécromancie servit donc à magnifier les luttes nouvelles, et non à parodier les anciennes ; à exalter dans l'imagination la tâche du moment, et non à reculer devant sa solution dans la réalité ; à retrouver l'esprit de la révolution, et non à laisser le champ libre à son spectre. (...) » (22)

La révolution iranienne de 1978-1979 semble connaître un dénouement qui la renvoie à une situation similaire à celle de l'ancien régime. Pour Christian Delannoy et Jean-Pierre Richard (23), elle est même pire, car, au moins, le régime du Shah laissait-il des libertés individuelles pour peu que l'on ne s'occupe pas de contester la politique du souverain, là où la République islamique contrôle les faits et gestes de ses citoyens. Une telle analyse est sans doute exagérée. Sous la monarchie, les méfaits de la SAVAK comme la misère sociale pesaient comme un carcan tout autant oppressif que les milices islamiques qui lui ont succédé.

Mais le fait est que la révolution n'a pas apporté l'émancipation tant attendue. Dans l'histoire, de nombreux régimes militaristes se sont appuyés sur le clergé. Dans le cas iranien, c'est le « goupillon » qui s'allie au « sabre ». Mais la fonction d'une telle alliance reste inchangée : le maintien de l'ordre social. Ce que Marx a décrit à travers l'exemple du *parti de l'ordre* en France, en 1848 se retrouve dans l'Iran de 1979 : une alliance pour « sauver » la société, un « front contre la classe prolétarienne considérée comme le *parti de l'anarchie*, du socialisme et du communisme. » (24) L'ensemble des partis qui, du FN au MLI se sont regroupés autour de Khomeiny ont « sauvé » la société en s'opposant aux « ennemis de la société ». Puis, au fur et à mesure qu'il a fallu « sauver la société », le cercle de ses maîtres s'est rétréci. « Toute revendication visant à la plus simple réforme financière bourgeoise, au plus ordinaire libéralisme, au plus formel républicanisme, à la plus triviale démocratie, est à la fois punie comme « attentat contre la société » et stigmatisée comme "socialisme". » (25)

De l'État du Shah, il n'importe à Khomeiny que de couper la tête. Après les journées de février, Bazargan fait tout pour sauver les fonctionnaires et technocrates qui n'ont pas « volé, torturé ou tué ». Son objectif unique et avoué est d'arrêter la révolution et de maintenir l'appareil d'État technocratique.

Son opposition de gauche reste paralysée par la crainte d'une contre-révolution. Ce faisant, elle laisse faire la contre-révolution intrinsèque à la direction révolutionnaire. L'interdiction de certains journaux et les arrestations de certains militants n'y changent rien.

Dans les premiers mois de la révolution, le chômage explose, les manifestations de chômeurs doivent affronter les « comité Khomeiny ». Pourtant, l'interdiction des licenciements a été adoptée et l'État s'engage à reprendre les usines en faillite, en laissant les dettes à la charge du propriétaire. Les revendications ouvrières vont plus loin : nationalisations, augmentation des salaires, baisse du temps de travail, droit de regard sur le fonctionnement des usines, élections des PDG, embauches et

licenciements sous direction syndicale (26)... Le nouveau régime a trouvé la nouvelle cible à abattre et une raison d'unifier les composantes de la bourgeoisie, les bazaris, l'armée, le lumpenprolétariat urbain. Mais le contexte international, avec la crise des otages puis la guerre Iran-Irak va offrir une nouvelle occasion de reserrer l'étau, et le cercle, du pouvoir.

Y a-t-il une contre-révolution en Iran, alors même que la direction en reste inchangée, et surtout, que sa ligne politique, reste inchangée ? D'abord, y a-t-il eu révolution ? « On appelle « révolution sociale » le passage d'un système économique (ensemble de rapports de production) à un autre et du pouvoir d'une classe sociale à une autre. La révolution bourgeoise fait passer le pouvoir de la monarchie absolue et de la noblesse de cour semi-féodale, à celui de la bourgeoisie. La révolution prolétarienne fait passer le pouvoir de la bourgeoisie à celui du prolétariat. » (27) Dans le cas iranien, la bourgeoisie a perdu le pouvoir sous le Shah. C'est une fraction minoritaire qui l'a conservé, la famille Pahlavi et son entourage. Il s'agit d'une classe, certes autonome dans un certain nombre de choix, mais néanmoins dépendante et rentière. Cette classe-là a été chassée du pouvoir, permettant à la bourgeoisie traditionnelle de revenir sur le devant de la scène. Et la révolution fait émerger un certain nombre de religieux et d'intellectuels qui vont prendre en main la gestion de l'économie, par le biais des fondations religieuses ou du corps des Gardiens de la révolution (les *Pasdaran*).

Une « contre-révolution sociale » implique le retour au pouvoir de l'ancienne classe dominante, défaite au cours de la révolution. « Si les Blancs avaient triomphé au cours de la guerre civile en Russie entre 1918 et 1920, si l'invasion de Playa Giron avait été victorieuse à Cuba, ou l'attaque des « contras » au Nicaragua, il se serait agi d'une contre-révolution. » (28) En Iran, la famille Pahlavi et son entourage ne sont pas revenus. Mais les structures de dépendance, d'économie de rente, d'usines étrangères, d'agriculture d'exportation, sont maintenues. Comme pour l'État, il y a eu changement de la tête, pas du corps.

La « contre-révolution politique », en revanche, se caractérise essentiellement par la substitution, comme force sociale qui exerce le pouvoir, d'une fraction majeure de la classe dominante par une autre. Dans le cas de la France, ce sont d'abord les spéculateurs et profiteurs de guerre Thermidoriens et Bonapartistes qui remplacent les Jacobins, puis la grande bourgeoisie terrienne (avec laquelle une partie de l'ancienne et de la nouvelle noblesse avait fusionné) remplace les premiers après 1815. « Dans le même ordre d'idées, les révolutions françaises du 19^e siècle, celle de 1830, celle de 1848 et celle de 1870, furent des révolutions politiques et non sociales. La France ne cessa de connaître un système économique capitaliste. » (29) C'est en partie de cela qu'il s'agit dans le cas iranien.

Mais s'agit-il d'une usurpation du pouvoir ? G. Achcar répond par la négative :

« Les obsèques de Khomeiny auxquelles se sont massées des foules d'Iraniens (...) ont contredit l'interprétation qui voyant en Khomeiny un usurpateur de la révolution de février 1979, le dirigeant d'une réaction thermidorienne, voire même d'une contre-révolution. Selon cette interprétation, l'instauration de la dictature « islamique » constituait donc une rupture et un refoulement du processus mis en marche en 1979, à tel point que la situation sous Khomeiny serait devenue pire que sous le Chah pour la population iranienne dans son ensemble. Cette vision des choses est clairement infirmée par le fait indéniable que les millions qui ont déferlé à Téhéran, ce mois-ci, sont les mêmes que ceux qui, dix ans plus tôt, constituaient la majorité des mobilisations populaires, notamment dans la capitale. Il confirme, en revanche, l'interprétation qui mettait l'accent sur la continuité du processus iranien, prévisible dès le départ, son caractère de rétrogradation ininterrompue d'une révolution commencée sur le terrain national et démocratique, mais dirigée d'emblée par un réseau profondément réactionnaire de mollahs et d'activistes intégristes ; son caractère, en quelque sorte, de révolution permanente en sens inverse. De ce point de vue, il y a eu certes une série de ruptures dans le processus iranien, au fur et mesure que sa direction rompait avec telle ou telle catégorie de ceux ou celles qui avaient convergé avec elle, dans la double opposition au Chah et à ses tuteurs américains. Néanmoins, l'instauration de la dictature « islamique » ne constituait nullement une rupture du processus lui-même, mais bien plutôt son aboutissement naturel. » (30)

La révolution iranienne est peut-être, par son déroulement, l'illustration exemplaire de ce que Daniel Bensaïd nomme l'« hypothèse stratégique de la grève générale insurrectionnelle ». Mais elle est aussi, dans le même temps, ce que Gilbert Achcar désigne comme la « révolution permanente inversée ».

La naissance d'un régime de type bonapartiste n'est pas un accident, c'est la conséquence de la révolution déclenchée, dirigée et arrêtée par Khomeiny. Les visions tendant à le sanctifier ou à le diaboliser, à rendre son image irrationnelle, à le comparer aux figures historiques les plus terrifiantes ou les plus romantiques sont par trop simplistes.

On pourrait appliquer à la révolution iranienne le principe islamique du *Tawhîd*, l'unité de Dieu et de l'Univers. Dans la direction khomeiniste, il n'y a pas d'une part une « vraie » révolution, un affrontement qui se joue entre les classes et non entre les croyances, et de l'autre un rôle contre-révolutionnaire joué par les religieux pour empêcher les comités ouvriers de s'armer et de renverser l'ensemble de la structure d'État. Il n'y a pas révolution puis contre-révolution : il y a les deux dans un même mouvement. Sa spécificité n'est pas tant la place qu'y a occupé un courant, l'islam politique, qui jusque là n'avait jamais joué le rôle de direction d'un mouvement révolutionnaire que cette *unité de la révolution et de la contre-révolution*. Il n'y a pas Robespierre *puis* Thermidor, les soviets *puis* la bureaucratie, mais les deux d'un même coup, indissociables.

Et Khomeiny, dirigeant incontestable et incontesté, les incarne. Lorsqu'il est dépassé, durant l'insurrection de Téhéran, c'est par un peuple qui veut lui donner tout le pouvoir. Lorsqu'il refuse toute coopération avec les hommes nommés par le Shah, cela ne s'applique pas aux dirigeants militaires qui pourtant étaient derrière le souverain. Khomeiny est le tombeur du Shah *et* le sauveur de l'appareil d'État iranien. Il *est* la révolution *et* la contre-révolution simultanées.

Il ne s'agit pas exactement d'une répétition de l'histoire, d'une des dernières révolutions du vingtième siècle qui, comme toutes les autres, dégénère en régime tout aussi détestable que celui qu'il devait remplacer. Le tournant historique est bien là, dans la mesure où, pour la première fois, l'islam politique fait son entrée en scène. Mais s'il s'agit d'une donnée majeure pour la compréhension des enjeux du vingt-et-unième siècle, il ne faut pas occulter la part de continuité avec les précédents courants nationalistes, populistes, bourgeois et petit-bourgeois qui ont jalonné l'histoire du siècle précédent.

Notes de la présentation du mémoire

(1) : J. Chesneaux, *Du passé faisons table rase ?*, Maspero, 1976, 192 pages

(2) : *ibid.*

(3) : M. Bloch, *Apologie pour l'histoire ou Métier d'historien*, 1941, Armand Colin 1997, 160 pages

(4) : deux ouvrages, la revue *Esprit* de janvier 1980 (« Khomeinisme, islamisme, tiers-monde ») et *Les otages américains à Téhéran* de Nouchine Yavari d'Hellencourt (La documentation française, collection Les médias et l'évènement, 1992) présentent des revues de presse correspondant, au moins en partie, à la période précitée.

Dans le cas de la revue *Esprit*, les journalistes eux-mêmes admettent ne réaliser que des études ciblées sur certains journaux et estiment que ce sera le travail d'étudiants, « dans quelques années », de réaliser une étude précise de la vision de la révolution iranienne dans la presse française.

Dans *Les otages américains à Téhéran*, Nouchine Yavari d'Hellencourt se centre, comme le titre l'indique, sur une période postérieure à celle de l'étude, mais sa présentation des sources journalistiques commence en fait dès le mois de janvier 1979. En revanche, elle se contente de présenter les extraits de la presse (française et internationale) sans en faire une analyse précise. Là encore, elle laisse cette tâche à des recherches universitaires.

Ces deux ouvrages sont néanmoins d'une richesse majeure pour le traitement du sujet.

Par ailleurs, il est très probable que des sujets proches ou similaires aient déjà été traités par des étudiants, mais aucun de ces travaux ne semble avoir été publié.

La presse française des années 1978 et 1979 étant riche en titres, le choix des publications ne saurait être exhaustif. L'on retiendra la presse quotidienne nationale (*La Croix*, *Les Échos*, *Le Figaro*, *L'Humanité*, *Libération*, *Le Monde*) et les principales publications hebdomadaires, mensuelles et bimensuelles d'information (*Esprit*, *L'Express*, *Le Monde diplomatique*, *Le Nouvel Observateur*, *Le Point*, *Témoignage chrétien*).

(5) : l'orthographe des noms iraniens n'étant pas soumise à des règles précises, elle varie d'un ouvrage, d'un journal et d'une époque à l'autre. Puisqu'il faut faire un choix, l'on retiendra l'orthographe de Khomeiny, de khomeinisme, de Shah, de Shariati, de Shariat Madari, de Bazargan, de Behechte-Zahra, de Moudjahidines, de Feddayins, etc., sauf lorsque l'on cite directement un ouvrage, dans quel cas on retiendra l'orthographe qui y est utilisée.

Notes de l'introduction

(1) Cité par A. Parsi, *Inprecor*, numéro 2, 20 juin 1974, « Le nouveau gendarme du golfe arabe »

(2) E. Mandel, *Inprecor*, numéro 10, 17 octobre 1974, « L'émergence d'un nouveau capital financier arabe et iranien »

(3) Cité par Ernest Mandel, *Inprecor*, numéro 10, *opus citatum*

(4) A. Parsi, *Inprecor* numéro 18, 31 janvier 1975, « La voie impériale »

(5) R. Fisk, *La grande guerre pour la civilisation – L'Occident à la conquête du Moyen-Orient (1979-2005)*, La Découverte, 2005, 950 pages

(6) Behrang, *Iran, le maillon faible*, Maspero, Collection CEDETIM, 1979, 358 pages

(7) Mohamed Heikal, *Khomeiny et sa révolution*, Éditions Jeune Afrique, 1983, 229 pages ; page 167

(8) *Le Monde*, trente-cinquième année, numéro 10 415, 27 juillet 1978, Page 5, « Tribune internationale », « Le chah « irresponsable » ? », Mozaffar Fribouz

(9) *Le Monde*, trente-cinquième année, numéro 10 431, 13-14 août 1978, Page 4, « Correspondance » : « Le rôle des puissances en Iran », Mohamad Bahéri

(10) Ghassemi Farhang, *Syndicalisme et mouvements politiques en Iran*, Zagros, 2006, 467 pages

(11) Voir aussi la brochure du mouvement Solidarité avec les travailleurs en Iran, *Cent ans de dictature – L'histoire contemporaine de l'Iran sous les deux régimes Monarchique et Islamique*, Paris, 2009 ; les pages 16 à 23 livrent un récit et une analyse plus précis du rôle du PT en 1953 :

« Le nouveau parti, délibérément, ne se disait pas communiste : il se déclarait partisan de la Constitution de 1906, et se donnait pour objectif d'unir les forces démocratiques contre l'oligarchie au pouvoir. Il prenait d'ailleurs soin de se montrer conciliant envers le clergé et la religion. Le Toudéh se développa considérablement, au point de devenir le seul parti sérieusement organisé à l'échelle du pays. (...) Aux élections au Parlement, en 1943, il présenta vingt-trois candidats dont huit furent élus. (...)

Dès 1941-1942, des militants avaient commencé à reconstituer des syndicats, dont la Confédération, sous direction Toudéh, regroupa jusqu'à quatre cent mille membres dans les années suivantes.

A partir de 1945, quand la victoire des Alliés fut acquise, les dirigeants du Toudéh se décidèrent à organiser les travailleurs de l'industrie pétrolière. Jusque là, en effet, ils s'interdisaient l'organisation et s'opposaient aux grèves dans les industries liées à l'effort de guerre. A Abadan, pour le 1er Mai 1946, le Toudéh put organiser un défilé de quelque quatre-vingt mille travailleurs. (...)

Jusqu'en 1951], le Toudéh n'avait guère soutenu Mossadegh.

Mais il fit alors un revirement. Pendant cette crise de l'été 1952, le Toudéh et le Front National appelèrent ensemble à une grève générale en vue de faire plier le Chah, qui céda.

Mossadegh apparaissait comme plébiscité. Mais c'est alors que devant la mobilisation populaire et l'appui du Toudéh, les Américains décidèrent de l'évincer du pouvoir. (...)

Mossadegh fut finalement renversé le 19 Août 1953 par un coup d'État fomenté nominalement par le général Zahédi, en fait organisé et financé par un général de la CIA, l'ambassadeur américain et l'entourage du Chah. (...)

Au cours des journées où l'affaire se joua, bien que sachant que le coup se préparait, Mossadegh avait refusé d'accepter le soutien du Toudéh. Il avait fait réprimer ses manifestations de rue. Pour l'organe de presse du Front National qui parut le matin même du coup, le danger communiste était le plus menaçant et il fallait l'écarter en priorité.

Les militants communistes, de leur côté, attendirent les consignes du Parti pour bouger et les consignes ne vinrent pas. Le Toudéh avait au sein de l'armée une organisation de près de six cents membres dans le corps des officiers et sous-officiers. Eux aussi attendirent des ordres qui ne vinrent pas. (...)

Le Front National fut interdit, Mossadegh jugé et emprisonné, un de ses ministres fut exécuté. Mais la répression fut particulièrement impitoyable envers les communistes. Il y eut des milliers d'arrestations, des centaines de condamnations, des centaines d'exécutions. L'infrastructure clandestine du Toudéh fut largement démantelée et pas seulement dans l'armée. »

(12) Analyse tirée de la brochure *Cent ans de dictature*, op. cit.

(13) Voir William Caruchet, *Khomeiny, le Janissaire de l'Islam*, Saurat, 1988, 378 pages et *Le Monde*, trente-cinquième année, numéro 10 514, 18 novembre 1978, Page 4, « Depuis la chute de Mossadegh – L'université a été le principal centre d'opposition au régime », Paul Balta, envoyé spécial

(14) *Le Monde Diplomatique*, 25ème année, numéro 292, juillet 1978, dossier de trois pages : « Regain d'agitation populaire en Iran », pages 16 à 19, « L'opposition intérieure face au chah et à la domination étrangère », Ahmed Faroughy (journaliste iranien résidant en France)

(15) Cité par Paul Balta, *Le Monde*, trente-cinquième année, numéro 10 527, Pages 1 et 5, « La rébellion chiite »

(16) G. Achcar et N. Chomsky, *La poudrière du Moyen-Orient, (Perilous power)*, États-Unis, 2006 ; France 2007, Fayard, traduction par Louis de Bellefeuille, 388 pages ; pages 243 à 245

(17) Gilbert Achcar, *L'Orient incandescent*, Éditions Page deux, 2003, 348 pages, première partie, « Onze thèses sur la résurgence de l'intégrisme islamique », pages 64-65

(18) Voir Gérard Chauvin, *Chiisme*, Pardès, collection B.A.-BA, 2005, 127 pages ; Henry Corbin, *Corps spirituel et Terre céleste. De l'Iran mazdéen à l'Iran Shi'ite*, Buchet / Chastel, 1979, 300 pages ; Christian Delannoy et Jean-Pierre Richard, *Khomeiny : la révolution trahie*, Carrère, Paris, 1988, 314 pages ; André Fontcouberte, *L'exception iranienne – De la Perse au Nucléaire*, Kutoubia, 2009, 316 pages ; Yann Richard, *L'Islam chiite, croyances et idéologies*, Fayard, Paris, 1991, 302 pages

Voir aussi :

Sur l'Iran à la veille de la révolution :

Autrement, n°27, novembre 1987, « Téhéran : au-dessus du volcan », Bernard Hourcade et Yann Richard, pp. 156, 188, 192, 196

Thierry Coville, *Iran, la révolution invisible*, La Découverte, 2007, 256 pages

Encyclopædia Universalis, sixième édition, 2009

Sur l'opposition sous le règne du Shah

Le mouvement ouvrier iranien – La révolution iranienne et le mouvement ouvrier en Iran, brochure du mouvement Solidarité avec les travailleurs en Iran, Paris 2009

Sur le contexte géopolitique à la veille de la révolution :

Herodote (Paris, La Découverte), n°133, 2009 (n°2), Yves Lacoste, Éditorial, « Le Golfe et ses Émirats »

Robert Bear, *Iran : l'irrésistible ascension*, Folio documents, 2009, 432 pages, traduction de l'américain par Marie de Prémonville

Notes de la partie I. A. : Les ambiguïtés du discours de l'ayatollah

(1) Paul Balta, « Ruhollah Khomeiny, Savonarole de l'Islam » in *Islam, civilisation et société*, sous la direction de Paul Balta, Éditions du Rocher, Paris, 2ème édition 2001, 296 pages

(2) *Le Monde*, trente-sixième année, numéro 10 558, 10 janvier 1979, pages 1 et 6

(3) Trente-cinquième année, numéro 10 346, 6 mai 1978, Page 4

(4) Trente-cinquième année, numéro 10 453, 8 septembre 1978, Page 1

(5) Les « moudjahiddines du peuple »

(6) *Le Monde*, trente-cinquième année, numéro 10 476, 5 octobre 1978, Page 4, « L'Iran après le vendredi noir », Jean Gueyras, envoyé spécial, « III. - " Vive Khomeiny ! " »

(7) *Le Monde*, trente-cinquième année, numéro 10 502, 4 novembre 1978, page 5 ; voir aussi l'interview accordée à TF1 le 23 janvier, citée par *Le Monde*, trente-sixième année, numéro 10 571, 25 janvier 1979, pages 1 et 5

(8) *Le Monde*, trente-cinquième année, numéro 10 486, 17 octobre 1978, Page 5

(9) Sayyed Mohammad Baqer El-Sadr, *Lignes détaillées de l'économie Islamique*, Editions de la Bibliothèque Ahl-Elbeit, Paris, 1983, 80 pages

(10) *Le Monde*, trente-cinquième année, numéro 10 509, 12-13 novembre 1978, Page 3, Paul Balta cite un étudiant islamique : « Il n'est pas juste de dire que nous sommes rétrogrades. Nous enseignons ici les philosophies asiatiques et occidentales, de Platon à Hegel et Kierkegaard. Enseigne-t-on la philosophie islamique dans vos écoles ? (...) Le Coran prescrit le développement du savoir. Avant de nous juger ou de nous rejeter, pourquoi ne pas apprendre à nous connaître ? Un de nos penseurs, Sayed Mohamed Baqer Sadr, a écrit un important ouvrage sur la conception économique de l'islam par rapport aux économies capitaliste et communiste. Vous ne l'avez pas traduit... »

(11) Rapporté par Roland Delcour, *Le Monde*, trente-cinquième année, numéro 10 511, 15 novembre 1978, Page 3

(12) *Le Monde diplomatique*, 25ème année, numéro 297, décembre 1978, dossier de trois pages « L'Iran du refus », pages 11 à 13, « La « croissance miraculeuse » et le bouleversement »,

(13) *Le Monde diplomatique*, numéro 297, op. cit. page 13, « Puissance et ambiguïtés du mouvement religieux »

(14) *Le Monde*, trente-cinquième année, numéros 10 529, 10 530 et 10 531 6, 7 et 8 décembre 1978, 10 529, pages 1 et 4, « Réveil de l'intégrisme musulman ? », 10 530, page 8 « II. - La politique selon le Coran »

(15) *Le Monde*, trente-cinquième année, numéro 10 546, 27 décembre 1978, Page 3

(16) *Le Monde*, trente-sixième année, numéro 10 551, 2 janvier 1979, Page 3, « La crise en Iran – Avec les paysans en rébellion... »

(17) *Le Monde*, 10 janvier 1979, op. cit.

(18) *Le Monde*, trente-sixième année, numéro 10 560, 12 janvier 1979, Page 5

(19) *Le Monde*, trente-sixième année, numéro 10 564, 17 janvier 1979, Pages 1, 4 et 5, « Un rêve brisé »

(20) *Le Point*, jeudi 18 janvier 1979

- (21) *Le Monde*, trente-sixième année, numéro 10 565, 18 janvier 1979, page 1, « Au jour le jour », « Visibilité nulle »
- (22) *Le Monde*, trente-sixième année, numéro 10 565, 18 janvier 1979 pages 1 et 3
- (23) Cité par *Le Monde*, trente-sixième année, numéro 10 566, 19 janvier 1979, Page 3
- (24) *Le Monde*, trente-sixième année, numéro 10 566, 19 janvier 1979, Page 3, « La pensée politique de l'ayatollah Khomeiny »
- (25) *Le Monde*, trente-sixième année, numéros 10 564, 10 565 et 10 566, 10 567, 17, 18, 19 et 20 janvier 1979, « Fin de règne », 10 564, pages 1, 4 et 5, « I. - La montée des périls »
- (26) *Ibid.*, 10 567, « IV. - Le viol culturel »
- (27) *Libération*, numéros 1559 et 1560, 12 et 13 février 1979, « Iran : le chiito-socialisme des khomeinistes »
- (28) *Le Monde*, trente-sixième année, numéro 10 576, 31 janvier 1979, Page 2, « Idées », Page 2, « Shari'ati et le gouvernement islamique »
- (29) Vingt-sixième année, numéro 301, avril 1979, « La Marche vers la république islamique d'Iran – Société et religion selon l'imam Khomeiny », Morteza Kotobi et Jean-Léon Vandoorne
- (30) *Ibid.*
- (31) Cité par *Le Monde*, trente-cinquième année, numéro 10 458, 14 septembre 1978, Page 1, « La crise de régime en Iran – Le chef de l'opposition religieuse appelle à la grève générale »
- (32) *Le Monde*, trente-cinquième année, numéro 10 480, 10 octobre 1978, Pages 1 et 4
- (33) *Le Monde*, trente-cinquième année, numéro 10 512, 16 novembre 1978, Pages 1 et 3 ; voir aussi *L'Humanité* numéro 10 690, 9 janvier 1979
- (34) *Op. cit.*
- (35) *Le Monde*, trente-cinquième année, numéro 10 535, 13 décembre 1978, page 1, « Bulletin de l'étranger », « L'Iran au bord du gouffre »
- (36) *Le Monde*, trente-cinquième année, numéro 10 547, 28 décembre 1978, page 8, « La situation économique se dégrade »
- (37) *Le Monde*, trente-cinquième année, numéro 10 547, 28 décembre 1978, pages 1 et 8, « L'arrêt des exportations de pétrole pourrait entraîner une tension sur les prix »
- (38) Propos rapportés par plusieurs journaux, notamment *Le Monde*, trente-cinquième année, numéro 10 548, 29 décembre 1978, page 5
- (39) Voir Ataulfo Riera, *La Gauche*, 4 juillet 2005, « La révolution iranienne »
- (40) *Rivarol*, vendredi 19 janvier 1979
- (41) *Libération*, numéros 1559 et 1560, 12 et 13 février 1979
- (42) *Le Monde*, trente-cinquième année, numéro 10 502, 4 novembre 1978, page 5, *op. cit.*
- (43) *Ibid.*
- (44) *Le Monde*, trente-cinquième année, numéro 10 480, 10 octobre 1978, pages 1 et 4, « Atmosphère de crise à Téhéran après de nouvelles manifestations »
- (45) *Le Monde*, trente-cinquième année, numéro 10 505, 8 novembre 1978, Page 1
- (46) *Le Nouvel observateur*, 22 janvier 1979, page 34, « Le quitte ou double de l'ayatollah »
- (47) *Le Monde*, trente-sixième année, numéro 10 567, 20 janvier 1979, Pages 1 et 6, « La révolution en Iran – Des millions de manifestants exigent à Téhéran l'instauration d'un " gouvernement islamique " »
- (48) AFP, repris par la majorité de la presse internationale
- (49) *Le Monde*, trente-sixième année, numéro 10 577, 1er février 1979, Pages 1 et 3
- (50) Trente-sixième année, numéro 10 579, « Le tout ou rien de l'ayatollah Khomeiny »
- (51) AFP, *op. cit.*
- (52) *L'Humanité*, nouvelle série, numéro 10 583, 5 septembre 1978, pages 1 et 7, « Téhéran : 500 000 et des fleurs », Dominique Bari, envoyée spéciale
- (53) *L'Humanité*, nouvelle série, numéro 10 586, 8 septembre 1978, pages 1 et 7, « Un million hier dans les rues de Téhéran », Dominique Bari, envoyée spéciale
- (54) Citation de Jean-Paul Sartre dans *Les mains sales*, 1948, acte 5, scène 3 ; reprise dans un discours de Malcolm X en 1965
- (55) *Le Figaro*, 18 octobre 1979, page 15, propos recueillis par Paul-Marie de la Gorce
- (56) Cité par *Le Monde*, trente-cinquième année, numéro 10 498, 31 octobre 1978, page 1, « Un climat insurrectionnel »
- (57) Cité par *Le Monde*, trente-cinquième année, numéro 10 527, 4 décembre 1978, Page 1, « Nouveaux troubles à Téhéran »
- (58) *Le Monde*, trente-cinquième année, numéro 10 527, 4 décembre 1978, page 1, « Epreuve de force »
- (59) *Le Monde*, trente-sixième année, numéro 10 567, 20 janvier 1979, pages 1 et 6, « La révolution en Iran », *op. cit.*

Notes de la partie I. B. : Laïques, libéraux, sociaux-démocrates, communistes, gauche radicale... Tous derrière Khomeiny !

- (1) Behrang, *op. cit.*
- (2) *Le Monde*, trente-sixième année, numéro 10 566, 19 janvier 1979, page 4 ; voir aussi la classification des courants opérée par A. Rahnama et F. Nomani dans *The Secular Miracle: Religion, Politics and Economic Policy in Iran*, Zed Books, décembre 1990, 376 pages ; pages 37 à 127
- (3) *L'Express*, numéro 1437, 20 janvier 1979, pages 52 à 60, « Iran : l'homme qui fait trembler l'Occident », Yves Cuau avec Christian Hoche (envoyé spécial à Téhéran), Christian d'Epenoux (à Neauphle-le-Château), Jérôme Dumoulin (envoyé spécial à Djedda), Roger-Xavier Lantéri (envoyé spécial au Caire), Peter Sullivan (correspondant à Los Angeles), Hési Carmel (Correspondante à Tel-Aviv), Arlette Marchal, Bernard Ullmann
- (4) *L'Express*, numéro 1438, 27 janvier 1979, page 76, « Une lettre de Sadeq Ghotbzadeh »
- (5) Cette hypothèse non avérée à ce jour est néanmoins la plus répandue – et semble la plus plausible – au mois de janvier 1978
- (6) *L'Express*, numéro 1437, *op. cit.*
- (7) *Témoignage chrétien* numéro 1781, 24 août 1978, pages 13 et 14
- (8) *Le Monde*, trente-cinquième année, numéro 10 355, 17 mai 1978, pages 1 et 3 « Les troubles en Iran »

- (9) La formule est de Khosrow Naraghi, cité par Thierry A. Brun, *Le Monde diplomatique*, 25ème année, numéro 292, juillet 1978, pages 17 et 18, « Les échecs du développement à l'occidentale accroissent les difficultés du régime », in dossier « Regain d'agitation populaire en Iran » - l'analyse ci-dessus est tirée de cet article
- (10) *Le Monde diplomatique*, 25ème année, numéro 292, juillet 1978, pages 16 à 19, « L'opposition intérieure face au chah et à la domination étrangère », Ahmed Farougy, in dossier « Regain d'agitation populaire en Iran »
- (11) *Ibid.*
- (12) *Le Monde*, trente-cinquième année, numéro 10 435, 18 août 1978, Pages 1 et 4, Tribune, « Une « libéralisation » trop tardive »,
- (13) *Le Monde*, trente-cinquième année, numéro 10 446, 31 août 1978, page 3
- (14) *Le Monde diplomatique*, 25ème année, numéro 294, septembre 1978, page 1, éditorial de Claude Jullien : « Illusions iraniennes ».
- (15) *L'Humanité*, nouvelle série, numéro 10 585, 7 septembre 1978, page 9, « Iran – grève générale aujourd'hui », Dominique Bari, envoyée spéciale
- (16) *TC*, numéro 1783, 7 septembre 1978, pages 12 à 14, « La conjonction des mécontentements », Pierre-Luc Séguillon, envoyé spécial
- (17) *Ibid.*
- (18) *Le Monde*, trente-cinquième année, numéro 10 455, 10-11 septembre 1978, page 1, « Iran – Le massacre des manifestants de Téhéran met fin à la politique de " libéralisation " », tribune, « Seul contre tous »
- (19) *Le Monde*, trente-cinquième année, numéro 10 498, 31 octobre 1978, page 1, tribune, « Un climat insurrectionnel »
- (20) Voir Jean Gueyras, envoyé spécial du *Monde*, trente-cinquième année, numéros 10 474 10 475 et 10 476, 3, 4 et 5 octobre 1978, « L'Iran après le vendredi noir » : « I. - Faillite d'une politique », pages 1 et 8, « II. - Le nouveau réalisme des modérés », page 4 et « III. - " Vive Khomeiny ! " », page 4
- (21) *Le Monde*, trente-cinquième année, numéro 10 498, *op. cit.*
- (22) Jean Gueyras, « L'Iran après le vendredi noir », *op. cit.*
- (23) *Le Figaro*, 26 octobre 1979, pages 1 et 4, « Faut-il tuer le chah d'Iran »,
- (24) *Ibid.*
- (25) *Le Monde*, trente-cinquième année, numéro 10 499, 1er novembre 1978, page 3, « Le gouvernement que nous souhaitons pour l'Iran serait sans doute islamique mais aussi démocratique et socialiste – Déclare au " Monde " M. Karim Sandjabi, secrétaire général du Front national », propos recueillis par Roland Delcour
- (26) *Le Monde*, trente-cinquième année, numéro 10 501, 3 novembre 1978, page 3, « L'aggravation de la crise en Iran – L'immense veillée d'armes de l'université insurgée », Paul Balta, envoyé spécial
- (27) *Le Monde*, trente-cinquième année, numéro 10 504, 7 novembre 1978, page 1, tribune, « Une suite logique »
- (28) Paul Balta et Claudine Rulleau, *L'Iran insurgé - 1789 en Islam ? : Un tournant du monde*, Éditions Sinbad, 1979, 310 pages
- (29) *Le Monde*, trente-cinquième année, numéro 10 534, 12 décembre 1978, page 3, « La crise en Iran – La manifestation du 10 décembre à Téhéran – Une marée humaine sûre de sa force fervente et disciplinée »
- (30) *Le Monde*, trente-cinquième année, numéro 10 527, 4 décembre, Pages 1 et 5, « La rébellion chiite », Paul Balta, envoyé spécial
- (31) *Ibid.*
- (32) *Le Monde*, trente-cinquième année, numéros 10 529, 10 530 et 10 531 6, 7 et 8 décembre 1978, « Réveil de l'intégrisme musulman ? », 10 531, page 4, « III. - Entre archaïsme et modernisme »
- (33) *Le Monde*, trente-sixième année, numéro 10 576, 31 janvier 1979, page 2, « Idées »
- (34) *Le Monde*, trente-sixième année, numéro 10 576, 31 janvier 1979, page 3, « La crise iranienne – Un entretien avec le bâtonnier de Téhéran », propos recueillis par Paul Balta
- (35) *TC*, numéro 1804, 5 février 1979, pages 10 et 11, « Iran – Le sacre de Khomeiny », P-L. Séguillon, envoyé spécial
- (36) *Le Monde*, trente-sixième année, numéro 10 561, 13 janvier 1979, Page 2, « Idées », Iran, « Les vicissitudes de la géopolitique », Daniel Ribout, universitaire belge
- (37) *Le Monde*, trente-sixième année, numéro 10 562, 14-15 janvier 1979, Pages 1 et 4, « La crise iranienne – Le chah quittera le pays avant jeudi [18 janvier] assure M. Bakhtiar »
- (38) *Le Monde*, trente-sixième année, numéro 10 563, 16 janvier 1979, Page 1, manchette, « Iran », chapô : « La succession politique du chah – L'opposition religieuse nomme un " conseil provisoire " pour faire échec à la régence mise en place par M. Bakhtiar »
- (39) *Le Monde*, trente-sixième année, numéros 10 564, 10 565 et 10 566, 10567, 17, 18, 19 et 20 janvier 1979, « Fin de règne », Paul Balta, « I. - La montée des périls », 10 564, pages 1, 4 et 5
- (40) Voir Caruchet, *op. cit.*, page 193 et *L'Express*, numéro 1438, 27 janvier 1979, page 74, « La troisième tentative du P.c. iranien », Branko Lazitch
- (41) Voir l'interview du docteur Kéchavarz par Shahrokh Vaziri, décembre 1977, 49 pages : <http://www.shahrokhvaziri.org/pdf/interview%20Dr%20Kechavarz.pdf>
- (42) *Le Monde*, trente-sixième année, numéro 10 576, 31 janvier 1979, Page 2, « Idées », « Toute division est une trahison »
- (43) *L'Humanité*, nouvelle série, numéro 10 580, 1er septembre 1978
- (44) *L'Humanité*, nouvelle série, numéro 10 584, 6 septembre 1978, page 7, « Iran – Le Toudéh appelle à un front uni », Dominique Bari, envoyée spéciale
- (45) *Le Figaro*, 30 octobre 1979, pages 1 et 4, Thierry Desjardin
- (46) Voir *Le Monde*, trente-cinquième année, numéro 10 501, 3 novembre 1978, page 3, « L'aggravation de la crise en Iran – L'immense veillée d'armes de l'université insurgée », Paul Balta, envoyé spécial et *L'Express*, 1436, 13 janvier 1979, page 90 « Iran : Marx derrière Khomeiny », Christian Hoche, envoyé spécial
- (47) *L'Express*, *op. cit.*
- (48) *L'Humanité*, nouvelle série, numéro 10 695, 15 janvier 1979, page 9
- (49) Rapporté par *Le Monde*, trente-sixième année, numéro 10 563, 16 janvier 1979, Pages 1 et 3, « Soyons heureux, Khomeiny revient... », Jean Gueyras, envoyé spécial
- (50) Caruchet, *op. cit.*, page 70
- (51) *Le Monde*, trente-cinquième année, numéro 10 566, 19 janvier 1979, Pages 1 et 3, « Le gouvernement de M. Bakhtiar ne contrôle pas totalement l'armée – Les troubles se poursuivent en province », Jean Gueyras, envoyé spécial
- (52) *L'Humanité*, nouvelle série, numéro 10 702, 23 janvier 1979, page 8
- (53) *Ibid.*

- (54) *Cent ans de dictature, op. cit.*, pages 37 et 38
 (55) *Le Monde*, trente-cinquième année, numéro 10 576, 31 janvier 1979, Page 3, brève (AFP)
 (56) *Le Monde*, trente-cinquième année, numéro 10 514, 18 novembre 1978, page 4, « Depuis la chute de Mossadegh – L'université a été le principal centre d'opposition au régime », Paul Balta, envoyé spécial
 (57) *Libération*, numéro 1557, 9 février 1979, page 12, « Bout de fusil – Une rencontre avec des « Fedayin » iraniens – Iran : " seule la lutte armée... " », propos recueillis par Marc Kravetz
 (58) *Ibid.*
 (59) *Ibid.*

Notes de la partie I. C. : Les derniers agissements du Shah

- (1) W. Caruchet, *op. cit.*, pages 183-184 et Khosrokhavar, Farhad, *Anthropologie de la Révolution iranienne – Le rêve impossible*, L'Harmattan, collection Comprendre le Moyen-Orient, 1997, 272 pages
 (2) W. Caruchet, *op. cit.*, pages 47-53 et Christian Delannoy et Jean-Pierre Richard, *Khomeiny : la révolution trahie, op. cit.*, pages 65-72
 (3) *Le Monde*, trente-cinquième année, numéro 10 527, pages 1 et 5, « La rébellion chiite », Paul Balta
 (4) Caruchet, *op. cit.*, pages 47-53
 (5) *Ibid.*
 (6) Amir Tahéri, *Khomeiny*, Éditions Balland, 1985, 366 pages
 (7) *Ibid.* et repris par W. Caruchet, *op. cit.*, page 60
 (8) *Le Monde*, trente-cinquième année, numéro 10 441, 25 août 1978, page 3, « Le chah sur Antenne 2 – Un homme usé »
 (9) *Le Monde*, trente-sixième année, numéro 10 564, 10 565 et 10 566, 10567, 17, 18, 19 et 20 janvier 1979, « Fin de règne », Paul Balta, « I. - La montée des périls », pages 1, 4 et 5
 (10) *Ibid.*, 10 566, page 4 « III. - La paysannerie à l'encan »
 (11) *Le Monde*, trente-cinquième année, numéro 10 374, 8 juin 1978, pages 4-5, « L'Iran à la cote d'alerte », Jean de la Guérivière, envoyé spécial, « II. - Le derrick et la charrue »
 (12) *L'état du monde – 1981*, sous la direction de François Gèze et Yves Lacoste, petite collection Maspéro, 1981, 445 pages, pages 304, 310, 314 et 318
 (13) Paul Balta, « Fin de règne », « III. - La paysannerie à l'encan », *op. cit.*
 (14) *Ibid.*
 (15) *Le Monde*, trente-cinquième année, numéro 10 587, 13 février 1979, page 3, encadré, « Une armée de quatre cent mille hommes organisée « à l'américaine » »
 (16) *Le Monde diplomatique*, 25ème année, numéro 295, octobre 1978, pages 1 et 14, « Derrière le paravent du trône, l'armée iranienne, garante de la dépendance », Ahmad Faroughy
 (17) *Ibid.*
 (18) *Le Monde*, trente-cinquième année, numéro 10 456, 12 septembre 1978, pages 1 et 3, « Le despotisme militaire »
 (19) *Libération*, numéro 1430, 9 et 10 septembre 1978, « Une » : « Plusieurs centaines de morts dès la proclamation de la loi martiale – Le récit du vendredi sanglant de Téhéran »
 (20) Caruchet, *op. cit.*, page 68-70
 (21) *Le Monde*, trente-cinquième année, numéro 10 469, 27 septembre 1978, page 4
 (22) *Le Monde*, trente-cinquième année, numéro 10 460, 16 septembre 1978, page 3, brève
 (23) *Le Monde*, trente-cinquième année, numéro 10 473, 1-2 octobre 1978, page 6, brève
 (24) *Le Monde*, trente-cinquième année, numéro 10 471, 29 septembre 1978, page 8, entrefilet
 (25) *Le Monde*, trente-cinquième année, numéro 10 466, 23 septembre 1978, page 4
 (26) *Le Figaro*, 11 octobre 1978, pages 1 et 10, « Les ayatollahs décident une grève générale en Iran », Thierry Desjardins, envoyé spécial
 (27) *Ibid.*
 (28) *Le Monde*, trente-cinquième année, numéro 10 485, 15-16 octobre 1978, page 24, brève
 (29) *Le Monde*, trente-cinquième année, numéro 10 495, 27 octobre 1978, page 3
 (30) Cette analyse et les lignes qui suivent sont inspirées de l'article de Bernard Ullmann, *L'Express*, numéro 1425, 28 octobre 1978, page 118, « Iran – L'arbitre est dans les Yvelines »
 (31) *Le Figaro*, 30 octobre 1978, page 1
 (32) *Le Monde*, trente-cinquième année, numéro 10 503, 5-6 novembre 1978, page 3, « La crise en Iran – Le chah continue ses ouvertures vers l'opposition modérée », Paul Balta, envoyé spécial
 (33) *Le Monde*, trente-cinquième année, numéro 10 504, 7 novembre 1978, page 1, « Au jour le jour », « Retour aux sources », Bernard Chapuis
 (34) *Le Monde*, trente-cinquième année, numéro 10 507, 10 novembre 1978, page 3, portrait
 (35) *L'Express*, 1427, 11 novembre 1978, page 130, « Iran : le dernier rempart », Bernard Ullmann, envoyé spécial
 (36) *Le Monde*, trente-cinquième année, numéro 10 508, 11 novembre 1978, pages 1 et 3, Paul Balta, envoyé spécial
 (37) *Le Monde*, trente-cinquième année, numéro 10 525, 30 novembre 1978, page 4
 (38) *Le Monde*, trente-cinquième année, numéro 10 527, pages 1 et 5, « La rébellion chiite », Paul Balta, envoyé spécial
 (39) *Le Monde*, trente-cinquième année, numéro 10 546, 27 décembre 1978, page 1
 (40) *Libération*, numéro 1524, 2 janvier 1979, pages 1, 5 11 et 16, « Nouvelles manifestations, nouveaux morts – Le Shah s'érode »
 (41) *Ibid.*
 (42) *Le Monde*, trente-cinquième année, numéro 10 557, 9 janvier 1979, page 7

Notes de la partie II. A. : J. Carter, S. Bakhtiar et le Shah : un échec stratégique

- (1) *TC*, numéro 1748, 5 janvier 1978, page 3, brève : « États pro-américains " ingérez-vous " ! »
- (2) *TC*, numéro 1792, 9 novembre 1978, page 11, « Iran – Tragique fin de règne », Pierre-Luc Séguillon
- (3) *L'Humanité*, nouvelle série, numéro 10 597, 21 septembre 1978, page 8 « Iran – Armes américaines pour le chah »
- (4) *TC*, numéro 1792, *op. cit.*
- (5) *Le Monde*, trente-cinquième année, numéro 10 456, 12 septembre 1978, page 1, tribune, « Les États-Unis dans la galère »
- (6) *Ibid.*
- (7) *Le Monde*, trente-cinquième année, numéro 10 482, 12 octobre 1978, page 6, brève
- (8) *Le Monde*, trente-cinquième année, numéro 10 474, 3 octobre 1978, pages 1 et 8, reportage, « L'Iran après le vendredi noir », Jean Gueyras, envoyé spécial, « I. - Faillite d'une politique »
- (9) *Le Monde*, trente-cinquième année, numéro 10 505, 8 novembre 1978, page 1, tribune, « Washington au secours du chah »
- (10) *Le Monde*, trente-cinquième année, numéro 10 536, 14 décembre 1978, page 3
- (11) *L'Express*, numéro 1438, 27 janvier 1979, page 56, « L'enjeu stratégique », Jérôme Dumoulin
- (12) *Ibid.*
- (13) *Le Monde*, trente-cinquième année, numéro 10 442, 26 août 1978, pages 1 et 4, « Tout est parti de Qom », Jean Gueyras, envoyé spécial
- (14) *L'Humanité*, nouvelle série, numéro 10 580, 1er septembre 1978, pages 1 et 7, « Chasser le chah », Dominique Bari, envoyée spéciale
- (15) *TC* numéro 1783, 7 septembre 1978, pages 12 à 14, « La conjonction des mécontentements », Pierre-Luc Séguillon, envoyé spécial
- (16) *TC* numéro, numéro 1800, 8 janvier 1979
- (17) *Le Monde*, trente-cinquième année, numéro 10 456, 12 septembre 1978, page 3, entretien avec Jean Gueyras, envoyé spécial
- (18) *Le Monde*, trente-cinquième année, numéro 10 462, 19 septembre 1978, page 5
- (19) *Le Monde*, trente-cinquième année, numéro 10 475, 4 octobre 1978, page 4, « L'Iran après le vendredi noir », Jean Gueyras, *op. cit.* « II. - Le nouveau réalisme des modérés »
- (20) *Ibid.*
- (21) *Le Monde*, trente-cinquième année, numéro 10 501, 3 novembre 1978, page 3, tribune internationale
- (22) *Le Monde*, trente-cinquième année, numéro 10 512, 16 novembre 1978, pages 1 et 3, « La peur règne à Abadan »
- (23) Chapour Bakhtiar, *Ma fidélité*, Editions Albin Michel, 1982, 257 pages
- (24) *Libération*, numéro 1524, 2 janvier 1979, page 16
- (25) *Le Monde*, trente- sixième année, numéro 10 554, 5 janvier 1979, pages 1 et 3, « La crise iranienne » ; également cité dans *Témoignage Chrétien*, numéro 1800, 8 janvier 1979
- (26) *Le Monde*, trente- sixième année, numéro 10 556, 7-8 janvier 1979, page 11, « En présentant son cabinet civil – M. Bakhtiar assure que le chah a accepté de " régner conformément à la Constitution " »
- (27) *Le Monde*, trente- sixième année, numéro 10 558, 10 janvier 1979, page 6, entrefilet
- (28) *Libération*, 2 janvier 1979, numéro 1531, pages 1, 7 et 16
- (29) *Le Monde*, trente- sixième année, numéro 10 559, 11 janvier 1979, pages 1 et 4
- (30) *Le Monde*, trente- sixième année, numéro 10 563, 16 janvier 1979, page 1
- (31) *Le Monde*, trente- sixième année, numéro 10 564, 17 janvier 1979, page 3, interview par Jean Gueyras, envoyé spécial
- (32) *Valeurs actuelles*, 18 janvier 1979
- (33) *Le Monde*, trente- sixième année, numéro 10 568, 21 et 22 janvier 1979, page 3 et *Libération*, numéro 1540, 20 et 21 janvier 1979, pages 1 et 3
- (34) *Le Monde*, trente- sixième année, numéro 10 570, 24 janvier 1979, pages 1 et 3
- (35) *L'Express*, 1438, 27 janvier 1979, page 75, « Chapour Bakhtiar à l'Express »
- (36) *Le Monde*, trente- sixième année, numéro 10 579, 3 février 1979, page 5, entrefilet
- (37) *Le Monde*, trente- sixième année, numéro 10 580, 4 et 5 février 1979, pages 1 et 4
- (38) *Ibid.*
- (39) *Le Monde*, trente-sixième année, numéro 10 584, 9 février 1979, pages 1 et 3
- (40) W. Caruchet, *op. cit.*, pages 39-40
- (41) *Le Monde*, trente-cinquième année, numéro 10 529, 6 décembre 1978, pages 1 et 3
- (42) *Le Monde*, trente-cinquième année, numéro 10 530, 7 décembre 1978, page 7
- (43) *Libération*, numéro 1526, 4 janvier 1979, page 7, « Canonnières – USA : le shah ou comment s'en débarrasser »
- (44) *La Vie*, jeudi 18 janvier 1979
- (45) W. Caruchet, *op. cit.*, page 95
- (46) *Le Monde*, trente- sixième année, numéro 10 570, 24 janvier 1979, pages 1 et 3
- (47) *Le Monde*, trente- sixième année, numéro 10 571, 25 janvier 1979, pages 1 et 5
- (48) *Le Monde*, trente- sixième année, numéro 10 575, 30 janvier 1979, pages 1 et 3
- (49) W. Caruchet, *op. cit.*, pages 100-101
- (50) *France nouvelle*, mercredi 17 janvier 1979, Jacques Varin
- (51) *Le Monde*, trente- sixième année, numéro 10 567, 20 janvier 1979, pages 1 et 6 et *Libération*, *Libération*, numéro 1531, 22 janvier 1979, page 7
- (52) *Le Monde*, trente- sixième année, numéro 10 570, 24 janvier 1979, page 3
- (53) W. Caruchet, *op. cit.*, page 85
- (54) *Le Monde*, trente- sixième année, numéro 10 573 270 janvier 1979, pages 1 et 3
- (55) *Le Monde*, trente- sixième année, numéro 10 582, 7 février 1979, page 3, « Washington adopte un " profil bas " », Michel Tatu, correspondant
- (56) *Le Monde*, trente- sixième année, numéro 10 583, 8 février 1979, page 5, « Les Américains redoutent un affrontement au sein de l'armée », Paul Balta, envoyé spécial
- (57) *Le Monde*, trente- sixième année, numéro 10 587, 13 février 1979, page 5, « M. Chapour Bakhtiar – Le salaire de la témérité »
- (58) *Libération*, numéro 1560, 13 février 1979, pages 3 et 6

Notes de la partie II. B. : Khomeiny en France et les péripéties du « vol révolutionnaire »

- (1) W. Caruchet, *op. cit.*, pages 54-56
- (2) Christian Delannoy et Jean-Pierre Richard, *op. cit.*, pages 130-131
- (3) *Le Monde*, trente-cinquième année, numéro 10 478, 7 octobre 1978 dernière édition, page 38, « Après avoir définitivement quitté l'Irak, l'ayatollah Khomeiny serait attendu à Paris » ; numéro 10 479, 8-9 octobre 1978, page 3, brève, « L'ayatollah Khomeiny à Paris »
- (4) Christian Delannoy et Jean-Pierre Richard, *op. cit.*, pages 130-131
- (5) *Le Monde*, trente-cinquième année, numéro 10 501, 3 novembre 1978, page 3
- (6) *Le Monde*, trente-cinquième année, numéro 10 549, 30 décembre 1978, page 4
- (7) *Le Monde*, trente-sixième année, numéro 10 563, 16 janvier 1979, pages 1 et 3, Jean Gueyras envoyé spécial
- (8) *Le Monde*, trente-sixième année, numéro 10 564, 17 janvier 1979, pages 1 et 3, Jean Gueyras envoyé spécial
- (9) *Ibid.*
- (10) W. Caruchet, *op. cit.*, page 79
- (11) *Le Monde*, trente-sixième année, numéro 10 576, 27 janvier 1979, pages 1 et 3
- (12) W. Caruchet, *op. cit.*, pages 86-88
- (13) *Le Monde*, trente-sixième année, numéro 10 578, 2 février 1979, pages 1 et 3, Paul Balta, Jean Gueyras et Dominique Pouchin, envoyés spéciaux
- (14) *Ibid.* et *TC* numéro 1805, 12 février 1979, pages 8 et 9, « L'épopée iranienne », envoyé spécial Georges Baguet
- (15) Paul Balta, « Ruhollah Khomeyni, Savonarole de l'Islam », *op. cit.*

Notes de la partie II. C. : Le double pouvoir

- (1) *Le Monde*, trente-sixième année, numéro 10 587, 13 février 1979, page 1
- (2) *Le Monde*, trente-cinquième année, numéro 10 451, 6 septembre 1978, page 3
- (3) A. Tahéri, *op. cit.*
- (4) Christian Delannoy et Jean-Pierre Richard, *op. cit.*, page 133
- (5) *L'Express*, 1435, 6 janvier 1979, pages 65-66, « Iran : l'ayatollah ou l'armée », Christian Hoche
- (6) W. Caruchet, *op. cit.*, page 117 ; Chapour Jaghighat, *Iran, la révolution inachevée et l'ordre américain*, Editions Anthropos, 1980, 212 pages
- (7) *Le Monde*, trente-sixième année, numéro 10 566, 19 janvier 1979, pages 1 et 3 ; et *Middle Eastern Studies*, vol. 45, 2009 (n°1), Reza Razavi, « The cultural revolution in Iran, with close regard to the universities, and its impact on the student movement », pages 1-17
- (8) Ahmad Faroughy et Jean-Loup Reverrier, *L'Iran contre le chah*, Simoën, Paris, 1979, 180 pages
- (10) *Libération*, numéro 1552, 3 et 4 février 1979, pages 1 et 3, « Le plan des khomeinistes pour l'Iran », Serge July, envoyé spécial
- (11) *Ibid.*
- (12) *Ibid.*
- (13) *Le Monde*, trente-sixième année, numéro 10 579, 3 février 1979, page 5
- (14) *Le Monde*, trente-sixième année, numéro 10 581, 6 février 1979, page 3
- (15) *Ibid.*
- (16) *Ibid.*
- (17) *Le Monde*, trente-sixième année, numéro 10 582, 7 février 1979, pages 1 et 3, Dominique Pouchin, envoyé spécial
- (18) *Ibid.*, page 3, encadré
- (19) *Ibid.*, page 3, portrait
- (20) *Le Monde*, trente-sixième année, numéro 10 583, 8 février 1979, page 5, Paul Balta, envoyé spécial
- (21) *Le Monde*, trente-sixième année, numéro 10 586, 11 et 12 février 1979, pages 1 et 3, Dominique Pouchin, envoyé spécial
- (22) *Ibid.*
- (23) *L'Express*, numéro 1438, 27 janvier 1979, pages 73 à 75, « Iran : un pays disloqué », Christian Hoche, envoyé spécial ; *L'Humanité*, nouvelle série, numéro 10 703, 24 janvier 1979, pages 1 et 7, « Iran – Que va faire l'armée ? - La garde prétorienne du chah parade devant la presse » ; *Le Monde*, trente-sixième année, numéro 10 571, 25 janvier 1979, pages 1 et 5, Jean Gueyras, envoyé spécial
- (24) *Le Monde*, trente-sixième année, numéro 10 573, 27 janvier 1979, pages 1 et 3, Jean Gueyras, envoyé spécial
- (25) *Le Monde*, trente-sixième année, numéro 10 578, 2 février 1979, pages 1 et 3, Dominique Pouchin, envoyé spécial
- (26) *L'Humanité*, nouvelle série, numéro 10 709, 31 janvier 1979, pages 1 et 7
- (27) *Le Monde*, trente-sixième année, numéro 10 578, 2 février 1979, page 3
- (28) Le récit de l'insurrection de Téhéran qui suit est inspiré des témoignages suivants (parfois contradictoires sur les horaires et les lieux) :
 - *Le Figaro*, 10 et 11 février 1979
Page 1, entrefilet, « Iran : premiers heurts entre militaires »
Page 2, « Dix jours après son retour triomphal – L'ayatollah Khomeiny entretient le mystère », Thierry Dujardin, envoyé spécial
 - *Le Figaro*, 12 février 1979
Pages 1 et 4, « La capitale iranienne aux mains de la rébellion – Téhéran : la fête sanglante de l'ayatollah – Un carnaval haineux », Thierry Dujardin, envoyé spécial
Pages 1 et 4, éditorial de Serge Maffert, « Le détonateur »
Page 4, « Récit d'un week-end sanglant – Téhéran : une foule en délire »
 - *L'Humanité*, nouvelle série, numéro 10 719, 12 février 1979
Page 8, « Téhéran insurgé », Dominique Bari, envoyée spéciale

- *L'Humanité*, nouvelle série, numéro 10 720, 13 février 1979
Pages 1 et 8, « Une à une les bastilles du chah ont été prises », Dominique Bari, envoyée spéciale
- *Inprecor* numéro 45, 15 février 1979
« Iran – Trois jours qui balayèrent l'ancien régime », Brian Grogan, F. Efeffang, Michel Rovere, Cindy Jaquith
- *Libération*, numéro 1559, 12 février 1979
Pages 4-5, « Quarante-huit heures de combats »
Pages 4-5, « Dans Téhéran insurgée », Marc Kravetz
Page 5, « flash », « Dimanche matin près de la caserne « Dachane Tappeh » - Dans le quartier en rébellion », AFP Partick Meney
- *Libération*, numéro 1560, 13 février 1979
Page 3, « Iran : le nouveau pouvoir s'installe – Le « gouvernement révolutionnaire » s'efforce d'accélérer le retour à la normale »
Pages 3 et 6, « Un entretien avec les guérilleros marxistes de Téhéran – Les Fedaynes expliquent comment s'est déclenchée l'insurrection », Marc Kravetz
- *Le Monde*, trente-sixième année, numéro 10 586, 11-12 février 1979
Pages 1 et 3, « Téhéran - « Immortels » contre aviateurs », Paul Balta, envoyé spécial
- *Le Monde*, trente-sixième année, numéro 10 587, 13 février 1979,
Page 1, tribune, « Un raz de marée »
Page 1, chapô : « La garde impériale s'est rendue. M. Bakhtiar serait « en lieu sûr »
Pages 1, 3 et 4, « Les chefs religieux ont paru débordés par des groupes de guérilla », Paul Balta et Dominique Pouchin, envoyés spéciaux
Page 5, entrefilet, « Un appel de l'ayatollah Khomeiny à la population »
- *Le Nouvel observateur*, numéro 745, 19 février 1979
Pages 40 et 41, « La révolution aux carrefours », Kenize Mourad, envoyée spéciale
- *Le Point*, 19 février 1979
- W. Caruchet, *op. cit.*, pages 89-91
- Paul Balta et Claudine Rulleau, *op. cit.*

(29) *L'Humanité*, nouvelle série, numéro 10 720, 13 février 1979

(30) *Le Monde*, trente-sixième année, numéro 10 587, 13 février 1979, « Au jour le jour », *op. cit.*

(31) *Ibid.*, page 1, manchette

(32) *Libération*, numéro 1559, 12 février 1979, page 5

(33) *Le Figaro*, 12 février, pages 1 et 4

(34) *L'Express*, 1441, 17 février 1979, page 89, « Le prophète désarmé », Raymond Aron

Notes de la partie III. A. : En France

(1) *Les Échos*, 19 septembre 1978, page 2

(2) *Le Figaro*, 11 octobre 1978, page 14, Henri de Kergoriay

(3) *Le Figaro*, 2- octobre 1978, pages 1 et 4, « Faut-il tuer le chah d'Iran »

(4) *Le Monde*, trente-cinquième année, numéro 10 506, 9 novembre 1978, page 3, entrefilet, « Deux questions écrites à propos du statut de l'ayatollah Khomeiny »

(5) *Ibid.*

(6) *Le Monde*, trente-sixième année, numéro 10 575, 30 janvier 1979, page 3, brève

(7) *L'Express*, 1435, 6 janvier 1979, pages 66, « Ce que la France risque de perdre en Iran », P.B.

(8) *L'Humanité*, nouvelle série, numéro 10 697, 17 janvier 1979, page 8

(9) *Libération*, numéro 1538, 18 janvier 1979, page 3, « Jarnac – Derrière le revirement américain – Giscard, tombeur du chah ? »

(10) *Ibid.*

(11) *Ibid.*

(12) *Le Monde*, trente-sixième année, numéro 10 554, 5 janvier 1979, page 3, brève

(13) *Le Monde*, trente-sixième année, numéro 10 565, 18 janvier 1979, page 3, chapô

(14) *Le Monde*, trente-sixième année, numéro 10 577, 1er février 1979, page A

(15) *Libération*, numéro 1560, 13 février 1979

(16) *L'Humanité*, nouvelle série, numéro 10 720, 13 février 1979

(17) *Ibid.*

(18) *L'Humanité*, nouvelle série, numéro 10 591, 14 septembre 1978, pages 2, René Andrieu ; *Le Monde* trente-cinquième année, numéro 10 460, 16 septembre 1978, page 3 ; numéro 10 462, 19 septembre 1978, page 5 ; 10 464, 21 septembre 1978, page 6, « Point de vue », « Contre le chah ou contre le PS », Lionel Jospin ; 10 465, 22 septembre 1978, page 5, « Le PS et l'Iran – Une lettre de M. René Andrieu »

(19) *L'Humanité*, numéro 10685, 3 janvier 1979, manchette de la « une »

(20) *L'Humanité*, Henri Alleg, 23 juin 1975, cité par W. Caruchet, *op. cit.*, page 35

(21) *Ibid.*

(22) *Ibid.*

(23) Henri Alleg, *Economie et Politique*, janvier 1976, cité par W. Caruchet, *op. cit.*, page 35

(24) « L'Iran à la cote d'alerte », *op. cit.*, numéro 10 375 pages 4 et 5, « III. - Le voile et le masque »

(25) *Ibid.*

(26) W. Caruchet, *op. cit.*, page 324 ; voir aussi *Foi et langage*, numéro 3, 1979, « Ayatollah, un mot-choc ; imâm, un mot-clé », Père Marie-Joseph Stève

- (27) Hichem Djaït, *L'Europe et l'Islam*, Paris, Seuil, collection Esprits, 1978, 187 pages, pages 184-185
- (28) *Le Monde*, trente-sixième année, numéro 10 561, 13 janvier 1979, page 2, « Idées », Iran, « L'autel et le trône », Gabriel Matzneff
- (29) Voir pour cette partie Farhad Khosrokhavar, « Le mythe du guide de la révolution iranienne » in *Peuples Méditerranéens*, numéro 56-57, pages 253-266 ; Jean-Pierre Digard, « Des ethnologues chez les ayatollahs. Approches ethnologiques de la révolution iranienne » in *Revue française de science politique*, volume 38, 1988, numéro 5, pages 783-794 ; Nouchine Yavari d'Hellencourt, « Islam et démocratie : de la nécessité d'une contextualisation », in *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde Turco-Iranien*, numéro 27, mai 2005
- (30) W. Caruchet, *op. cit.*, page 110
- (31) Cité par *Esprit*, Volume 37, janvier 1980 (n°1), « Khomeinisme, islamisme, tiers-monde – Une crise des sociétés islamistes : « La presse française face à Khomeiny - L'Europe interpellée » ; Revue de presse, « Comment peut-on être persan ? », collectif, 8 articles, pages 52-77, page 59, « Témoignage chrétien – De l'indignation à la realpolitik », Jean Lebrun
- (32) *Ibid.*
- (33) *Ibid.*
- (34) *Ibid.*
- (35) *TC*, numéro 1792, 13 novembre 1978, page 5
- (36) *Esprit*, *op. cit.*
- (37) *TC*, numéro 1797, 18 décembre 1978, page 5
- (38) *TC*, numéro 1806, 19 février 1978, page 6
- (39) *Ibid.*
- (40) *Libération*, numéro 1537, 17 janvier 1979, page 3, « Sourates – Le gouvernement selon Khomeiny »
- (41) Michel Foucault, *Dits et écrits, III 1976-1979*, Gallimard, Paris, 1994, 834 pages, page 694
- (42) *Ibid.*, page 708
- (43) *Le Débat*, septembre-novembre 1986, numéro 41, Michel Foucault, « Omnes et singulatim. Vers une critique de la raison politique », page 34
- (44) *Ibid.*, page 35
- (45) M. Foucault, *Dits et écrits*, *op. cit.*, page 680
- (46) *Ibid.*
- (47) *Ibid.*, page 681
- (48) Mahmoud Senadji, « L'Iran de Michel Foucault », « http://www.indigenes-republique.fr/article.php?id_article=455 »
- (49) *Ibid.*
- (50) M. Foucault, *Dits et écrits*, *op. cit.*, page 749
- (51) Lettre écrite par Frantz Fanon citée par Ali Shariati, *Histoire et destinée*, Sindbad, Paris, 1982, p.45
- (52) M. Senadji, *op. cit.*
- (52) Michel Foucault, *L'herméneutique du sujet*, cours de collège de France, 1981-1982, Le Seuil, 2001, 540 pages, page 11
- (53) *Ibid.*, page 20
- (54) M. Foucault, *Dits et écrits*, *op. cit.*, page 746
- (55) *Ibid.*, page 746 ; cité par Claire Brière et Pierre Blanchet, *Iran : la révolution au nom de Dieu*, Seuil, 1979, 247 pages ; page 231
- (56) M. Senadji, *op. cit.*
- (57) Frédéric Tellier, *L'heure de l'Iran*, Ellipses, collection Mondes Réels, 2005, 220 pages ; page 24
- (58) M. Senadji, *op. cit.*
- (59) C. Brière et P. Blanchet, *Iran : la révolution au nom de Dieu*, *op. cit.*
- (60) *Esprit*, Volume 37, janvier 1980, *op. cit.*, page 56, « *Libération* – Devant la révolution inattendue », Jacques Bureau
- (61) G. Achcar, *L'orient incandescent*, *op. cit.*, « Le chant du cygne du khomeynisme », pages 77 à 87

Notes de la partie III. B. : Chine et URSS

- (1) Voir Hélène Carrère d'Encausse et Stuart R. Schram, *L'URSS et la Chine devant les révolutions dans les sociétés pré-industrielles*, Presses de Sciences-Po, janvier 1970, 108 pages ; Stéphanie Balme et Daniel Sabbagh, *Chine / États-Unis, fascinations et rivalités*, 2008, Éditions Autrement, 170 pages ; *Encyclopædia Universalis*, sixième édition, 2009
- (2) *Le Figaro*, 2 octobre, *op. cit.*
- (3) Observatoire Géopolitique sur la Chine : Note d'introduction suivie d'une synthèse des débats de la séance du 12 Octobre 2006, « Chine-Iran: des relations pragmatiques », Michal Meidan
- (4) *Ibid.*
- (5) *Ibid.*
- (6) *Le Monde*, trente-cinquième année, numéro 10 445, 30 août 1978, page 4 ; numéro 10 446, 31 août 1978, page 3 ; numéro 10 448, 2 septembre 1978, page 4
- (7) *Le Monde*, trente-sixième année, numéro 10 565, 18 janvier 1979, page 3, chapô : « Le départ du chah d'Iran et ses conséquences »
- (8) *Le Monde*, trente-sixième année, numéro 10 583, 8 février 1979, page 5, entrefilet
- (9) W. Caruchet, *op. cit.*, pages 209 à 214 ; Alexandre Benningsen et Chantal Lemerrier-Quelquejay, *Les Musulmans oubliés : l'Islam en Union Soviétique*, Paris, Petite Collection Maspéro, 316 pages ; Olivier Roy, *L'Afghanistan. Islam et modernité politique*, le Seuil, Paris, 1985, 322 pages ; *Le Monde*, trente-cinquième année, numéro 10 493, 25 octobre 1978, pages 1 et 3
- (10) *Jeune Afrique*, vendredi 19 janvier 1979
- (11) *Le Monde*, trente-cinquième année, numéro 10 458, 14 septembre 1978, page 1, tribune
- (12) *Le Monde*, trente-cinquième année, numéro 10 458, 19 septembre 1978, page 5, brèves
- (13) *Le Monde*, trente-cinquième année, numéro 10 500, 2 novembre 1978, page 4, brèves
- (14) Cité par *L'Humanité* le 1er janvier 1979, numéro 10 683
- (15) *Le Monde*, trente-sixième année, numéro 10 556, 7-8 janvier 1979, page 11

- (16) *Op. cit.*
- (17) *Le Monde*, trente-sixième année, numéro 10 561, 13 janvier 1979, page 2, « Idées », Iran, « Avec ou sans Carter », *op. cit.*
- (18) *L'Express*, 1438, 27 janvier 1979, page 57, « La sérénité des autruches », Raymond Aron
- (19) *Le Monde*, trente-sixième année, numéro 10 584, 9 février 1979, page 3, entrefilet, Daniel Vernet
- (20) *Le Monde*, trente-sixième année, numéro 10 587, 13 février 1979, page 3, chapô : « La victoire de la révolution en Iran »
- (21) *Libération*, numéro 1560, 13 février 1979
- (22) *L'Humanité*, nouvelle série, numéro 10 720, 13 février 1979

Notes de la partie III. C. : Moyen-Orient

- (1) *Le Nouvel observateur*, numéro 739, 8 janvier 1979, pages 22 à 25, « La grande peur des émirs », Josette Alia, envoyée spéciale en Orient
- (2) *Ibid.*
- (3) *Le Monde*, trente-cinquième année, numéro 10 435, 18 août 1978, page 1
- (4) *Op. cit.*
- (5) *Ibid.*
- (6) *Ibid.*
- (7) *Cahier de la Fondation pour les Etudes de Défense nationale*, douzième, 1978, Melhem Chaoul, « la Sécurité dans le golfe persique »
- (8) *Le Monde*, trente-sixième année, numéro 10 560, 12 janvier 1979, page 1
- (9) *TC*, numéro 1802, 22 janvier 1979, page 5, éditorial de Georges Montaron, « L'Iran sans le chah »
- (10) *Le Monde*, trente-sixième année, numéro 10 585, 10 février 1979, page 4
- (11) *Le Monde diplomatique*, 26ème année, numéro 300, mars 1979, dossier de trois pages : « Les leçons de la révolution iranienne et le piétinement des négociations de paix » ; pages 1 et 16 « Les leçons de la révolution iranienne – Réajustements stratégiques au Proche-Orient », Mohamed Sid-Ahmed
- (12) *Ibid.*
- (13) *Libération*, numéro 1560, 13 février 1979 ; *Le Monde*, trente-sixième année, numéro 10 587, 13 février 1979, page 3, chapô : « La victoire de la révolution en Iran »
- (14) W. Caruchet, *op. cit.* page 265
- (15) Cité par *Le Monde diplomatique*, 56ème année, février 2009, Alastair Crooke, « Quand Israël et l'Iran s'alliaient discrètement », pages 1 et 13
- (16) *Ibid.* et *Le Monde diplomatique*, 26ème année, numéro 300, mars 1979, dossier de trois pages : « Les leçons de la révolution iranienne et le piétinement des négociations de paix », page 17, « Les leçons de la révolution iranienne – Israël, l'Égypte et la sécurité régionale », Amnon Kapeliousk
- (17) *Le Monde*, trente-sixième année, numéro 10 581, 6 février 1979, page 3
- (18) *Le Monde*, trente-sixième année, numéro 10 587, 13 février 1979, page 5
- (19) Cf. Interview dans *Le Monde*, 10 janvier 1979, *op. cit.* :
Balta : « En vendrez-vous [du pétrole] à Israël et à l'Afrique du Sud ?
Khomeiny : « Non, parce que ces pays ont (...) une politique qui va à l'encontre du droit et de la justice. »
- (20) *Tribune juive hebdo*, jeudi 18 janvier 1979
- (21) *Libération*, numéro 1560, 13 février 1979
- (22) W. Caruchet, *op. cit.* page 265
- (23) *Le Monde diplomatique*, 26ème année, numéro 300, mars 1979, dossier de trois pages : « Les leçons de la révolution iranienne et le piétinement des négociations de paix », page 17, « Les leçons de la révolution iranienne – Israël, l'Égypte et la sécurité régionale », Amnon Kapeliousk
- (24) *Ibid.*
- (25) *Ibid.*
- (26) Amir Taheri, *Khomeiny*, *op. cit.*, page 258
- (27) *op. cit.*
- (28) *Le Monde*, trente-cinquième année, numéro 10 439, 23 août 1978, page 4, Tribune internationale, « L'appel du prophète », imam Moussa el-Sadr
- (29) *Le Monde*, trente-cinquième année, numéro 10 472, 30 septembre 1978, page 7, « Où est donc l'imam Moussa Sadr ? »,
- (30) T. Coville, *op. cit.*, pages 188-189
- (31) http://www.jurispolis.com/dt/mat/dr_ir_constit1979/dt_ir_constit1979_index.htm
- (32) *TC*, numéro 1793, 18 novembre 1978, page 17, propos recueillis par Madeleine Lafue-Veron
- (33) *Le Monde*, trente-cinquième année, numéros 10 529, « Réveil de l'intégrisme musulman ? », *op. cit.*, pages 1 et 4, « I. - Où Dieu n'est pas mort »
- (34) *Ibid.*
- (35) *Ibid.*, 10 530, page 8 « II. - La politique selon le Coran »
- (36) *Le Monde*, trente-cinquième année, numéro 10 534, 12 décembre 1978, page 3, Paul Balta, envoyé spécial
- (37) *Le Monde*, trente-sixième année, numéro 10 566, 19 janvier 1979, page 3, « La pensée politique de l'ayatollah Khomeiny – La révolte contre « l'État injuste » doit être fondée sur la spiritualité, la liberté et l'indépendance nationale », Paul Balta
- (38) *Le Monde*, numéro 10 585, 10 février 1979, *op. cit.*
- (39) *L'Express*, 1436, 13 janvier 1979, page 91
- (40) *Le Monde*, trente-sixième année, numéro 10 587, 13 février 1979, page 4, encadré, « Les exportations de pétrole iranien reprendront-elles ? », J.-M. Q
- (41) W. Caruchet, *op. cit.*, page 266 à 277 ; Wilfred Cantwell, *L'Islam dans le monde moderne*, Editions Payot, 1962, 391 pages ; Maxime Rodinson, *Mahomet*, Editions du Seuil, 1975, 340 pages ; Robert Bear, *Iran : l'irrésistible ascension*, *op. cit.*

Notes de la conclusion :

- (1) O. Roy, « Sous le turban, la couronne, in F. Adelhah, J-F. Bayart et O. Roy, *Thermidor en Iran*, Complexe, Paris, 1993, 143 pages
- (2) T. Coville, *op. cit.*, page 40
- (3) G. Achcar, *L'Orient incandescent*, *op. cit.*, pages 63 à 76 ; *Inprecor*, numéro 520, septembre-octobre 2006, H. Sépehr, « Un califat déguisé en république »
- (4) G. Achcar, *op. cit.*
- (5) Karl Marx, *Le manifeste du parti communiste*, 1848, 1018 1962, page 33, cité par G. Achcar, *op. cit.*
- (6) *Ibid.*
- (7) T. Coville, *op. cit.*, pages 40-41)
- (8) *Ibid.* et Ervand Abrahamian, *Iran between two Revolutions*, Princeton University Press, 1982, 561 pages ; pages 435-446
- (9) in *Courrier international* du 2 février 2009
- (10) R. Bear, *op. cit.*, pages 125 à 129
- (11) Christian Delannoy et Jean-Pierre Richard, *Khomeiny : la révolution trahie*, *op. cit.*, pages 131-132
- (12) *Religioscope*, 15 janvier 2002, « Khomeiny et le gouvernement islamique » - Entretien avec le professeur Mohammad-Reza Djalili
- (13) *Op. cit.*
- (14)
- (15) *Ibid.*
- (16) W. Caruchet, *op. cit.* ; *Religioscope*, *op. cit.*
- (17) *Religioscope*, *op. cit.*
- (18) W. Caruchet, *op. cit.* ; *Religioscope*, *op. cit.*
- (19) T. Coville, *op. cit.*
- (20) *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde Turco-Iranien*, n° 27, « La question démocratique et les sociétés musulmanes. Le militaire, l'entrepreneur et le paysan », mai 2005, Nouchine Yavari d'Hellencourt, « Islam et démocratie : de la nécessité d'une contextualisation » ; *Politiques étrangères*, 56ème année, 1991 (n°3), Jean-François Bayart, « Thermidor en Iran »
- (21) Léon Trotsky, *Bolchevisme contre stalinisme*, 1935, traduit du N°43, du *Bulletin de l'Opposition*, repris dans *IV° Internationale*, N°8-9-10 de 1944
- (22) Karl Marx, *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, 1850, Folio Histoire, 2002, 484 pages, chapitre 1 page 176
- (23) *Op. cit.*
- (24) K. Marx, *Le 18 Brumaire*, *op. cit.* pages 176 à 188
- (25) *Ibid.*
- (26) *Le Monde diplomatique*, 26ème année, numéro 303, juin 1979, pages 4-5, « Vives tensions politiques et misère sociale – L'Iran entre les aspirations révolutionnaires et la paralysie », Ahmad Faroughy
- (27) *La Gauche*, numéro 12, 20 juin 1989, Ernest Mandel, « Les notions de révolution et de contre-révolution dans la théorie marxiste »
- (28) *Ibid.*
- (29) *Ibid.*
- (30) G. Achcar, *op. cit.*, page 79

Chronologie :

18 août 1953 : coup d'État contre le gouvernement Mossadegh, retour du Shah qui avait fui le 15 août

1963 : début de la « révolution blanche »

4 juin 1963 : émeutes contre le Shah et sa politique

Novembre 1964 : arrestation puis exil de l'ayatollah Khomeiny

Octobre 1971 : « Fêtes de Persépolis » pour fêter les 2 500 ans de la monarchie iranienne

Juin 1977 : adresse de trois dirigeants du Front national au Shah pour exiger l'application stricte de la Constitution

Juillet 1977 : incendie de l'usine General Motors à Téhéran par ses ouvriers

6 août 1977 : remplacement du premier ministre Amir Abbas Hoveyda par Djamchid Amouzegar

Octobre 1977 : plus de dix mille personnes assistent à dix « soirées des écrivains et poètes » contre la censure dans les principales villes d'Iran

Décembre 1977 : appel de l'ayatollah Khomeiny à renverser le Shah

Janvier 1978 : mobilisations des étudiants puis des enseignants contre les troupes en poste sur les campus

8 janvier 1978 : manifestations contre la presse gouvernementale qui a insulté Khomeiny

18 février 1978 : journée de deuil pour les morts des émeutes de janvier ; début du cycle des manifestations tous les quarante jours (deuil musulman)

13 mars 1978 : début du mouvement des prisonniers de Quasr

2 avril 1978 : manifestations dans cinquante-cinq villes pour les morts du 18 février

6 mai 1978 : interview de l'ayatollah Khomeiny dans *Le Monde* : « Les dernières émeutes sont les prémices d'une gigantesque explosion »

8 juin 1978 : funérailles d'Aziz Youssef, prisonnier politique kurde membre du Parti démocratique du Kurdistan, à Mahabad ; 10 000 personnes y assistent

17 juin 1978 : nouvelle journée de manifestations pour le deuil ; les magasins ferment dans plusieurs villes

11 juillet 1978 : conférence de presse sur les prisonniers politiques et les agissements de la SAVAK organisée par les mutins des prisons

22 juillet 1978 : manifestation pour l'enterrement de Sheik Ahmad Kafi ; quarante morts

28 juillet 1978 : manifestation pour les morts dans neuf villes

10 août 1978 : manifestations dans l'ensemble du pays

11 août 1978 : barricades dressées à Ispahan ; le Shah annonce des élections « libres à 100% » pour juin – à condition que les candidats se situent « à l'intérieur de la constitution [et] ne mettent pas en cause la monarchie » ; légalisation du Front national

12 août 1978 : promulgation de la loi martiale à Ispahan, Najafabad et Homavinsar

19 août 1978 : incendie du cinéma Rex d'Abadan ; à ce jour, les anciens partisans du Shah et la République islamique s'accusent toujours mutuellement

26 août 1978 : cérémonies en mémoire des victimes d'Abadan, la foule crie « Mort au Shah ! »

27 août 1978 : démission du gouvernement Amouzegar, remplacé par Jaafar Sharif Emani

4 septembre 1978 : quatre millions de personnes manifestent dans tout le pays

7 septembre 1978 : première journée de grève générale cinq cents mille manifestants à Téhéran ; la loi martiale est établie dans les douze principales villes du pays

8 septembre 1978 : « Vendredi noir ». Le lendemain, la presse officielle parle de cinquante-huit morts. Le cimetière Behecht--Zahra délivre 3 897 permis d'inhumer

12 septembre 1978 : début de la campagne du Shah contre la corruption

14 septembre 1978 : grève générale appelée par Khomeiny

24 septembre 1978 : début de la grève des ouvriers du pétrole à Ispahan

8 octobre 1978 : arrivée de l'ayatollah Khomeiny à Paris

4 et 5 novembre 1978 : émeutes dans tout le pays

6 novembre 1978 : remplacement du gouvernement Emani par le gouvernement militaire du général Azhari

8 novembre 1978 : arrestation de l'ancien premier ministre Hoveyda

17 et 18 octobre : grève générale à l'appel de l'ayatollah Khomeiny

Novembre-décembre 1978 : la grève se généralise ; les employés de la Banque Centrale ouvrent les comptes et rendent publics les noms des membres de la classe dirigeante qui ont transféré 2,4 milliards de dollars à l'étranger au cours des deux derniers mois

4 janvier 1979 : nomination du gouvernement de Shapour Bakhtiar

16 janvier 1979 : départ du Shah

1er février 1979 : retour de Khomeiny en Iran

5 février 1979 : nomination du gouvernement provisoire islamique de Mehdi Bazargan

9, 10 et 11 février 1979 : insurrection de Téhéran

10 février 1979 : proclamation de la loi martiale par le gouvernement Bakhtiar

11 février 1979 : démission de Bakhtiar

1er avril 1979 : référendum proclamant la République islamique d'Iran

7 avril 1979 : exécution d'Amir Abbas Hoveyda

29 octobre 1979 - 20 janvier 1980 : prise d'otages à l'ambassade des États-Unis à Téhéran

27 juillet 1980 : mort de Mohammad Reza Pahlavi, dernier Shah d'Iran, au Caire

22 septembre 1980 - 22 juillet 1988 : guerre Iran-Irak

3 juin 1989 : mort de l'ayatollah Khomeiny

7 août 1991 : assassinat de S. Bakhtiar à Suresnes (France)

Index des personnalités

Amini, Ali : 1905 (Téhéran, Iran) – 1992 (Paris, France) ; premier ministre de l'Iran du 6 mai 1961 au 19 juillet 1962 ; exilé après la révolution

Bakhtiar, Shapour : 1914 (Kanarak, Iran) – 1991 (Suresnes, France) ; fondateur du parti Iran, membre du comité exécutif du Front national, exclu ; premier ministre de l'Iran du 4 janvier 1979 au 10 février 1979, démissionne ; assassiné en exil

Bani Sadr, Abolhassan : né en 1933 (Hamdean, Iran) ; président de la section étudiante du Front national à l'étranger en 1978 ; président de la République islamique d'Iran du 4 février 1979 au 21 juin 1981, destitué ; vit en exil en France

Bazargan, Mehdi : 1907 (Bazargan, Iran) – 1995 (Zurich, Suisse) ; fondateur du MLI ; premier ministre du gouvernement provisoire ; premier ministre de la République islamique d'Iran, démissionne le 5 novembre 1979 pour protester contre la prise d'otage de l'ambassade des États-Unis ; député jusqu'à sa mort

Brown, Harold : né en 1927 (New-York, États-Unis) ; secrétaire adjoint à la Défense des États-Unis de 1963 à 1969 et secrétaire à la Défense de 1977 à 1981

Carter, James Earl « Jimmy » : né en 1924 (Plains, États-Unis) ; président des États-Unis de 1977 à 1981

Clark, Ramsey : né en 1927 (Dallas, États-Unis), Procureur général des États-Unis de 1967 à 1969

Eskandari, Iradj : 1908 (Téhéran, Iran) – 1985 (Berlin, RDA) ; secrétaire général du Parti Toudéh de 1941 à 1979 ; vit en exil de 1946 à 1980 et de 1981 à 1985

Forouhar, Darius : 1928 (Ispahan, Iran) – 1998 (Téhéran, Iran) ; membre du Front national ; ministre du travail du gouvernement Bazargan, démissionne le 5 novembre 1979 pour protester contre la prise d'otage de l'ambassade des États-Unis ; assassiné à son domicile

Ghotbzadeh, Sadegh : 1936 (Téhéran, Iran) – 1982 (Téhéran, Iran) ; membre du Front national ; directeur de la radio-télévision d'Iran d'avril 1979 à 1981 ; ministre des affaires étrangères de novembre 1979 à août 1980 ; condamné à mort et exécuté en 1982 pour complot contre Khomeiny

Hassan II, el-Hassan ben Mohammed ben Youssef el-Alaoui : 1929 (Rabat, Maroc) – 1999 (Rabat, Maroc) ; roi du Maroc de 1961 à 1999

Hussein de Jordanie, Hussein ben Talal : 1935 (Amman, Jordanie) – 1999 (Amman, Jordanie) ; roi de Jordanie de 1952 à 1999

Hoveyda, Amir Abbas : 1919 (Téhéran, Iran) – 1979 (Téhéran, Iran) ; premier ministre de l'Iran de 1965 à 1977 ; arrêté par le Shah ; condamné à mort et exécuté sous la République islamique

Khameineï, Ali, ayatollah : né en 1939 (Mashhad, Iran) ; président de la République islamique d'Iran de 1981 à 1989 ; Guide suprême de la République islamique d'Iran depuis 1989

al-Khomeiny, Rouhollah al-Moussavi, ayatollah : 1902 (Khomein, Iran) – 1989 (Téhéran, Iran) ; Guide suprême de la République islamique d'Iran de 1979 à 1989

Kianouri, Nouredine : 1913 (Téhéran, Iran) – 1999 (Téhéran, Iran) ; secrétaire général du Parti Toudéh de 1979 à 1983 ; arrêté et emprisonné en 1983 pour trahison et espionnage ; meurt en prison

Montazeri, Hossein Ali, ayatollah : 1922 (Najafabad, Iran) – 2009 (Qom, Iran) ; artisan de la constitution de la République islamique, désigné en 1985 par l'Assemblée des experts pour succéder au Guide suprême ; écarté du pouvoir en 1988, assigné à résidence de 1997 à sa mort

Nazih, Hassan : né en 1918 (Tabriz, Iran) ; cofondateur du MLI, puis membre du parti Iran, élu à la tête de l'ordre des avocats en 1977 ; élu à la tête de la NIOC en 1979, démissionne ; vit en exil en France

Pahlavi, Reza Khan Mir Panj : 1878 (Alasht, Iran) – 1944 (Johannesburg, Afrique du Sud) ; Shah d'Iran de 1925 à 1941, abdique ; fondateur de la dynastie Pahlavi

Pahlavi, Mohamed Reza : 1919 (Téhéran, Iran) – 1980 (Le Caire, Egypte) ; Shah d'Iran de 1941 à 1979, exilé

Pahlavi, Reza : né en 1960 (Téhéran, Iran) ; prince héritier de la dynastie Pahlavi, vit en exil aux États-Unis

Pezeckhpour, Mohsen : né en 1927 (Téhéran, Iran) ; fondateur et dirigeant du parti Paniraniste ; membre du Parlement de 1941 à 1979 ; vit en exil

el-Sadate, Anouar : 1918 (Mit Abu al-Kum, Egypte) – 1981 (Le Caire, Egypte) ; président de la république arabe d'Egypte de 1970 à 1981

Sandjabi, Karim : 1905 (Sandjabi, Iran) – 1995 (États-Unis) ; ministre de l'Éducation de l'Iran de 1951 à 1953 ; secrétaire général du Front national ; ministre des affaires étrangères de la République islamique d'Iran de février 1979 à avril 1979, démissionne ; meurt en exil

Shariat Madari, Mohammad Kazem, ayatollah : 1905 (Tabriz, Iran) – 1986 (Téhéran, Iran) ; fondateur du Parti républicain du peuple islamique en 1979 ; assigné à domicile de 1982 jusqu'à sa mort après l'arrestation de Ghotbzadeh pour complot contre l'ayatollah Khomeiny

Sharif-Emani, Jafar : 1910 (Téhéran, Iran) – 1998 (New York, États-Unis) ; premier ministre de l'Iran de 1960 à 1961 puis du 17 août 1978 au 6 novembre 1978, exilé après la révolution

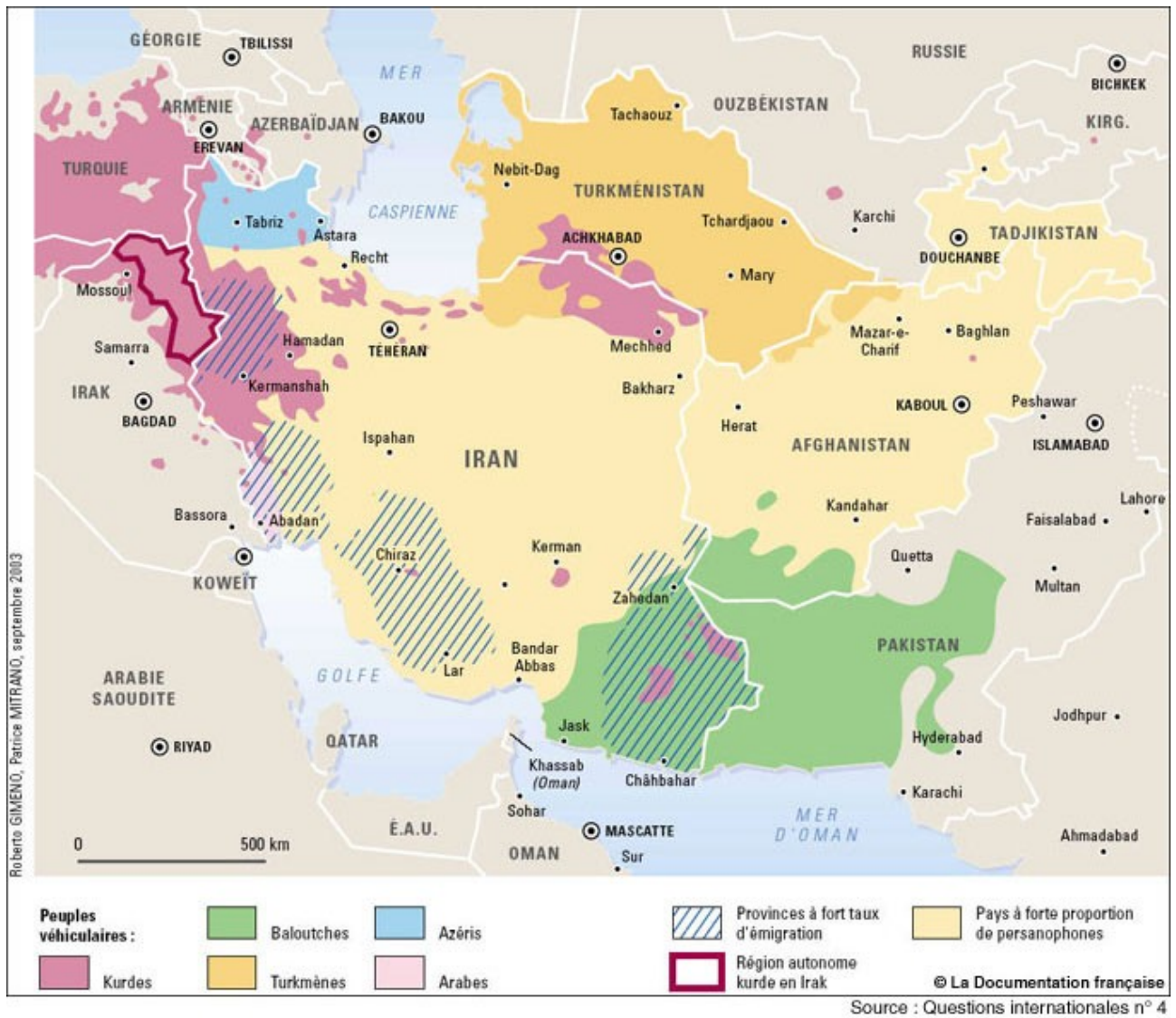
Shariati, Ali : 1933 (Sabzevar, Iran) – 1977 (Southampton, Grande-Bretagne) ; sociologue, philosophe et militant iranien

Taleghani, Mahmoud, ayatollah : 1911 (Taleghan, Iran) – 1979 (Téhéran, Iran) ; cofondateur du MLI

Vance, Cyrus : 1917 (Clarksburg, États-Unis) – 2002 (New-York, États-Unis) ; secrétaire d'État des États-Unis de 1977 à 1980

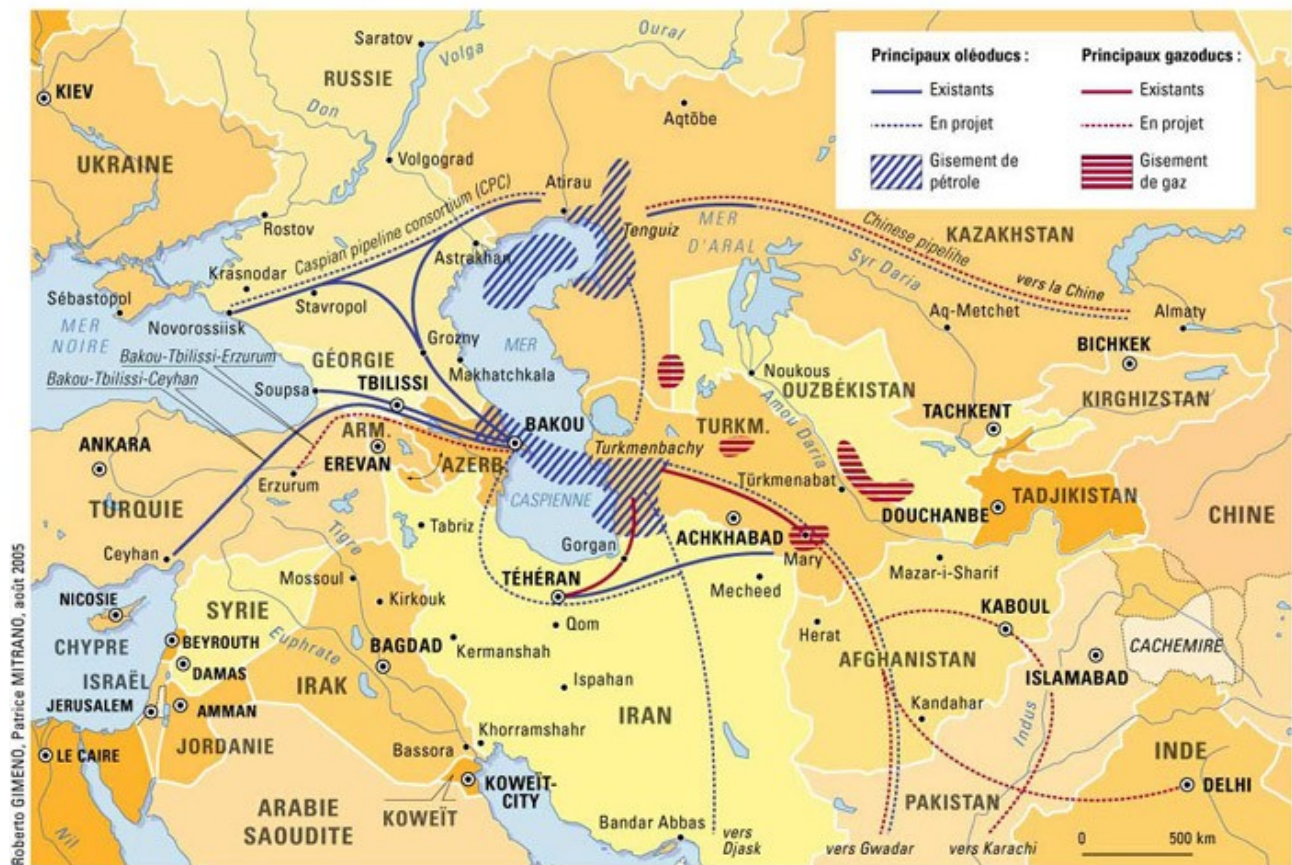
Yazdi, Ebrahim : né en 1931 (Qazvin, Iran) ; membre du MLI et, en 1978, de l'association des étudiants et enseignants à l'étranger ; ministre des affaires étrangères de la République islamique d'Iran d'avril 1979 à novembre 1979, démissionne le 5 novembre 1979 pour protester contre la prise d'otage de l'ambassade des États-Unis ; secrétaire général du MLI depuis la mort de Bazargan ; arrêté en juin 2009

Carte 1 : L'Iran et ses voisins



<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/spip/IMG/jpg/PROCHEORIENT-Iran-03-01-2.jpg>

Carte 2 : Le pétrole et la mer Caspienne



<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiersmer-caspienneimgpétrole-mercaspennie.jpg>

Carte 3 : chiïtes et sunnites au Moyen-Orient



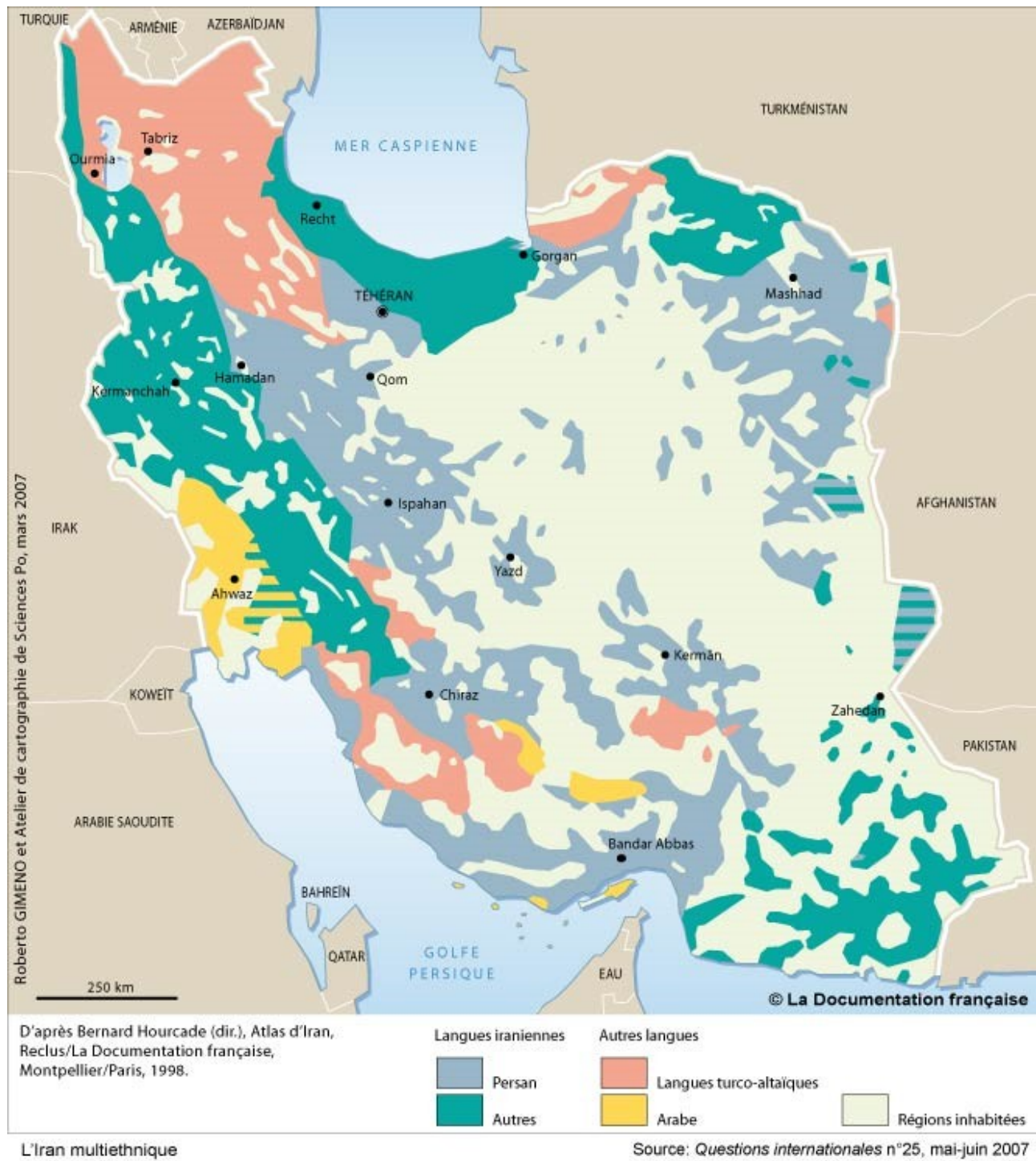
Source : Questions internationales n° 4

<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/cartotheque/sunnites-chiïtes-au-moyen-orient-2003.shtml>

This is a detailed topographical map of Iran and its surrounding regions. The map shows major cities like Tehran, Isfahan, Shiraz, and Mashhad, along with geographical features such as the Caspian Sea, Persian Gulf, and Zagros Mountains. Neighboring countries like Turkey, Iraq, and Afghanistan are also labeled.

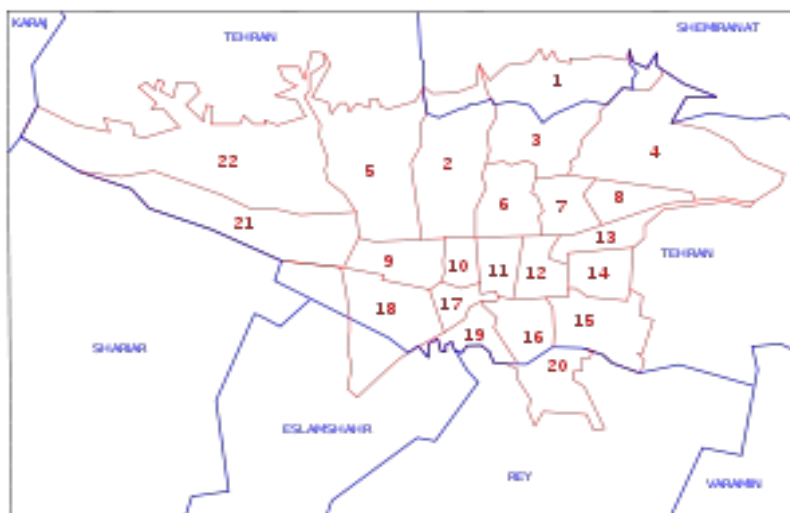
157

Carte 5 : L'Iran multiethnique



<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/cartotheque/iran-multiethnique.shtml>

Carte 6 : Téhéran



http://isranews.com/index.php?option=com_awiki&view=mediawiki&article=Quartiers_de_T%C3%A9h%C3%A9ran

Quartiers nord

District 1

- Chizar
- Darakeh
- Darband
- Dar Abad
- Elahieh
- Gheytharieh
- Farmanieh
- Nobonyad
- Jamaran
- Tajrish
- Zafaraniyeh

District 2

- Farahzad
- Gisha
- Punak-e Bakhtari
- Sadeghiyeh
- Shahrak-e Gharb
- Shahrak-e Jandarmeh
- Sa'adat Abad
- Tarasht
- Towhid

District 3

- Darrous
- Davoodiyeh
- Ekhtiarieh
- Jordan (Téhéran)
- Gholhak
- Vanak

District 5

- Ekbatan
- Punak
- Bulvar-e Ferdows
- Djannat Abad

District 6

- Amir Abad
- Argentine (district)
- Park-e Laleh
- Youssef Abad

Quartiers est

District 4

- Lavizan
- Khak Sefid
- Hakimieh
- Ozgol
- Pasdaran (district)
- Resalat
- Shams Abad

- Shemiran No
- Tehranpars
- Zargandeh

District 7

- Abbas Abad
- Emam Hosseini (district)
- Behjat Abad
- Sabalan (district)

District 8

- Mo'alleh
- Narmak
- Samangan (district)

District 13

- Dushan Tappeh
- Teheran No
- Niru Havayi

District 14

- Chaharsad Dastgah
- Dulab
- Esfahanak
- Khorasan (district)
- Sad Dastgah

Centre

District 10

- Beryanak
- Salsabil
- Haft Chenar

District 11

- Dokhaniai
- Monirieh
- Lashkar
- Sheykh Hadi

District 12

- Park-e Shahr
- Pich-e Shemiran
- Bazar de Téhéran
- Baharestan
- Ferdowsi (district)
- Gorgan (district)

District 17

- Emamzadeh Hassan
- Khazaneh Fallah
- Qal'eh Morghi

Quartiers sud

District 15

- Afsariyeh
- Bissim
- Khavaran
- Kianshahr

- Mas'udieh
- Moshirieh

District 16

- Ali Abad
- Bagh-e Azari
- Khazaneh Bokharaee
- Nazi Abad
- Yakhchi Abad

District 19

- Abdol Abad
- Ne'mat Abad
- Hava Niruz

District 20

- Ebn-e Babaveyh
- Dowlat Abad
- Javanmard-e Qassab
- Hazrat-e Abdol-Azim
- Sizdah-e Aban

Quartiers ouest

District 9

- Jey
- Sar-Asyab C'est dans ce district que se situe l'Aéroport international Mehrabad

District 18

- Chahar Bari
- Yaft Abad
- Shad Abad
- Shahrak-e Vali-Asr
- Tolid Daru C'est dans ce quartier que se trouve la compagnie Tolid Daru une grande compagnie pharmaceutique iranienne.

District 21

- Tehransar
- Iran Khodro quartier où se situe le site d'assemblage de ce constructeur automobile.
- Vardavard

District 22

- Parc Chitgar nom du quartier où se situe ce parc forestier
- Bagh-e Haj-Seyf
- Peykan-Shahr
- Kan (district)
- Kuy-e Sazman-e Barnameh
- Shahrak-e Cheshmeh
- Shahrak-e Rah-Ahan
- Stadium-e Azadi quartier où se situe le complexe sportif

Bibliographie

Ouvrages d'historiographie, de politique générale, d'économie ou généralistes :

- Balme, Stéphanie et Sabbagh, Daniel, *Chine / États-Unis, fascinations et rivalités*, 2008, Éditions Autrement, 170 pages
- Bensaïd, Daniel, *Stratégie et parti*, Éditions La Brèche, 1987, 142 pages
- Bloch, Marc, *Apologie pour l'histoire ou Métier d'historien*, 1941, Armand Colin 1997, 160 pages
- Carrère d'Encausse, Hélène et Schram, Stuart R., *L'URSS et la Chine devant les révolutions dans les sociétés pré-industrielles*, Presses de Sciences-Po, janvier 1970, 108 pages
- Chesneaux, Jean, *Du passé faisons table rase ?*, Maspero, 1976, 192 pages
- David, Charles-Philippe, *Au sein de la maison blanche – la formulation de la politique étrangère des États-Unis*, seconde édition, Presses universitaires de Laval, 2005, 644 pages
- *Encyclopædia Universalis*, sixième édition, 2009
- Foucault, Michel, *Dits et écrits, III 1976-1979*, Gallimard, Paris, 1994, 834 pages
- Foucault, Michel, *L'herméneutique du sujet*, cours de collège de France, 1981-1982, Le Seuil, 2001, 540 pages
- Gèze, François et Lacoste Yves, sous la direction de, *L'état du monde – 1981*, petite collection Maspéro, 1981, 445 pages
- Gramsci, Antonio, *Écrits politiques I 1914-1920*, Éditions Gallimard, 1977, 462 pages
- Mandel, Ernest, *Le troisième âge du capitalisme*, 1972, Editions de la Passion, 1997
- Marx, Karl, *Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel*, 1843
- Marx, Karl, *Le manifeste du parti communiste*, 1848, 1018 1962, 63 pages
- Marx, Karl, *Les luttes de classes en France*, 1850, Folio Histoire, 2002, 484 pages
- Saïd, Edward W., *L'Orientalisme. L'Orient créé par l'Occident*, Le Seuil, collection « La couleur des idées », 2005, 422 pages
- Trotsky, Léon, *Bolchevisme contre stalinisme*, 1935, traduit du N°43, du *Bulletin de l'Opposition*, repris dans *IV° Internationale*, N°8-9-10 de 1944

Ouvrages sur l'Iran, l'islam, le chiisme ou le Moyen-Orient :

- Abrahamian, Ervand, *Iran between two Revolutions*, Princeton University Press, 1982, 561 pages
- Achcar, Gilbert *L'Orient incandescent*, Éditions Page deux, 2003, 348 pages
- Achcar, Gilbert et Chomsky, Noam, *La poudrière du Moyen-Orient*, États-Unis, 2006 ; France 2007, Fayard, traduit de l'anglais par Louis de Bellefeuille, 388 pages
- Adelhah, Fariba, Bayart, Jean-François et Roy, Olivier, *Thermidor en Iran*, Éditions Complexe, Paris, 1993, 143 pages
- Bakhtiar, Chapour, *Ma fidélité*, Éditions Albin Michel, 1982, 257 pages
- Balta, Paul et Rulleau, Claudine, *L'Iran insurgé - 1789 en Islam ? : Un tournant du monde*, Éditions Sinbad, 1979, 310 pages
- Balta, Paul, sous la direction de, *Islam, civilisation et société*, Éditions du Rocher, Paris, 2ème édition 2001, 296 pages
- Baqer El-Sadr, Sayyed Mohammad, *Lignes détaillées de l'économie Islamique*, Éditions de la Bibliothèque Ahl-Elbeit, Paris, 1983, 80 pages
- Bear, Robert, *Iran : l'irrésistible ascension*, Folio documents, 2009, 432 pages, traduction de l'anglais par Marie de Prémonville
- Behrang, *Iran, le maillon faible*, Maspero, Collection CEDETIM, 1979, 358 pages
- Benningsen, Alexandre et Lemerrier-Quelquejay, Chantal, *Les Musulmans oubliés : l'Islam en Union Soviétique*, Paris, Petite Collection Maspéro, 316 pages
- Brière, Claire et Blanchet, Pierre, *Iran : la révolution au nom de Dieu*, Le Seuil, 1979, 247 pages
- Cantwell, Wilfred, *L'Islam dans le monde moderne*, Editions Payot, 1962, 391 pages
- Caruchet, William, *Khomeiny, le Janissaire de l'Islam*, Saurat, 1988, 378 pages
- Chauvin, Gérard, *Chiisme*, Pardès, 2005, 127 pages
- Corbin, Henry, *Corps spirituel et Terre céleste. De l'Iran mazdéen à l'Iran Shi'ite*, Buchet / Chastel, 1979, 300 pages
- Coville, Thierry, *Iran, la révolution invisible*, La Découverte, 2007, 256 pages
- Delannoy, Christian et Richard, Jean-Pierre, *Khomeiny : la révolution trahie*, Carrère, Paris, 1988, 314 pages
- Djaït, Hichem, *L'Europe et l'Islam*, Paris, Seuil, collection Esprits, 1978, 187 pages

- Fisk, Robert, *La grande guerre pour la civilisation – L'Occident à la conquête du Moyen-Orient (1979-2005)*, La Découverte, 2005, 950 pages
- Faroughy, Ahmad et Reverrier, Jean-Loup, *L'Iran contre le chah*, Simoën, Paris, 1979, 180 pages
- Fontcouberte, André, *L'exception iranienne – De la Perse au Nucléaire*, Kutoubia, 2009, 316 pages
- Ghassemi, Farhang, *Syndicalisme et mouvements politiques en Iran*, Zagros, 2006, 467 pages
- Hautpoul, Jean-Marcel, *Les dessous du tchador : la vie quotidienne en Iran selon le rêve de Khomeiny*, L'Harmattan, collection Comprendre le Moyen-Orient, 1994, 271 pages
- Heikal, Mohamed, *Khomeiny et sa révolution*, Éditions Jeune Afrique, 1983, 229 pages
- Hourcade B., Oazurek H., Taleghani M., *Atlas d'Iran*, La documentation française, 1998, 194 pages
- Jaghighat, Chapour, *Iran, la révolution inachevée et l'ordre américain*, Éditions Anthropos, 1980, 212 pages
- Khosrokhavar, Farhad, *Anthropologie de la Révolution iranienne – Le rêve impossible*, L'Harmattan, collection Comprendre le Moyen-Orient, 1997, 272 pages
- Pahlavi, Mohammad Reza, *Réponse à l'histoire*, 1979, Éditions Albin Michel, 1979, 294 pages
- Rahnema, Ali et Nomani, Farhad, *The Secular Miracle: Religion, Politics and Economic Policy in Iran*, Zed Books, décembre 1990, 376 pages
- Richard, Yann, *L'Islam chiite, croyances et idéologies*, Fayard, Paris, 1991, 302 pages
- Rodinson, Maxime, *Mahomet*, Editions du Seuil, 1975, 340 pages
- Roy, Olivier, *L'Afghanistan. Islam et modernité politique*, le Seuil, Paris, 1985, 322 pages
- Shariati, Ali *Histoire et destinée*, Sindbad, Paris, 1982, 140 pages
- Solidarité avec les travailleurs en Iran, *Cent ans de dictature – L'histoire contemporaine de l'Iran sous les deux régimes Monarchique et Islamique*, Paris, 2009, 145 pages
- Solidarité avec les travailleurs en Iran, *Le mouvement ouvrier iranien – La révolution iranienne et le mouvement ouvrier en Iran*, Paris, 2009, 108 pages
- Tahéri, Amir, *Khomeiny*, Éditions Balland, 1985, 366 pages
- Tellier, Frédéric, *L'heure de l'Iran*, Ellipses, collection Mondes Réels, 2005, 220 pages
- Vaziri, Shahrokh, *Élites et mirage – Acteurs et séquence révolutionnaire en Iran – 1977-1979*, Centre d'étude et de documentation iraniennes, 1990, 101 pages
- Yavari d'Hellencourt, Nouchine, *Les otages américains à Téhéran*, La documentation française, collection Les médias et l'évènement, 1992, 128 pages

Revue :

- *American Journal of International Law (The)*, volume 91, juillet 1997 (n°3), Bernard H. Oxman, et Peter H. F. Bekker, « Oil Platforms (Iran v. United States) », pages 518-523
- *Autrement*, n°27, novembre 1987, « Téhéran : au-dessus du volcan », Bernard Hourcade et Yann Richard, pages 156, 188, 192, 196
- *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde Turco-Iranien*, numéro 27, mai 2005 :
Nouchine Yavari d'Hellencourt, « La question démocratique et les sociétés musulmanes. Le militaire, l'entrepreneur et le paysan »
« Islam et démocratie : de la nécessité d'une contextualisation »
- *Cahier de la Fondation pour les Etudes de Défense nationale*, douzième, 1978, Melhem Chaoul, « la Sécurité dans le golfe persique »
- *Débat (Le)*, septembre-novembre 1986, numéro 41, Michel Foucault, « Omnes et singulatim. Vers une critique de la raison politique », page 34
- *Esprit*, Volume 37, janvier 1980 (n°1), « Khomeinisme, islamisme, tiers-monde – Une crise des sociétés islamistes :
- « La presse française face à Khomeiny - L'Europe interpellée » :
Olivier Roy, « La révolution confisquée ? », pages 11-21
Jean-François Clément, « Lectures du khomeinisme », pages 22-27
Ahmad Maroun, « Un islam crispé », pages 28-37
Jean-François Clément, « Pour une compréhension des mouvements islamistes », pages 38-51
Revue de presse, « Comment peut-on être persan ? », collectif, 8 articles, pages 52-77
Table ronde « Tiers-monde et information », pages 77-89
- *Foi et langage*, numéro 3, 1979, « Ayatollah, un mot-choc ; imâm, un mot-clé », Père Marie-Joseph Stève
- *Gauche (La)*, numéro 12, 20 juin 1989, Ernest Mandel, « Les notions de révolution et de contre-révolution dans la théorie marxiste »

- *Herodote* (Paris, La Découverte), numéro 133, 2009 (n°2) :
- Yves Lacoste, éditorial, « Le Golfe et ses Émirats »
- David Rigoulet-Roze, « Les chiites de la province saoudienne du Hasa : une minorité « nationale » stratégique au cœur des enjeux ethno-confessionnels régionaux »
- Mehdi Saboori, « Les Émirats arabes unis et les Iraniens le Golfe et ses Émirats », pages 66-179
- Ali Rastbeen, « L'Iran et les enjeux géostratégiques au XXI^e siècle », pages 180-197
- *Inprecor*, numéro 2, 20 juin 1974, A. Parsi, « Le nouveau gendarme du golfe arabe »
- *Inprecor*, numéro 10, 17 octobre 1974, E. Mandel, « L'émergence d'un nouveau capital financier arabe et iranien »
- *Inprecor* numéro 18, 31 janvier 1975, A. Parsi, « La voie impériale »
- *Inprecor* numéro 45, 15 février 1979, Brian Grogan, F. Efeffang, Michel Rovere, Cindy Jaquith, « Iran – Trois jours qui balayèrent l'ancien régime »
- *Inprecor*, numéro 520, septembre-octobre 2006, H. Sépehr, « Un califat déguisé en république »
- *International socialism journal*, automne 1994, Chris Harman, « Le prophète et le prolétariat », 47 pages
- *Middle Eastern Studies*, volume 45, 2009 (n°1), Reza Razavi, « The cultural revolution in Iran, with close regard to the universities, and its impact on the student movement », pages 1-17
- Observatoire Géopolitique sur la Chine : Note d'introduction suivie d'une synthèse des débats de la séance du 12 Octobre 2006, « Chine-Iran: des relations pragmatiques », Michal Meidan - http://www.centreasia.org/media/files/AsiaCentre_OGP_note-CR_20061012_.pdf
- *Peuples Méditerranéens*, n°56-57, 1991, Farhad Khosrokhavar, « Le mythe du guide de la révolution iranienne », pages 253-266
- *Politiques étrangères*, 56^{ème} année, 1991 (n°3), Jean-François Bayart, « Thermidor en Iran »
- *Revue française de science politique*, volume 38, 1988, numéro 5, Jean-Pierre Digard, « Des ethnologues chez les ayatollahs. Approches ethnologiques de la révolution iranienne », pages 783-794
- *Religioscope*, 15 janvier 2002, « Khomeiny et le gouvernement islamique » - Entretien avec le professeur Mohammad-Reza Djalili
- *Social Compass*, voume. 36, Décembre 1989 (n°4) :
- Val Moghadam, « The Revolution and the Regime: Populism, Islam and the State in Iran », page 450
- Shahin Gerami, « Religious Fundamentalism as a Response to Foreign Dependency: the Case of the Iranian Revolution », pages 451-467
- *Welt des Islams (Die)*, New Series, volume 23, 1984 (n°1), Naderpour Nader, « Une contradiction : l'âme iranienne et l'esprit islamique », pages 129-135
- *World History*, Vol. 195, 2009 (n°2), Yao Daxue, « Iran's Nuclear Crisis from History Perspective », pages 57-69

Sommaire

PRÉSENTATION DU MÉMOIRE	Page 2
PLAN DU MÉMOIRE	Page 6
INTRODUCTION	
1. Le régime Pahlavi	Page 7
2. L'opposition sous le Shah	Page 12
3. Le « gendarme du Golfe » dans un Moyen-Orient mouvementé	Page 14
I. LA RÉVOLUTION ET LE KHOMEINISME AVANT LE RETOUR DE KHOMEINY	Page 17
A. Les ambiguïtés du discours de l'ayatollah	
1. « Les grandes idées progressistes de l'Islam »	Page 21
2. La centralité de la classe ouvrière ?	Page 29
3. L'indépendance par rapport à l'État impérial	Page 33
a. Une contre-société islamique	Page 33
b. Aucun compromis avec le gouvernement	Page 35
c. L'armée	Page 37
B. Laïques, libéraux, sociaux-démocrates, communistes, gauche radicale...	
Tous derrière Khomeiny !	Page 39
1. L'entourage de Khomeiny	Page 41
2. Le Parti Toudeh	Page 52
3. Les guérilléristes	Page 55
C. Les derniers agissements du Shah	Page 57
II. LE RETOUR DE L'AYATOLLAH KHOMEINY	
A. J. Carter, S. Bakhtiar et le Shah : un échec stratégique	
1. Le soutien inconditionnel des États-Unis ?	Page 65
2. Amini, Shariat-Madari, Bakhtiar... L'option modérée	Page 69
3. Quand les États-Unis « lâchent » progressivement le Shah	
a. La chute irrésistible	Page 76
b. Un roi devenu indésirable	Page 77
c. Les États-Unis entre Bakhtiar et Khomeiny	Page 78
B. Khomeiny en France et les péripéties du « vol révolutionnaire »	Page 80
C. Le double pouvoir	Page 85
1. Bazargan contre Bakhtiar	Page 86
2. Les dernières activités des partisans de l'ancien régime	Page 90
3. L'insurrection de Téhéran	Page 92
III. À L'ÉTRANGER	
A. En France	
1. L'embarras de la classe dirigeante française et son influence européenne	Page 98
2. L'opposition française	Page 103
3. Comment peut-on être Iranien ?	Page 104
a. L'Occident découvre Khomeiny	Page 104
b. La presse chrétienne	Page 106
c. Michel Foucault et l'exaltation de Khomeiny	Page 107
B. Chine et URSS	
1. Le triangle Moscou-Pékin-Washington	Page 112
2. La RPC	Page 115
3. L'URSS	Page 116
C. Moyen-Orient	
1. Un nouveau facteur de déstabilisation	Page 119
2. L'État israélien face à la révolution	Page 124
3. Le panislamisme et la question pétrolière	
a. L'unité de l' <i>oumma</i>	Page 126
b. « Le saint or noir »	Page 128
c. Une révolution tournée vers l'Irak et le Liban	Page 129

CONCLUSION

1. Pourquoi Khomeiny	Page 131
2. Définir le khomeinisme	Page 135
3. Thermidor en Iran ?	Page 138

NOTES

Présentation du mémoire	Page 141
Introduction	Page 141
IA	Page 142
IB	Page 143
IC	Page 145
IIA	Page 146
IIB	Page 147
IIC	Page 147
IIIA	Page 148
IIIB	Page 149
IIIC	Page 150
Conclusion	Page 151

ANNEXES :

Chronologie	Page 152
--------------------	----------

Index des personnalités	Page 153
--------------------------------	----------

Cartes

Cartes 1 : l'Iran et ses voisins	Page 154
Carte 2 : le pétrole et la mer Caspienne	Page 155
Carte 3 : chiïtes et sunnites au Moyen-Orient	Page 156
Carte 4 : l'Iran et ses provinces	Page 157
Carte 5 : l'Iran multiethnique	Page 158
Carte 6 : Téhéran	Page 159

BIBLIOGRAPHIE

Page 160
